

## Un coup d'État aurait été déjoué au Ghana

LIRE PAGE 36

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 85 c. ; Grèce, 45 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1.000 L. ; Japon, 350 Y. ; Liban, 0,350 L.L. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,00 Kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 56 esc. ; Royaume-Uni, 250 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 66 d. Tarif des abonnements page 28

5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 690572  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DU JOUR

### La France et le tiers-monde

Une fois de plus, M. Mitterrand reprend son bâton de pèlerin. C'est à l'Égypte, cette fois, puis à l'Inde qu'il rend visite. Ce qui conduit à s'interroger sur sa passion des voyages. Pour les uns, il ne s'agit de rien d'autre que de la tradition « gaullienne » de présence de la France, envers et contre tout, en particulier contre l'énorme poids des Deux Super-puissances. Pour d'autres, ces déplacements en série relèveraient de la fuite en avant devant des problèmes socio-économiques intérieurs, qui n'ont rien, il est vrai, d'exaltant.

On aurait tort en tout cas de faire reproche à M. Mitterrand du voyage qu'il vient d'entreprendre. Trop longtemps, sans doute, l'Égypte n'a pas suffisamment retenu l'attention de Paris, où l'on semblait lui faire, à propos des accords de Camp David, le même procès que les pays du Front du refus.

Aujourd'hui que l'Irak et l'Iran s'épuisent dans une lutte sanglante et que la Syrie subit les contrecoups de la guerre du Liban, l'Égypte retrouve tout naturellement son poids dans le monde arabe. Le pays, certes, est aux prises avec d'énormes problèmes d'ordre intérieur, et le président Mubarak, en dépit de ses déclarations d'intention, n'est toujours pas parvenu à les résoudre. Il n'empêche : outre que l'Égypte n'est pas le seul pays du monde - loin de là - à faire face à une situation dramatique, il est important du point de vue politique de ne pas la laisser enfermée dans un tête-à-tête avec les États-Unis.

La tâche sera sans doute plus difficile pour M. Mitterrand en Inde. Il faut bien reconnaître que Paris reste encore un partenaire relativement négligeable pour New-Delhi, en grande partie parce que les industriels français n'ont pas compris l'importance de ce grand pays asiatique. Pour donner un contenu réel à la coopération franco-indienne - il existe déjà une large communauté de vues dans le domaine politique, - le président de la République veut l'étendre aux secteurs scientifique, médical et technologique. Les possibilités sont grandes dans ce pays, qui tient à conserver un niveau honorable derrière les pays industrialisés. Encore faut-il de la constance et ne pas tout miser sur les ventes d'armement.

En fait, la politique qui consiste à considérer l'Inde, avec l'Algérie et le Mexique, comme partenaire ultra-privilégié, manque quelque peu de réalisme. Tout se passe comme si M. Mitterrand, sans le dire ouvertement, avait été amené à modérer son grand dessein « tiers-mondiste », pour des raisons économiques évidentes certes, mais aussi pour des considérations de « Realpolitik ». La primauté accordée à l'Afrique francophone, hors de toute considération idéologique, tout comme la valse hésitation sur l'affaire des Malouines, s'expliquent indéniablement par un retour au « réalisme ». Il n'en reste pas moins que la solidarité proclamée de la France avec le tiers-monde doit s'exprimer dans ce dialogue Nord-Sud, qui n'en finit pas de s'établir du fait des réserves - c'est le moins qu'on puisse dire - des États-Unis. La tâche la encore sera difficile, tant les tendances protectionnistes sont vives aussi bien au niveau commercial qu'humain (le rétablissement des visas a été très mal compris dans nombre de pays). Il sera intéressant, de ce point de vue, de voir si les pays industrialisés du GATT consacrent ne serait-ce qu'une infime partie de leurs discussions de cette semaine, à Genève, à cette question.

## La désignation de M. Nakasone à la tête du gouvernement met fin à la crise japonaise

M. Nakasone sera le nouveau premier ministre du Japon et succèdera à ce poste à M. Suzuki, démissionnaire depuis le 12 octobre dernier. Il a en effet été élu à une large majorité à la présidence du parti libéral démocrate au pouvoir, ce qui le désigne automatiquement aux fonctions de chef du gouvernement.

De notre correspondant

Tokyo. — M. Yasuhiro Nakasone est arrivé très largement en tête, ce mercredi 24 novembre, lors de la première procédure de vote en vue de désigner le successeur de M. Suzuki aux postes de président du parti libéral démocrate (P.L.D.) et, conjointement, de premier ministre du Japon.

Ministre chargé de la réforme administrative dans le cabinet sortant, M. Nakasone (soixante-quatre ans) était le candidat de l'ancien premier ministre, M. Kakuei Tanaka, éminence grise du P.L.D. et principal inculpé dans l'affaire des pots-de-vin Lockheed. Il a obtenu plus de 50 % des votes des militants de base du parti conservateur (environ un million de votants). Avec près de 600 000 votes favorables, M. Nakasone devance de loin ses trois adversaires : MM. Komoto, ministre de la planification (285 000 voix), Abe, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur (80 000), et Nakagawa, directeur de l'Agence pour la science et la technologie (85 000).

Tirant les conséquences de ce scrutin, MM. Komoto et Abe ont fait savoir qu'ils retireraient leurs candidatures - ce qui rend inutile le « second tour » initialement prévu pour jeudi - devant les parlementaires du P.L.D.

Ce résultat, plutôt inattendu dans son ampleur, constitue d'abord une nouvelle et éclatante victoire pour M. Tanaka. A quelques mois du verdict que la justice doit rendre sur son rôle dans l'affaire Lockheed, il devrait, par l'intermédiaire du nouveau premier ministre et sauf incident de parcours imprévu, renforcer

encore son emprise sur le parti et sur le gouvernement.

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 6.)

## DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

### Un entretien avec M. Mitterrand

### Les rapports entre M. Mauroy et le P.S.

### Le premier ministre en appellerait « au parti tout entier » en cas de trop forte contestation interne

M. Pierre Mauroy, qui a engagé, mardi soir 23 novembre, la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi visant à effacer les dernières « séquelles » de la guerre d'Algérie, a justifié le maintien des anciens généraux factieux dans le champ d'application des dispositions retenues. Il a affirmé qu'il n'y a « pas de demi-mesure dans le pardon, surtout lorsqu'il émane de la plus haute autorité de l'État ».

Poursuivant sa campagne d'explication sur sa politique, le premier ministre doit se rendre, vendredi après-midi 26 novembre, dans la région de Valenciennes. Il a fait savoir aux dirigeants du P.S. que si cette politique demeurait trop contestée par certains de leurs membres il en appellerait « au parti tout entier ».

Lire page 10 l'article d'ALAIN ROLLAT

## De la « lutte planétaire » à la « détente »

### I. - Coucou, la revoilà...

Un vieillard usé jusqu'à la corde disparaît, au terme d'un règne interminable, et soudain tout se met à changer. Ce qui s'est passé en Espagne après Franco, en Chine après

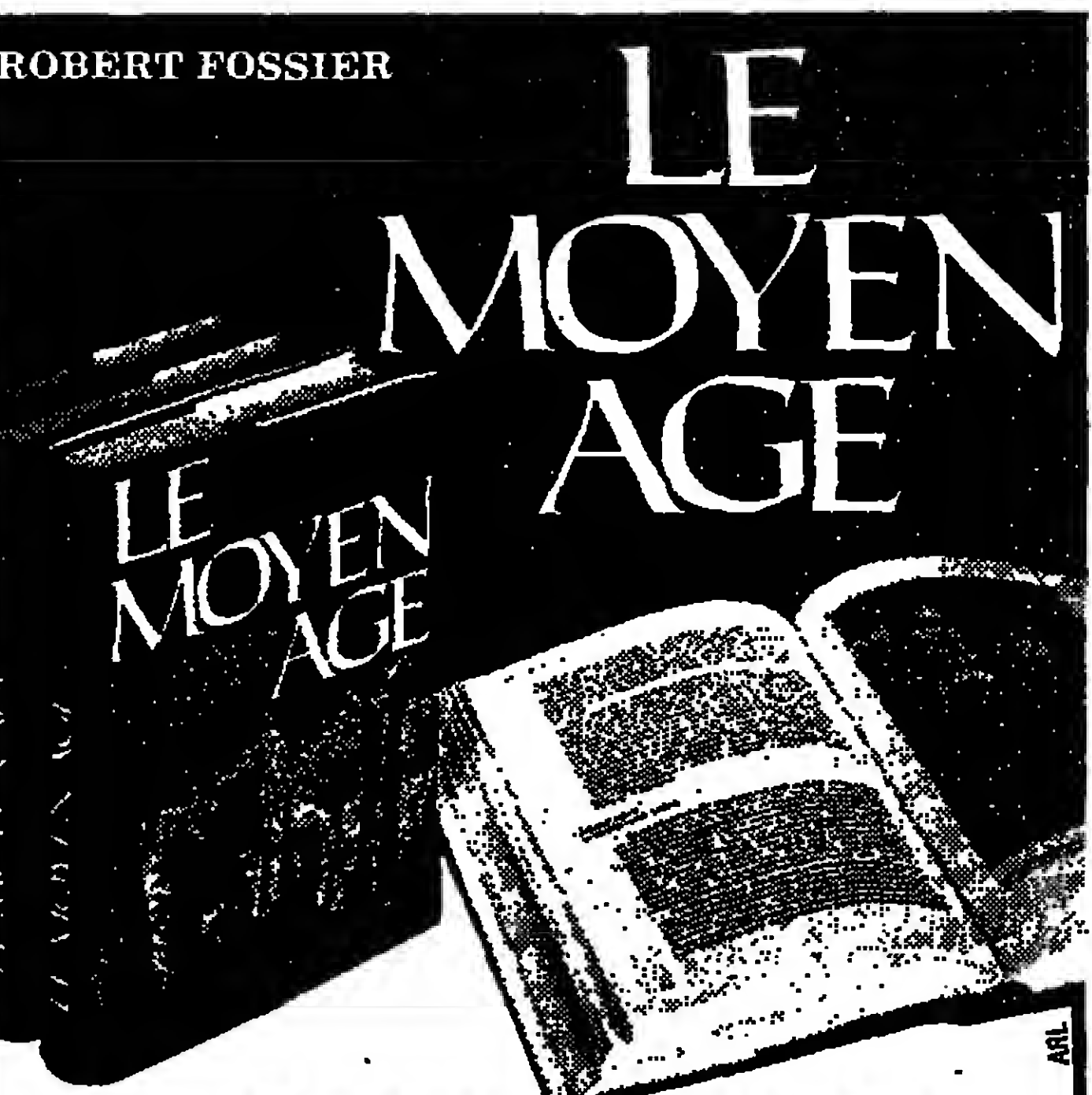
par ANDRÉ FONTAINE

Mao, va-t-il se répéter en U.R.S.S. ? Déjà la mort de Staline, contrairement à beaucoup de prévisions,

avait rendu beaucoup moins rébarbatif le visage de l'empire. Tout en se disputant à coups de lettres de succession, les épigones du généralisme avaient aussitôt multiplié, à l'intérieur comme à l'extérieur, les gestes destinés à susciter ce qu'Ehrenbourg, dans un roman célèbre, a appelé le Dégel.

C'est ainsi que naquit, après huit ans de guerre froide, la première « détente ». Elle devait conduire aux armistices de Corée et d'Indochine, au traité d'État d'Israël, à l'établissement de relations diplomatiques entre Bonn et Moscou, à l'entrée massive aux Nations unies de pays dont les candidatures étaient bloquées par le veto de l'une ou de l'autre des superpuissances.

(Lire la suite page 5.)



De 350 à 1520, une histoire générale qui consacre une large place à l'Islam, à Byzance, aux Slaves ou à l'Afrique et qui aborde tous les aspects de l'activité humaine.

Trois splendides volumes, reliés toile sous jaquette, illustrés en couleurs et en noir, chacun : 275 F  
Prix de lancement-souscription : 720 F (jusqu'au 31/1/83)

Renseignements chez votre libraire, ou à défaut en adressant votre carte de visite avec la mention "Documentation Moyen Age" à  
**ARMAND COLIN**  
103 boulevard Saint-Michel, 75005 Paris

### A nos lecteurs avec nos excuses

Certains de nos lecteurs, à Paris notamment, n'auront pas trouvé le Monde daté du 25 novembre à l'heure habituelle, dans les kiosques ou dans les boîtes aux lettres pour les abonnés de la capitale. Ce retard est dû à un arrêt de travail d'une heure décidé par le Comité intersyndical du Livre parisien pour appuyer, auprès du Syndicat de la presse périodique, ses revendications sur les conditions de travail et de rémunération des salariés du livre.

Nous prions nos lecteurs d'excuser ce retard qui s'ajoute aux difficultés techniques imposées par la modernisation de notre système de composition. Le Monde le déplore à un double titre : d'une part parce qu'il est, avec ses lecteurs, plus pénalisé que ses confrères du matin dont les délais de fabrication sont moins contraignants, d'autre part, parce que sa position sur l'objet du contentieux ne l'oppose pas à son propre personnel technique.

## UN DICTIONNAIRE DU MARXISME

### De A comme abstrait à V comme vivant

Lucien Sève, membre de la direction de l'Institut de recherches marxistes, membre du comité central du P.C.F., rend compte du Dictionnaire critique du marxisme que vient d'écrire les Presses universitaires de France.

Décidément, nous sommes bien dans l'année Marx. Au moment où approche le centenaire de sa disparition physique, force est de convenir qu'il est moins mort que jamais. C'est que, par-delà les incantations sur sa caducité, le marxisme trouve, dans le mouvement de la société comme de la connaissance qu'il contribue à transformer en s'y transformant lui-même, la plus vivante des actualités.

Aussi n'est-ce pas sans opportunité que, après le Vocabulaire du marxisme, de Gérard Bekerman (1),

qui peut rendre service aux érudits, les Presses universitaires de France nous proposent le monumental Dictionnaire critique du marxisme, réalisé sous la direction de Georges Labica, par une équipe de soixante-cinq chercheurs. C'est un enrichissement considérable des moyens disponibles pour la connaissance sérieuse du marxisme - ce qui rend d'ailleurs plus voyant, et choquant, le refus, sans exception jusqu'ici, même en cette année du centenaire, de faire figurer Marx au programme d'écrit de l'agrégation de philosophie.

LUCIEN SÈVE.

(Lire la suite page 7.)

(1) Presses universitaires de France, 1981.

## POINT Malaise chez les préfets

Les préfets sont sans conteste l'un des corps de l'État qui, depuis plus d'un siècle traversés avec le moins de dommages des accidents de l'histoire nationale, ils ont toujours - à quelques exceptions près - manifesté leur totale loyauté au pouvoir légitime.

M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, se plaît d'ailleurs à rendre hommage à la loyauté républicaine des préfets qu'il a trouvée après le 10 mai. Il devait le redire ce mercredi devant l'association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, qui réunissent son assemblée générale.

Pourtant le corps préfectoral traverse une période difficile et les capacités d'adaptation de ses membres ne seront pas superflues pour qu'il épouse le changement. Les préfets devenus commissaires de la République ont presque tous été mutés depuis le 10 mai, beaucoup d'ailleurs à leur demande, afin de ne pas être contraints de tenir devant les mêmes interlocuteurs deux langages successifs et différents.

Ceux qui n'ont pas accepté le « démontage capital » qui résultait de la réforme de la décentralisation, ont préféré au nombre d'environ soixante-dix se mettre au service des assemblées élues, conseils régionaux et conseils généraux dont les compétences étaient accrues. Ceux qui sont demeurés au service de l'État vivent parfois avec difficulté la transformation malaisée de l'organisation administrative locale.

Enfin, comment le corps préfectoral ne serait-il pas surpris que la fonction, aujourd'hui particulièrement importante, de directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur soit confiée à un jeune énarque de trente ans, auditeur au Conseil d'État, mais qui était depuis quelques mois conseiller technique au cabinet de M. Defferre ?

Si l'on peut s'interroger sur la réalité d'un « dépeuplement » de la carrière préfectorale on doit cependant constater qu'aucune structure nouvelle ne l'a encore vraiment remplacée. La recherche d'un équilibre entre l'autorité nécessaire de l'État central et les aspirations légitimes des élus locaux exige encore beaucoup de temps et de réflexion.

(Lire page 9.)

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 11.)

A TALHOT...  
Deux militants de la C.S.L.  
sont écroués pour violences  
contre un membre de la C.G.T.

Un rapport de l'Union...  
de la C.S.L. a été...  
de la C.G.T. a été...  
de la C.S.L. a été...  
de la C.G.T. a été...

**mignon**

**RAUDE & O**

100% COTON

100% COTON



Le Monde

# idées

## Economie mondiale

**Le conseil ministériel de l'Accord général sur les tarifs et le commerce, plus connu sous le nom de GATT, siège depuis ce 24 novembre à Genève. Jacqueline Grapin ne cache pas son scepticisme quant à l'utilité de ce genre de festivités. François Missoffe défend l'exportation, signe de compétitivité contre ceux qui croient au caractère antinomique des deux marchés national et international. Enfin, Maurice Varlin se demande si, au-delà de la faillite financière qui menace l'économie mondiale, il n'y a pas d'abord et avant tout une banqueroute morale.**

## L'exportation, signe de compétitivité

DEPUIS quelque temps, un concert de voix, dites progressistes, appelle les pouvoirs publics à « gérer autrement » l'économie. On voit se développer une étrange théorie selon laquelle l'exportation serait porteuse de tous les maux. Génératrice de frais et de gaspillage financiers, elle serait aussi cause de chômage et d'appauvrissement du pays.

Selon ce nouveau dogme, produit de l'analyse marxiste, marché national et marché international seraient, non pas complémentaires mais, par nature, antinomiques, et c'est en arbitrant en faveur du second que nos entreprises mettraient en péril le premier. On ne saurait entendre de telles affirmations sans les confronter à la réalité et à l'expérience quotidienne.

Chacun sait que le marché national a toujours été, et demeure, pour l'entreprise publique ou privée, la base première de ses opérations, sa cible prioritaire, parce que la plus facile d'accès et jugée la moins aléatoire. Cette pesanteur hexagonale, doublée d'une désaffection pour les marchés extérieurs, à l'exception de ceux de notre ex-empire, n'a-t-elle pas été stigmatisée pendant des décennies avant que l'ouverture sur l'étranger ne se généralise, peu ou prou, dans la conduite des responsabilités ?

Chacun sait aussi que la démarche exportatrice d'une société n'est pas, a priori, le résultat d'un arbitrage contre le marché intérieur, mais qu'elle procède d'un souci d'élargissement de ce même marché : nécessité imposée par le progrès technique, saisie des opportunités commerciales, volonté d'expansion des affaires qui n'est, somme toute, que l'expression de la santé et de la réussite économiques.

Certes, l'exportation peut suivre des chemins complexes, de la cession de licences à l'implantation industrielle en passant par les multiples formes de la coopération. Mais c'est une grossière erreur que de voir à travers les vicissitudes et les formes du déploiement géographique d'une entreprise le souci simple et unique de la conservation de son patrimoine financier. Pour négociables qu'ils soient, les actifs industriels ne s'échangent pas au jour le jour comme se transfèrent les capitaux flottants au gré du cours des devises.

L'exportation ne se paie pas *ipso facto* par l'abandon de positions sur le marché intérieur, mais, au contraire, elle est le signe d'une production et d'une gestion compétitives qui permettent de s'imposer en

par FRANÇOIS MISSOFFE (\*)

métropole aussi bien qu'à l'étranger. Elle n'est pas plus génératrice de surplus des marges de profit que le bien vieillissant fait peu de cas de la compétitivité des producteurs, de l'état de la concurrence interne et externe, des taux de change et d'autres facteurs encore qui influent sur la rentabilité de l'exportation. N'a-t-on pas vu des secteurs exporter davantage en période de blocage des prix parce que les marges étaient précisément meilleures ?

Si l'on envisage la reconquête du marché intérieur dans des conditions d'efficacité de l'économie française, ce ne sera donc pas en diminuant l'exportation, mais, bien au contraire, avec une exportation indaite et supplémentaire. De même que la réduction des importations ne devrait pas procéder d'un freinage autoritaire et a priori, mais bien d'un reflux consécutif à une surcompétitivité, à une politique de produits plus performante ou à une meilleure stratégie commerciale de nos entreprises.

### Retour au troc

Nous invitons sommairement à « importer et exporter autrement », c'est-à-dire que les lois du marché et les règles de l'échange telles que la communauté occidentale et, dans son sillage, le reste du monde les ont instituées, ne seront plus la référence principale. Afin de se dégager des « pièges du commerce libre » qui domine la tyrannie de l'argent et qui a créé insidieusement les déficits, il suffirait de conclure de bons et solides accords de contrepartie où la France et ses partenaires trouveraient des avantages mutuels dans la sérénité et la sécurité d'un équilibre soigneusement préservé.

A « l'exportation suspecte ou dommageable », car réalisée sans considération pour les conséquences sur l'emploi et les finances du pays vendeur comme du pays acheteur serait substitué une exportation saine, combinant à la fois le principe de la division internationale du travail et celui de la valorisation des ressources humaines et naturelles de chacun. Mais que l'on ne se y trompe pas : sous ce programme transparent un système qui n'est pas nouveau. Il s'appellerait troc en des âges primitifs où l'argent n'existait pas, ou en des temps moins anciens lorsque les modes de règlement internationaux

(\*) Ancien ministre.

connaissaient de fortes perturbations. Accords de clearing à caractère global, compensation au coup par coup, coopération déguisée permettant à l'un des partenaires de payer en retour des importations recherchées, l'histoire du commerce mondial abonde en formules de l'épée. Le recours à de telles pratiques coïncide, sans exception, avec les cycles de crise, de récession des flux commerciaux, et constitue le plus souvent un pis-aller pour réaliser des opérations qui, à défaut d'être liées, ne se feraient pas.

A preuve le regain d'intérêt que suscite de nos jours la compensation dans les pays exsangues de devises, contraints au contrôle le plus sévère des entrées de marchandises et désespérément de placer leurs produits sur le marché mondial. L'Association pour la compensation des échanges commerciaux, que le préside depuis cinq ans, s'efforce à suivre l'extension de ces pratiques à travers le monde dans le même temps où elle peut témoigner de leur portée ambiguë pour le commerce international.

Nous engageons sur la voie de ce bilatéralisme que pratiquent, par exemple, les pays de l'Est, non seulement avec leurs partenaires occidentaux mais aussi entre eux, bien qu'appartenant au même club, pourrait se concevoir pour nos relations avec certains pays du tiers-monde. L'idée d'une participation privilégiée au développement, par la concession d'avantages équilibrés, mérite sans doute d'être explorée. Le problème n'est, hélas ! pas seulement là, mais surtout dans nos échanges avec les pays occidentaux, qui constituent plus de 70 % de notre commerce extérieur.

En cloisonnement de ce côté marchés et paiements en multipliant les opérations de contrepartie, nous ne renoncerais pas seulement à cette grande fluidité dans la circulation des idées, des techniques et des produits à laquelle la France doit pour beaucoup les progrès de ces trente dernières années, mais nous retrancher du jeu communautaire et multilatéral, nous risquons de basculer dans la catégorie des nations handicapées.

La vérité est qu'on n'échappe pas si facilement aux lois du marché, et les pays, dont l'économie, en quelque sorte déphasée, n'est plus compétitive, et les produits ne sont plus adaptés à la demande extérieure, se voient pénalisés d'un surcoût à l'importation pour les biens qu'il lui faut, malgré tout, se procurer ailleurs, et ce à proportion de la déroute que subissent ses propres exportations.

## Le bal des maudits

par JACQUELINE GRAPIN

LE ballet des limousines et des sombres parades diplomatiques a commencé depuis la semaine dernière à Genève. La tension monte. Qui a eu l'idée de cette réunion « ministérielle » ? Sir Roy Dunman, le diplomate numéro un de la Communauté européenne, devenu ambassadeur aux États-Unis ? Ou M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT, pour qui, par nécessité, « tout le monde est gentil » ? En prenant ses fonctions en 1979, le successeur de M. Olivier Long a réalisé que le bel édifice installé sur les bords du Léman en 1948 au son des trompettes libre-échangistes de l'après-guerre commencerait à vivre le début des années 80 en dehors du temps et du monde. Plus de Kennedy Round, plus de Nixon Round, plus de Tokyo Round. Alors quoi ? Des « accords d'autolimitation » conclus bilatéralement par les plus grandes puissances économiques en dehors de l'organisation internationale, théoriquement chargée de policer le commerce mondial, des « mesures de sauvegarde » prises en vertu du principe « chacun pour soi et le GATT pour tous », des subventions à gogo chez les uns, des normes qui remplacent hypocritement les barrières douanières chez les autres, tandis que le « libre-échange organisé » devient un mot d'ordre qui fait sourire aussi bien ses partisans que ses adversaires.

L'ironie des choses a voulu qu'elles fussent si difficiles que, au milieu de l'été dernier, les fonctionnaires de la Communauté européenne, première zone d'échanges internationaux au monde, donc première intéressée à une bonne régulation de ces affaires, s'arrachassent à ce point les cheveux devant les risques d'échecs encourus qu'un bon nombre d'entre eux, et non des moindres, préconisèrent l'annulation pure et simple de la rencontre annoncée dès le printemps 1980. Les divisions entre États membres paraissent trop grandes pour autoriser des positions communes suffisamment constructives. La tension montait avec les États-Unis et le Japon. La France, continuait de soutenir que cette réunion, si elle était sérieuse, envenimerait encore plus les choses qu'elle les arrangerait.

Entre-temps, l'administration américaine, qui s'était servie de cette perspective et des négociations en cours pour calmer les tendances protectionnistes qui devenaient pressantes au Congrès de Washington, était devenue farouchement favorable à la rencontre. Voilà que voilà, les braves négociateurs « primaires » installés à Genève durent aller de l'avant, s'écriant tout au long du mois d'août et pratiquement sans cesse jusqu'à la semaine dernière. Le summum devait être atteint jeudi et vendredi par leurs supérieurs dits « secondaires » venus les relayer pour chipoter sur le pro-

jet de déclaration ministérielle rédigé sous sa seule responsabilité par le malheureux président du conseil du GATT avec la collaboration des parties : document CW 403, secret, qui, bien entendu, circule dans tout Genève depuis le 15 novembre.

On n'en finirait pas d'énumérer les titres de chapitre qui, comme des titres de danses dans un carnet de bal, programment les démarches des hautes personnalités de quatre-vingt-huit pays réunies en grand tralala pour célébrer l'entente cordiale du commerce mondial, en décroissance de 1 % l'année dernière, comme l'a annoncé il y a quelques jours, pince-sans-rire, le modeste secrétaire du GATT. Les clauses de sauvegarde, l'application des règles du GATT envers les pays en développement, le commerce des produits agricoles et tropicaux, les restrictions quantitatives et autres mesures non tarifaires, les tarifs douaniers, le commerce des produits de contrefaçon, l'exportation des biens interdits sur le marché intérieur, les crédits à l'exportation, le textile, les forêts, la pêche, etc.

L'essentiel est, par exemple, que la délégation américaine puisse prétendre que le principe d'un futur « examen » du commerce des produits agricoles est inscrit à l'ordre du jour, tandis que la C.E.E. assure qu'il ne s'agit nullement d'une perspective de négociation, étant donné le terme employé.

Le texte, truffé d'expressions telles que : « dans les limites du possible », « négociations appropriées », « examens progressifs », ou « accorder une attention spéciale », met en joie les diplomates professionnels, qui savent à quoi s'en tenir sur sa portée réelle.

La France était fort attendue en la personne de M. Jobert, d'avance perçu comme « empêcheur de tourner en rond ». Il est vrai qu'elle se méfie de ce qui doit être dit au sujet de l'agriculture, et qu'elle est inquiétée par la clause dite « stand still and roll back », qui ne fait pas allusion à un rythme de rock américain, mais à la nécessité de résister aux pressions protectionnistes. Elle conteste l'analyse de base initiée au GATT selon laquelle ce sont les tendances protectionnistes qui sont à la racine des maux économiques actuels. Pour Paris, le protectionnisme n'est qu'une conséquence de la crise et non sa cause ; celle-ci se trouve dans l'instabilité monétaire, la hausse des taux d'intérêt, les fluctuations des changes... auxquels il faut remédier avant tout.

Depuis Versailles, les festivités supranationales au sommet n'inspirent plus guère confiance. Sur les bords du Léman, cette nouvelle cacophonie masquée prend des allures de bal des maudits. Dans tout cela, il n'y a que les Japonais pour avoir réussi à se faire oublier. Tout va donc bien pour eux, Dieu merci !

## Faillite financière ou banqueroute morale ?

par MAURICE VARLIN (\*)

du tiers-monde, dans l'acceptation large du terme.

La dette globale de ces pays dépasse probablement 500 milliards de dollars, et l'on sait qu'il n'est pas raisonnable d'en espérer obtenir le remboursement. Bien au contraire, pour éviter la catastrophe que constituerait une faillite bancaire internationale, il faudra continuer à fournir des crédits nouveaux. Cela ne serait pas si grave si nous avions le sentiment qu'avec ce « super » plan Marshall, nous avons fait une bonne action envers le tiers-monde, favorisé son développement et l'enrichissement des populations de telle sorte qu'elles puissent aborder le cycle production-consommation dont nos industries pourraient profiter grâce aux débouchés créés par ce décollage. Malheureusement, nous n'aurons même pas cette double consolation. En effet, et il ne faut pas se le cacher, le développement du tiers-monde, à part de rares exceptions, est un échec global qui provient essentiellement de la veulerie et du manque de sens moral à la fois des pays riches et des « élites » qui se sont constituées sur place.

Quelques chiffres d'abord, et ce n'est déjà pas si facile du fait, notamment, des fluctuations du cours du dollar. Cependant, on peut arriver à des approximations assez proches de la réalité.

La population du tiers-monde, Chine exceptée, atteint mille neuf cents millions d'habitants, dotés d'un P.N.B. global qui s'élève à environ 1 000 milliards de dollars, soit environ 525 dollars par habitant.

Ce chiffre est à rapprocher de son équivalent pour l'O.C.D.E., qui s'établit à environ 10 000 dollars, soit un rapport de 19 à 1. Cependant, ce chiffre moyen recouvre des disparités très importantes, allant de 2 000 dollars pour le plus haut niveau de l'Amérique latine (Argen-

time), en passant par l'Algérie, qui détient la palme des pays d'Afrique de plus d'un million d'habitants, avec 1 600 dollars, jusqu'à l'Éthiopie, qui possède le triste privilège de devoir vivre avec 130 dollars par habitant.

Ces chiffres moyens sont eux-mêmes extrêmement trompeurs car, et à quelques exceptions près, on note une énorme disparité des revenus à l'intérieur d'un même pays, disparité qui ont tendance à s'accroître constamment. Dans certains pays, le P.N.B. pour 80 %, est accaparé par moins de 5 % de la population. Cette situation, déjà analysée par Adam Smith il y a deux siècles dans le chapitre consacré aux colonies, provoque un blocage complet de l'évolution possible de la société. Cette minorité s'enrichit constamment, devient unique consommatrice des produits autres qu'alimentaires, ce qui se traduit par des importations de produits de haut luxe assorties d'une fuite éperdue des capitaux, signe évident de la précarité de la situation.

La majorité vit de plus en plus misérablement, assurant à peine sa subsistance et fait connaissance avec les tares de notre système : concentration urbaine, travail aliénant, pollution, etc. sans en obtenir de contrepartie en niveau de vie. Il est bien connu que, dans la plupart des pays africains, les 2 CV sont utilisées par les coopérants et les médecins des organisations d'assistance alors que la bourgeoisie locale ne peut se transporter que dans des B.M.W., Mercedes ou autres engins de luxe et que, bien entendu, le peuple marche à pied.

Mais pourquoi tout cela serait-il de notre faute ? Après tout, il s'agit

\* Expert consultant en industrie électrique.

d'affaires intérieures dont nous n'avons pas à nous mêler. Ce sentiment est si fort qu'il provoque même des réflexions du genre : « Ils traitent leur peuple comme nous n'aurions jamais osé le faire du temps de la colonisation ».

Sans être complexé et masochiste à l'excès, on peut facilement démontrer que ce jugement est dangereusement sommaire. Pourquoi ? Parce que depuis plus de trente années nous avons admis, aidé et choyé n'importe quel individu qui a su s'emparer du pouvoir, et installer le régime qui lui plaisait. Nous nous sommes disputé leurs faveurs et sommes devenus, ainsi complices, par intérêts interposés, du dépeçage des pays concernés, et cela sans nous préoccuper des intérêts réels de leurs populations. États-Unis, Europe, Union soviétique, nous avons tous fait la même chose et à l'échelle mondiale, tant et si bien que nous sommes devenus des complices actifs. Dans les faits, nous sommes une espèce d'organisation de gangsternisme si gigantesque qu'en compensation, la Mafia serait une petite P.M.E. régionale.

Un exemple ? Prenons un cas bien connu en France, celui d'un petit dictateur obscur et sanguinaire qui opérait dans un des pays les plus pauvres d'Afrique et qui a décidé de se faire couronner « empereur », rien que cela ! Y a-t-il eu scandale ou réprobation ? Pas du tout. Au contraire, des centaines de Français, de notre « élite », se sont empressés d'assister à cette sombre cérémonie, comme les courtisans devant Louis XIV à Versailles ! Quelle caution superbe et quel encouragement pour tous les voyous et apprentis gangsters qui rêvent de prendre le pouvoir au bout d'une mitrailleuse !

Quelle amertume et quel désespoir pour les membres des véritables élites africaines qui ont échappé au

meurtre et à la prison. Que peuvent-ils penser de nous et de nos vertus ? Après ce que nous avons fait dans le passé en Afrique et en Amérique du Sud, ce que nous faisons aujourd'hui n'est pas de nature à redorer notre blason de pureté et de moralité.

Depuis 1945, nous sommes successivement passés de l'ère d'une immense espérance morale à celle de l'immoralité puis, enfin, et profondément, dans celle de l'amoralité. C'est une faillite lamentable de notre prétendue vocation de civilisation. C'est aussi vrai de notre système que de celui prôné par l'Union soviétique.

Dans ce désordre qui va croissant, est-il encore temps de lancer un appel à la raison et de demander aux grands de ce monde de se concerter en vue d'établir un nouvel ordre mondial basé sur un consensus où la morale et le bien des peuples seraient prioritaires ? Utopie ? Sans doute, mais, si cela ne se fait pas il faut fortement craindre que cette « nouvelle donne » ne s'établisse qu'avec un nouveau Yalta. Vous vous souvenez, c'était en 1945, à la fin de cet affreux conflit mondial qui avait débüté dix années après un déréglement économique qui, selon les meilleurs spécialistes, de l'époque, n'était qu'un petit accident de parcours destiné à être vite résorbé.

Ce sont les mêmes qui reprennent ce vieux refrain de libéraux rétrogrades : « Laisser faire, laisser passer ». On a déjà vu ce que cela avait donné. Pour paraphraser un propos célèbre, l'économie est une affaire beaucoup trop sérieuse pour être confiée seulement aux économistes et aux financiers.

(1) Voir le rapport annuel Ramses 82 publié par l'I.F.R.I., page 164, qui relate les controverses relatives à la création de monnaies par eurodollars interposés.

BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731



250 ans de grands vins

« Domaines du Château de Beaune »  
« 80 hectares dont 68 hectares de premiers crus et grands crus ».

Côte de Beaune Villages  
« Clos Royer »  
Savigny-les-Beaune  
« Les Lavières »  
Beaune Clos de la Mousse  
(cuvée Propriétaire)  
Beaune Teurons  
Beaune Maregnets  
Beaune Grèves  
« Vigne de l'Enfant Jésus »  
(cuvée Propriétaire)  
Volnay Chaulin  
Volnay Taillepiels  
Volnay Frémets  
« Clos de la Rougeotte »  
(cuvée Propriétaire)  
Volnay Caillerets  
« Ancienne Cuvée Carnot »  
Pommard 1<sup>er</sup> cru  
Le Corton  
Chambolle-Musigny  
Chambertin  
Beaune Clos Saint-Landry  
Meursault Genevrières  
Corton Charlemagne  
Chevalier Montrachet  
Montrachet

Distribution : 100 rue de la République à Mâcon  
Bouchard Père & Fils, Négociants au Chateau  
21200 Beaune, Tél. (03) 22.14.41 - Telex 500 200

« Distribution exclusive de "La Renaissance" et de "Le Monde" à Paris, Bordeaux, "Les Bopains" de la Société G. & J. du Château de Beaune-Burgundy »

50 من الأصل







# DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. MITTERRAND EN ÉGYPTE

## Les échanges entre les deux pays ont doublé depuis 1979

De notre envoyé spécial

Le Caire. — C'est dans un climat d'amitié chaleureuse que M. François Mitterrand devait être accueilli ce mercredi 24 novembre à 14 heures (13 heures à Paris) au Caire par le président Hosni Moubarak. Le premier des trois entretiens prévus en tête à tête entre les deux chefs d'Etat devait avoir lieu une heure après l'arrivée de la délégation comprenant notamment MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, et Jack Lang, ministre de la culture.

Pour sensibiliser l'opinion, la radio et la télévision consacrent depuis dix jours de nombreuses émissions à la France et à la coopération bilatérale. En fait, le gouvernement égyptien tient compte des atouts majeurs que les Etats-Unis détiennent dans la crise du Proche-Orient. Toutefois, sans remettre en cause ses relations privilégiées avec Washington, il ne veut pas être condamné à un tête-à-tête. La président Moubarak le souhaite d'autant moins que les bombardements de Beyrouth et les massacres de Sabra et de Chatila ont nourri les sentiments anti-américains et anti-Israéliens de la population. Pour rétablir un certain équilibre, il compte donc sur la coopération avec la France, considérée

ici, depuis le général de Gaulle, comme la « locomotive » de l'Europe.

Paris, de son côté, soutient l'action de l'Egypte en faveur de la paix dans la région. Les convergences politiques sont nombreuses entre les deux capitales, qu'il s'agisse de la solution du problème palestinien, du souci de faire en sorte que les deux Superpuissances ne soient pas trop présentes en Méditerranée ou de la conception du nouvel ordre international. Les divergences ne portent que sur des questions secondaires ou sur des points de protocole. Ainsi, les Egyptiens auraient-ils souhaité que M. Mitterrand restât plus longtemps en Egypte et n'allât pas ensuite en Inde.

### Les grands travaux

La bonne entente politique explique sans doute l'intensité croissante de la coopération militaire : retourne-ment d'autant plus remarquable qu'en 1956 l'expédition tripartite de Suez avec Israël et la Grande-Bretagne avait fait de la France un agresseur et que les relations diplo-

matiques n'avaient été rétablies qu'en 1963, un an après le fin de la guerre d'Algérie. En 1982, soutiennent les Egyptiens, le Caire est devenu le premier client de la France pour les achats d'armement, notamment avec la commande de vingt Mirage-2000, qui devrait en entraîner d'autres, et la fabrication par l'Egypte de ses cinq premiers Alpha-Jet (le Monde du 23 novembre).

Sur le plan économique, la France est depuis 1979 le deuxième fournisseur de l'Egypte : elle a assuré 11,7 % des importations égyptiennes, derrière les Etats-Unis (19,3 %), l'Italie (7,6 %) et le Japon (5,3 %). En outre, entre 1979 et 1981, le volume des échanges a presque doublé, passant de 3 952 millions de francs (275 millions de francs pour les importations françaises et 3 677 millions de francs pour les exportations) à 7,1 milliards de francs (respectivement 919 millions de francs et 6 028 millions de francs).

Cet essor est dû, principalement, à l'implantation d'entreprises commerciales, industrielles et bancaires et à la réalisation de grands travaux,

tels que le complexe sucrier de Kafri-el-Cheikh (400 millions de francs), la nouvelle aéroport du Caire (350 millions de francs), le système de contrôle de la navigation aérienne (372 millions de francs), l'aménagement du port de Damiet, (600 millions de francs), l'hôpital d'Al-Shams (350 millions de francs) que visitera, jeudi matin, M. Mitterrand et qui est aussi un exemple de coopération médicale. Il faut ajouter le métro du Caire (1 430 millions de francs pour la deuxième phase entamée en 1981), la rénovation des télécommunications, la construction de deux centrales nucléaires pour la production d'énergie électrique, etc. Pour faciliter la conclusion de ces projets, quatorze protocoles financiers d'un montant de 10 milliards de francs ont été signés entre 1974 et 1982.

On mesurera l'importance de cette « remontée » quand on sait que l'expédition de Suez avait réduit à néant les intérêts économiques et culturels français, alors beaucoup plus importants que ceux de la Grande-Bretagne, qui se réservait la primauté politique.

PAUL BALTA.

LES RELATIONS EST-OUEST

## L'agence Tass critique la « décision dangereuse » de Washington sur les MX

Le discours prononcé par M. Reagan lundi 22 novembre, et tout particulièrement sa décision de construire cent missiles intercontinentaux MX (le Monde du 24 novembre), ont été vivement critiqués par l'agence Tass, qui accuse le président américain d'avoir « délibérément falsifié les données sur le rapport des forces nucléaires entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis ».

Qualifiant le MX d'arme « de première frappe », c'est-à-dire d'instrument de déclenchement d'une agression nucléaire, l'agence soviétique juge « dangereuse » la décision de Washington, qui vise à « parvenir à la supériorité militaire sur l'Union soviétique ». « Les pays socialistes ne permettront pas de rompre la parité » existant entre les deux grandes puissances, déclare encore l'ass, qui ne commente pas, en revanche, les propositions du président américain sur les mesures (notification des essais et des manœuvres) destinées à améliorer les communications entre les deux capitales.

Les réactions enregistrées à Washington à la suite du discours de M. Andropov devant le Soviet suprême sont plus mesurées. « Nous sommes heureux de constater que M. Andropov s'est prononcé en faveur d'une réduction des tensions Est-Ouest », a dit le porte-parole du département d'Etat, M. Hughes. Mais nous ne sommes évidemment pas d'accord avec ses déclarations selon lesquelles les Etats-Unis ne veulent pas au sérieux les négociations de Genève sur la réduction des armements nucléaires. « Les Etats-Unis », a-t-il conclu, demeurent prêts à répondre positivement à tout acte constructif de la part de l'Union soviétique, particulièrement dans le domaine des droits de l'homme, de la Pologne, de l'Afghanistan et du Cambodge. »

On note aussi que les contacts soviéto-américains se poursuivent à divers niveaux. Tandis que, à Genève, les délégations aux deux négociations sur les armements stratégiques et les armements nucléaires en Europe ont tenu mardi une séance plénière, M. Shultz, secrétaire d'Etat, a reçu le même jour

M. Dobrynine, ambassadeur soviétique à Washington, pour un long entretien en tête à tête. Aucune déclaration n'a été faite à l'issue de cette rencontre qui, précise-t-on du côté américain, avait été prévue bien avant le décès de Leonid Brejnev. Enfin les délégations américaine et soviétique à la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe ont tenu, également mardi, une réunion bilatérale privée.

### M. Cheysson : continué dans la politique soviétique

A Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des dix pays de la Communauté européenne, qui tenaient une réunion consacrée à la coopération politique, ont discuté des récents changements à l'Est. « Une très grande prudence s'impose », a dit notamment à la presse M. Cheysson. Le changement du dirigeant principal (à Moscou) est important, mais s'imaginer qu'il y aura un virage à 180 degrés serait une illusion. La politique soviétique est caractérisée par une remarquable continuité dans la mesure où le patron est entouré d'un collège », a ajouté le ministre français des relations extérieures, après avoir observé que ce collège n'a guère changé.

M. Cheysson a indiqué par ailleurs que les Dix n'ont pas souhaité commenter ce qu'il a appelé « les signes encourageants en provenance de Pologne ». Le geste que constitue la libération de M. Walesa, a-t-il dit, « n'est pas suffisant et très éloigné de ce que nous attendons. Les Dix maintiennent leur position telle qu'elle a été définie après l'imposition de la loi martiale en Pologne ». — (A.F.P., Reuter.)

## VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans toute la France

26 MARQUES REPRESENTÉES  
Garantie jusqu'à dix ans  
Ouvert du lundi au samedi 9 h - 19 h

**DAUDE**  
75 rue de Valenciennes, 17  
75005 PARIS

## Des affinités culturelles trop négligées par Paris

L'espace essentiel où se joue sans doute l'avenir extérieur de la langue française est la Méditerranée. « La France est la seule langue », a noté le professeur suisse Jean-Jacques Lüthi. En dépit de l'influence américaine grandissante depuis 1945, le français, un quart de siècle plus tard, demeure le principal outil de communication entre les cultures ayant pignon sur le lac islam-latin.

Dans cet enjeu deux pays ont un rôle particulier : le Liban et l'Egypte. L'action des Libanais est reconnue par Paris qui, inespérablement, n'en laisse pas moins, depuis une dizaine d'années, s'effilocher des liens culturels dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Avec l'Egypte les rapports entre cultures ne renouent qu'à l'expédition de Bonaparte : « Les Fables de Logman le Sage », premier livre qui a été imprimé en arabe, au Caire, le fut en 1799 par des Français (1).

La réconciliation franco-égyptienne amorcée par de Gaulle et Nasser, aurait dû permettre aux deux nations de reprendre un dialogue culturel permanent. Le Caire n'y voit toujours que des avantages. Paris aurait dû adopter la même position pour aider l'Egypte à maintenir une griffe francophone générale, au moins de deux siècles de plusieurs dizaines de journaux, d'une centaine d'écoles et de plus de cent cinquante écrivains dignes de ce nom.

Certes on ne peut dire, statistiquement en main, que la France n'a rien entrepris en Egypte sur le plan culturel au cours du dernier quart de siècle. Mais le cœur n'y est plus. Le dialogue n'est plus fait que de bribes.

Les français qui ont brillamment réussi en Egypte depuis 1970 dans les champs économique, militaire ou diplomatique, n'y ont plus de véritable politique culturelle. Les Egyptiens, avec des moyens de plus en plus limités, ont donc depuis 1956, entretenu quasiment seuls leur empreinte francophone. Non seulement Paris n'a guère épaulé cette action, mais encore, contrairement au cas libanais, il ne l'a pas reconnue. « C'est extraordinaire », constatait un recteur d'université égyptien sous le pédoncule septennat français, époque où M<sup>me</sup> Alice Saunier-Seït, ministre des universités fit, on ne sait trop pourquoi, plusieurs voyages au Caire, non seulement la France ne prête plus attention à notre volonté de ne pas renoncer à notre capital francophone, mais encore elle se comporte à notre égard comme si nous n'étions pas un pays arabophone, mais anglophone... »

Anouar el Sadate ne se piquait pas, comme le roi Fouk, de lire l'Amant de lady Chatterley, de Lawrence, dans sa traduction française, et, à partir de 1974, c'est un fait qu'il ouvrit toutes grandes les portes de son pays à l'influence multiforme des Etats-Unis. Néanmoins, il se souciait à maintes reprises de rattacher son pays à la nébuleuse francophone. Plus tard, il s'entendit avec M. Senghor, alors président du Sénégal, et avec M. Trudeau, premier ministre du Canada, pour faire participer l'Egypte au sommet francophone, qui n'a d'ailleurs toujours pas eu lieu. Le Caire a été représenté, sur sa demande, aux deux dernières réunions des chefs d'Etat de France et d'Afrique.

En février 1981, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat aux affaires étrangères, et auteur en arabe, en français et en anglais, proclamait que deux dernières langues étrangères devaient être « ex aequo en Egypte », traduisant le double sentiment de l'élite égyptienne, selon lequel l'influence américaine au Proche-Orient doit être contrebalancée (« le français est une langue non-alignée ») et l'Egypte est une nation arabophone intégrée à un continent utilisant aussi le français et l'anglais. Ayant adhéré sous Sadate à l'Association des parlementaires d'expression française, l'Egypte, sous le président Moubarak, négocie son affiliation à l'Agence de coopération culturelle et technique à laquelle appartiennent trente-huit Etats utilisant la langue à travers cinq continents. A l'heure même où M. Mitterrand est reçu au Caire, la métropole nilotique y accueille également le quinzième congrès international de l'Institut international de droit d'expression française (2).

### Une université franco-arabe

On pourrait multiplier à l'infini les exemples prouvant le désir égyptien de ne pas s'éloigner de l'univers qui l'a ouvert à la modernité sans porter atteinte à son identité culturelle arabo-africaine. Paris aurait pu à faire pour montrer qu'il répond enfin à ce souhait. Il faudrait apporter une aide accrue en personnel et en matériel à la quinzaine d'écoles franco-arabes, sans lesquelles le petit « canton francophone » d'Egypte n'existerait pas. Leurs quelque quarante mille élèves forment avec les huit mille lycéens des sept établissements franco-égyptiens un contingent scolaire francophone déjà plus important que le nombre des écoliers d'Allemagne fédérale ayant choisi le français comme première langue étrangère.

De toute façon, depuis que la France a laissé sombrer, après 1956, l'Institut de hautes études d'économie et de politique qu'elle patronnait au Caire, alors que les Américains sauvaient, dans la même ville, leur université, les bacheliers francophones n'ont plus de débouchés sur place s'ils veulent poursuivre des études supérieures en français. A la fin des années 70, l'une des universités caennaises avait offert à Paris d'introduire le français dans plusieurs de ses facultés, afin d'y drainer les anciens élèves du cycle franco-arabe, mais le conseiller culturel français de l'époque, effrayé par l'ampleur du projet, ne le transmit même pas en France... L'idée demeure, récurrente du côté égyptien, de créer à Alexandrie, où la France possède un terrain ad hoc, un embryon d'université égypto-française, au sein de laquelle les arabes francophones pourraient enfin avoir le point d'appui en milieu arabe qui leur manque.

Le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, sera reçu à l'Elysée par M. Mitterrand mardi 7 décembre, a annoncé mardi 23 novembre la présidence de la République.

M. Kohl viendra ce jour-là à Paris pour assister à la réunion de l'association des partis chrétiens-démocrates et conservateurs du Parlement européen. MM. Mitterrand et Kohl se sont déjà rencontrés deux fois, à Paris le 4 octobre, jour de la formation du nouveau gouvernement ouest-allemand, et les 21 et 22 octobre à Bonn pour le quarantième sommet franco-allemand. Ils se reverront les 3 et 4 décembre à Copenhague à l'occasion du sommet européen.

Des exilés et des réfugiés politiques chiliens en France ont demandé au gouvernement français d'intervenir auprès du général Pinochet pour qu'il supprime les entraves mises à leur retour au Chili. Le bureau parisien de Chile Democratico, organisation de solidarité du peuple chilien, proteste contre la récente amnistie décrétée par le général Pinochet. Les personnes concernées par cette amnistie doivent en effet, selon les autorités de Santiago, faire acte d'allégeance au gouvernement et leurs dossiers doivent être examinés « cas par cas ». La précédente mesure semblable, rappelle le bureau, a démontré qu'il s'agissait « d'un marché de dupe », puisque depuis, « le nombre d'interdictions de retour et d'expulsions a augmenté ».

Nouvel entretien Mitterrand - Kohl le 7 décembre

Le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, sera reçu à l'Elysée par M. Mitterrand mardi 7 décembre, a annoncé mardi 23 novembre la présidence de la République.

M. Kohl viendra ce jour-là à Paris pour assister à la réunion de l'association des partis chrétiens-démocrates et conservateurs du Parlement européen. MM. Mitterrand et Kohl se sont déjà rencontrés deux fois, à Paris le 4 octobre, jour de la formation du nouveau gouvernement ouest-allemand, et les 21 et 22 octobre à Bonn pour le quarantième sommet franco-allemand. Ils se reverront les 3 et 4 décembre à Copenhague à l'occasion du sommet européen.

Des exilés et des réfugiés politiques chiliens en France ont demandé au gouvernement français d'intervenir auprès du général Pinochet pour qu'il supprime les entraves mises à leur retour au Chili. Le bureau parisien de Chile Democratico, organisation de solidarité du peuple chilien, proteste contre la récente amnistie décrétée par le général Pinochet. Les personnes concernées par cette amnistie doivent en effet, selon les autorités de Santiago, faire acte d'allégeance au gouvernement et leurs dossiers doivent être examinés « cas par cas ». La précédente mesure semblable, rappelle le bureau, a démontré qu'il s'agissait « d'un marché de dupe », puisque depuis, « le nombre d'interdictions de retour et d'expulsions a augmenté ».



La revue L'Alternative (pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est) donne prioritairement la parole aux opposants démocratiques et aux « dissidents » dont on cherche à étouffer la voix. Elle traite sans polémique des problèmes réels du socialisme pour tous ceux qui veulent comprendre et n'ont pas perdu l'espoir de voir les choses changer réellement.

Tous les deux mois, 64 pages d'études et de documents. Dans le n° de novembre-décembre : l'éditorial de F. Maspero, « Tous à la trappe ». Pologne : la guerre, par J.Y. Tournais. Deux responsables de Solidarité expliquent : Pourquoi je rentre en Pologne et La gauche et nous. Roumanie : Naissance d'une résistance ? par A. Colas. Hongrie : Essai de l'opposition, par Bill Lomax. URSS : La fin du groupe Helsinki, par E. Laurent. « Un bonjour d'Afghanistan », lettres d'un soldat lituanien et Qui sont les délégués politiques ? par C. Lubarsky. Tchecoslovaquie : Les passeports fantômes, par L. Sobkow. Et, comme dans chaque numéro, une rubrique « Défense » sur les luttes et les cas de répression récents et une « Chronique des événements concrets » détaillée.

Ce n° : 28 F. La revue a besoin de vos abonnements : en an, France : 140 F. Etranger : 150 F.

**L'Alternative**  
1 place Paul Painlevé 75005 Paris

**PRESERVEZ VOTRE DOS FRAGILE**

avec **Pirelli**

sommier articulé à lattes de bois avec rotules à balancettes pivotantes, montent et descendent, assurent le repos total de tout le corps, recommandé pour les dos fragiles, soutient particulièrement la colonne vertébrale.

**DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN**

Seule adresse de vente : **CAPELOU** 37, av. de la République - PARIS-11<sup>e</sup> M<sup>me</sup> Parmentier - Tél. : 357.46.35

**42.380 F\***

Bien placés!

**VOLVO 340 L**

3 portes, 7 CV boîte manuelle, 64 ch DIN à 5500 t/min. Sièges ergonomiques, ceintures de sécurité, air conditionné, spoiler avant. Consommation aux 100 km à vitesse stabilisée : 6,3 l à 90 km/h, 8,5 l à 120 km/h, 9,2 l en cycle.

La VOLVO 340 L vous attend chez votre concessionnaire

**VOLVO**

Elle est unique.

138, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. : 225.60.70

16, rue d'Orléans 92200 NEUILLY - Tél. : 747.50.05

112/114, rue Cardinet 75017 PARIS - Tél. : 766.50.35

72/76, rue de Longchamp 75016 PARIS - Tél. : 727.47.37

Préparation au C.R.E.C.E. au B.T.S. (Gestion et Comptabilité) au D.E.C.S., au C.E.S., au Mémoire

ENODE 35, bd de Strasbourg 75010 PARIS 75010

سكزا من الأصل

DIPLOMA

« Diplôme » à la carte

rabanne

40.50%



## DIPLOMATIE

APRÈS LES DISCOURS DE MM. ANDROPOV ET REAGAN

### De la «lutte planétaire» à la «détente»

(Suite de la première page.)

Mais elle paraissait avoir produit tous ses fruits lorsque, à quelques jours d'intervalle, l'intervention soviétique en Hongrie et l'intervention franco-anglo-israélienne à Suez lui portèrent, en novembre 1956, un coup mortel.

La mort de Brejnev va-t-elle donner le départ d'une nouvelle phase de «détente», celle qui avait débuté il y a vingt ans déjà au lendemain de la crise des fusées de Cuba ayant été passablement mise à mal par l'Afghanistan, la Pologne, la bagarre sur les SS-20 et les euromissiles ? Georges Marchais, qui a eu la faveur d'un entretien d'une heure avec Iouri Andropov, paraît le croire. «Je pense, a-t-il déclaré le 18 novembre au cours d'une conférence de presse tenue en commun avec son homologue portugais Álvaro Cunhal, qu'il y a actuellement des éléments de détente dans la situation internationale. Pendant un moment, on a assisté à une espèce d'escalade dans des prises de position qui constituaient des éléments de tension. Aujourd'hui, je ne vous cacherais pas que, pour ce qui me concerne, je suis extrêmement optimiste. Extrêmement, rien de moins.

Ce langage n'a pas été démenti, bien au contraire, par le nouveau numéro 1 du parti soviétique puisque celui-ci a déclaré, le 22 novembre, devant le plénum du comité central :

«La détente n'est pas une étape franchie. L'avenir lui appartient.» Paroles d'autant plus remarquables que le dernier discours public de Leonid Brejnev, prononcé le 27 octobre devant un parterre de militaires, avait été au contraire des plus menaçants, promettant à Ronald Reagan, dont il avait dénoncé «l'agressivité», la «brutalité et l'égoïsme», que l'U.R.S.S. ne se laisserait en aucun cas distancer dans la course aux armements. De même le ton des propos de Georges Marchais contrastait-il fortement, c'est le moins qu'on puisse dire, avec celui du communiqué qu'il avait signé avec le même Brejnev, en janvier 1980, à Moscou, au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan. «Une grande mutation du genre humain est engagée, pouvait-on lire entre autres dans ce document. Notre époque est celle du passage du capitalisme au socialisme. Voilà bien l'enjeu de la lutte engagée au niveau planétaire.

Hier la lutte planétaire, aujourd'hui la détente : le changement est saisissant. Pour achever de s'en convaincre, il n'est que de lire *La Révolution* de cette semaine. Cet hebdomadaire du P.C.F., qui a pris la suite de *France Nouvelle* il y a deux ans, fait suivre son titre d'une formule bien dans l'esprit du communiqué mentionné plus haut : «Nous vivons le temps des révolutions.» Moyennant quoi l'éditeur, le Guy Hermier, du 19 novembre, est intitulé «Pour la détente», et l'on trouve dans ce même numéro un grand tableau des «étapes de la détente», ainsi que des coups de champagne à la politique d'«ouverture» à laquelle se préparait l'U.R.S.S. comme au «décollage», qui débute en Pologne.

La C.I.A., à ce qu'on rapporte, ne serait pas moins optimiste. Il faut dire que les professionnels du renseignement ont beau se livrer d'un pôle à l'autre une guerre sans merci, ils nourrissent les uns pour les autres

une grande estime. Que le grand patron du K.G.B. ait réussi là où son devancier Beria s'était brulé les ailes, et qu'il s'installe à la tête de l'Union soviétique alors que son homologue de Washington occupe depuis deux ans la vice-présidence des États-Unis, c'est tout de même un bel hommage rendu à un métier souvent décrié.

#### Un type d'homme tout à fait différent

Depuis que Lénine est mort, les maîtres successifs de l'U.R.S.S. ont été des intuitifs, des impulsifs, des violents, d'un niveau intellectuel et culturel en général modeste. Andropov, d'après tous les témoignages, est d'un type tout à fait différent. Il faut certes avoir l'âme particulièrement candide pour créditer d'intentions «libérales», comme le font certains, un personnage qui a été pendant quinze ans le chef du K.G.B. Les droits de l'homme ne doivent pas troubler ses nuits, mais ce métier l'a préparé à s'intéresser davantage aux faits qu'aux clichés idéologiques. Il s'est donné le mal d'apprendre l'anglais et l'allemand. Il passe pour lire beaucoup, pour aimer les films occidentaux et même, *horresco referens*, le jazz. *The Times* le crédite en prime d'un dégoût personnel pour les médias et autres manifestations de la culture de la personnalité qui est de bon augure.

L'avènement de ce personnage à première vue capable a mis fin à l'impression de paralysie que donnait son chef, la gérontocratie soviétique. Dès les premiers moments, il a agi en homme assuré de son pouvoir à tel point qu'on peut se demander si le scénario de ce qui suivrait la mort de Brejnev n'avait pas été mis au point depuis quelque temps déjà. En tout cas nul signe d'affolement n'a été perceptible, à la différence de ce qui s'était passé au lendemain de la disparition de Staline. Mais alors pourquoi avoir maintenu si longtemps en fonctions un vieillard si manifestement à bout de forces ? Quel jugement qu'on puisse porter sur le défunt secrétaire général, il y a quelque chose de poignant dans la dernière image que l'on gardera de lui, debout, deux heures et demie de rang, immobile, comme pétrifié, dans le froid vif, regardant défiler sur la place Rouge cette armée à laquelle il avait donné tant de moyens, et donc de pouvoir.

#### Le poids de l'armée

Sans doute l'armée en question a-t-elle mis son poids dans la balance, comme elle l'avait fait déjà, on le sait maintenant, au lendemain de la mort de Staline, et aussi lorsque, en 1957, la majorité du secrétariat du comité central avait essayé, une première fois, de déposer Khrouchchev. Comme elle l'a fait également en Chine, au moment de la mort de Mao, où elle a soutenu Hua Guofeng — lui aussi, par parenthèse, chef de la police — de préférence à la veuve du président et à ses associés de la «bande des quatre». Une série de faits récents, mis bout à bout, suffisent à illustrer le rôle des militaires, détenteurs depuis 1973 déjà, d'un poste permanent dans ce qu'on appelle de plus en plus le «noyau central» du système : la présence du général Orgakov, chef

d'état-major général, dans les conversations avec les Américains sur la limitation des armements stratégiques, les discours déjà mentionnés de Brejnev aux cadres supérieurs de l'armée et de la marine — événement sans précédent dans l'histoire soviétique — le nombre impressionnant d'uniformes autour du cercueil du secrétaire général, le fait que le maréchal Ustinov, commandant en chef de l'armée, ait été le seul dirigeant, en dehors d'Andropov lui-même, à prononcer l'éloge public du défunt. Ce dernier point n'est pas le moins important : Ustinov était là en témoin, en caution, voire peut-être en surveillant du nouveau numéro 1. En tout cas, le fait demeure que c'est lui qui a été choisi, de préférence à Tcherniomo, pure créature de Brejnev qui avait paru longtemps l'étoile montante au firmament du Kremmlin, et à Kirilenko, disparu comme par enchantement il y a quelques semaines, et que l'affaire a été rondement menée. Et Andropov s'est senti suffisamment libre de ses mouvements pour choisir, sans tenir compte du protocole, ceux des chefs de délégations étrangères aux obsèques avec lesquels il désirait s'entretenir, préférer Georges Marchais, le vice-président des États-Unis, Indira Gandhi, le président du Pakistan et celui de la R.F.A. aux infortunés Pierre Mauroy et Berlinguer.

Parmi les atouts dont disposait au départ le nouveau secrétaire général figurent évidemment les dossiers qu'il a accumulés du temps où présidait aux destinées du K.G.B. Chacun sait, en effet, qu'il ne s'agit pas seulement d'une centrale d'espionnage — avec, bien sûr, une section d'action — mais aussi d'une police politique dont les énormes pouvoirs ne sont soumis à aucune espèce de contrôle démocratique. Ce qui contribue par parenthèse à expliquer l'incrédulité des premières réactions soviétiques devant l'affaire du Watergate : comment croire que dans La Meuse de l'impérialisme on puisse entendre des autorités des conversations téléphoniques des citoyens ? Toujours est-il que Iouri Andropov doit détenir de jolis documents sur certains de ses petits camarades des hautes sphères de la *nomenklatura* dont les pechants pour la *dolce vita* et divers trafics sont du domaine public. Il dispose là de sérieux moyens pour faire céder les uns et éliminer les autres, d'autant plus que lui-même peut pour mener une vie des plus rangées, pour ne pas dire puritaine, et avoir une sainte horreur de la corruption.

Dans ces dossiers il n'y a pas que des fiches de police compromettantes. Il y a aussi des appréciations sans fard de la réalité de la situation, tant en U.R.S.S. que dans les pays soumis à sa domination, comme dans tous ceux avec lesquels elle se trouve d'une manière ou d'une autre en rapport. Et l'on peut faire confiance à l'armée pour compléter, si besoin en était, ceux qui ont trait à la réalité des divers pays, dans lesquels la patrie du socialisme se trouve aujourd'hui impliquée aux quatre coins du globe. De tous ces dossiers découle une résultante parfaitement nette, et qui explique le changement de ton relevé au début de cet article entre les hommages rendus par Georges Marchais il y a deux ans à la «lutte planétaire» et aujourd'hui à la «détente» : l'U.R.S.S., et derrière elle le mouvement communiste mondial ont eu des yeux plus gros que le ventre. Le moment est apparemment venu de souffler un peu, et de tenter de limiter les dégâts.

Certes le processus était engagé avant même la mort de Brejnev : à preuve les négociations avec la Chine, la totale passivité soviétique pendant l'invasion du Liban, le renversement de la situation en Amérique centrale, où c'est le Nicaragua progressiste, et non plus le Salvador réactionnaire, qui est maintenant sur la défensive, la libération de Walesa et l'annonce de la levée de l'état de guerre en Pologne, les discrets appels du pied à l'Occident de l'Angola, du Mozambique, voire du Yémen du Sud ou de l'Éthiopie, et même une très modeste amorce d'ouverture sur l'Afghanistan. Mais dans son discours aux forces armées du 27 octobre, Brejnev avait notamment expliqué l'amélioration des relations avec Pékin par la nécessité de faire face à ce qu'il avait appelé «l'offensive politique, idéologique et économique menée par les États-Unis contre le socialisme». La question qui se pose maintenant est de savoir si le discours sur la détente que nous entendons à présent signifie ou non que l'U.R.S.S. a décidé, face à cette offensive, de faire la part du feu.

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article :

QUI TROP EMBRASSE...

## AFRIQUE

LA CONFÉRENCE DE L'O.U.A. A TRIPOLI

### L'attitude de M. Kadhafi continue à retarder l'obtention du quorum requis pour le sommet

Faute d'une solution à la question de la représentation du Tchad, le sommet de l'Organisation de l'Afrique unitaire n'a pu s'ouvrir comme prévu, dans l'après-midi du mardi 23 novembre à Tripoli. En fin de journée, un pointage officiel faisait état de la présence, dans la capitale libyenne, de vingt-huit délégations dotées de leurs pouvoirs (dont vingt présidées par des chefs d'État et de gouvernement) alors que le quorum requis des deux tiers en exige trente-quatre. La négociation d'un compromis sur la représentation du Tchad paraît de plus en plus difficile. D'une part, M. Miskine, ministre libyen

des affaires étrangères, de passage mardi soir à Paris, a déclaré que M. Djamena, où une manifestation anti-libyenne a eu lieu mardi, exclu tout compromis. De l'autre, le colonel Kamougué, ancien vice-président du GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition du Tchad) et actuel vice-président du «gouvernement de salut national» dont la formation a été annoncée, le 28 octobre, par M. Goukouni Oueddât à Bardai (Tibesti), revendiqué pour celui-ci, le siège du Tchad, comme le rapporte notre envoyé spécial.

Tripoli. — A l'heure même où aurait dû normalement s'ouvrir le sommet, dans l'après-midi du mardi 23 novembre, le colonel Kamougué, à sa venue, a eu avec les journalistes, au centre de presse de l'O.U.A., une conversation qui était un désaveu implicite des propos de ceux des délégués qui déclinent des prodiges d'imagination pour sortir de l'imbroglio tchadien.

Tout en affirmant que «la question reste posée à la conscience des chefs d'État», le sudiste rallié à M. Goukouni Oueddât a évoqué «l'erreur du secrétariat de l'O.U.A. qui a envoyé à N'Djamena l'invitation destinée au Tchad». Soutenant que «rien ne permet de contester le droit légitime du Gunt à siéger au sommet», le colonel a dit qu'il fallait aussi demander des comptes au sujet du comportement de la force internationale qui a «laissé entrer» M. Hissène Habré à N'Djamena le 7 juin 1982. Dénonçant «le rôle plus que douteux» du contingent zairais, il a expliqué par la passivité des soldats africains l'installation d'un pouvoir aidé par «l'impérialisme américain, l'Égypte et le Soudan».

Ces positions tranchées, au moment où la presse libyenne publiait une photo de M. Goukouni Oueddât, présentée comme le représentant légitime du Tchad, ne vont pas particulièrement dans le sens du compromis représentatif le maintien de la «chaise vide» jusqu'à ce que les chefs d'État aient tranché.

Les Algériens ne se prononcent pas catégoriquement sur le fond, observant, en substance, que le problème du Sahara relève d'une lutte

De notre envoyé spécial de libération nationale et l'affaire Goukouni-Hissène Habré d'un conflit de tendances. Remarque que des conférences de l'O.U.A. ont déjà eu lieu en l'absence des représentants d'un État, ils font valoir qu'il n'appartenait pas au conseil des ministres de «détourner» le Gunt, gouvernement reconnu dans le passé par les chefs d'État. Selon Alger, le Sahara occidental n'étant plus un obstacle à la réunion du quorum des deux tiers, puisque la R.A.S.D. (République arabe sahraouie démocratique) acceptait de ne pas siéger «pour sauver l'O.U.A.», un nouveau prétexte a été trouvé, celui du Tchad.

Il reste que, même parmi ceux qui souhaitent l'ouverture du sommet dans des conditions normales et à la date prévue, certains paraissent déconcertés par l'attitude de la Libye qui, dès lors que le «gouvernement de Bardai» était créé au Tchad par ses soins, s'exposait à ce genre de difficultés. Si tel est vrai, comme le disent les partisans du dirigeant libyen, qu'un «complot» existe pour l'empêcher de parler au nom de l'O.U.A. à la prochaine session de l'ONU, le colonel Kadhafi aura grandement facilité la tâche des conjurés. Une première fois, cet été, il a été l'hôte malheureux d'un sommet dont l'ajournement était sans précédent dans l'histoire de l'O.U.A. Bailleur d'armes du Polisario, il était particulièrement, mais pas totalement, partie prenante dans le conflit du Sahara occidental, qui fut à l'origine de cet échec.

Le Polisario lui a facilité la tâche ce mois-ci en acceptant de s'effacer.

#### Maroc

APRÈS UNE JOURNÉE DE GRÈVE

### Une soixantaine de coopérants ont occupé l'ambassade de France

De notre correspondant

Rabat. — A l'issue d'une journée de grève, à laquelle l'Association du personnel de l'enseignement secondaire (ASPES) et le SNE Sup-FEN du Maroc avaient appelé leurs adhérents dans tout le pays, pour le 23 novembre, une soixantaine d'enseignants français coopérants ont occupé l'ambassade de France dans la soirée de mardi. Campant dans la grande salle de réunion de l'ambassade, ils entendaient manifester leur mécontentement par cette occupation, qui devait prendre fin mercredi matin.

Reçues par l'ambassadeur, M. Jacques Moritz, des délégations de l'ASPES et du SNE Sup avaient présenté auparavant, dans l'après-midi, leurs revendications concernant surtout, pour les enseignants secondaires, leur statut financier et, pour ceux du supérieur, leur carrière.

Les premiers avaient déposé une motion constatant que «les propositions de la partie française lors de l'ouverture des négociations pour le renouvellement du protocole financier apparaissent nettement insuffisantes». Ces négociations, prévues pour la fin de l'année, seront proba-

blement retardées jusqu'au début de l'année prochaine.

Les enseignants se sont rassemblés à l'ambassade de France et dans les consulats pour rappeler, affirmait encore cette motion, leurs revendications concernant l'«alignement du traitement de base du Maroc sur les titulaires et les non-titulaires, l'alignement de la fiscalité (marocaine) et la prise en compte effective de la situation familiale» (ignorée par le fisc marocain).

Quant aux enseignants du supérieur, ils ont appelé dans une motion séparée, également présentée à l'ambassadeur, que 90 % des coopérants de cette catégorie en activité au Maroc ne sont pas titulaires et que «rien n'apparaît dans le budget 1983 concernant ce problème». Ces enseignants «exigent» du gouvernement qu'il se donne les moyens de réviser et de modifier les modalités d'intégration des coopérants dans l'enseignement supérieur français, et de créer par conséquent un nombre suffisant de postes.

ROLAND DELCOUR.

d'ailleurs à titre provisoire : le responsable des relations extérieures du Front nous a bien précisé qu'en cas de sommet extraordinaire, hors de Tripoli (comme l'hypothèse en est parfois avancée), la R.A.S.D. demanderait cette fois à siéger. Au lieu de profiter de ce «sacrifice» pour couper l'herbe sous les pieds de ses adversaires, le «général de la révolution» a laissé se créer, si l'on se les a pas suscitées, les conditions d'une nouvelle crise.

Quels que puissent être les développements ultérieurs, beaucoup considèrent, mardi soir, que les affrontements de ces derniers jours laisseront des séquelles. Alors qu'avaient lieu des consultations entre le colonel Kadhafi et ses invités, ainsi que des tractations téléphoniques entre ceux-ci et des chefs d'État absents, personne ne doutait que le dirigeant libyen disposait de certains éléments d'un règlement. Nul ne pouvait toutefois répondre à la question fondamentale : le sort du Tchad ne lui apparaît-il pas, aujourd'hui, plus important que cette présidence de l'O.U.A. qu'il avait suffisamment convoitée pour retirer naguère ses troupes de N'Djamena ?

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

#### Le voyage du vice-président américain

### M.BUSH N'A PAS PU FAIRE ADMETTRE SES THÈSES SUR LE RÈGLEMENT EN NAMIBIE

L'intérêt des États-Unis pour l'Afrique noire ne s'est pas démenti depuis les deux visites sur le continent, à l'époque des conflits angola et rhodésien, de M. Kissinger, alors secrétaire d'État. La tournée que vient d'effectuer le vice-président Bush dans sept pays (Cap Vert, Sénégal, Nigéria, Zambie, Zimbabwe, Kenya et Zaïre) le confirme. On peut, cependant, se demander si le message américain est toujours bien compris — et accepté — sur un continent devenu à son tour, depuis les interventions soviéto-cubaines en Angola et dans la corne de l'Afrique, victime de la guerre froide.

Toutefois, sur la question-clé du conflit namibien — une tentative de règlement dans laquelle Washington a beaucoup investi, surtout depuis la prise de fonctions de M. Reagan, — M. Bush semble avoir plus de mal à convaincre ses interlocuteurs de l'opportunité de leur règlement à un retrait des troupes cubaines stationnées en Angola. Même à Lagos et à Nairobi, le vice-président américain n'a pas réussi à faire accueillir favorablement le point de vue de son gouvernement.

Si cet échec a de quoi satisfaire Pretoria — qui hésite toujours autant à abandonner «son» Sud-Ouest africain, pour des raisons à la fois de politique intérieure et de stratégie régionale, — Washington voit la crédibilité de M. Reagan sur le continent noir affaiblie par les difficultés qu'il éprouve à remplir sa promesse d'un règlement namibien. — J.-C. P.

## paco rabanne

exclusif à Paris

**HOMME prêt à porter disparaît**

**liquidation totale**  
de ses collections  
à des prix de contrainte

Autorisation Préfectorale (du 30.12.1980)

démarque  
**30, 40, 50%**

30, bd des Italiens - Paris 9<sup>e</sup> - Tél. 770.51.47  
30, rue de Berni - Paris 8<sup>e</sup> - Tél. 256.08.38

Ouverture des portes 10 h à 19 h 30

## COMMENT VA LA PRESSE ?

POUR LE SAVOIR  
LISEZ

PRESSE  
ACTUALITÉ

Chaque mois, l'information sur la presse, la radio, la télévision.

Dans le numéro de Novembre :

- **Bédar GEMAYEL** et **GRACE DE MONACO** : une date, deux événements : comment les quotidiens ont traité l'annonce de leur mort ou travers de leur «une».
- **Bernard LANGLOIS** : peut-on être journaliste de TV et anticommuniste ?
- **Alain GILLOT-PETITE** : celui qui fait la pluie et le beau temps à Antenne 2 et Libération !
- **Marcel HUAUX**, membre de la Haute Autorité, accorde un entretien à Presse Actualité.
- **La guerre des Malouines** : comment les médias anglo-saxons ont traité l'information.

ATTENTION : PRESSE ACTUALITÉ EST EXCLUSIVEMENT DIFFUSÉE PAR ABONNEMENT.

#### BON DE COMMANDE

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal [ ] Ville \_\_\_\_\_  
☐ Commande le N° de Novembre, ci-joint 20 F (timbres ou chèque)  
☐ S'abonne pour 6 n° au tarif d'accueil de 90 F (seulement (chèque bancaire ou postal 3 virements))  
☐ S'abonne pour 9 n° (un an) au tarif d'accueil de 130 F (seulement (chèque bancaire ou postal 3 virements))  
Bulletin à retourner à :  
**PRESSE ACTUALITÉ, 5, rue Bayard**  
**75393 Paris Cedex 08.**



# AMÉRIQUES

États-Unis

## A L'ÉPOQUE DE LA GUERRE FROIDE Washington aurait facilité l'immigration des criminels de guerre est-européens

New-York. — Les nombreux Soviétiques au passé politique douteux qui ont réussi à immigrer aux États-Unis à l'époque de la guerre froide l'ont fait avec l'accord total des services officiels. Il étaient même considérés, à l'époque, par Washington, comme un atout important dans la lutte secrète contre l'Union soviétique. C'est en tout cas ce qu'affirme un livre qui vient d'être publié sous le titre *Le Secret de Belarus*, par M. John Loftus, un avocat de Boston, qui a travaillé pendant deux ans et demi au service des enquêtes spéciales du ministère de la justice.

Périodiquement, des citoyens américains, apparemment au-dessus de tout soupçon, se révélaient, au gré d'incidents fortuits, être d'anciens criminels de guerre qui ont refusé de fuir la justice de leur pays en s'installant aux États-Unis. L'incident est généralement dû à la rencontre inopinée d'une de leurs anciennes victimes. M. Loftus cite deux de ces cas.

M. Loftus, cité par le *Washington Post*, évoque dans son livre la lettre adressée en 1951 au service d'immigration et de naturalisation par un membre du département d'État, M. Frank Wisner. « En temps de

De notre correspondante

guerre, écrit M. Wisner, un groupe de nationalistes ukrainiens organisés politiquement, avec son service de sécurité, constitue (pour nous) un atout important. D'autre part, nous allions ce groupe ne présente aucun avantage particulier pour les États-Unis en temps de guerre ou de paix ».

Selon l'auteur, M. Wisner aurait fait entrer aux États-Unis plus de trois cents membres de la brigade Belarus, l'unité de SS biélorusses qui opéra en Ukraine pour le compte des nazis entre 1941 et 1944. M. Loftus indique que le service de coordination politique du département d'État cachait l'existence de ces immigrants au Congrès et au président Truman, alors que les organisations de SS avaient été déclarées hors la loi aux États-Unis. Le service dissimula aussi leur existence à l'Union soviétique qui demandait l'extradition de tous les criminels de guerre ayant opéré en U.R.S.S. et réfugiés en Occident.

M. Wisner, qui soulignait l'anti-communisme de ses « protégés », se félicita, dans sa lettre, du « sabotage » ainsi effectué par certains diplomates américains qui « Dieu merci, voyaient loin ». Et il ajoute :

« Plus de trente-cinq mille membres de la police secrète soviétique ont été tués par l'organisation ukrainienne. En d'autres termes, l'activité principale de cette organisation ne peut être considérée comme dommageable pour les États-Unis ».

M. Loftus, qui accuse M. Wisner d'avoir fait entrer aux États-Unis « les dirigeants de presque tous les régimes installés par les nazis de la Baltique à la mer Noire », ajoute qu'il avait réussi à convaincre les services d'immigration, apparemment peu curieux du détail de la politique d'occupation allemande en Union soviétique, que ces « nationalistes ukrainiens » avaient été « contraints » de collaborer en apparence avec l'occupant, mais s'étaient clairement « farouchement battus contre lui ».

M. Loftus cite deux des recrues de M. Wisner : Radislav Ostrowsky, qui fut le président du régime institué par les nazis en Biélorussie, et Emmanuel Jasiuk, qui « travailla » pour les SS en Pologne, établissant, notamment les listes de juifs à « supprimer ». Ostrowsky et Jasiuk reposent dans le cimetière russe de South River, dans le New-Jersey, où ils ont paisiblement terminé leurs jours.

NICOLE BERNHEIM.

SELON LA REVUE « ATLANTIC MONTHLY »

## M. Nixon avait donné l'ordre à la C.I.A. en septembre 1970 de « se débarrasser » de Salvador Allende

New-York (Reuters). — L'ancien président Nixon avait donné l'ordre, en septembre 1970, au directeur de la C.I.A., M. Richard Helms, de se « débarrasser » de M. Salvador Allende, chef de l'État chilien, révèle un article publié mardi 23 novembre, dans la revue *Atlantic Monthly*.

L'auteur de l'article, M. Seymour Hersh, un ancien prix Pulitzer, affirme que M. Nixon avait donné à M. Helms, au cours d'une entrevue à la Maison Blanche, « carte blanche pour agir contre Allende ». Le journaliste rapporte les propos d'un proche de M. Helms, selon lequel le directeur de la C.I.A. de l'époque n'avait aucun doute sur la signification des paroles de M. Nixon quand il parlait de « se débarrasser du président chilien ».

Il ajoute que les tentatives de la C.I.A. pour empêcher M. Allende, qui venait d'être élu, d'assumer le pouvoir, ont été plus importantes que l'on ne le savait jusqu'ici. Quatre agents auraient notamment été envoyés sur place pour prendre contact avec

les militaires chiliens désireux de fomenter un coup d'État. Selon M. Seymour Hersh, la C.I.A. a poursuivi au moins jusqu'en 1971 et 1972 ses préparatifs pour renverser le président chilien. Bien que M. Henry Kissinger, alors secrétaire d'État, ait affirmé sous serment devant une commission du Sénat en 1975 qu'ils avaient cessé en octobre 1970.

M. Allende a été tué en septembre 1973 au cours du coup d'État militaire. Le journaliste affirme que dans le cas du Chili, « comme dans celui de Watergate, des enregistrements ont été détruits et des documents truqués ».

« Avec le Chili, comme avec Watergate, la plupart des témoignages officiels donnés devant la commission d'enquête du Sénat étaient des parjures. Avec le Chili, comme avec Watergate, la Maison Blanche a été en relation avec des hommes violents et sans scrupules, qui ne comprennent pas la différence entre le bien et le mal », dit-il encore.

Brésil

## La victoire de M. Brizola à l'élection au poste de gouverneur de l'État de Rio est admise par le parti gouvernemental

L'élection du leader du Parti démocratique du travail (P.D.T., opposition social-démocrate), M. Leonel Brizola, au poste-clé de gouverneur de l'État de Rio a été reconnue, le mardi 23 novembre, par son adversaire du parti démocratique et social (P.D.S. gouvernemental), M. Moreira Franco. Ce dernier a adressé une lettre personnelle à M. Brizola pour le féliciter, alors que le tribunal électoral n'a pas encore annoncé officiellement le succès de l'ancien gouverneur du Rio-Grande-do-Sul. Le candidat du P.D.S. ajoute dans son message que les élections du 15 novembre ont consacré « la promesse du président Figueiredo de tenir l'engagement pris devant la nation pour démocratiser le Brésil ». Le P.D.T. de M. Brizola remporte dix-neuf sièges de députés au Parlement fédéral, et le chef indien Mario Juruna, cacique des Xavantes du Mato-Grosso, qui se présentait sur la liste du P.D.T., sera le premier chef indien à entrer au Congrès de Brasília.

## Un chef indien au Congrès de Brasília

Brasília (A.F.P.). — Le chef indien Mario Juruna, de la tribu des Xavantes du Mato-Grosso (centre ouest du Brésil), sera le premier indien à entrer au Congrès fédéral de Brasília (le Monde daté 7-8 novembre).

Placés sous la tutelle de la Fondation de l'Indien (FUNAI), soutenus par l'Eglise et défendus par la presse, les indiens n'avaient jamais été jusqu'ici représentés au Parlement. Au plan légal, ils sont pour la plupart considérés comme « irresponsables ». M. Mario Juruna, qui s'est battu pour la reconnaissance de ses droits de citoyen à part entière et qui avait défendu devant le tribunal Ruffo, à Rotterdam, les communautés indiennes du Brésil, a fait sa campagne sur la liste de M. Leonel Brizola, du Parti démocratique travailliste (P.D.T.), futur gouverneur de l'État de Rio-de-Janeiro.

Certains se demandent déjà quelle sera la représentativité d'un cacique (chef) indien élu par la population de Rio. Mais M. Mario Juruna n'avait pas le choix : une très faible partie des indiens disposant du droit de vote, le seul moyen de recueillir un nombre de voix suffisant était pour lui de se présenter dans l'un des

Etats les plus fortement politisés, sensible aux problèmes des minorités, dans les rangs du parti favorisé par le charisme de M. Leonel Brizola. Au Parlement de Brasília, le cacique Juruna devra d'abord lutter contre l'image d'un personnage de folklore forgée par certaines revues de grande diffusion. En disputant les élections, l'objectif de M. Juruna, qui proclame son indépendance à l'égard des partis, même s'il a été accueilli par le P.D.T., était d'obtenir « du pouvoir », comme il se plaît à le répéter. Une fois élu, il a l'intention d'être plus que l'un des représentants de l'État de Rio. Entendant se faire la porte-parole des populations indiennes, il va lutter pour une représentation des indiens au sein de la FUNAI, un recensement des indiens du Brésil (ils seraient actuellement deux cent mille) et surtout la création d'une grande fédération des nations indiennes.

Il affirme qu'il se battra pour le respect des territoires et des réserves indiennes, souvent envahies par les fazendeiros, grands exploitants et principaux ennemis des indiens.

Canada

## Controverse sur le financement du parti québécois

De notre correspondant

Montréal. — Dans un livre publié mardi 23 novembre à Montréal sous le titre « Adieu la France, salut l'Amérique », un ancien dirigeant du parti québécois (formation au pouvoir), aujourd'hui membre du parti libéral, M. Marc Lavallée, règle ses comptes avec son ancien parti et... avec la France.

M. Lavallée raconte notamment ses démarches auprès des gaullistes favorables à l'indépendance du Québec. « Au début de l'année 1969 (...), écrit-il, René Lévesque (déjà président, à l'époque, du parti québécois) me demanda d'explorer avec les ministres et hauts fonctionnaires français la possibilité d'une contribution à notre cause électorale ».

M. Lavallée rencontre, au printemps 1969, à Paris, le secrétaire d'État français, aux affaires étrangères, M. de Lippowski. Celui-ci aurait mis l'émissaire québécois en contact avec M. Jurgensen, directeur d'Amérique au quai d'Orsay.

« Je rencontre M. Jurgensen à midi, le 6 février 1970, poursuit M. Lavallée. (...) J'avance le montant que nous estimions nécessaire pour pouvoir utiliser, au cours des élections, les grands médias : environ 300 000 dollars canadiens (1,8 million de francs au taux actuel). La somme ne fut pas soulevée. Il en prit note. On fixa plus tard le mécanisme précis de transmission de l'argent ».

Les 300 000 dollars ont-ils finalement été versés ? M. Lavallée est moins catégorique et n'a pas de preuve, le dossier ayant été ensuite confié, selon lui, à M. Jacques Parizeau, ministre des finances du Québec.

À l'Assemblée nationale du Québec, l'opposition a interrogé, mardi, le gouvernement sur cette affaire. Le premier ministre a affirmé qu'il n'avait « jamais autorisé » et encore moins mandaté « qui que ce soit à aller chercher de l'argent où que ce soit à l'étranger ». M. Parizeau a également démenti toute participation à une opération de ce genre.

BERTRAND DE LA GRANGE.

« Il n'y a pas un mot de vrai dans les accusations de M. Lavallée nous a déclaré ce mardi M. Jurgensen. Au plan politique, tout ce que j'ai pu faire pour le Québec, je l'ai fait et j'en suis heureux. Mais les Québécois ne m'ont jamais demandé d'argent, et je ne leur en ai jamais offert... ».

# ASIE

Cambodge

## La Chine promet d'accroître son aide à la résistance antiviétnamienne

Un communiqué conjoint vietnamo-cambodgien publié le mardi 23 novembre à l'issue de la visite à Hanoï du président de l'Assemblée nationale de Phnom-Penh, M. Chea Sim, confirme qu'un sommet des dirigeants des trois pays d'Indochine se tiendra « prochainement » (le Monde du 24 novembre).

Les observateurs notent que le communiqué, qui fait la coalition antiviétnamienne présidée par le

prince Sihanouk, s'abstient de critiquer nommément ce dernier.

L'annonce du sommet indochinois survient au moment où se dessinent les perspectives d'une normalisation sino-soviétique et où l'un des membres de la coalition cambodgienne, M. Son Sann, poursuit à Pékin ses entretiens avec les dirigeants chinois.

De notre correspondant

rôle qu'avait joué « l'active participation » du prince Sihanouk et la sienne propre dans le regain d'audience du Kampuchea démocratique sur le plan international.

Propos non dénués sans doute d'arrière-pensées. Si, en effet, M. Son Sann a joué, sans réserves apparentes, la carte de l'unité, il semble bien, pour sa part, que le prince Sihanouk n'ait pas été particulièrement heureux de l'accueil fait au début de ce mois par le gouvernement chinois au leader des khmers rouges, M. Khieu Samphan, alors que lui-même se trouvait encore à Pékin. Reçu avec tous les honneurs dus à un visiteur de marque, M. Khieu a donné l'impression, à cette occasion, de vouloir exploiter pour son propre compte le succès remporté à l'ONU par le gouvernement de coalition.

Le moins étonnant n'est pas que les Chinois aient pu se prêter à ce jeu. Ayant pris ombrage de cette attitude, le prince, qui préside formellement aux destinées de la coalition, aurait décidé de prolonger le séjour qu'il effectue actuellement en Corée du Nord et d'annuler les voyages qu'il envisageait de faire le mois prochain. Cette bouderie, si elle se confirmait, risquerait d'être gênante pour le Kampuchea démocratique, à l'approche notamment du sommet des non-alignés.

En mettant ses activités en sommeil, l'ancien souverain espère sans doute placer les dirigeants chinois devant leurs responsabilités : ou bien ils sont conscients, comme ils le disent, de l'apport personnel du prince Sihanouk à la coalition et ils le traitent, de façon indiscutable, comme son chef, ou bien ils continuent d'entretenir avec les khmers rouges

des relations spéciales et jettent ainsi une ombre sur le crédit qu'ils accordent à l'ensemble de la coalition.

MANUEL LUCBERT.

Japon

## LA DÉSIGNATION DE M. NAKASONE A LA TÊTE DU GOUVERNEMENT

(Suite de la première page.)

Inversement, cette élection constitue un grave revers pour son ennemi juré, M. Fukuda, qui avait déclenché la fronde contre M. Suzuki, pour tenter d'abattre M. Tanaka, et soutenu vigoureusement les trois candidats opposés à M. Nakasone.

On note que le thème de prédilection des adversaires de M. Nakasone — nécessité d'une moralisation des pratiques du P.L.D. — perverties par l'argent et par la puissance politique — illégitime — de M. Tanaka — n'a guère influencé la base militante du parti. Le clientélisme traditionnel et la politique de l'argent — pratiquée ouvertement par M. Tanaka — restent donc à l'ordre du jour.

M. Nakasone devrait dès vendredi présenter son cabinet devant les deux Chambres réunies en séance extraordinaire. Après une quasi-vacance du pouvoir d'un mois et demi, il lui faudra s'atteler sans délai aux multiples problèmes économiques, financiers, commerciaux et internationaux auxquels le Japon, atteint par les effets de la crise mondiale, se trouve de plus en plus sérieusement confronté.

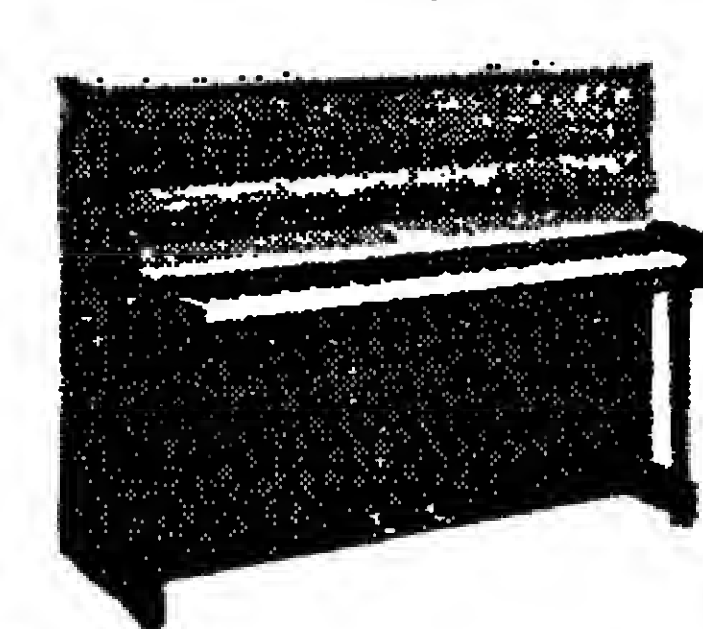
R.-P. PARINGAUX.

## Halte au Vol

1 serrure à 5 points  
IZIS - LAPERCHE  
ou PICARD  
Matériel  
GARANTI 5 ANS  
+  
1 blindage acier  
15/10  
+  
renforcement  
du bâti bois par  
1 cornière en acier  
+  
1 cornière anti-pince  
à l'extérieur sur le  
pourtour de la porte  
+  
**NOUVEAU**  
(Sécurité renforcée)  
1 cornière  
de pivotement  
paumelles soudées  
Offre  
exceptionnelle  
au lieu de 4.300 F  
**4.000 F TTC**  
Post et dépt compris  
PARIS-BANLIEUE  
Société  
**PARIS PROTECTION**  
(1 seule adresse)  
55, av. de la Motte Picquet  
75015 PARIS  
☎ 566.65.20  
CREDIT GRATUIT  
4 VERS

## Chez Piano Center

GEYER "FORTISSIMO"  
(Nouveau modèle)



12.000 F

au lieu de  
14.190 F  
Sans apport personnel :  
60 mensualités de 335 F.  
Valeur résiduelle 252 F.  
soit au total 20.352 F.  
Par Piano Bail.  
Garantie 5 ans.

ET TOUJOURS, ZIMMERMANN, RAMEAU, SAÛTER,  
HERRMANN, BECHSTEIN, TOYO, K. KAWAI, BLUTHNER.

Piano Center

71, rue de l'Aigle 92250 La Garenne-Colombes (La Defense) 782.75.67  
122-124, rue de Paris 93100 Montreuil (M. Robespierre) 857.63.38  
21, rue Hélène-Boucher 78530 Buc (Versailles) Tél. 956.06.22

**FINLANDE  
REVEILLONNEZ  
FERME**

Réveillons à la ferme,  
réveillons dans un ma-  
noir ou une auberge...

En Finlande, la tradition  
des fêtes de fin d'année est particulièrement respectée.  
Des fêtes joyeuses et enrobées dans un univers de  
neige vierge, poudreuse, paradis des mordus du ski de  
fond et des amateurs de randonnée en traîneaux tirés par  
des rennes.

Des prix profondément doux : séjour 9 jours : avion,  
pension complète à partir de 4.300 F.

Pour recevoir la brochure forfaits skis en Finlande,  
retournez ce coupon à : **FINNIR** 11, rue Aubert 75009 Paris  
Tél. 712.33.33

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse complète \_\_\_\_\_

مكتبة من الأصل



# politique

## Un dictionnaire du marxisme

(Suite de la première page.)

Réaliser un tel dictionnaire est une tâche très difficile. Non seulement à cause de l'ampleur et de la diversité extrêmes du corpus marxiste, mais pour des raisons internes : opposant une dialectique concrète au doctrinarisme abstrait, le marxisme est, moins qu'aucune autre, une pensée de dictionnaire. Georges Labica rappelle opportunément, dans son avant-propos, cette réflexion d'Engels : « Les définitions sont sans valeur pour la science. (...) La seule définition réelle est le développement de la chose même, mais ce développement n'est plus une définition. »

Pour dépasser cette difficulté majeure, les auteurs du *Dictionnaire critique* ont donc pris le parti d'établir le procès de formation historico-logique des catégories issues du champ marxiste, autrement dit, pour chaque terme retenu, de reconstituer sa généalogie avec le soin de l'archéologue et d'en déployer la problématique avec la vigilance de l'enquêteur. C'est, en effet, la seule bonne méthode, qui permet d'allier fiabilité et fécondité. De ce seul point de vue, ce dictionnaire constitue déjà une initiative à saluer en matière de présentation encyclopédique du marxisme, et sans doute à méditer pour bien des auteurs de dictionnaire.

### Le singulier et le pluriel

Une deuxième difficulté de l'entreprise tient au riche pluriel que comprend ce singulier : le marxisme. Pour mériter de s'intituler *Dictionnaire critique du marxisme*, il fallait donc poser un deuxième principe hardi : celui d'un réel effort, sinon d'impartialité, du moins de multilatéralité. Ce que Georges Labica formule ainsi : « Les convictions intimes, si chères aux marxistes, ne le sont pas de tous, et ce n'est pas le goût de régler des comptes, cet apogée du chercheur et du militant, nous est de mise, quoi qu'il en coûte. » A cette déclaration de principe répondra, chez le lecteur, une large sympathie de principe. Et aussi, bien entendu, le souci d'apprécier le plus objectivement possible dans quelle mesure ont été tenus les deux paris de la fiabilité et de l'ouverture.

En ce qui concerne le premier, disons d'emblée que ce dictionnaire est remarquablement réalisé : quatre cents articles (avec équivalence du terme français en allemand, anglais et russe, traitement lexical et histori-

que du contenu, bibliographie, liste de corrélats), près de mille pages d'une parfaite lisibilité, où l'on ne relève, du point de vue technique, qu'un nombre infime de « coquilles » et une transcription peu cohérente des noms chinois. La fiabilité factuelle des données est elle-même à peu près sans faille, à quelques erreurs ponctuelles près (page 526, le *Manifeste* est daté de 1847 au lieu de 1848) ou bévues surprenantes dans un travail d'un tel niveau. Ainsi l'article *matérialisme dialectique* affirme que cette expression « ne se rencontre pas chez Marx et Engels », en oubliant d'ajouter aussitôt que la notion, elle, s'y trouve indiquée à maintes reprises, par exemple lorsque Engels écrit dans le premier chapitre de l'*Anti-Dühring* : « Le matérialisme moderne (...) est essentiellement dialectique. » Ainsi Étienne Balibar énonce-t-il, page 244 et page 272, l'affirmation étonnante (qui figurait déjà dans son livre *Sur la dictature du prolétariat* (2), page 24) selon laquelle « le rapport (de Staline) sur la Constitution de 1936 proclame la fin de la dictature du prolétariat en U.R.S.S. », alors que, tout au contraire, Staline y ridiculise ceux qui prétendent que cette Constitution en consacre « l'abandon » et affirme qu'en élargissant sa base et en assouplissant sa forme elle se « renforce ». Mais de telles erreurs sont rarissimes.

Les entrées retenues couvrent largement l'attente du lecteur et donnent souvent lieu à de bons exposés théoriques — par exemple sur *aliénation*, *dialectique*, *formation économique et sociale*, *mode de production asiatique*, *paysannerie*, *reproduction*, *salair*, *transition*, *utopie*, — à de très utiles synthèses historiques — par exemple sur *automarxisme*, *fascisme*, *école de Frankfurt*, *gramscisme*, *maoïsme*, *proletariat*, *prolétariatisme*, *social-démocratie*. Au passage, certains articles attirent l'attention sur des problèmes d'ordinaire trop peu perçus, comme la dualité d'aspects du concept, à la fois singulier et pluriel, de force(s) productive(s), ou la complexité du lexique allemand de Marx, que rendent de façon trop simpliste des termes français comme *aliénation* ou *provoir*. On aurait d'ailleurs aimé que cette dernière orientation soit plus largement mise en œuvre — par exemple que la rubrique *loi* aborde le problème posé par le recours fréquent de Marx, par-delà le simple *Gesetz* (loi), au

terme, difficile à traduire dans son acception philosophique, de *Gesetzmässigkeit* (la « propriété d'être régi par des lois »). Et on regrettera, d'un point de vue déontologique, que l'article *surveillance* ne fasse pas état des arguments qui ont été opposés, dans une discussion ouverte, à la substitution de cette traduction nouvelle au classique *plus-value*.

On s'interrogera sur la nécessité de rubriques comme *robinsonnades* ou *padding* — mais l'humour n'est pas interdit dans un dictionnaire du marxisme, — *millénarisme* ou *secre*, voire de termes qui relèvent bien moins du marxisme que de l'histoire russe (*cadets*, *douma*, *otzovisme*, etc.), alors que manquent, en revanche (même si l'on trouve ailleurs quelques remarques s'y rapportant), non seulement des termes bien plus importants comme *gauchisme* (à peine traité dans *opportunisme*), *paupérisation* (qui a donné lieu à tant de débats), *psychologie* (qui mériterait une rubrique autant que *pavlovisme* ou *darwinisme*, *anthropologie* ou *morale*), science et révolution scientifique et technique (absences injustifiables à mes yeux) — mais, plus encore, quelques catégories à mon sens fondamentales de la pensée marxiste comme *forme*, *inégalité de développement*, *possibilité*, *subsumption* (ou *subordination*) formelle et réelle, et enfin *socialisme scientifique* — lacune vraiment incompréhensible, nullement comblée par l'article *socialisme*, dont l'objet est tout autre. Malgré ces remarques, l'usage de ce dictionnaire conviendra sans doute que le premier pari de ses auteurs est assez largement tenu.

### Les cinq piliers de la sagesse

Quant au second, celui de l'ouverture, les choses sont moins simples. Certes, le pluralisme de l'équipe rédactionnelle est réel. Il ne va pas, d'ailleurs, sans quelques sensibles différences d'orientation théorique. Ainsi, à comparer l'article *dialectique* à ceux qui traitent de la contradiction et de la négation, du bond qualitatif de la dialectique de la nature, on observe un jeu complexe de différences entre l'affirmation, franchement matérialiste, que la contradiction est dans l'essence même des choses, et la tendance à la penser davantage comme une dimension de la

lutte des classes dans la théorie. On pourrait, de même, relever des variantes dans les questions politiques, par exemple entre des articles à dominante léninienne, trotskienne, gramscienne. Toutefois, cette diversité n'exclut pas la cohérence de presque tout le volume autour de ce qui apparaît comme les cinq piliers de la sagesse marxiste selon ce dictionnaire : Marx, Engels, Lénine, Gramsci, Althusser.

Ce qui apparaît clairement, en même temps, c'est ce que cette orientation, de façon délibérée, s'ingère pas. A part le marxisme italien, les différents aspects du marxisme international moderne sont à peu près entièrement méconnus. Le marxisme soviétique semble s'être arrêté à Jdanov, Lyssenko et le « dia-mat » (c'est-à-dire le matérialisme dialectique des manuels stalinien), ce qui témoigne d'un important retard d'information. Par rapport au communisme français, l'attitude est plus complexe. Référence est parfois faite au *Traité marxiste d'économie politique* de 1971, aux travaux de Boccara, de Séve, épisodiquement de quelques autres. Mais l'article *autogestion* ne prend pas en compte le volume issu du colloque tenu en 1980 par l'Institut de recherches marxistes sur ce thème, l'article *nation* ignore le livre de Roger Martelli, celui sur *planification* l'apport de Philippe Herzog, celui sur *stalinisme* à peu près toute la bibliographie venant du P.C.F., celui sur *socialisme* tous les ouvrages récents de chercheurs communistes, celui sur *transition* le numéro spécial de *la Pensée* sur le sujet, etc. Les grands articles politiques tiennent pour inavouée la stratégie du P.C.F., telle qu'elle s'est développée depuis 1976 — mais il y a de longs articles sur la politique du P.C.F. Des articles comme *dictature du prolétariat* ou *eurocommunisme* franchissent parfois la frontière entre analyse critique et pamphlet, et les toutes dernières lignes de l'ouvrage ne laissent pas le lecteur sous l'impression dominante de la scientificité. Que le P.C.F. se voie caractérisé à la rubrique (*droit de*) *tendances* comme « une cinquième tendance, externe et inattendue, du P.S. au pouvoir » prend, dans la situation politique présente, une réelle saveur. Chacun régira à sa façon devant ces retours du goût de régler des comptes — dans un ouvrage savant.

### Une grave limite

L'important, toutefois, n'est pas là, à mon sens. Il est bien plutôt dans le fait — et c'est la seule réserve grave qu'on soit amené à faire — qu'en liaison avec les remarques précédentes, le décalage entre l'information véhiculée par ce dictionnaire et la réalité vivante qu'analyse aujourd'hui le marxisme soit trop souvent important, et parfois destructeur. Ainsi, bon nombre d'articles sur des questions fondamentales s'arrêtent loin, très loin en deçà du mouvement présent des choses et des idées. Pour l'essentiel, l'article *crise* ignore les réalités et les analyses d'aujourd'hui, *chômage* en reste à la fin du dix-neuvième siècle, *capitalisme* une « troisième étape » commencée... en 1880 — et la liste des corrélats omet de renvoyer à l'article *monopole*, lui-même très en retrait sur ce qu'il y a à dire à propos du capitalisme monopoliste d'Etat, auquel le dictionnaire se refuse à consacrer un article.

Les rubriques *classes* et *couche sociale* s'en tiennent à l'univers social de Marx, grève et *syndicat* à celui de Lénine. *Collectivisation* et *socialisme* en sont au modèle stalinien, *impérialisme* à un paragraphe près, aux années 30. Rien n'est dit sur des questions où s'opèrent des avancées majeures du marxisme d'aujourd'hui, comme critères de gestion, formes historiques d'individualité, nouvel ordre international.

Certes, il faut tenir compte qu'un aussi vaste ouvrage exige des années de travail et que tous les articles ne peuvent être de la dernière fraîcheur. Mais si l'on veut établir que le marxisme n'est pas mort — c'est l'intention justement affirmée par l'avant-propos, — il ne suffit pas de dépasser résolument le vieux dogmatisme de l'époque stalinienne, ce que fait bien ce dictionnaire. Il faut, surtout, prendre en compte sa capacité actuelle — encore insuffisante, mais bien réelle — d'analyser la formidable nouveauté du présent pour anticiper sur l'avenir, ce que l'ouvrage fait beaucoup trop peu. Là est, à mon sens, la principale limite d'une publication aussi fortement utile.

Cela n'autorise pas, pour autant, à classer les problèmes abordés par ce dictionnaire sous la seule rubri-

que « histoire des idées », afin de mieux en finir avec eux, comme si rétrospectives historiques et analyses de corpus pouvaient être séparées des échéances et avancées révolutionnaires d'aujourd'hui. On voit ici se dessiner l'enjeu des débats qui s'engagent autour du centenaire de Marx. Ceux qui clamaient, hier, sa mort, sont en train de rectifier précipitamment le tir : ce n'est pas Marx qui est mort, tout au contraire, c'est le marxisme ! A cette petite astuce, on opposera la pertinente question que me posait un jour un journaliste britannique : pourquoi donc tant d'intérêt pour Marx et si peu pour Spencer ? La réponse n'est pas très difficile : c'est qu'il n'y a pas de spencerisme vivant.

C'est parce que le marxisme est puissamment vivant dans la réalité sociale comme dans la recherche contemporaine, qu'on s'intéresse toujours, passionnément, à Marx.

LUCIEN SÈVE.

\* *Dictionnaire critique du marxisme* : P.U.F., éd., 960 pages, 300 francs.

(2) Maspéro, éd., 1981.

Chez Piano Center

CHIFFRE D'AFFAIRES 1981

12.000 F

FINLANDIA  
REVEILLONNE  
FERME

nouveau

# DUNHILL

King Size

DUNHILL  
Superior Mild  
20  
LONDON-PARIS-NEW YORK

La légende de  
qualité supérieure

Portez-la  
pour  
les fêtes  
avec le crédit

MP



Alliance diamants  
26 000 F

Credit MP 10 % comptant  
le solde jusqu'à 24 mois dont  
de 3 à 6 mois de crédit gratuit  
(après acceptation du dossier)

Un choix considérable :  
Diamants - Rubis - Saphirs -  
Émeraudes et tous les bijoux or

MP 4 place de la  
Madeleine 260.31.44  
86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette  
Catalogue couleur gratuit sur demande

**Cadeaux  
au  
musée  
du Louvre**



Faïence de Vauville, fin XVIII<sup>e</sup> siècle

Plus de 100 cadeaux

En vente  
au musée du Louvre  
« Le Musée » 89, avenue Victor-Hugo, Paris  
« Le Musée » Forum des Halles, Paris  
et par correspondance

Recevez gratuitement le catalogue en couleurs  
en adressant le bon ci-dessous accompagné de 3 timbres  
à 1.80 F pour frais d'envoi

Publi-Trans (catalogue Musées nationaux)  
2.1. Place de la Vierge-aux-Loups — B.P. 123 — 91161 Longjumeau cedex

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Editions de la Réunion des musées nationaux  
10, rue de l'abbaye, 75006 Paris



# POLITIQUE

## LE RÈGLEMENT DES DERNIÈRES SÉQUELLES DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

### M. MAUROY : « Nous sommes là pour réconcilier et rassembler »

M. Pierre Mauroy a engagé la responsabilité de son gouvernement, mardi 23 novembre, à l'Assemblée nationale, sur le projet de loi visant à effacer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie. Le conseil des ministres, quelques heures plus tôt, avait autorisé à utiliser l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. Aucun groupe de l'Assemblée n'ayant exprimé l'intention de déposer une motion de censure dans les vingt-quatre heures, le texte devait être « considéré comme adopté », sans vote.

Le gouvernement a ainsi réglé le conflit qui l'opposait aux députés socialistes. Ces derniers, à l'initiative de leur président de groupe,

M. Pierre Joxe (absent, mardi, en raison d'un voyage aux États-Unis), et sur recommandation du bureau exécutif du P.S., s'étaient prononcés le 22 octobre, pour l'adoption du camp d'application de la loi des généraux « félons » qui s'étaient opposés au général de Gaulle au nom de l'Algérie française. La solution retenue par le gouvernement permet « que personne ne se défile », a souligné M. Claude Estier, député socialiste de Paris, porte-parole de son groupe.

L'intervention du premier ministre, qui a fait référence aux engagements du président de la République et à son désir de « rassembler »,

a été écoutée en silence. Dans les rangs de la majorité, seuls quelques députés socialistes qui lui sont proches ont manifesté leur approbation. M. Lionel Jospin, dont les mains étaient occupées par la consultation du règlement de l'Assemblée et de la Constitution, n'a pas applaudi.

Les communistes, pour leur part, ont protesté contre l'utilisation d'une procédure contraignante, d'autant que le « pardon » accordé aux généraux « félons » amoindrirait, selon eux, la capacité du pays à se dresser, éventuellement, dans l'avenir, contre d'autres « éléments factieux ».

M. Pierre Mauroy a engagé, mardi 23 novembre, à l'Assemblée nationale, la responsabilité de son gouvernement sur le projet de loi visant à effacer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie. Le premier ministre a déclaré : « Les événements liés à la guerre d'Algérie ont profondément marqué la nation. Ils ont déchiré les familles et provoqué de véritables drames de conscience.

Je peux comprendre — et je comprends — que des familles et des hommes, qui ont personnellement souffert durant cette période, se résignent mal au geste d'apaisement voulu par le chef de l'État et souhaité par le pays. Je peux comprendre — et je comprends — que des députés, parce qu'ils ont vécu intensément cette période, n'aient pas, dans un premier mouvement, accepté certains aspects du texte proposé par le gouvernement.

Je ne leur demande ni de renoncer à leurs sentiments, ni d'aller contre leur conscience. Mais vingt ans ont passé. Une nouvelle génération de Français a pris place dans notre longue histoire. Pour nombre d'entre eux, la guerre d'Algérie n'évoque que les pages de leurs manuels d'histoire ou quelques images d'une émission de télévision.

Pourtant, ces événements étaient graves. Ils ont même été dramatiques. Et de toutes les images qui en restent, l'une des plus insupportables est sans doute celle de soldats et d'officiers qui se sont dressés contre la République.

Enfin, d'une part, le respect de la discipline et la loyauté vis-à-vis de l'État républicain, qui est la règle absolue, et, d'autre part, l'idée qu'ils se faisaient du sens de l'honneur, certains ont fait le choix de se

rébeller. Là est la faute. Justement sanctionnée.

« Vingt ans se sont depuis écoulés. Et au fil des années, bien des pas ont été effectués dans la voie du pardon. Il n'y a pas, en l'occurrence, réparation d'un préjudice, qui n'existe pas. C'est pourquoi nous ne permettons qu'une révision de carrière, et non une reconstitution. Il s'agit d'un texte à la fois limité dans sa portée, complémentaire des mesures déjà prises depuis 1962. Il s'agit d'un texte qui répond à la demande formulée par beaucoup depuis des années.

Songez-y, mesdames et messieurs les députés : un peuple est toujours plus fort lorsqu'il parvient à surmonter ses divisions et à réinsérer les citoyens égarés. Nous ne sommes pas là pour diviser à nouveau. Nous sommes là pour réconcilier et rassembler.

Le pardon n'est pas l'oubli. Il n'implique aucune approbation des faits qui, hier, ont provoqué les condamnations. Mais la société française doit aider à l'apaisement des esprits. Elle doit aider à refermer les plaies. C'est le rôle du gouvernement. C'est l'engagement qu'il avait pris devant le pays lors du dernier scrutin présidentiel. Cet engagement doit donc être tenu. Il le sera. »

#### Le respect des engagements pris

« Il ne peut cependant y avoir de demi-mesures dans le pardon. Il n'existe pas de pardon mesuré, négocié, surtout lorsqu'il émane de la plus haute autorité de l'État. Quant à la gradation des responsabilités,

elle a déjà été effectuée par la justice lors des condamnations. Respectons l'autorité de la chose jugée et ne réintroduisons plus des différences entre les grades de ceux qui, à un moment de leur vie et de notre histoire, ont basculé ensemble dans l'aveuglement de l'illégalité.

« Le texte qui vous est soumis pose deux problèmes fondamentaux : d'abord, le respect des engagements pris devant le pays — c'est l'honneur de la démocratie, — ensuite la nécessité de la réconciliation nationale. N'oublions pas qu'en Algérie il n'y avait pas seulement des soldats et des officiers. Il y avait aussi un million des nôtres, un million de Français. Souvenez-vous des sentiments que la plupart d'entre eux éprouvaient à l'époque. Ils sont aujourd'hui intégrés au sein de notre société. Respectons leur passé. Respectons les sentiments qui sont aujourd'hui les leurs. »

Avant l'intervention du premier ministre, par le dénouement d'un appel au règlement, M. Ducloux (P.C., Hauts-de-Seine) avait manifesté au nom du groupe communiste son opposition à l'utilisation de la Constitution sur ce projet de loi. « Oui ou non, est-il possible de se dresser contre la République ? » a-t-il déclaré en évoquant le « pardon » accordé aux généraux « félons ». M. Ducloux a estimé qu'en « réintégrant les généraux d'Algérie », il sera « plus difficile » à la gauche de « se dresser » le cas échéant, « contre d'autres factieux ».

Pour sa part, M. Pierre de Bénouville (App. R.F.R., Paris) a exprimé sa reconnaissance envers le gouvernement. « Les généraux, même s'ils se sont trompés, l'ont fait généralement », a-t-il dit.

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### Le P.S. revendique les têtes de liste dans dix-huit villes de plus de trente mille habitants dirigées par le P.C.

Le groupe de travail constitué par le P.S. et le P.C.F., après la rencontre entre MM. Lionel Jospin et Georges Marchais, le 10 novembre, s'est réuni pour la troisième fois, mardi 23 novembre, au siège du parti communiste. MM. Marcel Debarge et Jean Popereau ont fait part à M. Paul Laurent et à M<sup>me</sup> Madeleine Vincent des conclusions contenues dans la résolution du

comité directeur du P.S., réuni les 20 et 21 novembre, et qui avait décidé de proposer, « notamment au P.C.F. », un accord national pour les élections municipales, prévoyant « une solidarité active, concrète, partout, y compris dans les entreprises, pour appliquer la politique gouvernementale » (le Monde du 23 novembre). Les représentants du P.S. ont pré-

senté, ensuite, à ceux du P.C.F., une liste de dix-huit villes de plus de trente mille habitants, dont le maire est communiste et où le P.S. estimait avoir clairement devancé son partenaire, électoralement, depuis 1977, revendiquant la tête de la liste d'union de la gauche. Il s'agit d'Amiens, Athis-Mons, Chelles, Dieppe, Evreux, Franconville, Gagny, Le Mans, Montluçon, Nîmes, Poissy, Reims, Saint-Etienne, Sarcelles, Sartrouville, Sevran, Thiais et Vaux-le-Pénil.

Cette liste avait été élaborée par la commission de travail constituée au comité directeur du P.S. et reprise le 20 novembre. La commission n'a pas retenu onze autres villes dont la mairie, détenue par le P.C.F., est revendiquée par les organisations locales du P.S. Il s'agit d'Antony, Arles, Beziers, Houilles, Noisy-le-Grand, Rosny-sous-Bois, Saint-Dizier, Saint-Quentin,

Savigny-sur-Orge, Sète et Tarbes.

Les responsables socialistes estiment qu'il appartient, désormais, à ceux du P.C.F. de prendre l'initiative d'une nouvelle réunion du groupe de travail. Pour sa part, M. Paul Laurent a repris, dans une déclaration faite après la réunion de mardi, les termes du comité directeur du P.S., pour indiquer que les communistes sont « totalement partisans d'un accord politique national » entre les deux partis, accord réaffirmant les « engagements communs de juin 1981 au gouvernement, au Parlement, dans les entreprises et les communes, pour le succès de la politique nouvelle voulue par le pays ». M. Laurent a ajouté : « Cet accord, nous pensons plus que jamais qu'il doit se faire partout dans les municipalités de gauche autour des maires sortants. » Il s'est prononcé, enfin, pour que les discussions aboutissent « dans les délais les plus brefs ».

### LYON : M. Francisque Collomb hausse le ton

De notre correspondant régional

Lyon. — La polémique s'amplifie à Lyon entre M. Francisque Collomb, sénateur non inscrit, maire sortant, et M. Michel Noir, député R.P.R. Après la conférence de presse de ce dernier, venue par un rendez-vous manqué (le Monde du 23 novembre), le premier a de nouveau rencontré la presse pour « en finir avec les campagnes de rumeurs ».

De cette mise au point sans surprise, il ressort que le premier magistrat en exercice de la ville n'admet pas l'« ultimatum » de M. Noir. Représentant une tactique déjà utilisée sans succès avant les dernières cantonales, il tente de diviser le R.P.R., qu'il ne confond pas nécessairement « avec son rival. Il a rappelé que le conflit est latent entre les deux tendances depuis plusieurs mois : « Alors qu'il n'y a eu aucune difficulté avec l'U.D.F. et les personnalités non inscrites issues du courant Pradel, a-t-il expliqué, tout a commencé depuis des mois par un véritable tir de barrage sur les visages, les silhouettes et l'âge du ca-

pitaine. L'identité de l'artilleur est assez facile à cerner... »

A ceux qui demandent un renouvellement, M. Collomb répond que « la liste actuelle et celle qu'il envisage de constituer comportent des hommes et des femmes de valeur, compétents, disponibles et dévoués aux intérêts de la ville ».

Peu à peu, les thèmes des deux campagnes se dessinent. Mais des rebondissements restent possibles : peut-être dès ce mercredi 24 novembre, dans le bureau de M. Jacques Chirac, qui reçoit M. Collomb. Peut-être aussi du côté de l'U.D.F., qui paraît attendre son heure. Si les « amis » du maire semblent favorables, dans leur majorité, à une explication devant le corps électoral au cours de primaires, en revanche, un élu U.D.F. nous a confié : « Toutes les négociations sont possibles. » Une phrase sibylline qui ne permet pas d'éviter un accord entre « politiques » (R.P.R. et certains U.D.F.) aux dépens des modérés de l'équipe Collomb. — C. R.

## LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### ● L'ACCÈS À L'AIDE JUDICIAIRE

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 23 novembre, à l'unanimité, en première lecture, le projet de loi qui modifie les procédures relatives à l'aide judiciaire ainsi qu'à l'indemnisation des commissions et désignation d'office en matière pénale et en matière civile.

M. Robert Badinter, ministre de la justice, a défini la substance de son projet. Il s'agit de faciliter l'accès des justiciables à l'aide judiciaire, d'améliorer le fonctionnement de cette aide et d'assurer l'indemnisation des avocats commis ou désignés d'office.

En matière d'aide judiciaire, le projet prévoit que le bénéficiaire pourra, sauf au pénal, choisir librement ses défenseurs et que l'instruction des dossiers sera simplifiée. Il crée un mécanisme de provision destiné à compenser les longs délais de paiement des indemnités qui sont imposés aux auxiliaires de justice.

Pour ce qui concerne les avocats commis d'office afin de défendre les justiciables démunis de ressources et traduits devant les juridictions pénales, le projet prévoit une indemnisation. Un crédit de 71,4 millions de francs a été inscrit à cet effet au projet de budget pour 1983. Un amendement présenté par le gouvernement et adopté par l'Assemblée dispose que les cas d'indemnisation seront déterminés par décret, ce qui implique de retarder jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1983 la date d'application de la loi. Le gouvernement estime qu'une période expérimentale est nécessaire afin de mesurer les effets de l'indemnisation sur le nombre des commissions d'office.

### ● LES ÉTUDES MÉDICALES ET PHARMACEUTIQUES

L'Assemblée a adopté en deuxième lecture, par 328 voix contre 150, le projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques.

Après l'échec de la commission mixte paritaire Sénat-Assemblée, réunie le 16 novembre — échec prévisible tant les divergences entre les deux assemblées sont irréductibles, — les députés sont revenus, pour l'essentiel, au texte qu'ils avaient adopté en première lecture le 27 septembre.

Ils ont ainsi rétabli notamment les deux filières nouvelles de spécialisation en matière de santé publique et de recherche, la filière universitaire de médecine générale et le caractère « classant » pour les généralistes de

l'examen de fin de deuxième cycle. En revanche, l'Assemblée a adopté ce qui lui est apparu comme une amélioration apportée par le Sénat : les futurs généralistes et les futurs spécialistes percevront la même rémunération.

### ● LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ARTISANS

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans. Il s'agit, selon M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat, de remédier « à une grave injustice de la législation française qui laisse l'artisan à l'écart des moyens de formation et d'évolution qui sont un droit fondamental reconnu depuis plus de dix ans à l'ensemble des Français ».

Le projet prévoit que chaque citoyen désireux de créer une entreprise artisanale sera tenu de suivre un stage préalable qui lui permettra d'être parfaitement informé sur la réalité des responsabilités et des tâches à la tête d'une entreprise. Le gouvernement cherche à atteindre, à travers ce texte, un second objectif, qui est de fournir à l'artisanat les moyens nécessaires à une formation continue qui soit à la portée de tous ses ressortissants.

Le gouvernement a prévu que la taxe additionnelle à la taxe pour frais de chambre de métiers, jusqu'alors facultative, sera désormais obligatoire à hauteur de 50 % du droit fixe pour frais de chambre de métiers, a souligné M. Delelis.

Plusieurs amendements, présentés à l'origine par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, ont été adoptés. Ils proposent l'extension du projet au conjoint non salarié d'artisan. Selon un amendement présenté par le gouvernement et adopté à l'Assemblée, la loi entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1983.

Enfin, une disposition transitoire a été prévue, à l'initiative du groupe socialiste, en faveur des salariés. Il s'agit de permettre aux salariés des entreprises artisanales de bénéficier des actions de formation financées par les fonds d'assurance formation des organisations professionnelles et des chambres de métiers, « jusqu'à la mise en application de dispositions législatives et réglementaires propres à assurer aux salariés des entreprises d'un effectif inférieur à dix personnes des possibilités réelles d'exercer leur droit à la formation continue ».

## LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE

### Le Sénat refuse la tranche de 65 % d'impôts pour les hauts revenus

Les sénateurs ont commencé, dans la nuit de mardi 23 au mercredi 24 novembre l'examen des articles de la première partie de la loi de finances pour 1983.

Ils ont modifié l'article premier, autorisant la perception de l'impôt, mais par un amendement qui ne visait que la forme rédactionnelle, et adopté l'article 2, fixant les modalités de calcul de l'impôt sur le revenu, après en avoir écarté l'institution d'une nouvelle tranche de revenu imposable à 65 %. Les autres modifications apportées à cet article concernent :

● Le quotient familial : sur proposition des membres du groupe centriste, les foyers mono-parentaux, en particulier les veuves, bénéficient, contrairement à ce qu'il était prévu, de la forme réduction d'impôt que les ménages, quand il y a plusieurs personnes à charge ;

● Sur proposition de M. Blin (Un. centr., Ardennes), rapporteur général, la disposition qui bloquait au niveau de 1981 le plafond des revenus pour la déduction des frais professionnels a été supprimée ;

● « Banalisation » de la contribution exceptionnelle : contrairement au sens du texte adopté par l'Assemblée nationale, les sénateurs n'ont pas voulu que cette contribution (qui, contrairement au taux d'imposition de la tranche supérieure, porte à 69,55 % le montant de l'impôt sur les hauts revenus) apparaisse comme définitivement intégrée à l'impôt. Cette contribution conserve donc sa dénomination d'« exceptionnelle » qui lui avait été retirée ;

● Obligation de la signature conjointe des époux en matière de déclaration de revenus : le Sénat a suivi le rapporteur général, qui, tout en approuvant le principe de l'égalité des époux, estimait qu'une telle obligation risquait de provoquer des litiges. Si l'un des époux refuse de signer, pénalisera-t-on le ménage pour

défaute de déclaration ? Le Sénat a donc supprimé l'obligation de signatures des deux époux.

● Article 2 ter sur la taxation des sociétés domiciliées dans les « paradis fiscaux ». Cet article, introduit par l'Assemblée nationale, étend la notion de territorialité française aux sociétés non cotées en Bourse domiciliées hors de France, dont l'actif est constitué de droits immobiliers situés sur le territoire national.

M. Dailly (gauche démocratique, Seine-et-Marne) demande la suppression de cet article. Il invoque l'exemple d'une société immobilière saoudienne qui possède des immeubles en France. La convention fiscale conclue entre l'Arabie Saoudite et la France ne comportant aucune clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale, ladite société sera passible de la nouvelle taxe, et ce quand bien même ces actionnaires se seraient manifestés.

« Il est bien évident, déclare ce sénateur, que la société saoudienne en question va rapatrier ses capitaux et les engager ailleurs ! » Le rapporteur général estime, lui aussi, que l'article crée un risque pour la « balance des invisibles » ; celui de voir fuir les capitaux étrangers.

« J'ai prévu d'abaisser le taux de la taxe forfaitaire applicable dans ce cas. D'autre part, répond M. Fabius, ministre délégué chargé du budget, compte tenu des contacts que j'ai eus, je puis dire que ce texte recevra un accueil favorable. »

Le Sénat adopte néanmoins l'amendement de M. Dailly.

● Article 4, sur l'imposition des plus-values immobilières : un amendement conjoint de MM. Fosset (Un. centr., Hauts-de-Seine) et Blin, au nom de la commission des finances, est adopté en faveur des augmentations de capital récentes et des contribuables, qui ont souscrit à ces augmentations. — A. G.

**PLANS/CONTRECALQUES**  
MEME A PARTIR D'UN ORIGINAL OPAQUE. RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT  
ETRAVE 38 Av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32 T<sup>x</sup> 220064 F

مكتبة من الأصل



POLITIQUE

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ET LE «QUOTA» POUR LES FEMMES

M<sup>me</sup> Halimi dénonce «l'antique réflexe de misogynie»

A la suite de la décision du Conseil constitutionnel concernant le quota des femmes pour les candidatures aux élections (le Monde daté 21-22 novembre), M<sup>me</sup> Gisèle Halimi, députée de l'Isère (app. P.S.), présidente de Choisir, nous écrit :

En se saisissant d'office d'une question que la (quasi) totalité des élus de la République au Parlement ne lui posait pas, le Conseil constitutionnel a voulu marquer par sa décision que l'égalité des citoyennes n'était supportable que dans le principe.

Des l'instinct que le quota permettrait aux femmes de faire coïncider — quelque peu — la proclamation et son adéquation au partage des responsabilités politiques, les «sages» ont retrouvé l'antique réflexe de misogynie. Par ces motifs, ils ont rejeté...

Pourtant l'instauration de ce quota est parfaitement égalitaire et conforme aux règles tant de la Constitution (Art. 3) que de la Déclaration des droits de l'homme (qui, faut-il le souligner, devrait inclure ceux de la femme).

L'amendement «aucune liste ne pourrait comporter plus de 75 % de candidats du même sexe...» respectait scrupuleusement fond et forme — le principe d'égalité entre les deux sexes. Hommes et femmes étaient contraints à la même mixité, dans les mêmes proportions, dans toutes les communes de plus de trois mille habitants.

En réalité, le Conseil constitutionnel a condamné sans recours une innovation : celle du poids direct de cet amendement sur la réalité électorale.

Aucune liste municipale n'est exclusivement féminine et très rares sont celles où les femmes sont majoritaires.

L'inverse est, et c'est cette situation que tentait de modifier notre loi.

Répondre que les femmes ont, grâce à la Constitution, autant de chances d'être candidates que les hommes est une tartufferie. La même que celle qui déciderait que les hommes naissent «libres et égaux en droits» (Déclaration des droits de l'homme), toute loi sociale équilibrant les rapports de forces entre eux serait contraire à la Constitution.

Répétons donc avec Lacordaire que «entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit».

S'agissant de donner à la démocratie politique son sens élémentaire — l'accès aux responsabilités des femmes, c'est-à-dire à la majorité des citoyens — le Conseil constitutionnel a choisi : la force des mots contre la force des femmes.

Mais le combat continue : Choisir a décidé de saisir la Cour européenne des droits de l'homme d'un recours contre la décision du Conseil constitutionnel. Et de permettre ainsi au gouvernement français de s'expliquer devant de nouveaux juges.

La Confédération écologiste, réunie en conseil interrégional, du 11 au 14 novembre, à Uzès (Corrèze), a, à son tour, adopté le titre «Les Verts», proposé par l'ancien MEP (Mouvement d'écologie politique) — devenu les Verts — parti écologiste — pour la future organisation commune des écologistes.

RÉUNI EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le corps préfectoral enregistre des mutations de son rôle dans l'Etat et en province

L'Association générale des membres du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur tient son assemblée générale au siège du ministère, Place Beauvau à Paris, mardi 24 et mercredi 25 novembre. M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation devait s'adresser à ses hôtes mercredi après-midi.

C'est la première fois que cette association tient son assemblée générale depuis que les réformes de décentralisation ont été mises en œuvre par le gouvernement, que les compétences ont été partagées entre

représentants de l'Etat et élus départementaux et que les préfets ont troqué leur titre plus que centenaire contre celui de «commissaires de la République». C'est dire que depuis le changement de majorité politique à la tête du pays, en mai et juin 1981, le corps préfectoral a été celui qui a le plus vécu le changement.

La rotation du personnel — traditionnelle dans ce corps dont les membres sont à la discrétion du gouvernement — a été cette fois-ci particulièrement rapide. En seize mois, quatre-vingt-onze des cent préfets en poste dans les départements ont changé d'affectation. Seuls neuf préfets nommés avant le 10 mai

1981 sont encore dans les mêmes départements (Alpes-Maritimes, Ardèche, Dordogne, Haute-Garonne, Loiret, Orne, Rhône, Vosges, et Haut-de-Seine). Quant aux préfets de région, seuls trois sur vingt-deux occupent la même fonction depuis plus de seize mois (Centre, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes).

L'Assemblée générale de l'Association du corps préfectoral fournira l'occasion à ses membres d'évaluer les difficultés rencontrées parfois dans la mise en application des lois de la décentralisation, les conflits d'attribution qui naissent avec les présidents des conseils généraux, les relations parfois conflictuelles entre

services de l'Etat, et services départementaux, et les complexités financières et budgétaires qui n'ont pas encore toutes été réglées.

Une carrière parallèle

La réforme administrative a également eu une conséquence inattendue. De nombreuses collectivités locales se sont attachées les services de membres du corps préfectoral afin de se trouver au même niveau de compétence administrative et intellectuelle que leurs interlocuteurs étatiques. Quelques dizaines de préfets et sous-préfets ont ainsi trouvé un débouché nouveau pour poursuivre une carrière parallèle. Voilà un «cycle» dont le gouvernement n'a pas pris l'initiative. Ils se sont regroupés dans une «association amicale des haut fonctionnaires du ministère de l'Intérieur en service auprès des collectivités territoriales et des régions», qui constitue une section de l'Association du corps préfectoral. (Le Monde du 7 octobre 1982). Présidée par M. Michel Denieul, ancien préfet de région, aujourd'hui en service détaché auprès du conseil général de Seine-et-Marne, cette section constitue une sorte de «corps de débouché» comme on dit dans l'administration. Elle se défend, naturellement, d'être le refuge des membres du corps préfectoral en désaccord politique avec le nouveau pouvoir. On doit cependant constater que la plupart de ses adhérents sont maintenant au service de collectivités locales qui se réclament de l'opposition politique nationale.

M. Denieul explique, ci-contre, en quoi le corps préfectoral n'appartient plus désormais qu'à l'Histoire.

ANDRÉ PASSERON.

Point de vue

Peut-on toujours dire «la préfectorale» ?

PRÈS d'une centaine de membres du corps préfectoral, de l'inspection générale de l'administration, d'administrateurs civils et de conseillers de tribunaux administratifs sont aujourd'hui en service auprès des collectivités locales et des régions.

Cette situation, que peu prévoyaient il y a un an (!), est-elle de nature à remettre en cause l'unité de la «préfectorale» ? A la veille de l'assemblée générale annuelle de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, la question valait d'être posée.

Les fonctions que certains exercent désormais dans les régions, les départements et quelques très grandes villes peuvent-elles être rapprochées de celles dites «préfectorales» ?

Non, assurément, si la vision qu'on a de celles-ci se borne à la responsabilité de l'ordre public et à la mise en œuvre des politiques gouvernementales.

Où, cependant, si l'on se souvient que les préfets d'hier prenaient leur part des développements locaux, et que la polyvalence des fonctions était leur spécialité reconnue.

Au-delà des apparences d'un uniforme et d'un cadre de vie liés aux données historiques de la représentation de l'Etat, qu'est-ce qui caractérisait celui qui exerçait la fonction préfectorale ? D'être à la fois transformateur de pouvoirs, réducteur de tensions et technicien de l'animation et de la gestion administratives. Une même personne physique avait vocation à transformer le pouvoir d'Etat en humanisant son exercice ; à réduire les tensions par la connaissance des hommes et le savoir-faire ; à mettre, enfin, au service des collectivités locales et des régions capacités d'entreprendre et d'expérience. Etait-ce trop lui demander ? Souvent, la fonction préfectorale s'est enlisée dans la masse des négociations et conciliations qu'elle devait en permanence conduire, comme l'a écrit Gérard Belorgey. Toujours est-il que cette exceptionnelle synergie a été rompue. L'actuelle majorité n'est pas seule responsable de cette rupture.

De la première vocation, ceux qui ont choisi d'être détachés auprès des collectivités se sont eux-mêmes volontairement et temporairement exclus. Ils participent à la seconde et, du fait même qu'ils ont été choisis, ils ont acquis le plein exercice de la troisième. C'est dire qu'ils appréhendent la marge d'initiative, la souplesse d'intervention consubstantielles à tout ce qui n'est pas l'Etat. A l'inverse, ayant été dépositaire de l'autorité de celui-ci — ou ayant eu vocation à l'être, — comment ne le respecteraient-ils pas, même s'ils en savent les rigidités et les limites ; même s'ils en constatent les défaillances ?

C'est dire aussi que, pour peu que soit reconnue la réalité et la légitimité de leur nouvelle mission, ils peuvent contribuer à circonscrire ou à réduire les tensions que la logique des situations, potentiellement conflictuelle, peut créer entre le commissaire de la République et le président du conseil général ou régional. Si leurs fonctions ne sont plus de représentation, mais de conseil et de direction technique, faut-il oublier (c'est encore vrai aujourd'hui, mais à une bien moindre échelle) que des préfets et sous-préfets ont fait partie des cabinets, les ont dirigés, ou encore étaient détachés à la tête d'importantes directions de ministères autres que l'Intérieur ? Ils y entretenaient avec leur ministre des relations de même nature que celles qu'ils ont aujourd'hui avec leur président. L'Intérieur leur savait alors gré — du moins verbalement — des débouchés qu'ils avaient ainsi créés, permettant d'autres mouvements préfectoraux.

Gardons-nous cependant de verser dans l'irénisme : c'est un fait que

par MICHEL DENIEUL (\*)

le résultat des élections cantonales n'est pas pour rien dans la présence marquée de la préfectorale à la tête des nouveaux services départementaux et régionaux. C'est un fait aussi que des situations individuelles attendent encore un règlement conforme aux pratiques traditionnelles du détachement.

C'est pourquoi, si l'est souhaitable qu'ils gardent leur place au sein de l'association du corps préfectoral et

(\*) Préfet en service détaché.

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Eric Giully est nommé directeur général des collectivités locales

Sur proposition du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, M. Eric Giully, auditeur au Conseil d'Etat, qui était conseiller technique au cabinet de M. Gaston Defferre, a été nommé, au conseil des ministres, directeur général des collectivités locales. Il remplace à ce poste M. Pierre Richard, appelé à d'autres fonctions.

Un «patron» de trente ans

Sous ses longs cheveux et derrière de fines lunettes, M. Eric Giully apparaît un visage juvénile et souriant, même après des journées harassantes et des nuits passées à son bureau ou au Palais-Bourbon et au Sénat. Il n'est pas de débat sur la décentralisation — et combien d'heures ont été et seront consacrées par les parlementaires à cette réforme ! — où M. Eric Giully n'ait pas été assis en permanence aux côtés de M. Defferre pour lui préparer ses notes, ses répliques, ses discours.

La foudroyante ascension de ce jeune homme — à trente ans il est le plus jeune directeur général de l'administration française, — qui va régner sur cent dix personnes rue d'Aiguillon, va probablement faire grincer bien des dents dans les rangs du corps préfectoral. Traditionnellement, ce poste était «tenu» par un préfet, mais déjà, en 1978, M. Giscard d'Estaing avait dérogé à la règle

en y nommant l'un de ses conseillers, M. Pierre Richard.

Mais l'actuel ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a voulu, en confiant ce poste essentiel à son conseiller technique chargé (avec M. François Rousset) de suivre le dossier de la décentralisation, bien montrer qu'il y avait continué dans la conception et l'application de la réforme. Faire appel à un haut fonctionnaire pris hors du cadre de la place Beauvau est entrainé le risque de laisser la réforme marquer le pas au moment — délicat — où l'opposition veut s'en emparer pour en tirer tout le profit politique et où, dans de nombreux ministères, les réticences à transférer pouvoirs et compétences se renforcent.

Certes, la valeur n'attend pas le nombre des années, et celui qui sort major de l'ENA en 1978 dans la promotion Pierre Mendès France ne l'ignore sûrement pas. Mais l'autorité administrative est-elle une affaire d'âge, ou plutôt d'expérience ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

INÉ le 10 février 1952 à Alger, M. Eric Giully est auditeur au Conseil d'Etat. Il quitte l'Algérie en 1962, puis fait des études de droit à Nanterre, obtient un diplôme d'études supérieures de sciences politiques et, après avoir fait Sciences-Po, entre à l'ENA en 1976. Il en sort major en 1978 et entre alors au Conseil d'Etat comme auditeur. Il était conseiller technique au cabinet de M. Gaston Defferre depuis plusieurs mois.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres du 23 novembre a abordé les points suivants :

● CONVENTIONS INTERNATIONALES.

Six conventions ont été approuvées ou ratifiées : avec le Vietnam, avec la Guinée-Equatoriale, avec l'Autriche ; accord instituant une fondation européenne chargée de promouvoir une meilleure connaissance du patrimoine culturel européen ; accord sur l'Étain.

● LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1982.

(Lire page 32.)

● COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

(Le Monde du 24 novembre.)

● BILAN DES NÉGOCIATIONS SALARIALES.

(Le Monde du 24 novembre.)

● INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES.

(Le Monde du 24 novembre.)

● RÉFORME DES PROCÉDURES D'ENQUÊTE PUBLIQUE.

(Le Monde du 7 novembre.)

● AIDE SOCIALE A L'ENFANCE.

M<sup>me</sup> le secrétaire d'Etat chargé de la famille a présenté une communication sur les nouvelles orientations retenues après concertation dans le domaine de l'aide sociale à l'enfance.

L'aide sociale à l'enfance intéresse cinq cent soixante mille enfants en situation précaire du fait de leurs conditions de vie familiale ou des difficultés d'intégration sociale. Parmi eux, cent

quatre-vingt mille sont hébergés en dehors de leur milieu familial.

1) La politique des pouvoirs publics vise à permettre aux familles en difficulté d'être mieux à même d'exercer leurs responsabilités éducatives.

Dans le cadre de la décentralisation de l'aide sociale à l'enfance, l'Etat apporte son soutien à la mise en œuvre des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par la loi sur les compétences des collectivités locales. Il poursuivra la reconversion des grands établissements et la rénovation des post-natals. Il développera son action en faveur des autres isolés et de leurs enfants.

Des instructions seront publiées avant la fin de l'année afin de doter les structures éducatives dites «innovantes» d'un statut juridique offrant toutes les garanties aux enfants et à leurs parents. Les actions de formation des assistants maternels de l'aide sociale à l'enfance seront accentuées dès 1983.

Parallèlement, des dispositions seront prises, afin d'améliorer l'information des usagers de l'aide sociale à l'enfance et de promouvoir une réelle association de ces personnes aux orientations qui les concernent. Un «guide des droits de l'enfant» sera publié au cours du premier semestre 1983.

Enfin, M<sup>me</sup> le secrétaire d'Etat chargé de la famille proposera au gouvernement un projet de loi rendant obligatoire une révision annuelle de la situation de tous les enfants suivis par l'aide sociale à l'enfance.

● ENGAGEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT.

(Lire page 8.)

Ils ont lu: MAURICE DRUON de l'Académie française RÉFORMER LA DÉMOCRATIE

ALAIN PEYREFITTE de l'Académie française «LE QUOTIDIEN DE PARIS»

«Il y a quelque chose de prophétique dans ce livre.»

ALICE SAUNIER-SEITE «LA REVUE DES DEUX MONDES»

«Quarante années après le «Chant des Partisans» qui guida nos nuits d'adolescents sur les chemins de la Résistance, Maurice Druon nous livre un message pour un autre combat.»

THIERRY MAULNIER de l'Académie française «LE FIGARO»

«... Livre substantiel et limpide... Un effort d'adaptation de nos institutions à la conjoncture historique.»

LOUIS PAUWELS «LE FIGARO MAGAZINE»

«Cet ouvrage est une bombe.»

ANDRÉ PASSERON «LE MONDE»

«Des solutions originales dont certaines rompent avec les recettes déjà utilisées.»

OLIVIER GUICHARD «T.E.L.»

«C'est notre survie qui est en question.»

JEAN CAZENEUVE de l'Institut «LES DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE»

«L'Aristote d'aujourd'hui.»

NICOLAS DOMENACH «LE MATIN»

«Seul un gaulliste incontesté comme Maurice Druon pouvait réclamer des modifications fondamentales de la V<sup>e</sup> République sans être taxé d'hérésie.»

FRANÇOISE DE COMBEROUSSE «FRANCE-SOIR MAGAZINE»

«Le bilan des réformes nécessaires pour que la France survive au danger.»

JEAN-CHARLES VARENNES «LA MONTAGNE»

«... Un livre de haute probité morale et politique où Montesquieu trouverait son compte et Montaigne sa sagesse.»

et vous?

PLON

(1) Voir l'article d'André Passeron dans le Monde du 7 octobre 1982.



**Langues**  
CADRES - DIRIGEANTS  
Chargés d'affaires à l'étranger  
Apprenez en un temps  
record (90 à 95 h.)  
Sachez utiliser vos  
connaissances  
indispensables.

**VOTRE FORMATION**  
24, r. H.-Barbusse, 75005 Paris  
Tél. : 325-18-10 - 326-15-42

**EXPRESSION ORALE**  
&  
**MAÎTRISE DE SOI**  
documentation sans engagement  
**COURS LE FÉAL**  
387 25 00  
30, rue des Dames Paris 17

**TÉLEX PARTAGÉ**  
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

**En ROUMANIE, les vraies cures de GÉRIATRIE**

En toute saison, combinez vos vacances avec un séjour "repos-sant".

Les cures de gériatrie et de physiothérapie, de 14 à 21 jours, sont administrées dans des hôtels de cure modernes et des cliniques réputées, sur la base du traitement de renommée mondiale du professeur Ana ASLAN.

Prix tout compris pour 14 jours, à partir de 4.650 F.

Réervations auprès de votre agence de voyages habituelle.

Renseignements  
**OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN**  
38, avenue de l'Opéra 75002 PARIS  
Tél. 742.27.14 et 742.25.42

DOCUMENTATION  
Je désire recevoir une documentation détaillée sur les cartes de gériatrie du Professeur ASLAN.

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

## le droit de vivre

La plus ancienne journal antiraciste du monde

40, rue de Paradis  
75010 - PARIS

Directeur :  
PIERRE-BLOCH

Un numéro exceptionnel :

Le terrorisme  
et l'antisémitisme

vus par CHIRAC - JOSPIN  
LECANUET - SOUSTELLE

En vente dans les  
Drugstores Publicis

## POLITIQUE

### M. Mauroy en appellerait « au parti tout entier » en cas de trop forte contestation interne

La décision prise par M. Mauroy d'engager la responsabilité du gouvernement pour assurer l'adoption, sans vote, du projet de loi relatif à l'effacement des « séquelles » de la guerre d'Algérie ne se réduit pas à un « compromis » d'une extrême originalité (le Monde du 24 novembre). Elle a aussi valeur d'avertissement : en recourant à cette procédure autoritaire, le premier ministre signifie au groupe socialiste qu'il est déterminé à tenir son rôle dans la plénitude de ses fonctions.

De même, le choix de M. Alain Hautecœur pour remplacer M. Gilbert Pommier au bureau exécutif du parti socialiste n'a-t-il pas un caractère fortuit. Le député du Var, proche de M. Mauroy, s'était fait remarquer, la semaine dernière, au Palais-Bourbon, par ses commentaires à l'empêche-pièce sur l'attitude de son président, M. Pierre Joxe, dans l'« affaire » des généraux putschistes. En faisant appel à ce renfort, au nom du respect de l'équilibre des divers courants au sein de cette instance, les amis du chef du gouvernement ont ostensiblement marqué leur volonté de répondre du tac au tac, dans l'avenir, aux excès éventuels des représentants des autres « sensibilités ».

Dans ces deux cas, M. Mauroy a agi avec fermeté pour essayer de restaurer son autorité. Toutefois, le premier ministre demeure plus préoccupé par les conséquences de l'« affaire » Laignel que par celles du règlement des « séquelles » de la guerre d'Algérie. Il estime, en effet, que les appréciations négatives portées sur la politique gouvernementale par le trésorier du P.S., proche de M. Joxe (le Monde daté 7-8 novembre), révèlent une opération politique dont il est la principale cible.

Pour le maire de Lille, il est clair qu'il s'agit d'une manœuvre de déstabilisation interne qui s'inscrit dans le droit fil de la vieille rivalité opposant, depuis la constitution du nouveau parti socialiste, en 1971, les anciens membres de la S.F.I.O., dont il est, aux anciens membres de la Convention des institutions républicaines parmi lesquels figurent, entre autres, « fidèles » de M. François Mitterrand, MM. Joxe et Louis Mermaz, président de l'Assemblée

nationale. Sa conclusion est que les mitterrandistes les plus activistes souhaitent hâter le moment où le président de la République décidera d'installer à l'hôtel Matignon l'un des « siens ».

Compagnon de route de M. Mauroy, M. Roger Fajardie, membre du secrétariat national du P.S., a carrément posé la question devant le comité directeur : « Tout se passe comme si, dans le parti, y compris dans ses échelons responsables, quelques camarades avaient résolu de compliquer la tâche difficile (...) du gouvernement. (...) Ne pourrait-on s'aviser que l'hostilité larvée, la gué-guerre à l'égard du premier ministre servent nos adversaires ? »

Bien que rompu à ces querelles intestines et porté, par expérience, à ne pas les dramatiser, M. Mauroy juge nécessaire d'enrayer cette entreprise car il y va du crédit de l'action gouvernementale. Il tient à mettre les choses au point en répliquant d'abord sur le terrain où on le conteste, le terrain économique.

La controverse sur la croissance économique ? Le premier ministre invite les socialistes à la lucidité : « La croissance ne se décrète pas. Nous refusons la perspective de la stagnation, nous souhaitons aller au maximum de la croissance possible compte tenu du contexte international et nous ne cessons d'appeler nos partenaires à mobiliser leurs marges de manœuvre car, compte tenu de l'interdépendance des économies occidentales, la reprise, pour être durable, doit être générale et donc concertée. Hélas ! Une telle démarche ne dépend pas que de nous. Si en juin dernier nous nous sommes trouvés placés à la croisée des chemins c'est, notamment, parce que nos partenaires occidentaux ont clairement montré qu'ils n'étaient pas disposés à mettre en œuvre la politique que nous préconisons ».

Il sacrifie volontiers à l'autocritique : « La logique de notre programme remonte au début des années 70. Nos engagements étaient alors fondés sur une croissance que nous appelions « à la japonaise », c'est-à-dire de 7 % à 8 % ou même davantage pour les communistes. Il

s'agit aujourd'hui d'un rêve inaccessible ».

La querelle sur les « cadeaux » au patronat ? Faux débat ! répond-il : « Il n'y a pas de « cadeaux », puis-je l'aide est liée à l'acte d'investissement. La contrepartie existe. Sans investissement, il n'y a pas d'aide ».

#### Prendre date

Fort de l'appui du président de la République et des effets positifs de la politique de blocage des prix et des revenus, M. Mauroy invite les socialistes à préparer le moyen terme. Priorité doit être donnée à une « politique audacieuse du partage du travail ». Car la politique tendant à favoriser les départs en pré-retraite n'est par une « solution durable ». L'objectif du chef du gouvernement demeure la réduction à 35 heures de la durée hebdomadaire de la semaine de travail en 1985. « Je ne conçois pas, dit-il, de revenir sur cet engagement ».

M. Mauroy souhaite que le gouvernement décide « une nouvelle étape dans cette voie » en 1984, mais en tenant compte de l'expérience du passage de 40 à 39 heures. « Réduire d'une heure est insuffisant pour être significatif », précise-t-il. Son raisonnement est le suivant : « Ou nous faisons un partage du temps de travail qui permettra de contenir le chômage avec, en contrepartie, une progression du pouvoir d'achat inférieure à ce que les Français qui bénéficient d'un emploi pourraient espérer. Ou nous laissons les choses en l'état et nous ne parviendrons pas à contenir le chômage ».

Compte tenu des difficultés actuelles, de la fragilité de la situation financière et du « pessimisme entretenu volontairement » par l'opposition notamment — chez les chefs d'entreprise —, M. Mauroy recommande surtout à ceux des dirigeants du P.S. qui sont enclins à le contester de mesurer prudemment qu'elles peuvent être les conséquences de leurs critiques sur la tenue du franc. La conviction du premier ministre est qu'une persistance d'une forte contestation interne serait suicidaire pour la gauche dans son ensemble et le P.S. en particulier : « Nous

sommes tous dans le même bateau ».

L'enjeu, en ce qui concerne la poursuite du septennat de M. Mitterrand, est trop important pour tolérer que se perpétuent, au sein du parti, les clivages du passé. Les dirigeants et les parlementaires du P.S. doivent prendre leurs responsabilités sans « se réfugier dans des débats annexes », dit le premier ministre. Lui, il entend prendre les siennes. Il le doit au comité directeur : si sa politique, fondée sur la « rigueur au service de la justice sociale » était « refusée par certains d'entre nous », il n'hésiterait pas à en appeler à tous les socialistes : « Si tel était le cas, il faudrait poser la question au parti tout entier et je défendrais sans hésiter la politique qui est actuellement mise en œuvre. Si ce débat doit être ouvert, il faut qu'il le soit dans le parti et il faut qu'il soit arbitré par le parti ».

M. Fajardie est tout aussi explicite quand il s'adresse à ses camarades : « Nous étions convenus, au congrès de Valence, de mettre un terme aux clivages issus de Metz. Qui voudrait les faire renaître ou en créer d'autres ? S'il fallait désormais avoir une explication de ce type, il s'agirait alors, au vu des engagements, des résultats et des perspectives, de dire clairement si l'on est pour ou contre le gouvernement ».

A quoi M. Mauroy ajoute, moins optimiste qu'à l'ordinaire, à l'adresse des dirigeants du P.S. qui ne seraient pas convaincus : « En refusant, par hypothèse, notre démarche actuelle, craignez qu'à la rigueur consentie succède une rigueur imposée par des temps qui vont être de plus en plus durs. Craignez que, faute de ne pas vouloir maîtriser les événements, vous ne soyez bientôt dominés par eux ! ».

Le premier secrétaire du P.S., M. Lionel Jospin, a, certes, renouvelé l'aval de la direction du parti à ces options, mais le comité directeur n'a pas paru, loin de là, unanimement convaincu. Quoi qu'il advienne de son sort personnel après les élections municipales, M. Mauroy préfère donc prendre date.

ALAIN ROLLAT.

# LA GUERRE DES INSECTES: NOS ALLIÉS AURONT LA VIE SAUVE.



Avec ses herbicides, ses fongicides et des insecticides comme la Phosalone qui tue les méchants et garde les bons (coccinelles, abeilles, etc.), Rhône-Poulenc fait partie des grands mondiaux de l'agrochimie.

**Rhône-Poulenc**  
un des atouts  
de la France dans le monde.



**RHÔNE-POULENC**

هكذا من الأصل



# Le Monde

## société

TROIS INculpATIONS APRÈS LA DÉCOUVERTE  
D'UN STOCK D'ARMES PRÈS DE MONTAUBAN

### Action directe et le retour à la terre

De notre correspondant

Toulouse. — M. Yves Frapèch et sa femme Françoise, tous deux âgés de vingt-cinq ans, agriculteurs à Saint-Sardos, en Tarn-et-Garonne, ainsi que M. Serge Fassi, trente-deux ans, ont été inculpés, mardi 23 novembre, par le juge d'instruction du tribunal de Montauban, de vol, recel et détention d'armes de première et quatrième catégories, ainsi que d'association de malfaiteurs. Tous trois ont été écroués.

Cette affaire — où l'on parle beaucoup du groupe dissous, Action directe, — a commencé samedi 20 novembre, dans un petit bois de la commune de Saint-Sardos, à quelques kilomètres de Montauban. Un groupe de chasseurs découvrait, dans un fossé, une grosse cantine contenant dix pistolets automatiques, un pistolet-mitrailleur, des grenades offensives, des explosifs et des perruques (nos dernières éditions).

Plusieurs documents, dont des relevés de plans d'établissements bancaires, des listes de fréquences radio de la police et de la gendarmerie ainsi qu'une liste de diplomates d'une vingtaine de pays représentés en France, auraient également été découverts à côté des armes.

Avant, les gendarmes de la brigade la plus proche montaient une « planque », espérant que quelqu'un viendrait récupérer l'arsenal. Attente vaine. Le lendemain, une perquisition était ordonnée dans la ferme du couple Frapèch, locataires de la propriété sur laquelle avait été trouvée la cantine. Les gendarmes ne découvraient rien de suspect dans l'habitation : ils parvenaient cependant à arrêter M. Serge Fassi, un ancien militant présumé d'Action directe. Ce dernier avait été arrêté le 28 mars 1980, lors d'une grande opération de police contre Action directe. Il avait alors été inculpé et écroué puis libéré. En fouillant les alentours de la ferme, les gendarmes mettaient aussi la main sur 25 kilos de dynamite volée sur un chantier E.D.F., en Ariège.

Les policiers toulousains estiment que la prise est de taille. Au S.R.P.J., on tient à « marquer » Serge Fassi dans la mouvance d'Action directe. On indique que, très tôt, il fut l'un des compagnons de Jean-Marc Rouillan, chef de file (toujours en fuite) de l'organisation dissoute. Pour leur part, les trois inculpés repoussent les accusations portées contre eux.

#### Culture biologique

A Saint-Sardos, sur les lieux de la découverte, on se serait bien passé de cette publicité. Bien sûr, les Frapèch intriguaient. Mais les langues ont du mal à se délier, d'autant que les habitants de la « Mounjale », la ferme des Frapèch, semblaient mener une existence mouvementée. « Ils recevaient beaucoup de gens, des gens qu'on ne connaissait pas, des gens de leur monde », raconte un commerçant de la bourgade. Le monde des Frapèch, « c'est celui des hippies, des marginaux », explique M. Roger, vétérinaire et maire (M.R.G.) de Saint-Sardos. On connaissait aussi le couple pour son militantisme antinucléaire et leur passion pour la culture biologique. Lui, licencié en philosophie, elle en biologie, étaient de toutes les manifestations contre la centrale de Golfech.

Le fantôme d'Action directe court maintenant la bourgade. Tous les marginaux de la région, bien souvent des jeunes à la recherche d'un mode de vie différent, paraissent a priori suspects. Suspects d'être des amis des Frapèch et surtout de Serge Fassi. Reste que bien des inconnus demeurent. Sur l'origine et la destination de cette cantine et des pains de dynamite. Sur leur découverte aussi. Car ne s'est pas une cache d'armes que les chasseurs ont mis au jour samedi matin, mais des colis presque trop visiblement égarés.

GÉRARD VALLES.

### Le nombre des détenus augmente

(Suite de la première page.)

L'augmentation, qu'on constate aujourd'hui, du nombre de détenus, alors que la criminalité n'a pas connu de croissance particulière, démontre aussi les exhortations de M. Badinter restées vaines. Depuis sa circulaire du 21 octobre 1981 sur « les orientations nouvelles de la politique criminelle », le garde des sceaux n'a pourtant pas hésité à les renouveler. Une autre circulaire, du 1<sup>er</sup> octobre, insiste, par exemple, sur la nécessité d'éviter « le recours trop fréquent à de courtes peines d'emprisonnement », car ces peines sont à la fois « stériles et dangereuses, notamment du point de vue de la récidive ». C'est dire que les magistrats sont sensibles à ces orientations.

Rien d'anormal, apparemment, à cela. Ce sont les juges du siège qui condamnent, suivant ou non les recommandations des magistrats du parquet, les seuls sur lesquels M. Badinter aient autorisé. L'indépendance de la magistrature commande au garde des sceaux de ne pas aller au-delà.

Il est clair néanmoins que les recommandations de M. Badinter n'ont pas été suivies d'effet, ni de la part des juges du siège, auxquels, malgré les précautions d'usage, elles s'adressaient aussi, ni de la part du parquet, ce qui est plus préoccupant.

Le conservatisme politique et professionnel de la magistrature explique cette résistance au changement, que M. Badinter a sans doute sous-estimée. Cette situation risque en tout cas d'hypothéquer la politique pénale qu'il entend mener le gouvernement.

Budgétairement d'abord. Ayant renoncé à construire sans cesse de nouvelles prisons (la politique du « tout carcéral » chère à M. Peyre-

fitte), M. Badinter misait sur une stabilisation de la population pénale, un espoir qui paraît aujourd'hui sans fondement. Il existe à peu près trente mille places dans les prisons françaises dont certaines, reconnaît M. Badinter, sont au-dessous des normes admises par le Conseil de l'Europe. Le nombre des détenus le 1<sup>er</sup> novembre étant de 34 645, les conséquences de cette situation sont faciles à deviner : soit la gauche se résout à un entassement qu'elle a toujours dénoncé, soit elle renoue avec la politique du « tout carcéral » qu'elle a non moins critiquée.

Or chaque nouvelle place en prison coûte 400 000 F par détenu auxquels s'ajoutent des frais de fonctionnement de 130 F par jour et par personne incarcérée. Le gouvernement peut-il s'engager dans cette politique coûteuse et surtout le veut-il ? La réponse jusqu'à présent était non.

L'augmentation du nombre de détenus et de la proportion de prévenus démontre la relative inefficacité de la loi sur le contrôle judiciaire (qui évite la prison) et de la procédure des flagrants délits. Cette procédure, toujours en vigueur et que le gouvernement se propose de perpétuer sous une autre forme, vise à limiter le nombre de prévenus en les faisant comparaitre rapidement devant les tribunaux correctionnels. L'impuissance des tentatives à modifier certains comportements est ici patente.

C'est l'hypothèque la plus grave qui pèse sur la politique de M. Badinter. A quoi cela sert-il de réformer le code pénal dans un sens libéral et de multiplier les peines pouvant remplacer la prison (comme le travail au profit de la communauté) si cette politique suscite l'incompréhension des magistrats ?

Ceux-ci ont de bonnes raisons de faire la sourde oreille. L'opinion, tant que la police réclame plus de rigueur. Un sondage Sofres publié dans le *Parisien libéré* de ce mercredi 24 novembre ne prouve-t-il pas que c'est dans une justice plus sévère que les Français voient d'abord le remède à l'insécurité ?

Si l'on sait que depuis la loi d'amnistie le nombre de détenus est passé de 30 567 à 34 645 aujourd'hui, cette opinion sur le « laxisme » de la justice ne tient pas vraiment.

BERTRAND LE GENDRE.

#### INDEMNISATION

Détenu pendant quatre ans et sept-sept jours, du 29 mars 1976 au 25 avril 1980, sous les inculpations de vol qualifié et de tentative d'homicide volontaire, avant d'être acquitté, le 25 avril 1980, par la cour d'assises des Yvelines, M. Abdelrazak Béchou, trente-trois ans, a obtenu la somme de 25 000 F, qui lui a été allouée par la commission d'indemnisation siégeant à la Cour de cassation sous la présidence de M. Henry Pailhé.

M. Mansoubi Chabani, l'un des auteurs de l'agression commise dans la nuit du 17 au 18 juillet 1975 contre les époux Magot, propriétaires d'un café P.M.U., de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), pour les dépouiller de leur recette de 4 600 F, avait déposé M. Béchou comme étant l'un des hommes masqués qui avaient assassiné M. Magot à coups de crosse sur la tête et blessé par balle sa femme. Malgré les accusations de M. Mansoubi Chabani, qui devait finalement être condamné à sept ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Yvelines, M. Béchou n'avait jamais cessé de protester de son innocence au cours de l'information.

Les membres de la commission d'indemnisation statuant sur le rapport de M. Jacques Lacoste, conseiller, les conclusions de M. Henri Dostouville, avocat général, et le plaidoyer de M. Henri Fabre, du barreau de Pontoise, ont certainement estimé que l'instruction de cette affaire avait été anormalement longue et que le préjudice subi par M. Béchou méritait réparation.

● *L'affaire du Coral.* — Trois des mineurs dont les témoignages ont entraîné l'incarcération de M. Claude Sigala, responsable du « lieu de vie » le Coral d'Aimargues, pour attentat à la pudeur sans violence sur mineurs de moins de quinze ans, et excitation de mineurs à la débauche, l'incarcération de M. Jean-Noël Bardy, éducateur bénévole, et l'inculpation de sept autres personnes, ont été entendus pour la première fois, mardi 23 novembre à Paris, par M. Michel Salzmann, juge d'instruction chargé de l'affaire. Après des auditions, les personnes qui accompagnaient les trois enfants n'ont fait aucune déclaration. Le premier garçon a passé six mois au Coral en 1981, le deuxième y a séjourné un mois, en février 1982, et le troisième y a passé neuf mois, de janvier à septembre 1982.

#### LA SÉCURITÉ DANS LE MÉTRO

### La R.A.T.P. en appelle à la responsabilité des usagers

« La sécurité dans le métro parisien est encore, de loin, plus grande que dans la plupart des métros du monde », affirme la direction de la Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.) dans un communiqué publié le 23 novembre après les deux meurtres commis les 20 et 22 novembre aux stations Latour-Maubourg et Saint-Germain-des-Près (le Monde du 24 novembre). « Des mesures prises par la R.A.T.P. ne sont pas étrangères à cette plus grande sécurité », ajoute le communiqué qui rappelle ces mesures : « Renforcement de la surveillance générale à la R.A.T.P. (150 agents en 1980, 240 aujourd'hui), retour d'agents d'accueil et d'informations sur les quais et devant les lignes de péages (150 agents il y a six mois, 300 agents à la fin de cette année). » (...)

Après avoir rappelé que « le gouvernement a créé, à la demande de la R.A.T.P. (en 1976,

avec 150 agents et développé depuis, 286 agents fin 1982) le service de police et de sécurité du métro », la R.A.T.P. considère comme « indispensable et urgent » le renforcement de ces forces de police. « De premières dispositions ont été prises en octobre 1981. D'autres mesures sont en préparation. La R.A.T.P. souhaite vivement que les décisions attendues soient rapidement connues. Elle renouvelle de façon pressante sa demande d'un renforcement des effectifs de service de police et de sécurité dans le métro. Elle réaffirme sa volonté de mesures efficaces contre les vols à la tire. »

« Pour autant, conclut la R.A.T.P., une action efficace contre l'insécurité dans le métro relève aussi de la responsabilité de chaque usager : refuser l'indifférence, ne pas laisser faire, témoigner, c'est indispensable pour que les actes de violence graves redeviennent très exceptionnels. »

## Glen Turner.

Un grand whisky doit être scotch.

Un grand whisky doit être pur malt.

Un grand whisky doit avoir 12 ans.

Glen Turner, en plus, est beau.



RE  
TES:  
URONT  
VIE  
UVE.

RP RHONE-POULENC



# Dimanche 28 novembre, tu gagneras ton pin à la sueur de ton front.

On dit toujours "on n'a rien sans rien".  
Chez IKEA, nous disons plutôt "on peut avoir  
beaucoup avec peu".

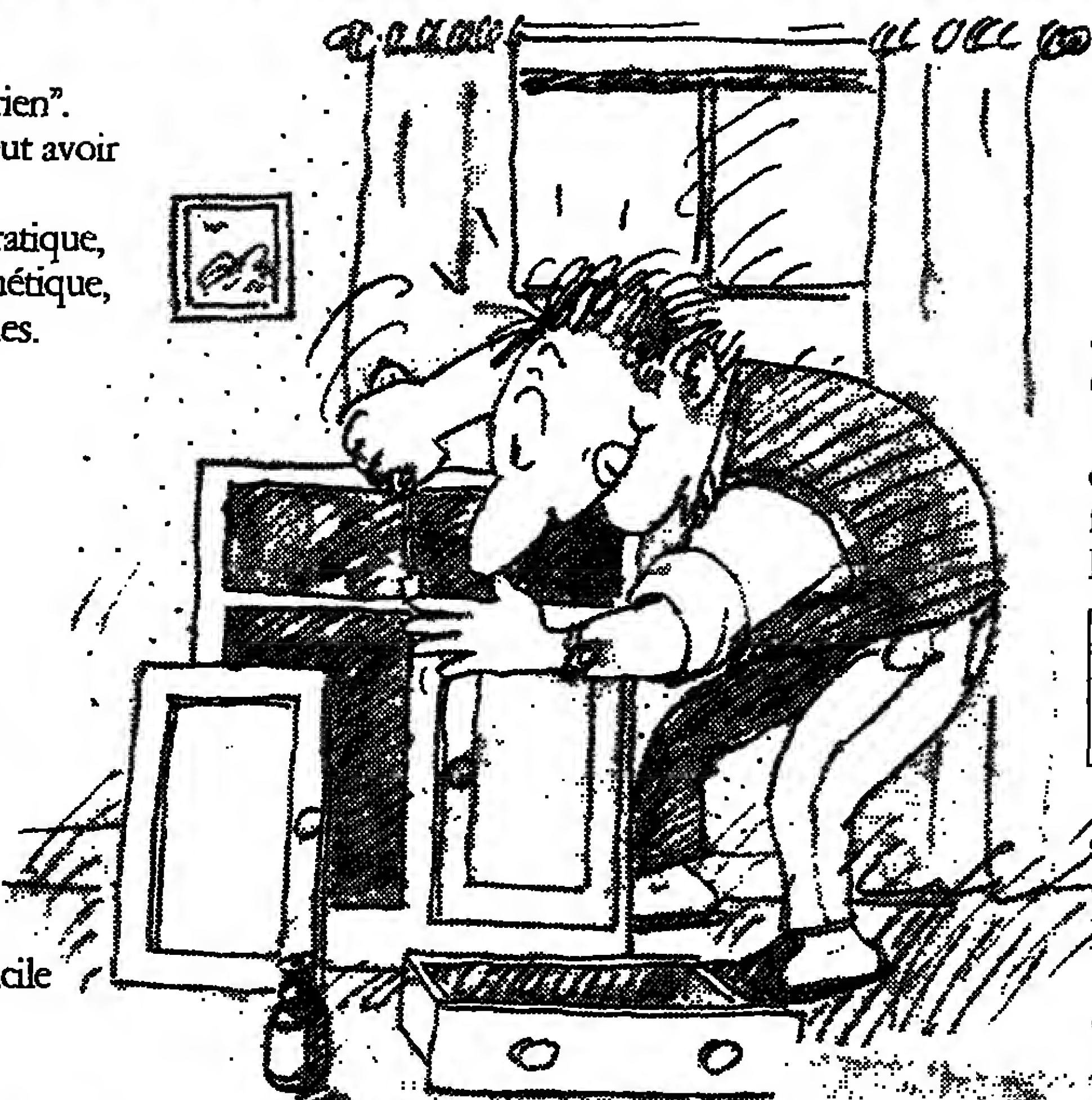
C'est-à-dire se meubler de façon pratique,  
fonctionnelle, sans rien sacrifier de l'esthétique,  
et sans jamais dépenser des sommes folles.

Le principe est simple : vous  
fournissez une part du travail. Rassurez  
vous. Ce ne sont pas les travaux forcés !

Vous venez dans notre magasin,  
à quelques kilomètres du centre-ville,  
parce que c'est moins cher pour nous,  
donc pour vous.

Vous confiez votre voiture à notre  
parking. Une fois chez nous, vous vous  
servez. Vous emportez votre meuble  
démonté (généralement vos meubles,  
étant donné le prix...).

Et vous n'avez plus qu'à monter.  
Monter l'escalier qui mène à votre domicile  
(c'est bien, l'ascenseur!).



Et enfin monter les pièces détachées qui se  
transforment très vite en un meuble IKEA.  
Un meuble dont beaucoup pourraient envier  
l'esthétique, la solidité. Sans parler du prix.

Cette formule IKEA, elle se porte bien.  
Si bien qu'elle fête son 1<sup>er</sup> anniversaire  
en France. Avec des prix fous, fous...

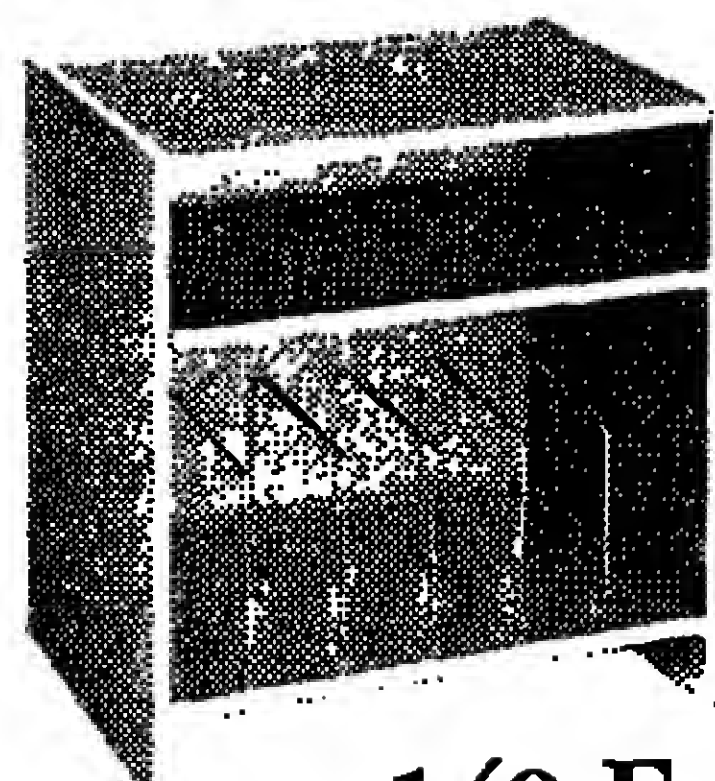
Dès le jeudi 25 novembre, il va y avoir  
de l'ambiance à Bobigny. Et l'apothéose de la  
fête, c'est le 28 novembre. Un dimanche.  
IKEA sera ouvert de 11 heures à 18 heures.

## NOCTURNES

Jeudi et vendredi jusqu'à 22 heures

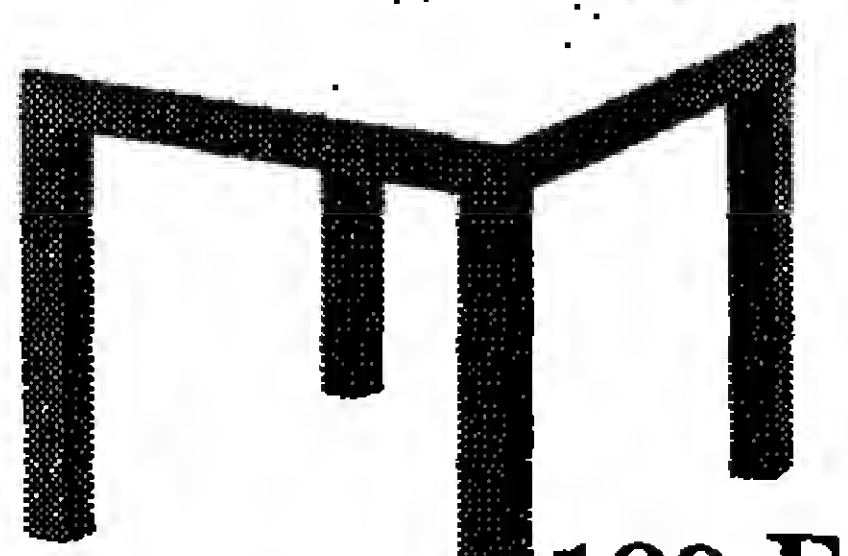
Alors dimanche 28 novembre, vous  
savez ce qu'il vous reste à faire. Vous quittez  
votre poste de télévision. Et vous venez chez  
IKEA prendre un peu de travail.

En voyant nos meubles et leurs prix,  
vous comprendrez que c'est pour votre bien.

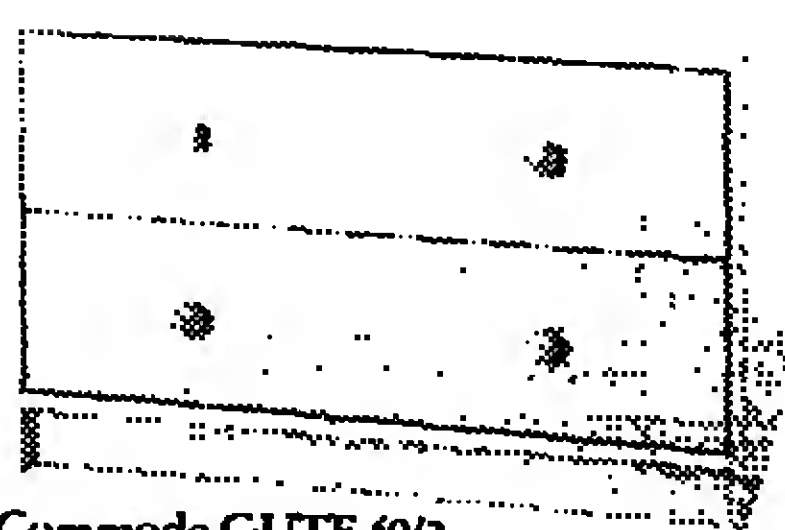


**149 F**  
Meuble stéréo ALTA  
Aggloméré revêtu noir. 1 étagère réglable.  
2 étagères fixes avec perforations  
pour séparation disques KOMPASS  
Larg. 60 cm, prof. 45 cm, haut. 65 cm.

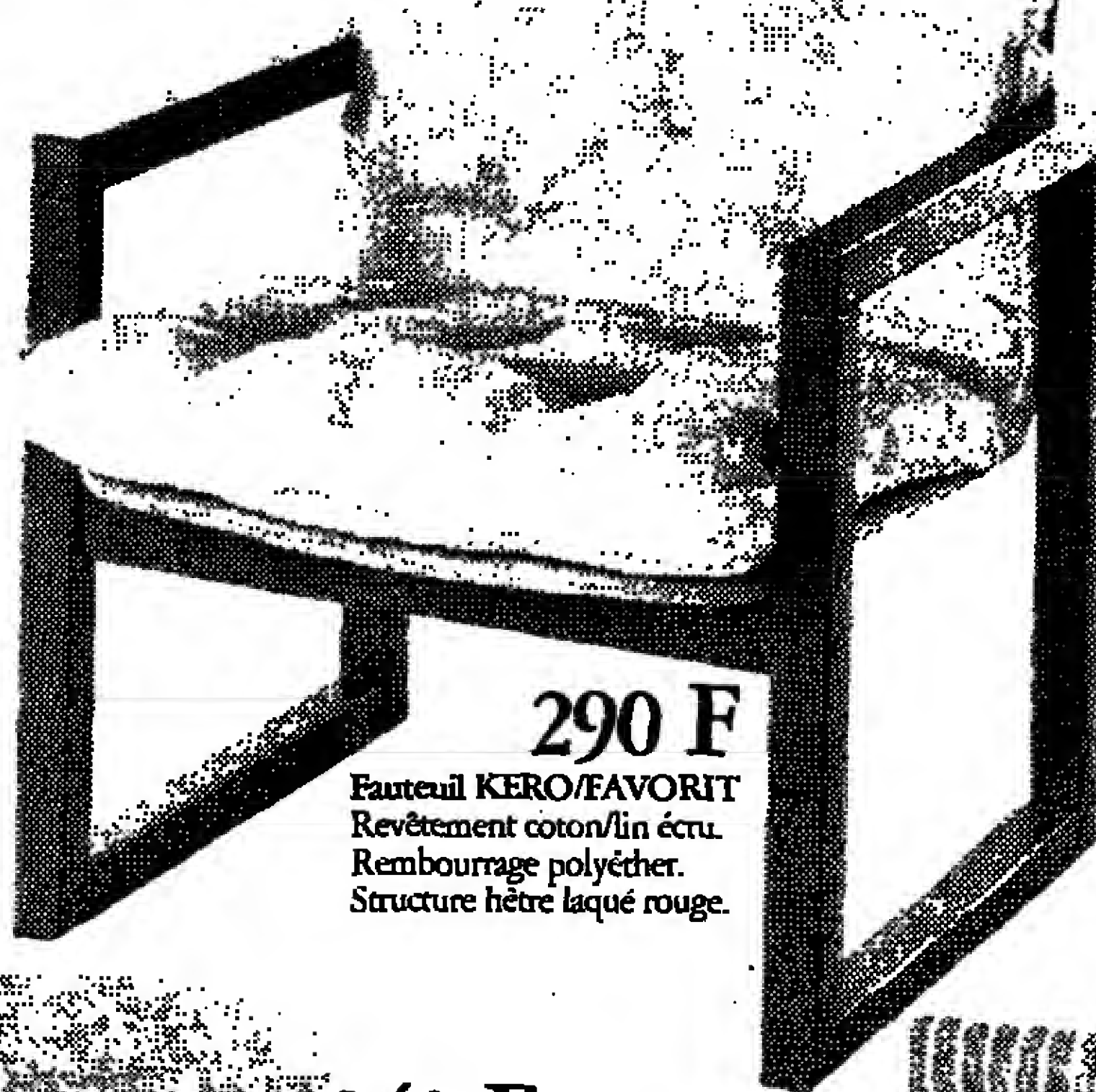
**27 F**  
Séparation disques  
KOMPASS



**180 F**  
Table basse LACK  
Plateau en fibres de bois avec noyau  
d'osier, sur cadre en aggloméré.  
Laqué blanc, beige, bleu clair ou rouge.  
Dim. 55 x 55 cm, haut. 45 cm.



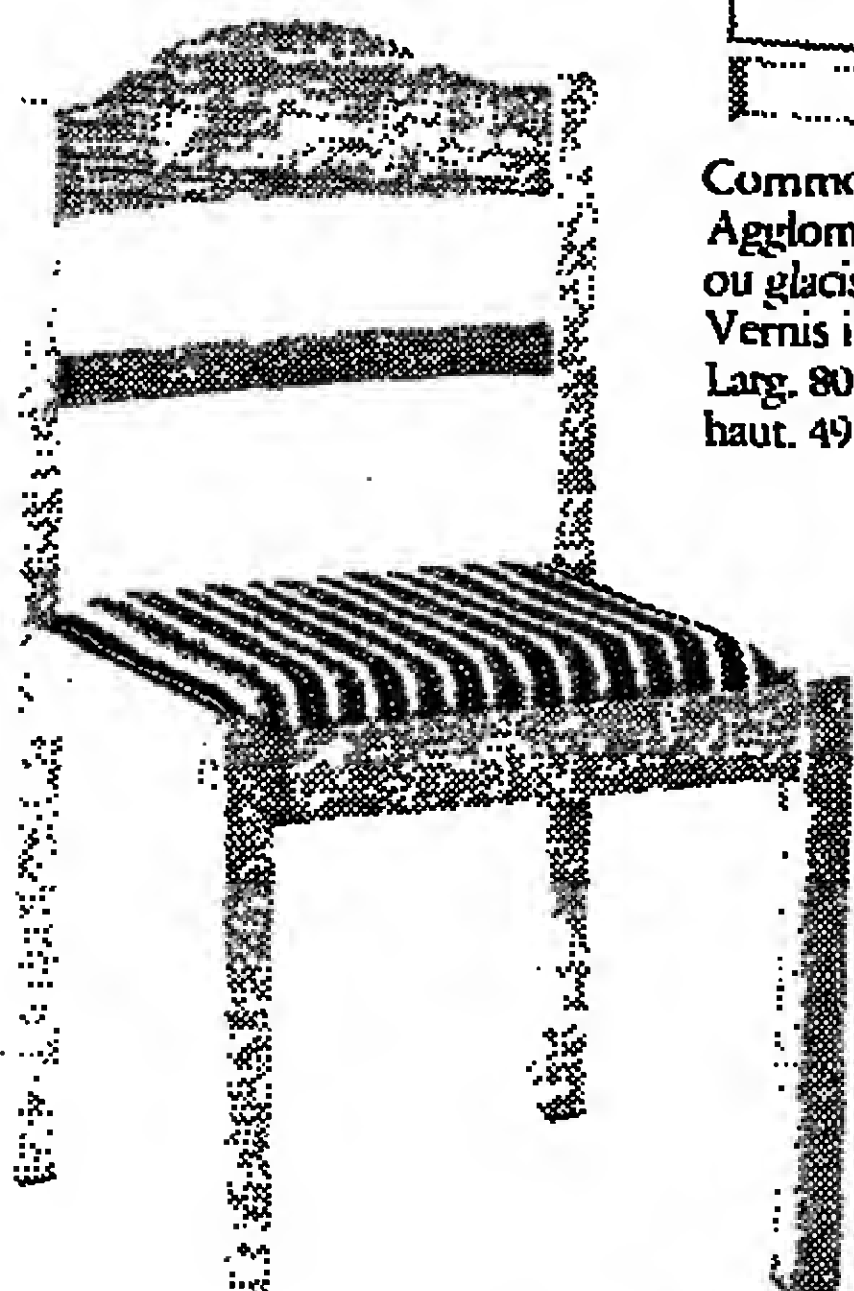
**440 F**  
Commode GUTE 49/2  
Aggloméré plaqué pin naturel  
ou glacis brun noyer.  
Vernis incolore.  
Larg. 80 cm, prof. 40 cm,  
haut. 49 cm.



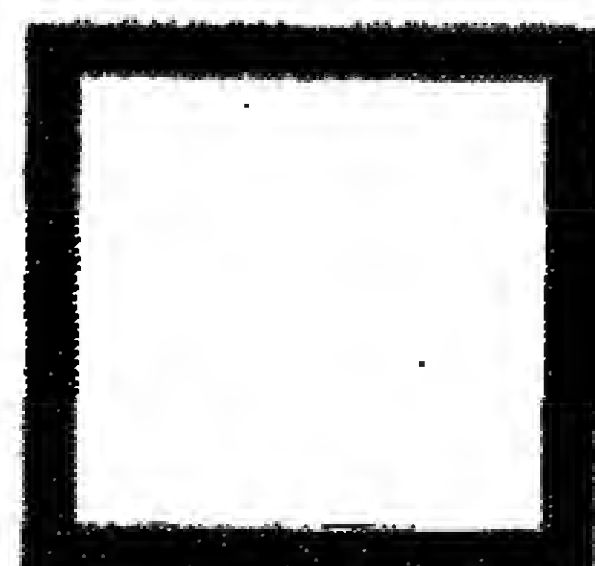
**290 F**  
Fauteuil KERO/FAVORIT  
Revêtement coton/lin écru.  
Rembourrage polyéther.  
Structure hêtre laqué rouge.



**220 F** Bibliothèque  
haute LEDARE  
Aggloméré revêtu blanc.  
Larg. 75 cm, prof. 23,5 cm,  
haut. 176,5 cm.



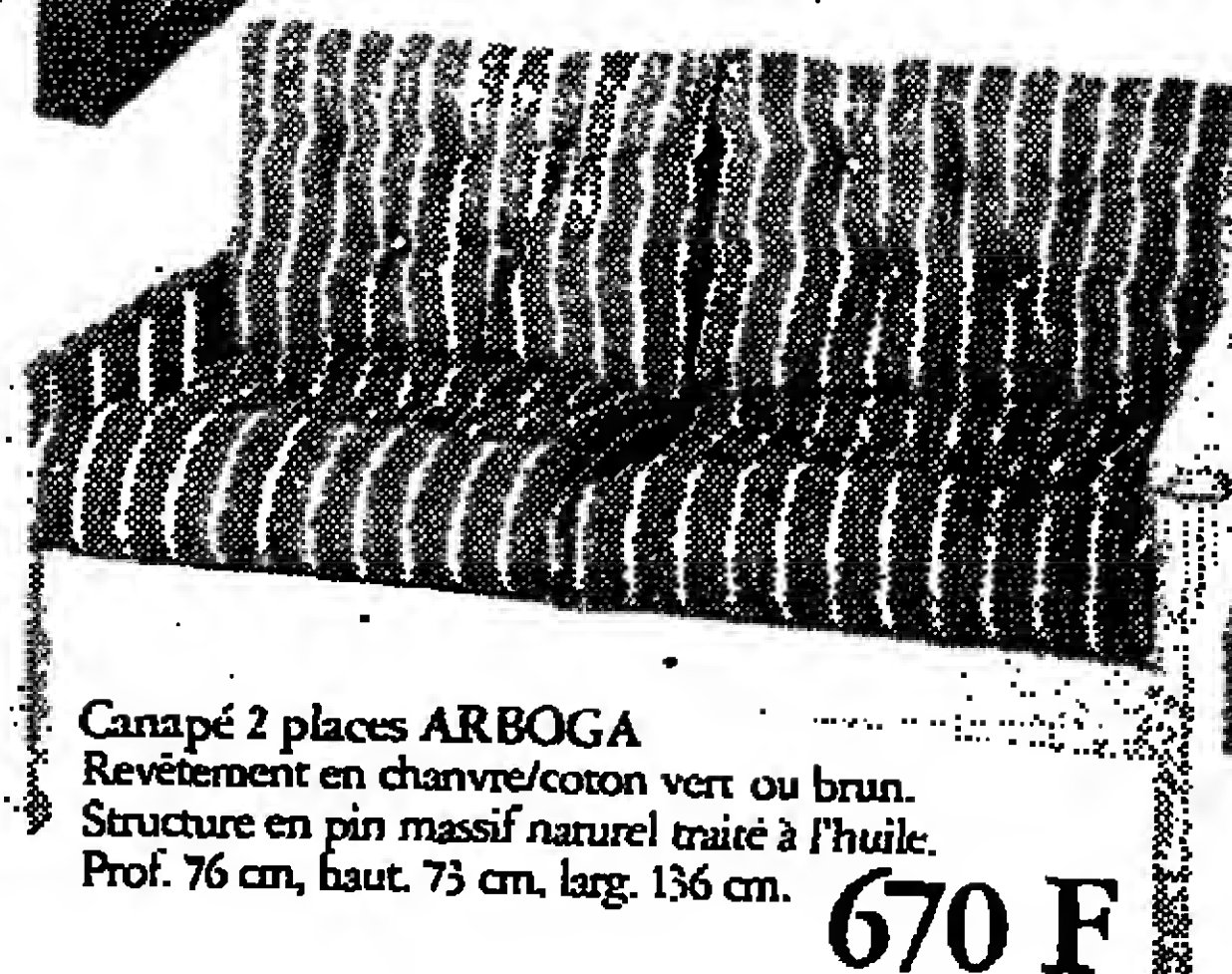
**220 F**  
Chaise SAREK  
Pin massif naturel ou glacis brun noyer.  
Vernis incolore.  
Revêtement 100% coton bleu ou brun.



**160 F**  
Miroir LACK  
Cadre en métal laqué époxy  
blanc, rouge ou noir  
Dim. 55 x 55 cm



**340 F**  
Table NORDKAP  
Piétement pin massif naturel.  
Plateau pin naturel plaqué,  
sur aggloméré,  
35 mm d'épaisseur.  
Vernis incolore.  
Haut. 73 cm.  
Diamètre 105 cm.



**670 F**  
Canapé 2 places ARBOGA  
Revêtement en chanvre/coton vert ou brun.  
Structure en pin massif naturel traité à l'huile.  
Prof. 76 cm, haut. 73 cm, larg. 136 cm.



PARIS CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2.  
Tél. : 832.92.95. (A 5 min de la Porte de Pantin.)  
LYON, CENTRE COMMERCIAL  
DU GRAND-VIRE VAULX-EN-VELIN.  
Tél. : 879.23.26.  
Ouvert lun. au mer. 11 h - 20 h  
jeu. et ven. 11 h - 22 h - sam. 9 h - 20 h

Ouverture exceptionnelle dimanche 28 novembre de 11 h à 18 h.

هكذا من الأصل



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

PATRICE CHÉREAU A NANTERRE

### Le visible et l'invisible

**M.** JACK LANG, ministre de la culture, et Robert Abrached, directeur du théâtre et des spectacles, M. Yves Sandron, maire (P.C.) de Nanterre, et le président du conseil général, ont participé à la conférence de presse que tenait Patrice Chéreau le 23 novembre, annonçant l'ouverture du Théâtre des Amandiers qu'il dirige avec Catherine Tasca.

Patrice Chéreau a présenté ses collaborateurs, et les projets qu'ils ont élaborés et mis en marche, pour que l'ex-maison de la culture devienne autre chose, quelque chose qui s'inscrit au long des mois à venir. M. Sandron a souligné son adhésion à une expérience qu'il a définie tout à fait dans la volonté politique de la municipalité, dont il a énuméré les réalisations, et dit la lutte contre tous les ghettos, raciaux, sociaux et culturels.

M. Jack Lang a dit : « sa joie d'être invité dans la nouvelle maison qui sera celle de la création ouverte au plus large public ». Il en a rappelé la vocation internationale, il a également rappelé les actions du ministère pour faire exporter la culture française. Il s'est félicité de ce que le Théâtre des Amandiers puisse devenir éditeur ou coéditeur de films, « une chance nouvelle pour les cinéastes, et qui se relie aux unités déjà installées en Bretagne, à Marseille, à Grenoble ». Il a, d'autre part, donné en exemple la répartition du budget, partagé à moitié entre le fonctionnement et la production artistique, alors que, souvent, les frais de fonctionnement dépassent ceux de la création. Le budget annuel est de 30 millions, dont 25 sont fournis par les subventions du ministère, de la région et de la ville.

Les moyens sont importants, comparables à ceux d'un théâtre national — mais le statut et les buts diffèrent. Le représentant d'une troupe installée à Nanterre (le Théâtre par le bas) est intervenu pour demander à Patrice Chéreau s'il comptait ouvrir sa maison à ceux qui, comme lui, se débattaient avec des subsides sans commune mesure. Il est dur d'entendre parler de millions nouveaux quand on calcule pour soi en milliers de centimes. « Laissez-moi le temps de connaître la région et ceux qui y travaillent », a répondu Patrice Chéreau.

Il est certain que les metteurs en scène, invités à Nanterre (Luc Bondy, André Engel), ont atteint le top-niveau ou, comme Jean-Hugues Anglade, sont susceptibles de l'atteindre, et que c'est avec Pierre Boulez que s'établit le programme musical : un cycle extra-européen, un cycle Webern. Pour éviter le risque de devenir un phalanstère de l'élite, l'équipe de Nanterre mise sur l'école — gratuite — mais les élèves ne reçoivent pas de bourses. Ils sont vingt-six qui, pendant deux ans, vont travailler à côté des « grands » et, par leur présence, leurs questions, seront des éléments d'inquiétude.

La nouvelle fonction du Théâtre des Amandiers s'est déterminée après une mission exploratoire qui a duré d'octobre 1981 à mars 1982. La conférence de presse a donné une réalité à son existence et à nos espoirs.

**L** A mission que m'ont confiée le ministère et la ville de Nanterre a duré six mois. Dix personnes y ont été associées, collaborateurs de longue date (1), ou avec qui j'avais depuis longtemps envie de travailler : Catherine Tasca, Alain Crombecque. Nous avons fait l'état des lieux. Nous avons élaboré un programme de travaux pour l'amélioration de l'équipement. Nous avons rencontré le personnel, établi un nouvel organigramme allant dans le sens d'une plus grande autonomie des services et des personnes, permettant surtout d'associer à tout moment des collaborateurs extérieurs. Il fallait inventer un fonctionnement plus souple, il fallait opérer des changements radicaux afin que la création devienne motrice, que le théâtre soit un lieu de rencontres et de pratiques nouvelles.

Et puis se posait la question du cadre juridique. Il y avait eu cohabitation, souvent conflictuelle de deux entreprises sous le même toit : la maison de la culture — association loi 1901 — et le centre dramatique, coopérative ouvrière. Le centre dramatique a été supprimé, la dissolution de la maison de la culture a été le fait de l'association elle-même. Personne ne pouvait l'imposer, elle devait l'accepter. Ce n'est pas l'appellation qui me gêne, c'est le statut associatif, et ses risques de pesanteur, d'entrave à la création. S'agissant de « culture », je pense que nous en serons plus proche que l'ancien établissement ne l'a jamais été. Il y avait seize maisons de la culture, il en reste quinze, le tout est de s'entendre sur les mots.

Depuis longtemps, je rêvais d'un lieu, d'une structure, où on pourrait faire ensemble du théâtre, du cinéma. Où les deux pourraient se parler. L'idée me tient à cœur et je vais tenter de la réaliser. Si je me suis intéressé à Nanterre, c'est aussi à cause du bâtiment, de son emplacement. Nous disposons de deux salles et de beaucoup d'espace à aménager, à l'intérieur et à l'extérieur. Nous avons de la place pour construire des ateliers, ils serviront à la fabrication des décors. Et pour-quoi pas, quand ils sont inoccupés, à un peintre qui voudrait réaliser une toile de grand format. Ils pourront également être utilisés comme studios de cinéma, ou par la suite, comme lieux de représentations. Et puis, nous sommes au milieu d'un parc qui s'étend jusqu'à la Défense. Nous avons fait aménager 500 mè-

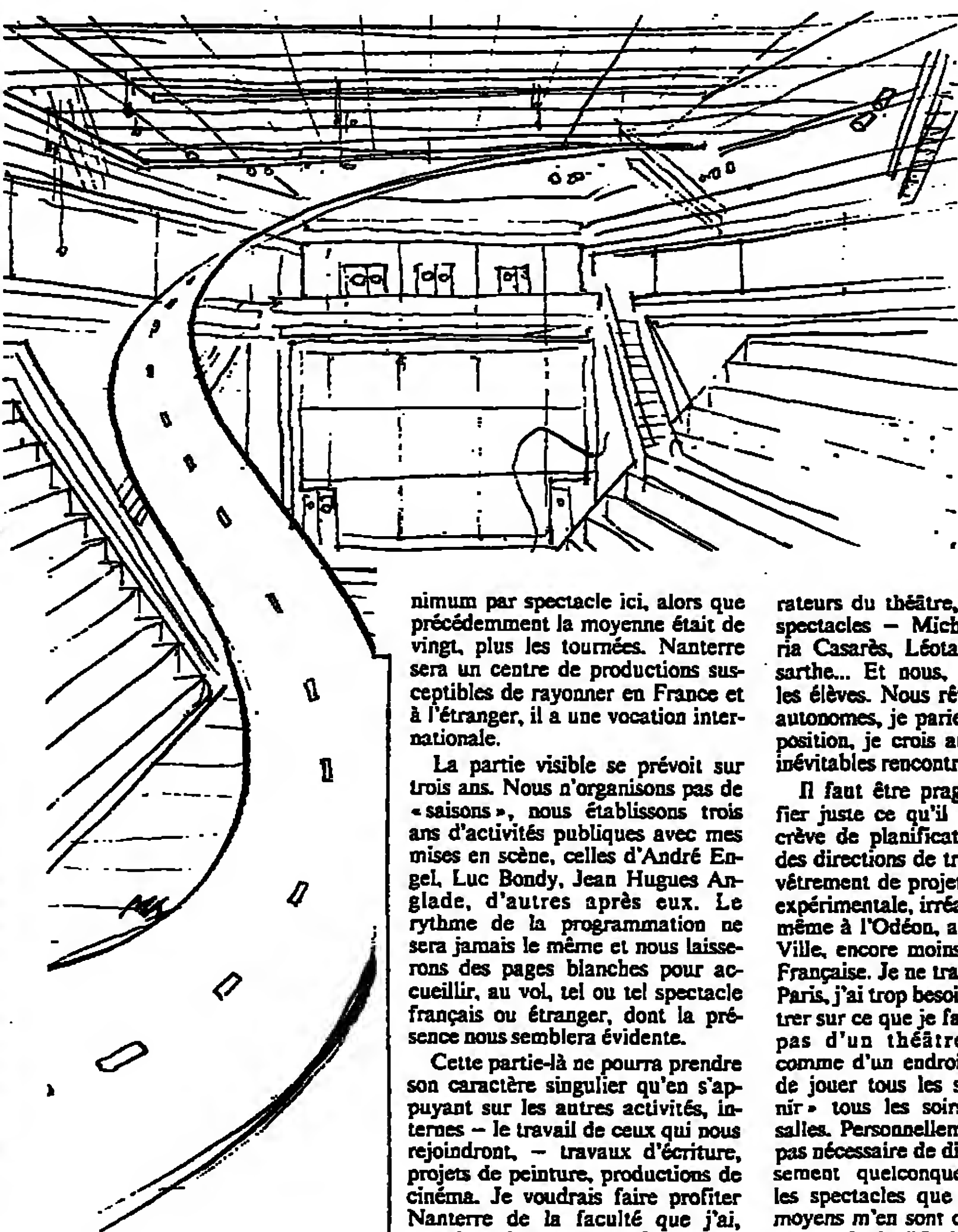
tres carrés de salles de répétitions. Elles débouchent sur une pelouse avec des arbres. Quand je ne comprends rien à Nanterre — ça m'arrive encore, — je m'enferme là, et je comprends que de là quelque chose naîtra. L'important n'est pas ce qui existe, c'est ce qui peut exister.

La petite salle du théâtre est magique. Elle aussi peut rapidement se transformer en studio de cinéma. Dans la grande, il n'y a pas de trop lourds travaux. Elle est juste. Vingt-deux mètres d'ouverture de scène, c'est aberrant mais pas compliqué à changer. Nanterre est quand même un endroit inouï de possibilités.

Notre projet actuel se fonde sur une double activité : visible et invisible. Visible, c'est-à-dire publique : les représentations, quarante au mi-

fait. Je voudrais une maison traversée de créations, d'expériences. Tout cela va prendre du temps, nous ne savons pas ce qui va se passer ni comment, ce que l'on connaît d'avance n'est pas intéressant.

Au cœur des activités « invisibles » est l'école dirigée par Pierre Romans, lieu fermé dans lequel vont se poser concrètement les questions que je me pose sur le travail des comédiens. Vingt-six garçons et filles, choisis parmi mille deux cents candidats, apprennent le chant, la danse, à jouer la comédie, vont à l'université de Nanterre, participent tous les trois mois à des stages dirigés par des metteurs en scène extérieurs, nous espérons Kazan... A partir de là naîtront des choses à découvrir. Les élèves côtoieront journellement les collabo-



nimum par spectacle ici, alors que précédemment la moyenne était de vingt, plus les tournées. Nanterre sera un centre de productions susceptibles de rayonner en France et à l'étranger, il a une vocation internationale.

La partie visible se prévoit sur trois ans. Nous n'organisons pas de « saisons », nous établissons trois ans d'activités publiques avec des mises en scène, celles d'André Engel, Luc Bondy, Jean-Hugues Anglade, d'autres après eux. Le rythme de la programmation ne sera jamais le même et nous laisserons des pages blanches pour accueillir, au vol, tel ou tel spectacle français ou étranger, dont la présence nous semblera évidente.

Cette partie-là ne pourra prendre son caractère singulier qu'en s'appuyant sur les autres activités, internes — le travail de ceux qui nous rejoindront, travaux d'écriture, projets de peinture, productions de cinéma. Je voudrais faire profiter Nanterre de la faculté que j'ai, peut-être, de rassembler des personnalités très diverses. Je ne tiens pas à être au centre de tout ce qui se

rateurs du théâtre, les acteurs des spectacles — Michel Piccoli, Maria Casarès, Léotard, Gérard De-sarthe... Et nous, nous côtoierons les élèves. Nous rêvions d'activités autonomes, je parle sur leur juxtaposition, je crois au choc de leurs inévitables rencontres.

Il faut être pragmatique, planifier juste ce qu'il faut, le théâtre crève de planification. Je propose des directions de travail, un enchevêtrement de projets, une situation expérimentale, irréalizable à Paris, même à l'Odéon, au Théâtre de la Ville, encore moins à la Comédie-Française. Je ne travaille pas bien à Paris, j'ai trop besoin de me concentrer sur ce que je fais. Je ne voulais pas d'un théâtre simplement comme d'un endroit où il s'agirait de jouer tous les soirs, de « fournir » tous les soirs une ou deux salles. Personnellement, il ne m'est pas nécessaire de diriger un établissement, quelconque pour monter les spectacles que je choisis. Les moyens m'en sont offerts. Aller de Bayreuth à l'Opéra, de Villeurbanne à Milan, de Paris à Berlin, c'était merveilleux.

### Catherine Tasca : Une maison pour la culture

**L**ORSQUE Catherine Tasca était enfant, sa sœur, de quinze ans son aînée, l'amenait régulièrement au théâtre, en particulier au T.N.P. de Jean Vilar. Ainsi est née une passion, non pas celle de brûler les planches, mais d'en approcher les secrets. Après avoir fait Sciences-Po et l'ENA, Catherine Tasca, en 1967, choisit d'entrer comme administrateur civil aux affaires culturelles. André Malraux est ministre. Le secteur « maisons de la culture » relativement nouveau, en plein développement, est directement branché sur les spectacles. Catherine Tasca y travaille. En 1972, elle quitte le ministère pour prendre la direction de la maison de la culture de Grenoble. En 1977, elle démissionne, prend une demi-année sabbatique, rejoint un temps l'ONDA (Office national de diffusion artistique) et, en 1978, Pierre Boulez lui demande de gérer l'Orchestre intercontemporain. Puis Patrice Chéreau commence à rêver de Nanterre et appelle Catherine Tasca. Elle lui apporte sa double expérience : extérieure et globale, intérieure et pratique. Elle qui avait contribué à réaliser l'idée d'associer une ville à son développement culturel dans un lieu qui rassemble toutes les expériences de toutes les disciplines, la voilà chargée de transformer une maison de la culture en quelque chose d'autre. Pourtant, elle ne se rend pas :

« Je continue, dit-elle, à penser que la mise en place de ces établissements a été une étape importante dans la conception générale de la politique culturelle, que l'idée était mobilisante, dynamisante. La faiblesse vient de l'accumulation artistique. C'est gentil mais faux, et ça noie le poisson. Les vrais problèmes ne sont pas posés. Le mélange des genres crée des demandes concu-

rentes et contradictoires, des attentes inconciliables. Penser que les responsables se révèlent brusquement capables de prendre tout en charge à la fois, alors que personne n'a inventé un cursus de formation, est utopique. Donc, très vite, on a tourné en rond. La maison de la culture idéale suppose une équipe de direction exceptionnelle, des élus exceptionnels, une entente entre les deux parties, une dynamique sociale, et que chacun joue le jeu de la gestion associative... C'est beau-coup.

» Sur le principe, tout le

monde est d'accord. A long terme, le projet a du mal à vivre, et la question essentielle du rapport entre l'action culturelle et la création est délicate. Soit la création est déclinée, soit elle est source de conflit. De toutes les situations nées de la réunion dans le même bâtiment d'objectifs différents, la cohabitation avec un centre dramatique est la plus négative. Accorder deux directions est impossible. Je ne devrais pas dire ça puisque je partage la direction avec Patrice Chéreau. Mais d'abord il s'agit de Patrice Chéreau, ensuite Nanterre n'est plus une maison de la culture.

#### La part du plaisir

» Le problème est structurel et il est insoluble. Il entraîne des conflits de territoire, de compétences, d'emploi du personnel. On ne peut pas harmoniser deux entreprises dont les statuts, les buts, les méthodes de travail, sont opposés. Je l'ai très mal vécu à Grenoble à l'arrivée du centre dirigé par Gabriel Monnet et Georges Lavautier. Leurs objectifs ne correspondaient pas à la situation, et le fait que, aujourd'hui, une seule personne dirige l'ensemble ne résout pas tout.

» Nous sommes quelques-uns à avoir mis le doigt sur la faille, il y a déjà longtemps. Les ministres et les collectivités locales n'ont rien voulu changer... Résultat : le plupart du temps, une des deux parties est dévotée.

» Pour ma part, j'ai décidé de travailler avec des créateurs et je refuse de les traiter en termes globaux. Ce serait injuste, comme est injuste le procès intenté au « socio-culturel » et qui s'appuie sur des amalgames d'arguments disparates. On essaie toujours de

tout encadrer dans des catégories. S'il existe un domaine où la généralisation entraîne les pires erreurs, c'est bien celui des arts.

» Avec Patrice Chéreau, nous revendiquons de ne pas entrer dans des cadres pré-établis. L'administration en arrive peut-être à imaginer des entreprises adaptées aux projets et non le contraire. Evidemment, cela suppose des mouvements de personnels, voire des licenciements. A Nanterre, nous aurons pu nous soustraire aux conflits syndicaux en fermant la maison pendant un an. Nous n'avons pas voulu. Ce qu'il faut, c'est la faire vivre. Maintenant, j'ai hâte que le théâtre soit ouvert. Je me sens engagée par les choix artistiques de Patrice Chéreau et de son équipe. Nous avons partie liée, je ne suis pas administratrice, je partage la direction. Et lui partage les responsabilités de la gestion. Ce qui m'intéresse, c'est d'aller au fond de toutes les questions posées par le travail de création et la politique culturelle. Sans doute la tension provoquée par le montage des spectacles et

ses exigences ne sont pas simples à surmonter. Mais Patrice Chéreau est lucide.

» De quoi s'agit-il ? D'équilibrer la partie publique et celle de la recherche, qui n'est pas directement impliquée sur l'affiche, qui est essentielle dans la mesure où l'ensemble de la production ne doit pas être commandée par l'affiche. Les obligations envers les spectateurs, notamment ceux de Nanterre, servent de garde-fou. Ce type de travail ne peut pas être fait dans une situation nomade. Et il y a l'école. Le ministre souhaite repenser l'enseignement, trouver des modèles. Nous ne tenons pas à servir de modèle.

» L'expérience dépend des personnalités qui y participent. Nanterre n'est pas le prolongement du dialogue Peduzzi-Chéreau. L'équipe compte, la logique du projet veut que chacun y trouve sa part de plaisir. Patrice Chéreau a choisi de vivre plus dangereusement son parcours. Il avait envie de cette confrontation. Nous aussi.

C. G.

#### Un théâtre, une ville, une région

Il se trouve que nous sommes arrivés à un point où nous souhaitons rassembler nos énergies dans un endroit précis, et prendre en compte la durée. J'ai demandé un contrat de quatre ans. Dans le meilleur des cas il sera renouvelé, ensuite on passera à autre chose.

Donc, dans ma décision de venir à Nanterre, a compté aussi le fait que ce n'est pas Paris, avec les difficultés pratiques que cela comporte, l'isolement du théâtre, l'absence d'un réel tissu urbain, les transports. Nous y gagnons d'entrer dans un endroit neuf, sans traditions. Nous avons à le rendre habitable, à le rapprocher non seulement de la capitale, mais de la ville — il y aura des navettes entre le R.E.R. et le théâtre.

Ici, le nombre d'habitants est énorme. Parmi eux se trouve un public avec lequel je veux établir un rapport vrai. Ce n'est pas de la dramaturgie, mais une confrontation différente, plus rude sans doute. Plus simple. J'en ai fait l'expérience à Villeurbanne. Provoquer des heurts est bénéfique. C'est un ris-

que à courir. On ne peut pas vivre continuellement face à des spectateurs avec qui on se trouve de plain-pied. Il faut raconter des histoires pour ceux qui ne les connaissent pas comme pour ceux qui les connaissent. Je tiens beaucoup au public de Nanterre et de la région, parce que je tiens à ne pas tourner à vide. Nous tenons à équilibrer les risques, à ne pas oublier les règles du « marché ». Il ne s'agit pas d'éliminer les expériences, mais de présenter celles que nous sommes réellement en mesure de tenter. Les subventions sont une incitation, une aide, jamais une tranquillité. Jamais.

J'aime Nanterre parce que tout y est désormais possible ; ce qui me plaît c'est le formidable rassemblement de gens de qualité. Je voudrais que, après notre expérience, Nanterre ait un peu répondu à la question : de quoi a-t-on besoin pour exercer ce métier de metteur en scène, pour faire du théâtre ?

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

(1) Yves Bernard, Richard Peduzzi, Pascal Ortega.



Patrice Chéreau

L'équipe de direction

# Monique Blin : le lien Richard Peduzzi : un autre pays

**A**NANTERRE, Monique Blin est de fondation. Elle y est arrivée en 1965 avec Pierre Debauche qui venait de quitter le Théâtre Sorano de Vincennes, parce que le conseil municipal lui avait refusé l'autorisation de monter le Roi Faim d'André Breton. Elle l'avait rejoint deux ans auparavant, et venait de l'Université internationale du théâtre, où elle avait rencontré Jorge Lavelli, Victor Garcia, Jean Marie Patte...

Après son expérience de Vincennes, Pierre Debauche tient à continuer son travail en banlieue. Il propose un projet de festival à Argenteuil, Sartrouville, Nanterre, dont le maire, séduit, lui demande d'envisager des activités permanentes. Ainsi, la compagnie Pierre Debauche, avec Monique Blin, s'installe dans un hangar, met en chantier une « maison de la culture en préfiguration » c'est-à-dire une association, mais pas encore de lieu. Le ministère lui accorde un statut de centre dramatique. La maison de la culture devient une réalité en 1976. Pierre Debauche en prend la direction, laisse celle du centre à Xavier Pommeret, charge Monique Blin de l'accueil des spectacles. Elle prospecte, s'occupe des questions pratiques liées aux représentations. L'Université internationale du théâtre l'a marquée, cette confrontation cosmopolite, mais on ne peut

pas reproduire, quand le temps est passé, ce qui s'est passé à un moment précis.

De plus, 1976 est l'année de l'austérité. La culture dépend d'un demi-ministère (culture et environnement, information...) le budget s'effondre, l'inflation s'emballe, et l'équipe de Nanterre prend possession de bâtiments très vastes, donc chers à entretenir.

« Franchement, dit Monique Blin, on était asphyxiés. On s'éparpillait, et les Nanterrois n'avaient pas le temps de s'intéresser à nos activités. Je suis persuadée qu'un public existe. Sinon je ne serais pas restée si longtemps ici ».

« A présent, le travail se recentre, s'approfondit, agit dans la durée. Les sections annexes à la création sont redéployées dans la ville à la bibliothèque, au conservatoire municipal... L'école du théâtre peut devenir un moteur. Les élèves suivent des cours à l'université, cela va entraîner un mouvement. Comme la plupart des étudiants habitent Paris, ils ne s'attendent pas le soir à Nanterre, mais bientôt nous ouvrirons le restaurant, une librairie, un foyer ».

« On ne doit pas assassiner les maisons de la culture ; mais c'est vrai que maintenant, avec le théâtre, ce que j'attends c'est précisément que le théâtre fasse bouger la vie ».

**N**OUS avons passé plusieurs années à parcourir le monde, à montrer des spectacles différents dans différents pays. Chaque fois, il nous fallait découvrir de nouvelles villes, de nouvelles coutumes, de nouveaux collaborateurs, les aimer puis les abandonner, les faire participer à nos émotions les plus secrètes, les convaincre, les entraîner à corps perdu avec nous dans chaque nouvelle aventure, chercher avidement à donner et à recevoir très vite de chacun d'eux. Au cours des rencontres de hasard, aussi fort que soit le lien que l'on établit, aussi grand que soit le sentiment que l'on éprouve sur le moment pour l'autre, on sait que ça ne peut pas durer, que ça ne va pas durer, de les faire habiter et partager ensemble un domaine que nous faisons nôtre, domaine construit par nos émotions, par nos sentiments, par l'actualité, par la rue, par les gens que nous trouvons, par ceux que nous perdons, par ce que nous vivons, par nos nouvelles rencontres, par nos souvenirs, par ce qui nous attend. Un domaine où le temps et la vie nous donnent l'illusion qu'ils se sont laissés enfermer avec nous, pour battre une autre mesure, pour que l'on puisse mieux les observer, pour que chacun de nous à sa façon puisse essayer de raconter, de comprendre, d'expliquer, de peindre

ces modèles invisibles, impalpables, que l'on croit parfois toucher ou apercevoir, quand aussitôt ils se dissipent et se fondent dans nos moments de tous les jours. Je ne connaissais rien du monde, rien du monde du théâtre, rien sur les différentes façons d'organiser, de construire, de peindre un décor simplement, rien sur la façon de dire et de demander des choses.

Ce que je crois savoir maintenant, ce que ma mémoire sait après Milan, après Rome, après Lyon, après Bayreuth, après Paolo Grassi, c'est que ces gens, ces pays, ces villes, m'ont imprimé de leur savoir, de leur culture. Etre déraciné, changer de pays, se construire à chaque fois une nouvelle maison, à chaque fois réapprendre, remettre le peu de ce que l'on sait en jeu, cette position souvent inconfortable, je ne sais pas si nous l'avions choisie ou si nous nous l'étions imposée, mais elle s'est présentée à nous comme un salut, elle nous a préservés d'un apparent confort matériel et moral trouvé à l'abri d'un théâtre qui aurait été le nôtre, où nous aurions monté des spectacles se succédant les uns aux autres, où j'aurais accumulé des décors les uns derrière les autres, puisant dans la même documentation, usant et abusant des mêmes gens, des mêmes idées, des mêmes trucs.

Cette façon éclectique de travailler, parfois dangereuse, m'a appris ce métier, me l'a fait comprendre, m'a fait savoir ce qu'il fallait y aimer, ce qu'il fallait en rejeter, ce qui n'existait pas, ce qu'il fallait inventer, et surtout ce qu'il fallait faire pour continuer à l'aimer.

Faire des décors de théâtre, pour moi c'est raconter la vie, les impressions de tous les jours, en empruntant à la peinture et à l'architecture les moyens de le dire. C'est raconter ce que je comprends des villes, des gens, des voyages, c'est essayer de mettre de l'ordre dans mes pensées, dans mes souvenirs, c'est ma façon de rassembler les idées, de les peindre, de chercher par les formes, les matières, les transparences, tout ce que l'on peut dire sur la dureté ou la tendresse du monde.

Van Gogh a plat ventre dans la forêt devenant fou à essayer de comprendre la couleur des feuilles mortes. « Velasquez », raconte Elie Faure, errait autour des objets avec l'air et le crépuscule. Claude Lorrain habitait avec l'aube et la fin du jour au milieu d'une humanité décidée à saisir dans le ruissellement des choses les apparences magnifiques qui maintenaient son espoir. « Autrement les peintres, pour mieux la comprendre et mieux l'affronter, vivaient et peignaient au cœur de la nature ».

Nous, nous nous installons dans des salles obscures, nous essayons de nous souvenir, de reconstruire, de retrouver l'air, la fraîcheur, l'espoir. Les planchers, les fils, les poulies, les lampes, ont remplacé les chevaux. Avec des architectures utopiques, éphémères, nous essayons de recomposer notre lumière.

Travailler à Nanterre ne peut évidemment pas changer notre nature, notre façon de voir ce métier. Nous n'allons évidemment pas faire le contraire de tout ce que je viens de dire, nous aménager un endroit douillet et n'en plus bouger. Par contre, arrive le moment où chacun de nous éprouve le besoin de connaître un autre pays, de découvrir un autre monde aussi étranger que Milan, Villeurbanne ou Bayreuth. Nanterre doit être un autre voyage, une autre contrée inexplorée où l'on apporte avec nous ce que l'on a connu, où l'on oublie ce qui nous a fait fuir. Un voyage où nous retournerions la perspective au dedans de nous-mêmes.

RICHARD PEDUZZI.



## Alain Crombecque : le regard

**A**NANTERRE où l'on se méfie des catégories courantes bien délimitées, des fonctions précisément cadrées, de la hiérarchie traditionnelle, Alain Crombecque vit dans son élément. Toujours, il a marché sur les chemins de traverse, traversé les lignes droites, déconstruit les mécanismes, pris les problèmes de biais, ce qui le rend invulnérable à la routine, et lui donne le regard du sourcier, du détecteur de puits de pétrole. On lui dit de talents. Ce n'est pas qu'il soit doté d'un sixième sens, mais son incapacité à s'enraciner lui permet d'être partout où il se passe quelque chose. Ainsi, il connaît Patrice Chéreau depuis son premier spectacle professionnel, l'Affaire de la rue de Lourcine, il y a plus de quinze ans. Entre-temps il a travaillé avec des gens comme Victor Garcia, Jérôme Savary, Arrabal, Alfredo Arias... Il

gère leur pénurie, se débrouille pour qu'ils puissent jouer quelque part, et surtout pour qu'on aille les voir, et ce n'est pas simple !

Alain Crombecque a apporté ses méthodes singulières à des institutions de prestige : Chaillot avec Georges Wilson, le Festival d'automne, dont il a assuré la direction artistique quand Michel Guy était secrétaire d'Etat à la culture. Il a beaucoup voyagé : Pékin, Moscou, La Havane, quand il était vice-président de l'UNEF, l'Europe en tournées avec ses poulains, le Japon pour le Festival d'automne, les Etats-Unis après, à un moment où, ayant refusé la responsabilité du Festival de Nancy, il bricolait sans pour autant perdre son temps.

Les compétences d'Alain Crombecque et ses connaissances sont di-

verses et solides. Quand Patrice Chéreau entrevoit la possibilité de s'installer à Nanterre, il lui demande de participer à l'étude du projet et à sa mise au point. Quand on interroge Alain Crombecque sur ce qu'il fait, il hausse les épaules et murmure « un peu tout », car il n'est pas loquace. En insistant, on apprend qu'il « regarde ce qui se passe et apporte son point de vue », qu'il s'occupe « plutôt du côté international ».

La pièce de Koltès, mise en scène par Patrice Chéreau, *Combats de nègre et de chien* doit aller à Milan, à Rome, à Munich, sans doute aux Pays-Bas, peut-être à Los Angeles pour les Jeux olympiques de 1984. Cela signifie des négociations avec l'Action artistique, avec les pays demandeurs, où il ne s'agit pas seulement de régler les problèmes fi-

nanciers et pratiques. Ce qui n'est pas mesurable est au moins aussi important que ce qui l'est : la bonne entente dépend d'un type de relations où le contact personnel, la connaissance qu'on a de l'interlocuteur, les souvenirs parfois, le langage commun en tout cas, entrent pour beaucoup en ligne de compte.

Et c'est aussi Alain Crombecque qui s'est occupé de Luc Bondy. Il est allé voir à Berlin s'est assis face à lui, l'a écouté. A entendu qu'il aimerait monter la pièce de Schmitzler, le *Pays lointain* mais, que les héritiers étaient durs, et qu'il n'en avait pas les droits. Après quelques jours de silence, où Luc Bondy se disait que c'était fichu, Alain Crombecque lui téléphonait de Paris : « Bon, ça marche, on les a obtenus ». Et il raccrochait.

C.G.

**CENTRES CULTURELS**  
**ETRANGERS**  
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS  
FONDATION GULBENKIAN  
51 avenue d'Iéna - 16<sup>e</sup>  
Jeudi 25 novembre à 20 h 45  
**TABLE RONDE**  
La réforme des études mène en œuvre  
par le mariage des Pombal  
animée par  
**M. PAUL REGO**

**OLYMPIC BALZAC ELYSEES**  
**LE MARAIS**  
OLYMPIC ENTREPOT  
STUDIO DE LA HARPE

**LE CRIME D'AMOUR**  
GUY GILLES  
MACHA JACQUES  
MERIL RICHARD PENOT  
BERRY

**SOCIÉTÉ DES AMIS DU LOUVRE**  
A partir du 26 novembre 1982,  
le secrétariat sera transféré au  
Palais d'Orsay  
9, quai Anatole France,  
75007 PARIS.  
Tél. 222-10-55.

**JEUNE THÉÂTRE NATIONAL**  
13, rue des Lions-St-Paul Paris 4<sup>e</sup>  
29 novembre - 30 décembre  
**LA COMÉDIE DE MACBETH**  
Jean-Marie Patte  
réservation 271.51.00  
et FNAC 229.97.45

**Festival des 3 Continents**  
**NANTES 23-30 Novembre 82**  
• 50 films d'AFRIQUE, d'AMÉRIQUE du SUD et d'ASIE.  
• Panorama du cinéma brésilien.  
• Hommage à deux auteurs indiens.  
Cinéma : GAUMONT, KATORZA, OLYMPIA, RACINE, VERTIGO  
Téléphone : (40) 89.74.14

**INAUGURATION de la galerie L'ILE DES ARTS**  
66, rue Saint-Louis-en-l'Île  
75004 Paris - Tél. 326-02-01  
Du 16 nov. 1982 au 8 janv. 1983  
**JEAN VENDOME**  
Sculpteur Joaillier  
**FLAURE**  
Les Nus  
peintures

**GALERIE LAMBERT**  
14, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris 4<sup>e</sup>  
Tél. : 328-14-21 et 328-51-09  
**Takami SAKURAI**  
Du 25 novembre au 18 décembre

**ATELIER DE RECHERCHE ESTHÉTIQUE**  
Manifestation de recherche  
ÉCRITURES/LECTURES  
ART VIDEO - CINÉMA EXPERIMENTAL  
Programmation Dominique PAÏNI  
Café des Images - République-Saint-Germain

**AFFICHES ET GRAVURES DE FOLON**  
AUX ÉDITIONS  
BLUE SHADOW - TEL (01) 723-42-46

**GALERIE ALEPH**  
38, r. Universit. 75013-25-05 (14 h 30-18 h)  
**ALECIAN**  
23 novembre-18 décembre

**JEANNE BUCIER**  
53 rue de Seine Paris 6  
**Jean Dubuffet**  
des Psycho-sites

**GALERIE MARCEL BERNHEIM**  
18, Avenue Matignon, Paris 8<sup>e</sup>  
**Eleanor KING**  
Du 24 novembre au 7 Décembre

**MARIE LEMAITRE**  
« Peintures et dessins »  
du 27 novembre au 12 décembre 1982  
de 12 heures à 19 heures  
27, avenue Trudaine, Paris 9<sup>e</sup>  
Métro Anvers

**RICHARD LOUGUET**  
Maître ébéniste  
Restauration de meubles  
et de statues  
49, rue des Fossés - 75020  
Tél. : 797-85-90

**Si vous désirez PEINDRE DESSINER**  
- Selon un enseignement.  
- Ou en toute liberté (avec participation à des recherches de groupes).  
- Quelles que soient vos connaissances.  
Venez aux deux réunions d'information sur la réouverture des ateliers de l'ACADÉMIE POPULAIRE D'ARTS PLASTIQUES (association loi 1901) qui auront lieu le dimanche et le lundi 28 et 29 novembre de 16 heures à 21 heures.  
10, rue Tournesfort, PARIS-5<sup>e</sup>.  
Métro : Jussieu, Cardinal-Lemoine, Monge.

**GALERIE DES ORFÈVRES**  
66, quai des Orfèvres, 23, place Dauphine, 1<sup>er</sup>, 326-81-30  
**JEAN RIGAUD**  
17 novembre - 4 décembre

**DÉLÉGATION AUX CÉLÉBRATIONS NATIONALES**  
**Hommage à Léon Gambetta**  
(1838-1882)  
**MUSÉE DU LUXEMBOURG**  
19, rue de Vaugirard - Métro Odéon, R.E.R. Luxembourg  
Tous les jours sauf le lundi, de 11 h à 18 h. Le jeudi jusqu'à 22 h.  
DU 18 NOVEMBRE AU 9 JANVIER

**Gleizes**  
exposition ouverte du 27 octobre au 9 décembre 1982  
Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques  
11, rue Berthollet 75008 PARIS

**GALERIE ISMER CONCI**  
Place de l'Église (côté Halle-aux-Bisés), BOUFFACH (Haut-Rhin)  
**KALTENBACH DAMIKA**  
CÉRAMIQUES  
Tous les après-midi de 14 h à 19 h dimanche compris  
EXPOSITION DU 28 NOVEMBRE AU 19 DÉCEMBRE

سكزا من الأصل



à Nanterre

# Un voyage initiatique

UN jour d'octobre, gris, le métro jusqu'au R.E.R., les têtes semblent identiques. Sur le quai, à la station Nanterre-Université, deux êtres côte à côte que quelque chose, immédiatement, différencie. Ils ne portent pas de couleurs vives, ni des vêtements extravagants, ils ne sont pas tondus ni chevelus jusqu'aux pieds, mais ils semblent habillés dans le froid brumeux, dans la fumée dispersée des haleines, par une énergie un peu sauvage, mais concentrée, qui peut certainement pas se donner libre cours sur ce qu'il du réseau express régional. Tout à l'heure, ils déboucheront sur la scène vide du Théâtre des Amandiers, la plus grande ouverture de scène en Europe après l'Opéra, deux pendrillons noirs de chaque côté, au fond

un grand rideau fendu au milieu, une rampe de lumière par-dessus et une autre de face, une caisse de résonance et d'émotion nue comme tout. Soit l'énergie y étincellera, soit elle s'y diluera. Une femme en tailleur débouche sur le côté droit et, un papier à la main, plisse un peu le nez pour annoncer à la salle le nom du candidat, le titre de la scène, le personnage interprété. Auditions. Par tranches de dix ou de quinze, ils se lancent ensemble sur le plateau, pour repérer le lieu, ils sont comme des animaux apeurés et farouches, ils calculent le nombre de pas, les livres bougent toutes seules, ils jettent de biais un regard arrogant vers le jury, on chuchote, non, Chéreau n'est pas dans la salle, alors qui sont-ils ?

une robe de chambre, un drap plein de poussière qui recouvre un corps. Une cape de velours, les gants assortis. Un garçon et une fille qui se plantent au milieu de la scène pour s'embrasser à pleine bouche, mais on sent trop qu'ils répètent depuis des années. Une autre scène sexy, avec cravache et strip-tease. Un pyjama, une valise, des pantoufles. Soudain toute une basse-cour sur la scène, des costumes, des figurants en maillots pour épauler le candidat. Des cheveux gominés, une robe qui s'ouvre sur des seins nus. « Je ne puis me venir en aide », fait dire Brecht à un personnage de la Jungle des villes, et l'on dirait que c'est le candidat qui se le dit à lui-même, qui le dit au jury. Tous ces drames invisibles qui doivent passer par ces corps qui font souvent semblant d'être habillés par autre chose qu'eux-mêmes.

nir... Les gens diaboliquement effacés n'ont pas besoin d'une école, il faut qu'ils jouent. Pierre Romans a trente et un ans. Il a été l'élève d'Antoine Vitez au Conservatoire avant de jouer dans ses spectacles (Bérénice) ; lui-même metteur en scène il a monté des pièces de Corneille (l'Illusion comique), de Tennessee Williams, et il sera l'assistant de Patrice Chéreau sur la pièce de Koltès. Il explique comment la sélection a pu durer quatre mois et demi : plus de quatre mille demandes décaitées sur curriculum vitae, et réduites à neuf cents ; il y avait des gens qui avaient déjà fait trop de choses, et nous ne voulions pas que l'école soit un endroit où les comédiens au chômage viennent passer un an ou

deux. Les autres gens étaient trop jeunes, c'est une question de maturité, s'ils n'ont pas quelque chose à opposer, une école sera négative pour eux, ils resteront à la traîne sans en profiter. Entre le mois de mai et le mois de septembre, neuf cents candidats passent au Théâtre des Amandiers pour des entretiens personnels de dix à trente minutes, deux cent quarante sont choisis pour les auditions : « On leur demandait de parler d'eux, des choses qu'ils avaient faites, et de nous dire pourquoi ils avaient envie de venir dans cette école. Il y avait des gens très bavards, d'autres qui n'avaient rien à dire. Une fille n'a pas ouvert la bouche, mais nous l'avons retenue parce que sa présence était très belle. »

## La première porte

Eux, une demi-heure auparavant. C'est la deuxième journée d'auditions. Daniel Emilfork est arrivé le premier, prince, royal, hyper-royal, emmitouflé dans des capes et des châles noirs d'où émerge une tête d'épingle rehaussée d'une toque d'astrakan, assis, la main tendue loin du corps s'appuie lourdement sur une canne, une pierre brille au sommet d'un doigt recroquevillé, un sourire désarmant s'ouvre dans son visage, l'impolitesse des autres l'agace, « nous sommes des gens rares, dit-il, et il faut nous intégrer ». Il a la grippe. Il sort de dessous sa cape une bouteille thermos avec un peu de café non sucré qu'il dit avoir réchauffé, mais très bon quand même. Il n'est pas satisfait de la journée d'auditions de la veille : « trop d'immatriculé, aucun n'a la notion de l'espace, ils plantent sous une table et une chaise au milieu du plateau et jouent à la salle ».

Sandre, Pierre Romans, Daniel Emilfork et Denise Péron. Elle met ses lunettes et inspecte le programme du jour, noms, âges, intitulés des scènes, elle dit : « Je ne comprends pas, il n'y a pas de femmes qui passent des hommes, à Strasbourg toutes celles qui passent des hommes ont été prises, il y en a une qui avait joué le Roi Duncan, c'était remarquable. La toque de Daniel Emilfork a glissé de son crâne lisse et il essaye par derrière de la harponner avec sa canne pour la ramener sous son fauteuil. Les textes choisis, qui devaient être de 1860 à nos jours, et ne pas excéder trois minutes : un poème de Michaux parce qu'au dernier moment la réplique a fait faux bond, Scènes de chasse en Bavière, Oncle Vanja, Dans la jungle des villes, les Emigrés, Ibsen, Tchekhov, Brecht, des textes de Blanchot, Battelle, Duras. Elle porte une photo en médaillon, on ne peut percevoir si c'est James Dean ou Brejnev ou Reagan, des bottes rouges vernies, elle mâche du chewing-gum, pour boucher ses mains il taille un bout de bois. Ils apportent une bouteille de whisky, un vieux matelas, ils ont retiré leurs chaussures sur des chaussettes décousues pour bien faire loquents. Une cigarette et

C'est un jeu un peu vicieux : trop de maturité devient suspecte, une trop habile occupation de l'espace tombe à plat, une absence de déplacement devient paralysie, et la moindre rupture de ton ou cassure de voix fait sursauter de vieux regard. « Vous ne savez pas ce que c'est... sentir qu'on joue effreusement mal », fait dire Tchekhov à son personnage de la Mouette. La maladresse, l'expérience, au contraire, peuvent passer pour des vertus. « Il est très difficile de juger quelqu'un sur une scène, explique Pierre Romans, le directeur de l'école, et c'est pourquoi nous avons fait précéder ces auditions d'entretiens personnels. On peut très bien faire l'erreur de refuser quelqu'un de maladroite qui se révélera formidable dans le travail, ou prendre quelqu'un d'apparemment efficace qui sera au bout de ses possibilités. Quand des candidats passent la Mouette, chacun des jurés des idées sur la pièce. Il doit en faire abstraction, être suffisamment attentif pour découvrir un moment de grâce qui fera, indépendamment de la scène, qu'il choisira quelqu'un qui lui plait, qui l'émeut, avec qui il a envie de travailler. Même une personne qu'on n'entendrait pas du tout, mais qui aurait un méat, comme dit Emilfork, nous la gardions et nous disant que ça vaut peut-être la peine de faire un pari sur l'ave-

## L'épreuve de la peur

A l'issue des auditions, soixante-neuf personnes ont été prises dans des stages de neuf jours, découpés en trois groupes de vingt personnes qui tourneront d'un professeur à l'autre. Tandis que dans la grande salle Jean-Hugues Anglade prenait les élèves un par un (une demi-heure d'observation mutuelle, « jusqu'à ce que le bouchon saute »), au sous-sol, dans la nouvelle salle de répétitions, Daniel Emilfork et Denise Péron faisaient improviser leurs candidats et Pierre Romans, dans une autre salle souterraine, tournait autour des siens comme un félin, racontant des histoires personnelles pour nourrir Racine, citait Thomas Mann pour alimenter Tchekhov, les poussaient à rêver autour des personnages. Il y avait, dans cette salle aux fenêtres hautes qui s'ouvraient sur des boquets, dans une atmosphère enfumée et chuchotée, des jeunes filles sages en jupes écosaises, des défilés à talons hauts, des garçons un peu rustres et des princes charmants à écharpes. « J'ai peur, moi aussi j'ai peur », disaient deux élèves avant de passer leur scène.

étaient en collant pour suivre un cours de danse, Patrice Chéreau est passé en coup de vent faire un discours d'ouverture.

Tous les matins, du lundi au samedi, les élèves auront des cours de danse (Peter Goss), de chant et de musique (Anne-Marie Fijal) de travail de scène (Roland Bertin et Daniel Emilfork). Ayant un statut d'étudiants assimilés à la faculté de Nanterre, ils suivront des cours d'histoire du théâtre donnés par Jean Jourdeuil, puis Danièle Salenave. Déjeuner gratuit au théâtre (cuisine de Lén, des Entrepôts). L'après-midi, répétitions : pendant trois mois et demi ils travailleront avec Pierre Romans, à partir des Mémoires de Casanova, sur le XVIII<sup>e</sup> siècle italien. Le travail débouchera sur un spectacle qui sera éventuellement programmé dans la troisième saison du théâtre. La deuxième année, ils suivront un stage avec Patrice Chéreau. Une troisième année, à l'étude, prévoit des échanges avec des écoles étrangères.

Pendant deux ans, dit Pierre Romans, vingt-six personnes vont être là du matin au soir et pourront se confronter à tout ce qui se passe dans le théâtre, la décoration, la scène, l'édition. Cette école devrait être comme un voyage d'initiation.

HERVÉ GUIBERT.

## Les axes du programme

Le Théâtre de Nanterre ouvre le 22 février 1983 avec une mise en scène de Patrice Chéreau, Combat de nègre et de chien, de Bernard Marie Koltès, dans un décor de Richard Paduzzi : une route, l'histoire, celle d'un meurtre, se passe dans un chantier français en Afrique, entre des déracinés. Déjà la Nuit juste avant les forêts, que Richard Fontana a joué au Part Océan dans la mise en scène de Jean-Luc Boutté, c'était un homme seul, c'était l'autre dans la foule, un monologue sans destinataire, des mots qui se cognent à eux-mêmes :

« Les personnes qui m'intéressent, dit Bernard Marie Koltès, sont celles qui se servent du langage d'un instrument, un peu comme les étrangers se servent du français, ou les prisonniers qui utilisent le morse pour communiquer entre deux cellules. Je préfère utiliser des objets plutôt que les concepts, c'est ce qui me semble le plus théâtral. »

Combat de nègre et de chien, se donne jusqu'au 10 avril à Nanterre, et part en tournée en France et à l'étranger. Les Paravents, de Genet, terminant la saison, du 31 mai au 25 juin, puis sont repris du 20 septembre au 23 octobre avant d'aller à Villeurbanne jusqu'à la fin novembre. Du 15 octobre au 15 décembre, c'est la réalisation d'André Engel, Voyage, d'après Céline. Du 15 janvier 1984 au début mars, le Pays lointain, d'Arthur Schnitzler, dans la mise en scène de Luc Bondy. En avril-mai, Great Britain, d'après Edouard II de Marlowe, par Jean-Hugues Anglade. Et en septembre-octobre 1984, Patrice Chéreau monte, en coproduction avec la Scala de Milan et le Théâtre de la Monnaie de Bruxelles, Lucio Silla, de Mozart, et Le Quartett de Heiner Müller.

## LES METTEURS EN SCÈNE

### André Engel : écrire pour les yeux

A quoi ressemblera son Voyage au bout de la nuit ? Il n'en sait presque rien : ou ce qu'il en sait, il n'a pas envie de le dire. André Engel ajoute : « Ils sont curieux à Nanterre : ils veulent avoir une idée très à l'avance. Or je ne suis pas comme Patrice, moi, je ne suis prêt que très très tard, à la toute fin. » Son spectacle initialement prévu pour le mois de mars aura lieu seulement à la rentrée 1983. Engel a besoin d'un délai supplémentaire. Précédemment, cette possibilité de prendre le temps a été une des raisons pour lesquelles il a accepté de travailler à Nanterre. La deuxième ? L'ambition de Chéreau de mêler le cinéma aux activités du théâtre. « Et c'est plutôt une chance d'aller chez lui », explique Engel. Il fait la différence entre « chez » et « avec » : à Strasbourg, par exemple, au T.N.S., il travaillait « avec » Jean-Pierre Vincent ; participait aux décisions du fameux « collectif artistique ».

chez René Gonzales (le Monde du 11 mars), lui venait l'idée de s'attaquer à Céline. Au moment où, avec Bernard Pautrat et Nicki Rietl (l'écrivain et le décorateur, ses collaborateurs, ses amis de toujours), ils préparaient le trajet de leur micheline. Soir après soir, ils parlaient de la gare du Nord, et roulaient à travers la banlieue, vers la Plaine-Sainte-Denis... le bout de la nuit... la constante du voyage au fil de tous leurs spectacles.

A cause d'une image, peut-être d'une odeur, ou d'une simple impression, Engel a pensé : « Tiens, il reste encore un texte me permettant d'enfoncer le clou que j'enfonçais. » Il l'a relu, le Voyage. Mieux qu'à l'âge de dix-huit ans, où il avait mis une croix dessus, « l'intransigence voulait qu'on ignore l'ennemi », dit-il.

« Sûr, il y a une part de fortune. Comme de prétendre « je vais me payer celui-là, puisque personne ne l'a fait », mais il s'agit plutôt d'un désir, l'envie forte d'associer mon travail à une œuvre exemplaire. Céline en finit avec les couteaux dans l'écriture, explique-t-il. A le lire, on se dit ça va être formidable, or rien n'est plus difficile à dire. » Engel prend l'exemple d'une phrase et continue : il a écrit pour les yeux, pas pour l'oreille. Rendre cela intelligible — ce bouillonnement du roman — exige d'autres formes que les élé-

ments traditionnels de la scène. Je vais être le premier à sous-titrer le théâtre. La seule issue est de radicaliser.

« On ne peut pas, cependant, se boucher le nez et les yeux, faire l'impassé sur l'antisémitisme. Je n'évacuerai pas le problème, cependant j'ai une théorie là-dessus : Céline peut-être s'est rendu volontairement odieux. Il savait ce qu'il valait, ne voulait pas qu'on l'aime. En 1932, il se contente de diagnostiquer la vie, la vie malade de la mort. Les causes de la maladie ne l'intéressent pas. Quand plus tard il cherche des causes, il dit : « les juifs » et se trompe.

« Je ne peux réinventer le rapport qui était le sien au monde, mais essayer de montrer de façon forcément microcosmique son génie, cette décision de regarder les choses d'en bas, depuis la misère. Son hallucination renvoie au réel d'une façon plus juste que n'importe quel réalisme, plus émotionnelle (c'était son mot). »

A ce point Engel annonce qu'il ne refait pas « du Engel », mais laisse entendre que le spectacle ne devrait pas avoir lieu dans un théâtre. Et si on lui demande qui remplacera à ses côtés Bernard Pautrat, il répond : « Il ne peut y avoir de nouveau Pautrat. » Il pense, si l'on a bien compris, à un cinéaste.

MATHILDE LA BARDONNIE.

### Luc Bondy : l'invité de Berlin

LUC BONDY est né à Zurich, dans une famille de la bourgeoisie juive intellectuelle. A vingt et un ans, il part pour Hambourg, comme assistant metteur en scène. S'il ne choisit pas Paris, c'est que, à l'exception des Argentins, de Lavelli et de Garcia, tout lui paraît terne. Il espère qu'en Allemagne il apprendra les lois du théâtre, mais, comme assistant, il n'apprend pas grand-chose. Il lit beaucoup, écrit un peu, hésite, a de toute façon horreur des spécialisations. En 1970, il réalise sa première mise en scène, à Göttingen : le Fou et la Nonne, de Witkiewicz. Il lit Saint Genet, de Sartre, se passionne, finalement réussit à monter les Bonnes à Hambourg. Il connaît de longues périodes d'attente. La notoriété lui vient en 1974, après un spectacle au Residenz de Munich : See. A partir de là, il peut choisir.

couleur blanc de clinique psychiatrique. La scène donne des perspectives dysmétriques et les personnages semblent arrêtés dans leur déséquilibre, sur le point de tomber, de lâcher la dernière branche de la raison... Fabuleux spectacle porté par de fabuleux interprètes : Edith Clever, Jutta Lampers, Marianne Goldsmith, Otto Sanders...

Avec les comédiens, Luc Bondy cherche une relation intime : « Je parle, dit-il (1), je décris ce qu'ils ont à faire, j'apporte des propositions — ils doivent me comprendre. Je vais vers eux, je réagis à la manière dont ils parlent, pensent, bougent, fantasment. Selon mes réactions, la suite se développe. Il arrive que je ne réagisse pas ; je suis allergique aux clichés, aux acteurs qui arrivent avec leur routine. Certains sont capables d'exprimer quelque chose de métaphysique, de supra-terrestre. J'aime quand ça fait « boing » en moi. Je ne suis pas quelqu'un de méthodique, j'ai du mal à fixer avec les mots les contacts sensibles, la fascination qui peut s'établir entre un acteur et un metteur en scène. »

C. G.

(1) D'après l'interview réalisée par Christoph Müller dans la revue Theater Heute, février 1979.



**RICHARD LEANCA**

... (text) ...

**JEAN RIGAUD**

... (text) ...

**Gleizes**

... (text) ...

**KALTENBACH DAMIK**

**RIZLA+**

Le papier pour bien rouler vos cigarettes

V.O. : ÉLYSÉES-LINCOLN - STUDIO ST-GERMAIN - 7 PARNASSIENS

FORUM CINÉMA - OLYMPIC ENTREPOT

BERNARD DAUMAN et JEAN-JACQUES FOURGEAUD présentent

**New york 42<sup>ème</sup> Rue**

(FORTY DEUCE)

Le nouveau film de PAUL MORRISSEY

Promotion-Distribution ARTS ET MELODIE 1982

**THEATRE 14**

JEAN DAVY

FRANÇOISE DELILLE

**"POINT H"**

d'YVES JAMIAQUE

avec DAGMAR DEISEN

et ALEXANDRE GRECCO

Un sujet fort... Un esprit qui sert fort bien le spectacle.

Paul-Louis Mignon (France-Inter)

Mat. tous les mardis et le Vendredi

26 Novembre à 19h - Soirées 20h30

Recherche D.M. et LUNDI

THEATRE D'ARRONDISSEMENT



## SELECTION

## CINÉMA

## « La vengeance est à moi », d'Imamura

Le ciel bas du Japon. Un Japon sans miracle économique. Petites maisons surpeuplées où l'on survit, filles surnuméraires, machos misérables, désirs déçus par le manque d'air et la morale fossilisée. Les petites chambres aux cloisons minces où l'on rue.

## « Hécate », de Daniel Schmid

Amour-passion et femme fatale. Dans le décor décadent des colonies, un jeune diplomate se consume, tandis qu'une divinité infernale s'éparpille dans des secrets multiples. Tour à tour violent ou parodique, un regard d'esthète et de tragédien.

— ET AUSSI : *L'Ombre de la terre*, de Taiichi Lohbichi (souvenir du vieux monde détruit). *Identification d'une femme*, de Michelangelo Antonioni (la recherche d'un film). *La Guerre d'un seul homme*, d'Edgardo Coszinsky (la voix d'un Allemand, Ernst Jünger, et la réalité qui filtre à travers les archives). *Semaine Art-Press* au Studio 43 (fondements d'une subjectivité).

## THÉÂTRE

## Grand et petit à l'Odéon

Cette femme qui part sur les traces de son passé pour retrouver le point de rupture, et qui laisse à chaque étape un lambeau d'elle-même, cette femme qui regarde le monde et les gens avec un détachement féroce et ironique, cette enfant qui se dépouille et se découvre, c'est *Bulle Ogier*, magnifique et magnifiquement entourée dans la mise en scène de Claude Regy.

— ET AUSSI : *Correspondance* à la Carrouche de l'Aquarium (le théâtre et les lettres). *Les Bas-Fonds*, au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis (l'opéra de la misère odieuse). *Platonov* à l'Athénée (la maison miroir de Mesgitch). *Philippe Genty*, au Palais des Glaces (prolongation jusqu'au 2 janvier).

## MUSIQUE

Festival d'art sacré  
Festival d'automne

Deux festivals dominent l'actualité parisienne. Le Festival d'art sacré de la Ville de Paris offre quelques concerts d'un intérêt exceptionnel : un spécialiste et philosophe de la musique religieuse, Jean-Yves Hamelin, présentera « La messe sacrée de Franz Liszt » avec Dominique Merlet et l'Ensemble Caillat (Notre-Dame-des-Victoires, le 25); autre « paysage », la musique orthodoxe russe sera illustrée par un Ensemble de Sofia (Saint-Germain-l'Auxerrois, le 26); puis deux des plus grands interprètes baroques de notre temps dirigeront des cantates de Bach, Philippe Herreweghe (Oratoire du Louvre, le 10 à 30, pendant l'Office) et Gustav Leonhardt (Saint-Etienne-du-Mont, le 30; enfin soi-

rée de Gospel et de negro-spirituals, par Marion Williams et le Golden Gate Quartet (cathédrale américaine, le 1<sup>er</sup> décembre, à 18 h 30 et à 21 h).

De son côté le Festival d'automne poursuit ses expérimentations de théâtre musical, avec le *Désert* par le Teller d'Amsterdam, un « appel à l'introspection » (Bobigny, jusqu'au 28), Laurie Anderson (Bobigny, du 25 au 28) et *l'Esprit léger*, création collective, avec les Percussions de Strasbourg autour de Fernand Léger (Centre Pompidou, du 25 au 28).

— ET AUSSI : *L'Enlèvement au séminaire*, mise en scène C. Lavaudant, direction Cl. Gibault (Opéra de Lyon, les 26, 28 novembre, 1, 4, 7 décembre, et Chambéry, Grenoble, Annecy); Orchestre national, dir. W. Sawallisch, avec F. Duchâble (Champs-Élysées, le 27, à 17 h); André Krust (Caveau, le 27, à 17 h); E. Melkus et H. Dreyfus (Th. du Rond-Point, le 28, à 11 h); Rampa joue et dirige aux Concerts Pasdeloup (Champs-Élysées, le 28 à 17 h 45); Mignon Dunn (Athénée, le 29); Webern, Schoenberg, Schumann (Gémier, le 30); Orchestre de Paris, dir. Z. Mehta, avec K. Zimmermann (Pleyel, les 1 et 2).

## DANSE

## « Performances » en tout genre

Camera obscure, de Simone Benmussa au Petit Rond-Point : la photo, c'est une façon d'arrêter la danse un moment; pour *Lucinda Childs*, au contraire, elle prolonge le mouvement; *Jackie Planey* et *Tom Crocker* au Studio des Quatre-Temps : l'échappée belle de deux transfigurations du ballet de l'Opéra de Genève.

— ET AUSSI : *Tanaka Min* à la Forge (la danse organique), *Shakuntala* au Théâtre Déjant (danse sacrée de l'Inde du Sud).

## EXPOSITIONS

## Fantin-Latour au Grand-Palais

La première grande exposition consacrée depuis longtemps à cet artiste qui a laissé de nombreux portraits collectifs d'artistes au siècle dernier (Delacroix, Manet, Renoir, Monet, Baudelaire, Verlaine, Rimbaud, Chabrier...). Des natures mortes aussi, et des bouquets de fleurs coupées peintes avec une délicate sensibilité aux couleurs vives et aux lumières tendres. Avant toujours tenté de dépasser le réalisme sans aller jusqu'aux impressionnistes, Fantin-Latour a fini par affirmer sa nature de peintre rêveur dans de grandes compositions d'inspiration inspirées de la musique et proches du symbolisme contemporain.

— ET AUSSI : *La Liberté guidant le peuple*, de Delacroix, et *l'Atelier de Desportes à la manufacture de Sèvres*, au Louvre; *Eluard et ses amis peintres*, au Centre Pompidou; *De Carthage à Kairouan*, au Petit Palais; *Les canards du XIX<sup>e</sup> siècle*, à la galerie de la SEITA; *L'Age d'or de Maurice Denis*, à Beauvais; *Festival Afrique noire*, à Grenoble; *A la conquête des mers*, à Lille; *L'Orient des Provençaux*, à Marseille.

## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h; sam. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

EDUARDO ARROYO. Galeries contemporaines. Jusqu'au 29 novembre, lundi et jeudi, à 17 h; visite-animation.

PAUL ELUARD ET SES AMIS PEINTRES. Jusqu'au 17 janvier. ENRICHISSEMENTS RÉCENTS DU Musée moderne d'art moderne (1981-1982). Parcours des collections. Jusqu'au 29 novembre.

CHOIX POUR AUJOURD'HUI. Regard sur quatre ans d'acquisitions d'art contemporain. Galeries contemporaines. Jusqu'au 29 novembre. Visite-animation : les lundis et jeudis à 17 h.

LA DELIRANTE. Salle d'art graphique. — Contée Elise. Jusqu'au 3 janvier.

DAVID BUCKLAND. Photographies. Jusqu'au 19 décembre.

THEME ILLUSTRÉ : De la création à la lecture. Bibliothèque des enfants, rez-de-chaussée, place. Jusqu'au 13 décembre.

VUE PRIVÉE : Six photographes, six régions. ZUP : L'album de famille. Jusqu'au 10 janvier.

L'OREILLE OUBLIÉE. Le paysage sonore. Jusqu'au 3 janvier.

MAZ GWALLOUP. Habiter créole. Jusqu'au 24 janvier.

BPI. JERRY SCHATZBERG. De la photo au cinéma. Jusqu'au 29 novembre.

LA LITTÉRATURE... A QUEL PRIX ? Jusqu'au 10 janvier.

## Musées

DE CARTRAGE A KAIROUAN. 2 000 ans d'art et d'histoire en Tunisie. Petit Palais, avenue W. Churchill (265-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 27 février.

L'ART DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE DANS LES CARMELS DE FRANCE. — Petit Palais (voir ci-dessus). Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 février.

LES TRÉSORS DE LA COLLECTION SAM WAGSTAFF. Petit Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 décembre.

J.B. OUDRY, 1686-1755. — Grand Palais, avenue du Général de Gaulle. Sauf mardi, de 10 h à 20 h; mer. jusqu'au 22 h. Entrée : 14 F; sam. : 11 F (gratuite le 29 novembre). Jusqu'au 3 janvier.

TRÉSORS D'IRLANDE. — Grand Palais, avenue du Général de Gaulle (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 janvier.

FANTIN-LATOUR. — Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée gratuite le 24 janvier. Jusqu'au 7 février 1983.

SAISON D'AUTOMNE 1982. Hommage à *Samuel*. — Grand Palais, avenue Winston Churchill. Jusqu'au 31 décembre.

LA LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE, de Delacroix. Jusqu'au 1<sup>er</sup> février. L'ATELIER DE DESPORTES À LA MANUFACTURE DE SÈVRES. Jusqu'au 24 janvier. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaurès (269-36-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 11 F (gratuite le dimanche).

DANIEL GRAFFIN. Sculptures à vent. Musée d'art moderne de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h; mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 7 F; le dimanche, 3 F.

ROY LICHTENSTEIN, 1929-1982. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 13 h à 19 h; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 décembre.

JOUEUX FRANÇAIS 1880-1980. — La Créche animée de Roland Bourle. Jusqu'au 14 janvier. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus).

ÉCOUTE MES IMAGES. Avec D. Paris. Musée des enfants, 12, avenue du 1<sup>er</sup> octobre. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 (animation pour les groupes, sur rendez-vous au 723-61-27, poste 345). Jusqu'au 13 février.

GRAPUS. Jusqu'au 7 février. — L'ART DÉCO. Le des au sein. Jusqu'au 31 décembre. Musée de l'Affiche, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h; mer. jusqu'au 22 h.

LES CANARDS ILLUSTRES DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. Faut-il les faire divers. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 janvier.

YAMAGUCHI KAYO. Un grand maître japonais contemporain. — Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (563-50-75). Sauf lundi (et jours fériés), de 10 h à 17 h 30. Entrée : 4 F. Jusqu'au 16 janvier.

ANDRÉ BOURDELLE. 16, rue Anne-Marie Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 janvier.

UGOLIN, cabinet des dessins. — Musée Rodin, 77, rue de Varenne (703-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 8 F (dim. : 4 F). Jusqu'au 14 février.

HOMMAGE A LEON GAMBETTA (1838-1882). — Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (234-25-93). Sauf lundi, de 11 h à 18 h; jeudi, de 11 h à 22 h. Entrée : 10 F; sam. : 7 F. Jusqu'au 9 janvier.

CHYPRE. Les travaux et les jours. — Musée de l'Homme, Palais de Chaillot (553-70-69). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'au 30 novembre.

GUERRE ET RÉVOLUTION EN RUSSIE 1914-1921. Affiches et illustrations. — Musée des deux guerres mondiales, Hôtel des Invalides, corridor de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30; dim. : 14 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 20 février.

MARCEL PROUST : LA FIGURE DES PAYS. Photographies de F.-X. Bouchard. — Maison de Victor Hugo, 6, place des Vosges (272-16-65). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre.

LE FAIT DIVERS. — Musée des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (Bois de Boulogne) (747-49-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 8 F; dim. : 6 F (gratuite le 4 mars). Jusqu'au 18 avril.

PRÉSENCE DE L'ARTISTE. — NATHAN MUNCH. Dessins. Centre culturel allemand, 31, rue de Condé. Sauf sam., dim., de 13 h à 19 h. Jusqu'au 16 décembre.

EVERGON. Les plans de l'éphémère. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (531-35-73). De 10 h à 19 h. Jusqu'au 9 janvier.

KERSTIN BERNHARD. Photographies. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-83-02). De 12 h à 18 h; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 23 décembre.

STELIO SOLE : Messages et dialogues. Dédicace générale du Québec, 117, rue du Bac (222-50-60). Jusqu'au 10 décembre.

PHOTOGRAPHIE COMME MODÈLE. Chapelle des Pèlerins-Augustins, 14, rue Bonaparte. Sauf mardi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

LE PARIS SOUTERRAIN DE FÉLIX NADAR : Des os et des ossements. — HERARD BICHSEL A LA VILLA HENRI DUCIS 1908-1981. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). De 12 heures à 18 heures. Entrée : 8 F. Jusqu'au 30 janvier 1983.

SCOTT MACLEAY. Photographies. Avenue de la République, 261, boulevard Raspail (321-42-20). Sauf dimanche, de 12 heures à 19 heures; samedi, de 12 heures à 17 heures. Jusqu'au 4 décembre.

PIERRE LÉONARD. Peintures récentes. — PARKERSON EVEN. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (551-35-73). De 10 h à 19 h. Du 26 novembre au 16 janvier.

SHOOT AGAIN. La merveilleuse histoire de l'homme. 2, rue de la Harpe, 3, avenue Gabriel (256-17-30). Sauf dim. de 10 h à 18 h. Du 26 novembre au 13 décembre.

LAKERIDOU-KARAVOUSSI. LAKERIDOU-KARAVOUSSI, FANLIDOU, YANNIKOURIS. Maison de la Grèce, 9, rue Mesnil. De 18 h à 20 h. Jusqu'au 5 novembre.

LE FESTIN ET L'ART. Le Louvre des Antiques, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 janvier 1983.

BOCASSEAU AU MARAIS. Centre culturel du Marais, 20, rue des Francs-Bourgeois (256-17-30). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 15 février.

SHAKESPEARE ET LES MUSIQUES. Théâtre national de l'Opéra (266-50-22). De 11 h à 17 h. Jusqu'au 31 janvier.

LES PEINTRES ET SCULPTEURS amis de la musique. Église Saint-Gervais, 2, rue François-Miron. Sauf lundi, de 8 h à 19 h; dim. de 8 h à 15 h. Jusqu'au 15 décembre.

LUIS BUNUEL. Centre culturel du Mexique, 47 bis, avenue Baudouin. Jusqu'au 14 décembre.

LE THÉÂTRE DE L'ODÉON. 182-1982. Foyer du théâtre, place Paul-Claude. Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 janvier 1983.

L'ART VIVANT A PARIS. Marie-Anne de la 18<sup>e</sup> arrondissement, 1, place Jules-Joffroy. Sauf dimanche après-midi, de 9 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 janvier 1983.

SALAIRES D'ART. Maître amateur du 10<sup>e</sup> arrondissement, 72, rue de l'Église-Saint-Martin. De 10 h à 20 h; dim., de 15 h à 18 h. Jusqu'au 17 décembre.

DU CHARLATAN AU CHÉRUBIN-DENTISTE. Maître amateur du 17<sup>e</sup> arrondissement, 16-20, rue des Batignolles. De 11 h 30 à 18 h. Du 26 novembre au 13 décembre.

DUBLIN DE JOYCE. Bibliothèque Beaumarchais, 36, rue Emile (577-63-40). Entrée libre. Jusqu'au 4 janvier.

LES POTERS CORÉENS D'AUJOURD'HUI. Face à la tradition. Centre culturel coréen, 2, avenue d'Iéna (720-83-81). Sauf mardi, de 9 h 30 à 18 h; sam., de 15 h à 18 h. Jusqu'au 15 décembre.

ADRIANA SIMOTOVA. Empreintes - CESAR DOMELA : Photographies 1928-1934 - KEIICHI TAJIMA : Échecs (274-38-00). Jusqu'au 4 décembre.

ART BOUDHIQUE JAPONAIS, XII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles. Galerie J. Ostier, 26, place des Vosges (887-28-57). Jusqu'au 17 janvier.

CARNETS DE LE CORBUSIER. Librairie du Montreuil, 7, place de l'Odéon. Jusqu'au 10 décembre.

MISE EN LAINE : Bert, Laurent, Chervallé, Lécia, Dagès, Pasquier, La Bourne, 26, rue Mazurine (326-02-74). Jusqu'au 18 décembre.

HUNDERTWASSER. Peintures récentes. ARNALDO PONODORO. Architectures imaginaires. Sculptures. Artcurial, 9, avenue Matignon (256-32-90). Jusqu'au 31 décembre.

PAPYRUS ou le râne de l'alcôve. N.R.A., 2, rue du Jour (508-18-58). Jusqu'au 23 janvier.

FUTURISME : ABSTRACTION ET MODERNITÉ. Galerie Trans/Form, 22, avenue de La Bourdonnais (550-40-32). Jusqu'au 23 décembre.

PARADOXE : œuvres de Goetz, Andersen, Noé, Pelya, etc. Galerie de Bellechasse, 10, rue de Bellechasse (555-83-69). Jusqu'au 15 janvier.

LE BRONZE et ses applications. Galerie A. Oudin, 28 bis, boulevard de Sébastopol (271-83-65). Jusqu'au 23 décembre.

ARTHUR AESCHBACHER : 6, 4, 2. Galerie 30, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 18 décembre.

ANNE BARRES : Reflets de terre. Installation-environnement. Galerie A. Oudin, 28 bis, boulevard de Sébastopol (271-83-65). Jusqu'au 23 décembre.

BATTELLI. 31, rue des Berges (577-93-79). Jusqu'au 10 décembre.

ILSE BING : Femmes du berceau à la vieillesse. Photographies 1929-1955. Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (279-50-75). Jusqu'au 20 décembre.

PIERRE BLANCHETTE. Peintures récentes. Galerie Regard, 40, rue de l'Université (261-10-22). Jusqu'au 23 décembre.

PHILIPPE BONNET. Peinture récentes. Galerie Cord, 12, rue Jacques Calix (369-79-73). Jusqu'au 3 décembre.

MARCEL BROODTHAERS. Galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 8 janvier. Œuvres originales, éditions. Galerie Gillespie-Lange-Salomon, 24, rue Beaumont (278-11-71). Jusqu'au 5 janvier.

ENRIQUE BRYANT. Rétrospective. Galerie M. Ravel, 6, avenue M. Ravel (343-19-01). Jusqu'au 26 décembre.

ANDRIANA CAVALETTI. Gravures récentes. Galerie J. Mayor, 34, rue Mazurine (326-60-34). Jusqu'au 11 décembre.

GASTON CHAÏSSAC. Galerie Massin, 1, avenue de Massine (562-25-04). Jusqu'au 17 décembre.

PIERRE CHARBONNIER. Peintures. Galerie A. Loebe, 10, rue des Beaux-Arts (633-06-87). Jusqu'au 4 décembre.

CORDESSE. Peinture 1982. Galerie Citivages, 46, rue de l'Université (266-65-57). Jusqu'au 18 décembre.

ÉRIC DELAUNAY. Peintures, gravures, dessins. Le Haut-Pavé, 3, quai de Montebello (354-38-79). Jusqu'au 11 décembre.

JOE DOWNING. Galerie Belliat, 28 bis, boulevard Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 23 décembre.

JEAN DUBUFFET : des Psycho-actes. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 20 décembre.

LEONOR FINI : Petites enseignes pour la nuit. Peintures, dessins. Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (354-92-01). Jusqu'au 31 décembre.

ROEL D'HAESSE. Sculptures et dessins. Galerie Claude-Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 4 décembre.

ETIENNE HAJDU. Sculptures, œuvres de Châm. Galerie Louis-Carré, 10, avenue de Massine (563-57-07). Jusqu'au 4 décembre.

TIMOTHY HENNESSY. Performances pour Joyce. Atelier A. Le Moine, 21, avenue du Maine (222-47-01). Jusqu'au 22 décembre.

HILL. Galerie Bandois Lebon, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 31 décembre.

IMAL. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (326-91-10). Jusqu'au 15 janvier.

KLIMT. Dessins. L'Atelier Lambert, 62, rue La Boétie (563-51-52). Jusqu'au 9 décembre.

POTR KOWALSKI. New and Then. Galerie Jean Six, 6, rue Royale (260-57-57). Jusqu'au 4 décembre.

VICTOR LAKS. Dessins. Syn'Art, 26, avenue Breteuil (566-63-50). Jusqu'au 16 décembre.

ALAIN LAMY. Plume Pincus, 3, rue des Orfèvres (236-98-04). Jusqu'au 11 décembre.

LAMY. Peintures. Galerie V. Schmidt, 41, rue Mazurine (354-71-91). Jusqu'au 18 décembre.

LAUBIES. Galerie Weiller, 5, rue Gît-le-Cœur (326-47-68). Jusqu'au 31 décembre.

MICHAEL ET BARBARA LEISGEN. Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 11 décembre.

MAURICE MATIEU. 4, rue des Guillemines (271-95-90). Jusqu'au 17 janvier.

ANDRÉ MINAUX. Galerie Tendances, 105, rue Quincampoix (278-61-79). Jusqu'au 11 décembre.

GEORGES VRIZ. Tableaux en marqueterie contemporaine. Galerie Gallart international, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (359-71-21). Jusqu'au 17 décembre.

VILLIANY. Dessins, poésies, bulles (1927-1947). Galerie Heyraud-Bresson, 56, rue de l'Université (222-58-09). Jusqu'au 4 décembre.

WEISBUCH. Gravure. Galerie Sagot-le-Garnier, 24, rue Four (326-43-38). Jusqu'au 24 décembre.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT. A la rencontre des enseignants, collection J. Lagrange. — Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille. Tous les jours de 10 h à 23 h, dimanche de 10 h à 12 h. Jusqu'au 23 décembre.

CORBEIL-ESSONNES. Jean-Pierre Vieffeur : Fragments d'histoires et Journal new-yorkais. — Centre d'action culturelle P. Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (089-00-72). Sauf dim. et lundi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30; mardi, ven. et samedi, jusqu'à 24 h. Jusqu'au 18 décembre.

CRETEIL. Rustin. Quinze ans de peinture. — Maison des arts A. Malruy, place Salvador-Allende (899-94-50). Jusqu'au 15 décembre.

JOUY-EN-JOSAS. Les Indiennes de la manufacture Oberkampf de Jouy. — Musée Oberkampf, château de Montebello (946-80-48). Jusqu'au 4 janvier. Armes, Burelier, Cœur, Pages, etc. — Centre d'art contemporain, domaine de Montcel (956-46-46). De 9 h à 17 h. Entrée : 15 F sem. et dim. 30 F. Jusqu'à fin novembre.

LA DEFENSE. Artistes polonais. — Galerie-audier 2. Esplanade. Sauf sam. et dim., de 11 h 30 à 19 h. Jusqu'au 10 décembre.

MONTGERON. Les peintres russes à Paris (1971-1982). — Château du Moulin de Seuil, Sam et Dim. De 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 décembre.

PONTOISE. Donation Freundlich. Jusqu'en mars 1983. — Camille Pissarro et son fils Lucien — John Benusa-Bart. — Jusqu'au 31 janvier. Musée Pissarro, 17, rue du Château (831-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. — Je collectionne. — Musée Tavel-Delaunay, 4, rue Lemerier (031-93-00). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Du 28 novembre au 30 janvier.



RETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62



## Samedi 27 novembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h TF 1 Vision plus.  
10 h 25 Accordéon, accordéons.  
11 h 45 La séquence du spectateur.  
11 h Journal.  
11 h 35 Pour changer.  
Série : La conquête de l'Ouest ; Les inconnus de l'histoire : 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h, 24 h, 25 h, 26 h, 27 h, 28 h, 29 h, 30 h, 31 h, 32 h, 33 h, 34 h, 35 h, 36 h, 37 h, 38 h, 39 h, 40 h, 41 h, 42 h, 43 h, 44 h, 45 h, 46 h, 47 h, 48 h, 49 h, 50 h, 51 h, 52 h, 53 h, 54 h, 55 h, 56 h, 57 h, 58 h, 59 h, 60 h, 61 h, 62 h, 63 h, 64 h, 65 h, 66 h, 67 h, 68 h, 69 h, 70 h, 71 h, 72 h, 73 h, 74 h, 75 h, 76 h, 77 h, 78 h, 79 h, 80 h, 81 h, 82 h, 83 h, 84 h, 85 h, 86 h, 87 h, 88 h, 89 h, 90 h, 91 h, 92 h, 93 h, 94 h, 95 h, 96 h, 97 h, 98 h, 99 h, 100 h, 101 h, 102 h, 103 h, 104 h, 105 h, 106 h, 107 h, 108 h, 109 h, 110 h, 111 h, 112 h, 113 h, 114 h, 115 h, 116 h, 117 h, 118 h, 119 h, 120 h, 121 h, 122 h, 123 h, 124 h, 125 h, 126 h, 127 h, 128 h, 129 h, 130 h, 131 h, 132 h, 133 h, 134 h, 135 h, 136 h, 137 h, 138 h, 139 h, 140 h, 141 h, 142 h, 143 h, 144 h, 145 h, 146 h, 147 h, 148 h, 149 h, 150 h, 151 h, 152 h, 153 h, 154 h, 155 h, 156 h, 157 h, 158 h, 159 h, 160 h, 161 h, 162 h, 163 h, 164 h, 165 h, 166 h, 167 h, 168 h, 169 h, 170 h, 171 h, 172 h, 173 h, 174 h, 175 h, 176 h, 177 h, 178 h, 179 h, 180 h, 181 h, 182 h, 183 h, 184 h, 185 h, 186 h, 187 h, 188 h, 189 h, 190 h, 191 h, 192 h, 193 h, 194 h, 195 h, 196 h, 197 h, 198 h, 199 h, 200 h, 201 h, 202 h, 203 h, 204 h, 205 h, 206 h, 207 h, 208 h, 209 h, 210 h, 211 h, 212 h, 213 h, 214 h, 215 h, 216 h, 217 h, 218 h, 219 h, 220 h, 221 h, 222 h, 223 h, 224 h, 225 h, 226 h, 227 h, 228 h, 229 h, 230 h, 231 h, 232 h, 233 h, 234 h, 235 h, 236 h, 237 h, 238 h, 239 h, 240 h, 241 h, 242 h, 243 h, 244 h, 245 h, 246 h, 247 h, 248 h, 249 h, 250 h, 251 h, 252 h, 253 h, 254 h, 255 h, 256 h, 257 h, 258 h, 259 h, 260 h, 261 h, 262 h, 263 h, 264 h, 265 h, 266 h, 267 h, 268 h, 269 h, 270 h, 271 h, 272 h, 273 h, 274 h, 275 h, 276 h, 277 h, 278 h, 279 h, 280 h, 281 h, 282 h, 283 h, 284 h, 285 h, 286 h, 287 h, 288 h, 289 h, 290 h, 291 h, 292 h, 293 h, 294 h, 295 h, 296 h, 297 h, 298 h, 299 h, 300 h, 301 h, 302 h, 303 h, 304 h, 305 h, 306 h, 307 h, 308 h, 309 h, 310 h, 311 h, 312 h, 313 h, 314 h, 315 h, 316 h, 317 h, 318 h, 319 h, 320 h, 321 h, 322 h, 323 h, 324 h, 325 h, 326 h, 327 h, 328 h, 329 h, 330 h, 331 h, 332 h, 333 h, 334 h, 335 h, 336 h, 337 h, 338 h, 339 h, 340 h, 341 h, 342 h, 343 h, 344 h, 345 h, 346 h, 347 h, 348 h, 349 h, 350 h, 351 h, 352 h, 353 h, 354 h, 355 h, 356 h, 357 h, 358 h, 359 h, 360 h, 361 h, 362 h, 363 h, 364 h, 365 h, 366 h, 367 h, 368 h, 369 h, 370 h, 371 h, 372 h, 373 h, 374 h, 375 h, 376 h, 377 h, 378 h, 379 h, 380 h, 381 h, 382 h, 383 h, 384 h, 385 h, 386 h, 387 h, 388 h, 389 h, 390 h, 391 h, 392 h, 393 h, 394 h, 395 h, 396 h, 397 h, 398 h, 399 h, 400 h, 401 h, 402 h, 403 h, 404 h, 405 h, 406 h, 407 h, 408 h, 409 h, 410 h, 411 h, 412 h, 413 h, 414 h, 415 h, 416 h, 417 h, 418 h, 419 h, 420 h, 421 h, 422 h, 423 h, 424 h, 425 h, 426 h, 427 h, 428 h, 429 h, 430 h, 431 h, 432 h, 433 h, 434 h, 435 h, 436 h, 437 h, 438 h, 439 h, 440 h, 441 h, 442 h, 443 h, 444 h, 445 h, 446 h, 447 h, 448 h, 449 h, 450 h, 451 h, 452 h, 453 h, 454 h, 455 h, 456 h, 457 h, 458 h, 459 h, 460 h, 461 h, 462 h, 463 h, 464 h, 465 h, 466 h, 467 h, 468 h, 469 h, 470 h, 471 h, 472 h, 473 h, 474 h, 475 h, 476 h, 477 h, 478 h, 479 h, 480 h, 481 h, 482 h, 483 h, 484 h, 485 h, 486 h, 487 h, 488 h, 489 h, 490 h, 491 h, 492 h, 493 h, 494 h, 495 h, 496 h, 497 h, 498 h, 499 h, 500 h, 501 h, 502 h, 503 h, 504 h, 505 h, 506 h, 507 h, 508 h, 509 h, 510 h, 511 h, 512 h, 513 h, 514 h, 515 h, 516 h, 517 h, 518 h, 519 h, 520 h, 521 h, 522 h, 523 h, 524 h, 525 h, 526 h, 527 h, 528 h, 529 h, 530 h, 531 h, 532 h, 533 h, 534 h, 535 h, 536 h, 537 h, 538 h, 539 h, 540 h, 541 h, 542 h, 543 h, 544 h, 545 h, 546 h, 547 h, 548 h, 549 h, 550 h, 551 h, 552 h, 553 h, 554 h, 555 h, 556 h, 557 h, 558 h, 559 h, 560 h, 561 h, 562 h, 563 h, 564 h, 565 h, 566 h, 567 h, 568 h, 569 h, 570 h, 571 h, 572 h, 573 h, 574 h, 575 h, 576 h, 577 h, 578 h, 579 h, 580 h, 581 h, 582 h, 583 h, 584 h, 585 h, 586 h, 587 h, 588 h, 589 h, 590 h, 591 h, 592 h, 593 h, 594 h, 595 h, 596 h, 597 h, 598 h, 599 h, 600 h, 601 h, 602 h, 603 h, 604 h, 605 h, 606 h, 607 h, 608 h, 609 h, 610 h, 611 h, 612 h, 613 h, 614 h, 615 h, 616 h, 617 h, 618 h, 619 h, 620 h, 621 h, 622 h, 623 h, 624 h, 625 h, 626 h, 627 h, 628 h, 629 h, 630 h, 631 h, 632 h, 633 h, 634 h, 635 h, 636 h, 637 h, 638 h, 639 h, 640 h, 641 h, 642 h, 643 h, 644 h, 645 h, 646 h, 647 h, 648 h, 649 h, 650 h, 651 h, 652 h, 653 h, 654 h, 655 h, 656 h, 657 h, 658 h, 659 h, 660 h, 661 h, 662 h, 663 h, 664 h, 665 h, 666 h, 667 h, 668 h, 669 h, 670 h, 671 h, 672 h, 673 h, 674 h, 675 h, 676 h, 677 h, 678 h, 679 h, 680 h, 681 h, 682 h, 683 h, 684 h, 685 h, 686 h, 687 h, 688 h, 689 h, 690 h, 691 h, 692 h, 693 h, 694 h, 695 h, 696 h, 697 h, 698 h, 699 h, 700 h, 701 h, 702 h, 703 h, 704 h, 705 h, 706 h, 707 h, 708 h, 709 h, 710 h, 711 h, 712 h, 713 h, 714 h, 715 h, 716 h, 717 h, 718 h, 719 h, 720 h, 721 h, 722 h, 723 h, 724 h, 725 h, 726 h, 727 h, 728 h, 729 h, 730 h, 731 h, 732 h, 733 h, 734 h, 735 h, 736 h, 737 h, 738 h, 739 h, 740 h, 741 h, 742 h, 743 h, 744 h, 745 h, 746 h, 747 h, 748 h, 749 h, 750 h, 751 h, 752 h, 753 h, 754 h, 755 h, 756 h, 757 h, 758 h, 759 h, 760 h, 761 h, 762 h, 763 h, 764 h, 765 h, 766 h, 767 h, 768 h, 769 h, 770 h, 771 h, 772 h, 773 h, 774 h, 775 h, 776 h, 777 h, 778 h, 779 h, 780 h, 781 h, 782 h, 783 h, 784 h, 785 h, 786 h, 787 h, 788 h, 789 h, 790 h, 791 h, 792 h, 793 h, 794 h, 795 h, 796 h, 797 h, 798 h, 799 h, 800 h, 801 h, 802 h, 803 h, 804 h, 805 h, 806 h, 807 h, 808 h, 809 h, 810 h, 811 h, 812 h, 813 h, 814 h, 815 h, 816 h, 817 h, 818 h, 819 h, 820 h, 821 h, 822 h, 823 h, 824 h, 825 h, 826 h, 827 h, 828 h, 829 h, 830 h, 831 h, 832 h, 833 h, 834 h, 835 h, 836 h, 837 h, 838 h, 839 h, 840 h, 841 h, 842 h, 843 h, 844 h, 845 h, 846 h, 847 h, 848 h, 849 h, 850 h, 851 h, 852 h, 853 h, 854 h, 855 h, 856 h, 857 h, 858 h, 859 h, 860 h, 861 h, 862 h, 863 h, 864 h, 865 h, 866 h, 867 h, 868 h, 869 h, 870 h, 871 h, 872 h, 873 h, 874 h, 875 h, 876 h, 877 h, 878 h, 879 h, 880 h, 881 h, 882 h, 883 h, 884 h, 885 h, 886 h, 887 h, 888 h, 889 h, 890 h, 891 h, 892 h, 893 h, 894 h, 895 h, 896 h, 897 h, 898 h, 899 h, 900 h, 901 h, 902 h, 903 h, 904 h, 905 h, 906 h, 907 h, 908 h, 909 h, 910 h, 911 h, 912 h, 913 h, 914 h, 915 h, 916 h, 917 h, 918 h, 919 h, 920 h, 921 h, 922 h, 923 h, 924 h, 925 h, 926 h, 927 h, 928 h, 929 h, 930 h, 931 h, 932 h, 933 h, 934 h, 935 h, 936 h, 937 h, 938 h, 939 h, 940 h, 941 h, 942 h, 943 h, 944 h, 945 h, 946 h, 947 h, 948 h, 949 h, 950 h, 951 h, 952 h, 953 h, 954 h, 955 h, 956 h, 957 h, 958 h, 959 h, 960 h, 961 h, 962 h, 963 h, 964 h, 965 h, 966 h, 967 h, 968 h, 969 h, 970 h, 971 h, 972 h, 973 h, 974 h, 975 h, 976 h, 977 h, 978 h, 979 h, 980 h, 981 h, 982 h, 983 h, 984 h, 985 h, 986 h, 987 h, 988 h, 989 h, 990 h, 991 h, 992 h, 993 h, 994 h, 995 h, 996 h, 997 h, 998 h, 999 h, 1000 h.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 15 A.N.T.I.O.P.E.  
11 h Journal des sourds et des malentendants.  
11 h 30 Idées à suivre.  
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Série : Drôles de dames.  
14 h 20 Série : San Ku Kai.  
14 h 30 Les jeux du stade.  
14 h 45 Pénalité : Pénalité de la Coupe Davis, en direct de Grenoble.  
17 h Récit A2.  
17 h 45 Les carnets de l'aventure.  
18 h 15 Les carnets de l'aventure.  
18 h 30 Série : « Balai » en ballon « de J. A. Rook ». Des chiffres et des lettres.  
19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 S'il vous plaît.  
20 h Journal.  
20 h 35 Droit de réponse.  
Émission de Michel Polak.  
21 h 15 Les enfants, d'y a qu'un jour (plutôt sage), ce « Droit de réponse », accordé cette fois aux personnes âgées, sera-t-il surprenant ?  
21 h 50 Série : Dailies.  
J.E., l'admirable, satirique toujours et encore, maintient sur le tapis de la société d'aujourd'hui, enfin mise en danger.  
22 h 45 Magazine d'actualité : Sept sur sept.

Les trois jeunes sont maintenant à l'université. Ils documentent le projet qui les sépare de leurs parents et du monde paysan. Une troupe polonoise bien mise en scène. Un document précieux sur la période stalinienne.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

12 h Objectif entreprise.  
Émission de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche).  
12 h 30 Les pieds sur terre.  
Émission de la Mutualité sociale agricole.  
14 h 30 Entrée libre.  
Émission du C.N.D.P.  
Avec Jean Lacombe, journaliste portraitiste de Michel-Ange Balleza, et de Wladimir Kozlov.  
18 h 30 Pour les jeunes.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
20 h 15 Était une fois l'espace.  
20 h Les Jeux.

On sort ce soir : Au Grand Magic Circus et au théâtre de l'Odéon.

Les mélodies du maître. Texte et mise en scène de Jérôme Savary. Réal. P. Badel.  
Un spectacle musical qui raconte quatre histoires : une siamoise amoureuse qui ne sait comment se débarrasser de son double pour vivre le grand amour ; une arabe qui tombe de son trépas parce que son amour la trompe ; un cadre supérieur dont l'attitude est grand d'homme ; une strip-teaseuse frivole.

## FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales : en direct de Marseille, l'orient des Provençaux.  
8 h. Les chemins de la connaissance : la paléontologie.  
9 h 30. Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Diplomatique de demain et économie mondiale.  
9 h 7. Matinée du monde contemporain.  
10 h 45. Démarches avec... Frank Venetia.  
11 h 2. Musique : Dix ans de Festival d'automne à Paris (et à 14 h 5).  
14 h. Sons.

Recherches et pensée contemporaines : le principe de l'anthropologie ou la relation entre l'homme et l'univers.

La deuxième guerre mondiale : l'expansionnisme hitlérien de 1938 à 1939. Avec J. Barlet et J. Bloch.  
13 h 25. Jazz à l'ancienne.  
13 h 30. Radio Canada présente : les Flandres québécoises.  
13 h 40. Théâtre ouvert : Écritures de femmes : « Madame Sarah », de M. Lail.  
22 h 5. La fugue du samedi.

## FRANCE-MUSIQUE

WOLFGANG SAWALLISCH  
6 h 2. Samedi-Matin : œuvres de Beethoven, Brahms, Chopin, Liszt, Prokofiev, Mozart, J.S. Bach, Vivaldi, Weber, Debussy, Beethoven, Orff, Schubert, Bruckner, Wolf, Ziegler, Strauss, Schumann, Furtwängler, Verdi, Haydn.  
17 h. Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : œuvres de Beethoven, Chopin, Brahms, Beethoven, par l'Orchestre de France, dir. W. Sawallisch, sol. P.E. Douchet, piano.  
20 h 30. Concert (donné au Kleinhaus de Salzbourg le 6 août 1982) : « Ariane à Naxos » de R. Strauss, dir. W. Sawallisch, sol. P.E. Douchet, piano.  
20 h 30. Concert (donné au Kleinhaus de Salzbourg le 6 août 1982) : « Ariane à Naxos » de R. Strauss, dir. W. Sawallisch, sol. P.E. Douchet, piano.  
20 h 30. Concert (donné au Kleinhaus de Salzbourg le 6 août 1982) : « Ariane à Naxos » de R. Strauss, dir. W. Sawallisch, sol. P.E. Douchet, piano.

Œuvres de Mendelssohn, Schumann, Schubert, Rostislav.

● Journée Wolfgang Sawallisch (F.M., de 8 heures à 1 heure du matin). Actuellement directeur de l'Opéra de Munich, la ville où il est né en 1923, Wolfgang Sawallisch est de passage à Paris pour diriger l'Orchestre national de France à la basilique de Saint-Denis et au Théâtre des Champs-Élysées. Toujours soucieux d'échapper à sa vocation de virtuose sonore du répertoire, France-Musique a délégué Jean-Pierre Derrien, le meilleur de ses producteurs tout-terrain, escorté de trois spécialistes : Gilles Cantagrel pour la musique, Georges Zelsel pour les archives et Philippe Caloni pour la bonne humeur, avec mission de nous faire découvrir le pianiste, l'accomplisseur de lieder et le chanteur qui se cache derrière le chef d'orchestre. Mais le grand moment de la journée, pour certains, sera la retransmission (à 20 h 30) d'Ariane à Naxos, de Richard Strauss, enregistré en août dernier au Festival de Salzbourg — G. C.

## Dimanche 28 novembre

## Deux films

## POLICE PYTHON 357

Film français de Alain Corneau (1978), avec Y. Montand, S. Giguère, F. Poirier, S. Sandrelli, M. Carrière.  
TF 1, 20 h 35.  
\* Les mystères d'Orléans, un inspecteur de police pris au piège d'une machination de son supérieur, commissaire, qui a commis un meurtre. Réalisme noir et psychologique pour décrire les rapports de force et de classes dans une ville de province au sein de la société contemporaine. Mise en scène et interprétation remarquables.

## LE VOLEUR

Film français de Maurice Tourneur (1933), avec M. Renaud, V. France, J. Worms, J.-P. Aumont, Y. Lafont.  
FR 3, 22 h 30.  
\* Les exécutés dramatiques, totalement démodés, d'une série d'Henry Bernheim. Virtuosité de la caméra dans une belle histoire, virtuosité des acteurs (dont Madeleine Renaud, charmante et maitresse) chargés de faire un sort à des dialogues impossibles. Un moyen métrage qu'on peut voir par curiosité.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.  
10 h 30 La source de vie.  
10 h 30 Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe célébrée en la paroisse Notre-Dame de l'Ass.

## Deux films

## POLICE PYTHON 357

Film français de Alain Corneau (1978), avec Y. Montand, S. Giguère, F. Poirier, S. Sandrelli, M. Carrière.  
TF 1, 20 h 35.  
\* Les mystères d'Orléans, un inspecteur de police pris au piège d'une machination de son supérieur, commissaire, qui a commis un meurtre. Réalisme noir et psychologique pour décrire les rapports de force et de classes dans une ville de province au sein de la société contemporaine. Mise en scène et interprétation remarquables.

## LE VOLEUR

Film français de Maurice Tourneur (1933), avec M. Renaud, V. France, J. Worms, J.-P. Aumont, Y. Lafont.  
FR 3, 22 h 30.  
\* Les exécutés dramatiques, totalement démodés, d'une série d'Henry Bernheim. Virtuosité de la caméra dans une belle histoire, virtuosité des acteurs (dont Madeleine Renaud, charmante et maitresse) chargés de faire un sort à des dialogues impossibles. Un moyen métrage qu'on peut voir par curiosité.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.  
10 h 30 La source de vie.  
10 h 30 Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe célébrée en la paroisse Notre-Dame de l'Ass.

## Deux films

## POLICE PYTHON 357

Film français de Alain Corneau (1978), avec Y. Montand, S. Giguère, F. Poirier, S. Sandrelli, M. Carrière.  
TF 1, 20 h 35.  
\* Les mystères d'Orléans, un inspecteur de police pris au piège d'une machination de son supérieur, commissaire, qui a commis un meurtre. Réalisme noir et psychologique pour décrire les rapports de force et de classes dans une ville de province au sein de la société contemporaine. Mise en scène et interprétation remarquables.

## LE VOLEUR

Film français de Maurice Tourneur (1933), avec M. Renaud, V. France, J. Worms, J.-P. Aumont, Y. Lafont.  
FR 3, 22 h 30.  
\* Les exécutés dramatiques, totalement démodés, d'une série d'Henry Bernheim. Virtuosité de la caméra dans une belle histoire, virtuosité des acteurs (dont Madeleine Renaud, charmante et maitresse) chargés de faire un sort à des dialogues impossibles. Un moyen métrage qu'on peut voir par curiosité.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.  
10 h 30 La source de vie.  
10 h 30 Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe célébrée en la paroisse Notre-Dame de l'Ass.

## Deux films

## POLICE PYTHON 357

Film français de Alain Corneau (1978), avec Y. Montand, S. Giguère, F. Poirier, S. Sandrelli, M. Carrière.  
TF 1, 20 h 35.  
\* Les mystères d'Orléans, un inspecteur de police pris au piège d'une machination de son supérieur, commissaire, qui a commis un meurtre. Réalisme noir et psychologique pour décrire les rapports de force et de classes dans une ville de province au sein de la société contemporaine. Mise en scène et interprétation remarquables.

## LE VOLEUR

Film français de Maurice Tourneur (1933), avec M. Renaud, V. France, J. Worms, J.-P. Aumont, Y. Lafont.  
FR 3, 22 h 30.  
\* Les exécutés dramatiques, totalement démodés, d'une série d'Henry Bernheim. Virtuosité de la caméra dans une belle histoire, virtuosité des acteurs (dont Madeleine Renaud, charmante et maitresse) chargés de faire un sort à des dialogues impossibles. Un moyen métrage qu'on peut voir par curiosité.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.  
10 h 30 La source de vie.  
10 h 30 Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe célébrée en la paroisse Notre-Dame de l'Ass.

## Deux films

## POLICE PYTHON 357

Film français de Alain Corneau (1978), avec Y. Montand, S. Giguère, F. Poirier, S. Sandrelli, M. Carrière.  
TF 1, 20 h 35.  
\* Les mystères d'Orléans, un inspecteur de police pris au piège d'une machination de son supérieur, commissaire, qui a commis un meurtre. Réalisme noir et psychologique pour décrire les rapports de force et de classes dans une ville de province au sein de la société contemporaine. Mise en scène et interprétation remarquables.

## LE VOLEUR

Film français de Maurice Tourneur (1933), avec M. Renaud, V. France, J. Worms, J.-P. Aumont, Y. Lafont.  
FR 3, 22 h 30.  
\* Les exécutés dramatiques, totalement démodés, d'une série d'Henry Bernheim. Virtuosité de la caméra dans une belle histoire, virtuosité des acteurs (dont Madeleine Renaud, charmante et maitresse) chargés de faire un sort à des dialogues impossibles. Un moyen métrage qu'on peut voir par curiosité.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.  
10 h 30 La source de vie.  
10 h 30 Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe célébrée en la paroisse Notre-Dame de l'Ass.

## Deux films

## POLICE PYTHON 357

Film français de Alain Corneau (1978), avec Y. Montand, S. Giguère, F. Poirier, S. Sandrelli, M. Carrière.  
TF 1, 20 h 35.  
\* Les mystères d'Orléans, un inspecteur de police pris au piège d'une machination de son supérieur, commissaire, qui a commis un meurtre. Réalisme noir et psychologique pour décrire les rapports de force et de classes dans une ville de province au sein de la société contemporaine. Mise en scène et interprétation remarquables.

## LE VOLEUR

Film français de Maurice Tourneur (1933), avec M. Renaud, V. France, J. Worms, J.-P. Aumont, Y. Lafont.  
FR 3, 22 h 30.  
\* Les exécutés dramatiques, totalement démodés, d'une série d'Henry Bernheim. Virtuosité de la caméra dans une belle histoire, virtuosité des acteurs (dont Madeleine Renaud, charmante et maitresse) chargés de faire un sort à des dialogues impossibles. Un moyen métrage qu'on peut voir par curiosité.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.  
10 h 30 La source de vie.  
10 h 30 Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe célébrée en la paroisse Notre-Dame de l'Ass.

## Lundi 29 novembre

## Trois films

## LES PARTISANS ATTAQUENT À L'ANDE

Film italien de Nanni Loy (1961), avec R. Salvatori, T. Milani, C. Gravina, N. Castelnuovo, L. Trieste.  
TF 1, 14 h 30.  
\* Rome, 1943, l'occupation allemande. Trois jeunes gens en fuite qui se joignent aux partisans. Reconstitution intéressante d'une époque troublée, psychologie un peu simplifiée, scènes d'action réussies.

## DOCTEUR FRANÇOISE GAILLARD

Film français de Jean-Louis Bertucelli (1975), avec A. Girardot, J.-P. Cassel, F. Poirier, L. Mupert, W. Gory.  
TF 1, 20 h 35.  
\* Une femme-médecin, en difficulté familiale, et atteinte du cancer du pou-

## LES PARTISANS ATTAQUENT À L'ANDE







FR 3 A L'HEURE DE LA DÉCENTRALISATION

# Un entretien avec M. André Holleaux

Le pluralisme ne se mesure pas avec une règle à calcul

Nominations, départs, mutations... le climat reste lourd dans l'ensemble des stations régionales à la veille de nouveaux changements (le Monde du 24 novembre). M. André Holleaux, qui remplace depuis le 17 septembre M. Guy Thomas à la tête de la troisième chaîne, s'est fait remarquer pour l'instant par sa grande discrétion. Il nous indique ici dans quel « esprit » il entend mener une réforme, dont il définit les grands axes au cours d'une conférence de presse, le 26 novembre.

Si M. Guy Thomas se présentait volontiers comme un « fils du peuple », bon vivant, carré — jusqu'à l'excès, — M. André Holleaux offre plutôt le visage d'un technocrate raffiné, discret et affable. C'est un « administratif », prudent dans ses jugements, précis sur les faits. Un « militant associatif », ouvert au monde, attentif aux changements, cet « honnête homme », qui a le sonnet du mot juste, de l'équilibre en toutes choses, aime particulièrement cette phrase de Paul Valéry : « L'univers est affligé de deux maux, l'ordre et le désordre. »

« Depuis que vous avez été nommé — pour trois ans — à la tête de cette chaîne, vous avez peu fait de déclarations publiques, vous avez observé, écouté, dit-on. Qu'est-ce qui vous a frappé le plus en arrivant dans cette maison, vous qui êtes un homme de l'extérieur ? »

— Mon prédécesseur a eu une tâche difficile : il avait sa conception des choses, que je respecte. Je n'en jugerai pas. Avant d'avoir une réflexion d'ensemble sur les programmes — qui sont la mission de FR 3 —, un de mes premiers objectifs a été d'organiser clairement le siège de cette société, de bien préciser les responsabilités de chacun, autrement dit : « Qui fait quoi ? » Je veux « déconcentrer » le plus possible, faire largement confiance à mes collaborateurs, et, si possible, être au sommet un inspirateur et un moteur. Je ne veux pas regarder les choses du haut d'un trône ; aussi ai-je des contacts fréquents avec chaque responsable. Je défais les échotteries et les murures, je suis pour la complémentarité des savoirs et le travail en équipe.

« Mon impression première ? En résumé beaucoup, je dirais que j'ai trouvé un personnel de qualité, souvent motivé pour l'action. Mais, je dirais aussi, par rapport à l'administration d'où je viens, que l'encadrement est ici plus étouffé... »

« Etouffé ou pléthorique ? Pierre Schaeffer parlait dans son livre les Antennes de Jéricho de cette allée des Pharaons où l'on mettrait, au fur et à mesure des changements de pouvoir, tous ceux qui avaient servi sous le régime précédent. »

« Cela ne m'intéresse pas de connaître les raisons des « éliminations ». Mon but est d'utiliser au mieux les compétences de chacun, car ce qui doit prévaloir dorénavant — et je suis d'accord en cela avec Edouard Guibert, le directeur de l'information, — c'est la valeur professionnelle. Et il y a ici un grand nombre de professionnels sérieux. »

« La mission de FR 3, telle que la loi l'a définie, est essentielle pour moi. Et dans ce sens, je préfère l'appellation France-Régions à celle de FR 3. Il s'agit de donner aux régions une capacité de choix, d'initiative, de création en fonction des données propres de chacune, de sa richesse culturelle, de son potentiel, toutes choses qui ont été parfois discréditées ou ignorées par Paris. Très concrètement, nous avons le devoir de créer dans les quatre années à venir — et je veux que ce délai soit respecté — douze sociétés régionales au fonctionnement desquelles FR 3 contribuera et auxquelles l'entente donnera une autonomie suffisante. On touche là un problème difficile, car il y a des éléments contraignants. »

## « Suggérer, persuader, ...m'obstiner »

« Le budget ? vous avez parlé récemment de passer dans chaque région d'une heure de production par jour en 1983, ce qui coûte très cher. Cela sera-t-il possible ? »

— Nous bénéficions d'une fraction de la redevance et bientôt nous aurons les ressources qui viendront de la publicité. L'autonomie s'inscrira, bien entendu, dans ce cadre : première difficulté. La seconde : le personnel de FR 3 est le plus nombreux des trois chaînes, environ quatre mille agents permanents, qui aspirent à des régimes très voisins de ceux des autres chaînes. Nous avons mis en place un processus d'étude et de négociations d'une convention collective unique pour les personnels des différentes chaînes. Ce qui limite l'idée d'autonomie. En ce qui concerne le personnel, la régionalisation ne peut aller jusqu'à la pleine autonomie.

« La troisième difficulté concerne le passage à une heure de programme régional par jour dans chaque région. J'en ai discuté avec les syndicats, avec le comité central d'entreprise. Je suis allé à Limoges, à Besançon, à Lille, à Dijon ; j'ai bien sûr à La Rochelle, à Strasbourg, en Corse et ainsi de suite... Je dirai : ne posons pas de normes générales, modulons. Je crois qu'une démarche uniforme serait contraire à l'esprit même de la régionalisation. Les

directeurs régionaux ont été invités à faire des propositions dans ce sens. Si l'on augmente le programme régional, il faut que ce soit d'abord en qualité. Sinon la régionalisation sera décriée. »

— Justement, comment pensez-vous améliorer la qualité des programmes régionaux ?

— En donnant de l'autonomie aux gens. Pas de vision centralisatrice ; évitons d'enfermer les choses dans des théories. Et ne replions pas nos plus riches régions sur leur propre contemplation. Il faut arriver à ce que le programme national soit largement composé de programmes venant des régions. La distinction entre le « régional » et le « national » est superficielle. Ce qui importe, c'est la qualité.

« Que faut-il transformer selon vous à l'échelon national ? »

— J'ai vu des choses bonnes, d'autres moins bonnes, mais je ne ferai pas encore état de mes réflexions globales. Le programme national révèle, je crois, une chaîne courageuse, qui ouvre des portes. Il ne s'agit pas non plus d'imiter les deux autres chaînes. Les téléspéctateurs sont immensément divers dans leurs besoins et réactions. FR 3 doit avoir sa spécificité.

« Pour ce qui n'est pas bon, que ferez-vous ? »

— Je ne crois pas qu'on change les choses d'un coup. Il faut dire sans ambages, mais en tâchant de convaincre. Je ne suis pas pour les ordres qu'on donne et qu'il faut exécuter.

« Vous êtes pour la politique du conseil plutôt que pour celle de la bousculade ? »

— J'ai mes propres façons de procéder : suggérer, persuader et... m'obstiner.

« Avez-vous des orientations générales ? »

— Certaines, oui, qui résultent de l'action associative, mon domaine de prédilection. Problèmes des consommateurs, des relations entre l'administration et le public, de l'environnement. On peut contribuer, je crois, à ce que les gens soient individuellement responsables du patrimoine collectif. Mais il ne faut pas que cette télévision devienne doctrinale et compassée ! Il faut parler de manière plaisante, enjouée. La télévision est aussi une détente.

« On a assisté à une série de nominations, de mutations, ces derniers temps dans les B.R.I. (bureaux régionaux d'information). On a parlé de « purges ». Après avoir été les relais de l'ancienne majorité, les B.R.I. ne sont-ils pas en train de devenir ceux de la nouvelle majorité ? Vous avez insisté sur le pluralisme qui doit caractériser l'information nationale et régionale, à la réunion des responsables régionaux à Limoges. »

— Chaque fois que nous constatons un manque au pluralisme, nous le disons. C'est vrai qu'il y a des « sensibilités » différentes, puis-que c'est le mot à la mode, mais je n'ai pas à tenir compte des opinions politiques qu'auraient les uns et les autres. Je tiens seulement à ce qu'il y ait des hommes professionnels. Vous avez employé le mot « purge ». Je le bannis autant que celui d'inquisition.

« Cela dit, je voudrais préciser le sens du mot pluralisme. Il y a un discours qui consiste à dire : les journalistes ont chacun sa sensibilité, ils doivent l'exprimer dans leur métier, et s'il y a des sensibilités différentes, l'ensemble sera objectivement satisfaisant. Je dis qu'un journaliste est un professionnel de l'information, ce qui veut dire qu'il doit rendre compte avec une certaine distance de tous les points de vue, sans sacrifier sa propre personnalité, mais sans heurter celle des autres. Tous les médias passionnés ont à résoudre la quadrature du cercle. Il ne faut pas prendre le pluralisme dans un sens mathématique, le mesurer avec une règle à calcul. Mais, sur des événements immédiats, il faut faire très attention, s'efforcer de donner une part équitable aux points de vue qui surgissent. Quant aux situations plus diffuses, le pluralisme peut être respecté sur une certaine durée. »

« Que pensez-vous de « Soir-3 », si critiqué ? »

— J'entends des réflexions dont certaines sont fondées. D'embellie je souhaite, surtout à cette excellente

heure d'écoute, un journal plus court et plus alerte.

« Depuis le temps que de nouveaux directeurs passent, on sent une grande incertitude, pour ne pas dire une méfiance parmi le personnel. Quel climat avez-vous trouvé du côté des syndicats ? »

— La relation avec les organisations syndicales est fondamentale dans mon travail. Mais il y a une incertitude pour moi : la rapidité des évolutions technologiques. Je pense aux câbles, aux satellites, aux magnétoscopes, aux vidéodisques, à tous ces appareils qui permettent aux téléspéctateurs de choisir leur émission. Nous n'avons pas encore abordé ce thème dans les réunions, mais il me semble que l'on se pose, là, les mêmes questions. Nous ne pouvons plus raisonner comme si on était protégé de toutes ces avancées. Nous devons davantage prendre conscience de cette mutation. Evitons les comportements corporatistes et conservateurs. Trop de changements sont perçus sous le seul angle : « qu'est-ce qu'on va devenir ? »

## « Éviter le repliement et les blocages »

« Si nous nous enfonçons dans nos enveloppes, nous allons nous heurter au caractère inexorable du changement technique. Je ne voudrais pas, moi qui suis un homme du service public, que cette solution soit compromise par des attitudes figées. Nous devons éviter le repliement, l'égoïsme et les blocages qui pourraient permettre à toute une série de forces incontrôlables de s'engouffrer. Je suis d'autant plus sensible à cela que j'ai assisté à l'éclosion des radios privées, où l'on travaille avec des bouts de ficelle et des bénévoles. Cette effervescence traduit un phénomène culturel fondamental. Mais le jour où cela s'étendra à la télévision ? La télévision publique va-t-elle tenir le coup devant ces irrutions ? Il faut avoir en perspective non pas le long mais le moyen, et même le court terme, c'est-à-dire les années 80. »

« Et la publicité ? On a beaucoup parlé d'Havas ? »

— Je n'ai pas encore pris de décision. Un certain nombre de problèmes se posent, en effet, en ce qui concerne la publicité régionale. Si beaucoup d'entreprises locales sont l'émulation des sociétés parisiennes, je souhaite aussi que les entreprises vraiment locales accèdent à ce marché. Il faut trouver une formule qui concilie le tour et qui tienne compte de la presse écrite. Laisser les régions libres de choisir ? Cela irait dans le sens de mes inclinations, mais il y a un problème d'harmonisation ; une certaine coordination est nécessaire.

« Votre passage dans les radios privées vous a-t-il appris quelque chose qui puisse être utile dans votre réflexion sur les télévisions régionales ? »

— Certainement. L'importance des relations avec les associations, les mutuelles, les chambres de commerce, parfois les municipalités. France-Régions 3 pourrait être en relation avec tous ces groupes qui expriment une richesse, ou qui débattent dans l'audiovisuel. Cela peut poser cependant un problème délicat. Par exemple, avec les conseils régionaux, qui seront pour nous d'importants interlocuteurs : il faut que nos professionnels conservent leur indépendance et leur liberté de jugement. Ils ne doivent pas être les victimes des jeux politiques. »

Propos recueillis par CATHERINE HUMBLLOT.

## TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 24 NOVEMBRE

— M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.

JEUDI 25 NOVEMBRE

— M. Jean-Claude Gaudin, député des Bouches-du-Rhône, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, est invité à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 8 h 30.

Mercredi 24 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1



- 20 h 35 Les mercredis de l'information : Le dossier Wallenberg. Le fantôme du goulat, réal. J.-M. Meuric. Deuxième volet du reportage sur l'affaire Wallenberg. L'équipe des « Mercredis de l'information » s'est déplacée à Rio-de-Janeiro, à Budapest et à Washington pour enquêter sur le faux diplomate qui évita l'assassinat de milliers de juifs hongrois persécutés par les nazis.
- 21 h 45 Concert. Concerto pour piano et orchestre en la mineur, de Robert Schumann, par l'Orchestre national de France, sous la direction d'E. Jochum, sol. V. Jochum.
- 22 h 25 Documentaire : Elle Wiesel ou la ferveur hassidique. Réal. M. Grinvald et M. Bertin. Une évocation du merveilleux conteur de l'exode du peuple juif.
- 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Jo Kennedy le méconnu. Réal. R.T. Heffron. L'histoire de Jo, fils aîné de la famille Kennedy engagé

Jeudi 25 novembre

En cas de grève générale, les programmes risquent d'être perturbés. Aucune définition exacte du « programme minimum » n'ayant été véritablement avancée depuis la nouvelle loi sur la communication audiovisuelle, ce sera à la direction des chaînes de décider. En tout état de cause, cependant, les programmes devraient être réduits à des informations régionales de 19 h 20 à 19 h 40, à un journal de 20 heures à 20 h 30, et à un programme enregistré (ou un film) de 20 h 30 à 22 heures.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 TF 1 Vision plus.
- 12 h 10 Juge Box.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Emissions régionales.
- 14 h 50 Objectif santé : Retour au sport.
- 14 h Les rendez-vous du jeudi.
- 14 h 50 C'est à vous.
- 15 h 25 Le village dans les nuages.
- 16 h 50 Histoire d'en rire.
- 17 h 05 A la une.
- 18 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Libre expression.
- La C.G.T.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilleton : Mozart. C'est lui, le fils cadet, de M. Marceau. Avec C. Bantez, M. Chevalier, M. Robinson. Le Requiem (sixième épisode).
- 1788 : Mozart est parti d'une véritable rage d'écrire, compose Cinq ans plus tard, la Flûte enchantée, et à la sortie d'une représentation, Mozart meurt à l'âge de trente-cinq ans.
- 22 h 10 Histoire de la vie : l'aventure inachevée. Émission de P. Desgranges, avec E. Lalou et I. Barrière. Réal. M. Trillat. La croissance affolante de la population et la nourriture nécessaire à la vie humaine.
- 23 h 05 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E. Journal.
- 12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Emissions régionales.
- 14 h 50 58 minutes des autres.
- 15 h Aujourd'hui la vie.
- 16 h Cinéma : Vingt mille lieues sur la terre. Film franco-soviétique de M. Pagiéro (1960), avec L. Zinner, J. Geyen, J. Rochefort, T. Samolova, Y. Bielov. Trois Français font, en voiture, un voyage-reportage à travers l'U.R.S.S. L'interprète, qui leur sert de guide, les entraîne dans un itinéraire fantaisiste car il veut retrouver la fin de son film.
- Comédie réalisée sous le signe de l'amitié franco-soviétique. Humour, tourisme et gentillesse. Tous le monde est heureux en Russie, les images sont belles et Léon Zitrone tiens, au naturel, son rôle de reporter.
- 16 h 30 Magazine : Un temps pour tout.
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Organisations professionnelles.
- La C.G.C.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Magazine : Affaire vous concernant. « Refuzniks » ou la liberté refusée. Un document tourné à Moscou et à Leningrad par les dissidents soviétiques. (Lire notre article page 20).
- 21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Rockline : des extraits des meilleurs émissions de rock de la B.B.C. ; Mombillard : le rock sort ses griffes.

volontaire dans la guerre 1939-1945 et disparu au cours d'une mission.  
22 h 15 Remue-Ménages.  
Une rétrospective des meilleures séquences de ce magazine pétillant lancé en janvier dernier par G. Leuzun et CL. Osterberger.  
23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

Retrouvez les héros du « Dossier Wallenberg » dans le grand livre de GILBERT JOSEPH « MISSION SANS RETOUR » ALBIN MICHEL

- 20 h 35 Série : Guillaume le Conquérant. Réal. G. Grangier avec H. Belin, J. Terry, E. Silage.
- 20 h 45 La vie d'Alkan : Alkan précurseur d'un post-modernisme musical ?
- 21 h 30 Espace francophone. Le magazine du monde d'expression française. Avec comme invités le chanteur suisse M. Buhler, Tahar Ben-Jelloun, écrivain marocain. Deux dossiers : la presse arabe d'expression française, le français, langue scientifique internationale.
- 22 h 25 Journal.
- 22 h 35 Prélude à la nuit. Œuvres de Strauss.
- 23 h 05 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30. La science en marche : le chien mordra-t-il ?
- 20 h 45. La vie d'Alkan : Alkan précurseur d'un post-modernisme musical ?
- 22 h 30. Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 18 h 30. Concert (donné au Grand Auditorium de Radio-France le 10 janvier 1981) : « Symphonie », de Baccus, par l'Orchestre national de France, dir. G. Ferro.
- 21 h 45. Concert (donné le 14 mai 1982 à la Salle Pleyel à Paris), en simultané avec TF 1. « Concerto pour piano et orchestre en la mineur » de Schumann, par l'Orchestre national de France, dir. E. Jochum, sol. V. Jochum, piano.
- 22 h 15. La nuit sur France-Musique : Le club des archives.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Court-métrage.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé. Il était une fois l'espace.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Agora : La liberté d'aimer. Une émission de la communauté des télévisions francophones, en direct et en triplex avec Paris, Montréal et Genève. Réal. P.-M. Coudy, P. Mahé et Y. Dubus. FR 3 : T'avais quel âge, toi ? Suisse : Moi, c'est pas pareil ; Canada : Elle pourrait être sa mère.
- 21 h 20 Journal.
- 22 h 30 Prélude à la nuit. Sérénade n° 21, opus 1 et étude n° 1, opus 2 d'Alexandre Scriabine, avec A. Kremski au piano.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2. Mathématiques : En direct de Marseille, l'Orient des Provençaux.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : Instants de lumière ; à 8 h 32, la justice du roi ; à 8 h 50, l'herbe des laïques.
- 9 h 7. Mathématiques de la littérature, avec Marthe Robert.
- 10 h 45. Questions en zigzag : à J.-J. Gautier, « Amitié tenace ».
- 11 h 2. Musique : Lieux communs, par G. Léon (et à 13 h 30 et 17 h 30).
- 12 h 5. Nous tous chers.
- 12 h 45. Panorama, avec Marthe Robert.
- 14 h. Sois : Fous en fête.
- 14 h 5. Un livre, des voix : « La Danse du loup », de S. Bramly.
- 14 h 45. Les après-midi de France-Culture : départementale à Marseille ; à 17 h, Roue libre.
- 18 h 30. Feuilleton : Cérès.
- 19 h 25. Jazz à l'antenne.
- 19 h 30. Les progrès de la biologie et de la médecine : le cœur artificiel, par le professeur J.-P. Cachera.
- 20 h 30. Les nouvelles reportages : « Pique-nique », de R. Daron, réal. G. Peyron. Avec C. Hubert et J. Laurens.
- 21 h 30. Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2. Musique du matin : œuvres de Beethoven, Hoffmeister, Saint-Saëns, Liszt, Chopin.
- 8 h 7. Quotidien-musique.
- 9 h 5. L'oreille en collation.
- 9 h 20. Les matinées des musiciens, œuvres de Beethoven, J. Brahms.
- 12 h. Le royaume de la musique : œuvres de Fauré, Ravel.
- 12 h 35. Jazz : Les Chicagoans.
- 13 h. Musique libre : œuvres de Dode Zieher, J. Strauss, Millock, Bourdin, Wienawsky, Mendelssohn.
- 14 h 4. D'une œuvre à l'autre, œuvres de J. Strauss, Rachmaninov, Gounod, Liszt, Rossini, Haydn.
- 17 h 2. Repères contemporains, œuvres de Stockhausen.
- 17 h 30. Les intégrales, des œuvres de Szysmanov.
- 18 h 30. Concert, jazz, le groupe Galigal.
- 19 h 30. Jazz, le bloc-notes.
- 20 h Actualité lyrique.
- 20 h 30. Concert (donné le 5 novembre 1982, à la Salle Pleyel, à Paris). Répertoire de chant : œuvres de Schubert, par E. Ameling, accompagné par D. Baldwin, piano.
- 23 h 30. La nuit sur France-Musique : Musique de nuit, œuvres de Tartinì ; 23 h. Studio de recherche radiophonique, œuvres de Dufour, Mailhard ; 0 h 5. Nocturnes, œuvres de Beethoven, J. Brahms, Gounod, Mozart.



chez votre concessionnaire Renault

du 20 au 27 novembre

42 MOIS DE CREDIT TOTAL

sans versement comptant,

sur les occasions garanties O.R.

et 36 MOIS DE CREDIT TOTAL

sans versement comptant,

sur toutes les autres voitures d'occasion.

OCCASIONS RENAULT

سكوا من الأصل



# JACQUES DEMY PROGEFI TOP 1 TF 1 FILMS PRODUCTION et UGC remercient

Mireille Amiel (*Cinéma 82, C.F.D.T. Magazine*) — Jean-Jacques Bernard (*Antenne 2*) — Henri Béhar (*Première*) — Alain Bévérini (*TF 1*) — Robert Benayoun (*Positif*) — Michel Boué (*L'Humanité*) — Michel Boujut (*Antenne 2, les Nouvelles Littéraires*) — Jean-Pierre Berthomé — Claude Beylie (*L'Avant-Scène cinéma*) — Emile Breton (*Révolution*) — Alain Carbonnier (*Cinéma 82*) — Albert Cervoni (*L'Humanité*) — Robert Chazal (*France-Soir*) — Claire Clouzot (*Biba*) — **CAHIERS DU CINÉMA** : Olivier Assayas, Alain

Bergala, Pascal Bonitzer, Michel Chion, Yann Lardreau, Serge Le Péron, Jean Narboni, Alain Philippot, Guy-Patrick Sainderichin, Louis Skorecki, Charles Tesson, Serge Toubiana — Philippe Carcassonne (*Cinématographe*) — Emmanuel Carrère (*Télérama, Positif*) — Philippe Collin (*Elle*) — Serge Daney (*Libération, Cahiers du cinéma*) — Marc Esposito (*Première*) — Jacques Fieschi (*Cinématographe*) — Odile Grand (*Cosmopolitan, les Nouvelles littéraires*) — Bernard Genin (*Télérama*) — Gaston Haustrate (*Cinéma 82*) — Louella Intérim

(*Libération*) — Jacqueline Lajeunesse (*la Revue du cinéma*) — Jean-Pierre Lavoignat (*Première*) — Gérard Lefort (*Libération*) — Michel Laszlo (*Rouge, Radio Fréquence libre*) — Samuel Lachize (*L'Humanité Dimanche*) — Dominique Maillet (*Première*) — Louis Marcorelles (*le Monde*) — Joël Maggy (*Cinéma 82*) — Marcel Martin (*la Revue du cinéma, Révolution*) — Françoise Maupin (*A.F.P.*) — Michel Mardore (*le Nouvel Observateur*) — Colette Millon (*Sud-Ouest Dimanche*) — Michel Marie — Frédéric

que Moreau — Christine de Montvalon (*Télérama*) — Frédéric Mitterrand (*TF 1*) — Stella Molitor (*Première*) — Martine Moriconi (*Jacinto*) — Pierre Murat (*Télérama*) — Jacqueline Naacche (*Cinéma 82*) — Dominique Palni (*Art Press, Studio 43*) — Fabienne Pascaud (*Télérama*) — Jacques Petat (*Cinéma 82*) — Gérard Péron (*Lumière*) — Michel Pérez (*le Matin*) — Dominique Rabourdin (*Antenne 2, Cinéma 82*) — Marie Renoir (*Elle*) — Alain Riou (*le Matin*) — Ignacio Ramonet (*le Monde diplomatique*) — Jean Roy (*Cinéma 82, Révolution*)

— Yoschka Schidlow (*Télérama*) — Jacques Siclier (*le Monde*) — Noël Simsolo (*la Revue du cinéma, Révolution*) — Pierre Salanches (*Première*) — Claude-Marie Trémois (*Télérama*) — Gérard Vaugeois (*L'Humanité Dimanche, Révolution, France Culture*) — Luce Vigo (*Révolution*) — Christian Viviani (*Positif*) — Jean Wagner (*Télérama, A.F.P.*) — Lydie Trigano et le Forum des Cinémas méditerranéens — La Fédération française des ciné-clubs — Le Syndicat français de la critique de cinéma.

de leur enthousiasme  
pour  
**une  
chambre  
en ville**

red 24

GILBERT JOSEPH  
"MISSION  
SANS RETOUR"  
ALB. MICHEL

no 25

Supplément hebdomadaire à la revue du cinéma  
N° 25 - 25 novembre 1982 - 10 pages  
Prix de vente : 10 F

Supplément hebdomadaire à la revue du cinéma  
N° 25 - 25 novembre 1982 - 10 pages  
Prix de vente : 10 F

Supplément hebdomadaire à la revue du cinéma  
N° 25 - 25 novembre 1982 - 10 pages  
Prix de vente : 10 F

Supplément hebdomadaire à la revue du cinéma  
N° 25 - 25 novembre 1982 - 10 pages  
Prix de vente : 10 F

Supplément hebdomadaire à la revue du cinéma  
N° 25 - 25 novembre 1982 - 10 pages  
Prix de vente : 10 F







# ET DES SPECTACLES

## MUSIQUE

### Les concerts

**MERCREDI 24 NOVEMBRE**  
**CENTRE MUSICAL ROSENDOFFER**, 21 h : M. Metzer, J. Parnis, G. Schwarz, J.-C. Devaux (Schubert, Fauré).  
**SALLE FLEYEL**, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : E. Krivine (Takemitsu, Dvořák, Strauss).  
**SALLE GAVEAU**, 20 h 30 : Ensemble Orchestral de Paris (Haydn, Mozart, Schubert).  
**ÉGLISE SAINT-MEDARD**, 21 h : Ensemble Instrumental S. Boquet (Albinoni, Bach, Couperin, Telemann etc.).  
**JEUDI 25 NOVEMBRE**  
**SALLE GAVEAU**, 20 h 30 : Orchestre de Braxia Bergame, dir. : A. Orizio (Vivaldi, Bach).  
**SALLE FLEYEL**, 20 h 30 : voir le 24.  
**LUCERNAIRE**, 19 h 45 : R. Lebeau, M. Peyregne, (Bartók, Weber, Prokofiev etc.).  
**RADIO-FRANCE**, Auditorium 106, 20 h 30 : O. Bazmon (Corelli, J. Hovvax, J.-M. Trelard (Corelli, Sor, Marco, Jolivet).  
**CRYPTÉE SAINT-AGNES**, 20 h 30 : H. Nagelsen, F. Martin, (Dowland, de Poeset).  
**ÉGLISE SAINT-LOUIS EN L'ÎLE**, 21 h : Orchestre des Philharmonistes de Châteauroux, dir. : J. Komiva (Weill, Kodaly, Komiva).  
**CRYPTÉE DES DOMINICAINS**, 20 h 45 : Ensemble Venera et Nova.  
**MUSÉE CARNAVALET**, 20 h 30 : F. Fernandez, F. Malgouyres, M. Muller, Ph. Pierot, A. Pizet-Zylberajch, (Purcell, Jankin, Couperin, Marais).  
**FACULTÉ DE DROIT ASSAS**, 20 h 30 : A. Khan, J. Foresta, Sombromanyan, (musique de l'Inde du Nord).  
**THÉÂTRE DE POCHÉ**, 19 h : R. Dyens, P.-Y. Sorin, J.-C. Coddaba.

**VENDREDI 26 NOVEMBRE**  
**LUCERNAIRE**, 19 h 45 et 21 h : voir le 25.  
**RADIO-FRANCE**, Grand Auditorium, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : L. Hager (Corelli, Haydn, Mozart).  
**SORBONNE**, Amph. Richelieu, 12 h 30 : W. Boels (Froberger, Bach, Brouwer etc.).  
**SALLE GAVEAU**, 20 h 30 : Kammerchor de Stuttgart (Mozart).  
**ÉGLISE SAINT-MEDARD**, 21 h : Ensemble Instrumental A. Stajic (Vivaldi).  
**FIAP**, 20 h 30 : G. et Ch. Andrianian (Beethoven, Brahms, Schumann).  
**ÉGLISE DES BILLETTES**, 21 h : L. Cavassilis, C. Perissiadis, P. Muri (Vivaldi, Beethoven, Stamitz etc.).  
**SALLE FLEYEL**, 20 h 30 : E. Indjic (Fauré, Chopin, Scarlatti, Ravel, etc.).  
**THÉÂTRE DE POCHÉ**, 19 h : voir le 25.  
**SALLE CORTOT**, 20 h 30 : Akroma, percussions.  
**CENTRE VALEURE**, 20 h 30 : K. Usaturo (musique traditionnelle du Japon).  
**SAMEDI 27 NOVEMBRE**  
**LUCERNAIRE**, 19 h 45 : voir le 25.  
**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**, 17 h : Orchestre national de France, dir. : W. Sawallisch (Strauss, Brahms, Chopin).  
**SALLE GAVEAU**, 17 h : Five Centuries Ensemble (Scarlatti, Ligeti, Couperin, etc.) ; 20 h 30 : A. Krus (Chopin).  
**FIAP**, 20 h 30 : Golestan de Perse, Persopolis (musique classique persane).  
**ÉGLISE SAINT-MERRE**, 21 h : Chœur polonois de l'École polytechnique de Szechen (Buckner, Scarlatti, Paderewski).  
**ÉGLISE SUEDOISE**, 18 h : E. Hehr, P. A. Valade (Bach, Scarlatti, Mozart, etc.).  
**CENTRE CULTUREL CANADIEN**, 20 h 30 : Opéra trépas, ensemble cantabile de Montréal (Gosses).  
**THÉÂTRE DE POCHÉ**, 19 h : voir le 25.  
**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE**, 21 h : D. Clavier, D. Serogien (Bartók, Ravel, Franck).  
**SALLE CORTOT**, 20 h 30 : voir le 26.  
**DIMANCHE 28 NOVEMBRE**  
**ÉGLISE SAINT-MERRE**, 16 h : Morgues, Laurence-Collard (Marin Marais, Telemann, Bach...)  
**THÉÂTRE DU ROND-POINT**, 11 h : E. Mickus, H. Dreyfus (Bach, Corelli, Mozart).  
**ÉGLISE DES BILLETTES**, 17 h : E. Pini, Ph. Brie, M. Lethiec (Bach, Brahms, Scarlatti).  
**ÉGLISE SAINT-LOUIS-DES-INVA-LIDES**, 17 h : Orchestre des gardiens la paix, dir. : Cl. Fichereau (Tchaikowski, Godowski, Schmitt).  
**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**, 17 h 45 : Orchestre des concertos Pasdeloup (Rostol, Mozart, Beethoven).  
**20 h 30** : Orchestre national de France, voir le 27 et 17 h.  
**NOTRE-DAME**, 17 h 45 : F. Boquet (Bach, Franck, Dupré...)  
**SALLE FLEYEL**, 14 h : Orchestre de jeunes A. Loewenguth, dir. Ph. Gonde-mis (Brahms, Beethoven, Bizet...)  
**17 h 45** : Orchestre des Concerts Lamoureux (Beethoven).  
**LUCERNAIRE**, 18 h 30 : Quatuor à cordes Rosmonde (Beethoven, Bartók, Haydn).  
**ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRES**, 18 h : H. Yamaguchi (Clément-bault, Bach, Durufle).  
**FORUM DES HALLES**, 17 h 30 : H. Sur-median, J. Lynn, J. Ter-Merghian (musique et chant choral arméniens).  
**CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE**, 17 h : Ensemble instrumental Les hommes curieux (Haendel, Bach, Couperin, Marais...)  
**THÉÂTRE DE POCHÉ**, 19 h : voir le 25.  
**SALLE CORTOT**, 20 h 30 : M. Nagelsen, M.J. Trays (Corelli, Mozart, Brahms).  
**LUNDI 29 NOVEMBRE**  
**LUCERNAIRE**, 19 h 45 : Ensemble cantabile (Poulenc, Auric, Saint-Saëns) : 21 h : L. Petrov-Belkany, D. Fereizman (Lévine).  
**ATHÉNÉE**, 21 h : M. Duma, J. Atkins (Strauss, Brahms, Kurtz, Harris).  
**RADIO-FRANCE**, Auditorium 106, 20 h 30 : Trio Gorjan (Lipowski, Beethoven, Brumari).  
**SALLE FLEYEL**, 20 h 30 : E. Indjic.  
**SALLE GAVEAU**, 20 h 30 : M. Schars-pat (Beethoven, Brahms, Schmitt).  
**FIAP**, 20 h 30 : Trio Vancin (Gileson, Otyam, Poulenc).  
**CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE**, 20 h 30 : Orchestre de l'université Paris-Sorbonne, dir. : J. Grimbart (Haydn, Mozart).  
**MUSÉE CARNAVALET**, 20 h 30 : Récital de guitare Minoru Imagaki (Bach, Albeniz, Granados, Tarrega, etc.).  
**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (261-19-53), 18 h 30 : Madry Mespié ; Olivier Gardes (Debussy, Chopin) ; 20 h 30 : Orchestre de chambre de Prague (sol. M. Langer).  
**MARDI 30 NOVEMBRE**  
**LUCERNAIRE**, 19 h 45 : D. Parrain (Beethoven, Brahms, Debussy, Prokofiev) ; 21 h : voir le 29.  
**RADIO-FRANCE**, Grand Auditorium, 20 h : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : M. Valdes, Chorus et maîtrise de R.-F., chef de chœur : M. Lasserre de Rosel (Offenbach).  
**SALLE GAVEAU**, 18 h : L. Cooper (Mozart) ; 21 h : Les Virtuoses français, dir. : J. Morcas (Haendel, Bach, Dvorak, Chostakovitch).  
**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE**, 21 h : La Petit Collège de musique (Dowland, Holborne, Monteverdi).  
**ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRES**, 20 h 30 : Maîtrise de l'Oratoire de Louvre (Bach, Vivaldi).  
**ÉGLISE SAINT-MEDARD**, 20 h 30 : Orchestre de chambre de Cologne (Vivaldi, Telemann, Corelli).  
**ÉGLISE DES BILLETTES**, 20 h 30 : H. Grany-Chanias (Couperin, Rameau, Haendel).  
**PORTE DE LA SUISSE**, 20 h 30 : GERM (Johnson).  
**Jazz, pop, rock, folk**  
**AMERICAN CENTER** (321-42-30), le 28 à 16 h 30 : Cl. Escouffé, J. Gourley.  
**BAINS DOUCHES** (897-34-40), 22 h 30 : P. Valdes ; le 30 : Jack Mossie ; le 25, à 20 h 30 : Antem.  
**BATHAM CLUB** (354-30-05), les 24, 25, à 23 h : Salsa Combination Latine.  
**CAVAY DE LA HUCHETTE** (326-65-05), le 24, à 21 h 30 : M. Saury ; à partir du 25 : D. Doris.  
**CAVERNE D'ALLIGRE** (340-70-28), les 24, 25, 26, 27, à 20 h 30 : Prix Nobel.  
**CHEVALIERS DU TEMPLE** (277-40-21), les 24, 25, à 22 h et 24 h : les Etioles.  
**DEPOT-VENTE** (637-31-87), 21 h 30, le 25 : Retro Swing Orchestra ; le 26 : M. Marais et rock and roll ; le 27 : les Zanzou du Défilé.  
**DUNOIS** (584-72-00), les 25, 26, 27, à 20 h 30 : J. Berroal ; le 28, à 20 h 30 : Typographe Orchestra.  
**GILLES** (709-78-48), le 25, à 22 h : les Corps Caverneux + les Corondas ; les 26, 27, à 22 h : Corondas Rebelle + les Innocents.  
**MELODY** (329-60-73), 21 h : S. Pétre (dernière le 28).  
**MUTUALITÉ** (329-12-99), le 24, à 19 h : The Lord of the New Church (dernière le 28).  
**NEW MORNING** (523-51-41), 21 h 30, les 24, 25 : Chino ; les 25, 26 : D. Gillespie ; le 27 : Ph. Catherine ; les 29, 30 : B. Lancaster.  
**PALACE** (246-10-87), le 27, à 19 h 30 : Africa Pén.  
**PETIT JOURNAL** (326-28-59), 21 h 30, les 24, 25 : Tal Futur, G. Armanas, Ch. Saudrais ; ven. : Watergate Seven + One ; sam. : Soul Quartet ; lun. : New Jazz Bander ; mar. : M. Saury.  
**PETIT OPPORTUN** (236-01-36), 23 h : D. Pirely, O. Hutman, R. Del Fra, E. Dorvins (dern. le 28) ; à partir du 29 : G. Lafitte, G. Arvanias, A. Raspandin, Ch. Belloni.  
**RADIO-FRANCE**, Auditorium 106 (524-15-10), le 27, à 18 h 30 : J. Lindberg Trio ; le 30, à 19 h 30 : P. Caratini, M. Fosse, M. Azzola.  
**SLOW CLUB** (233-84-30), (D. L.), 21 h 30 : les 24, 25, 26 : Cl. Luter ; le 27 : J. B. Boudier.  
**VIEILLE HERBE** (321-33-01), le 25, à 20 h : Korog.

**RENE CHATEAU VIDEO**  
**LA VIDEO DES STARS**  
 DISTRIBUTION  
 HOLLYWOOD BOULEVARD  
 MICHEL PARIS 14, 16, 18, 20, 22, 24, 26, 28, 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000.

**CHRENAUD-BARRAULT**  
**THÉÂTRE DU ROND-POINT**  
 création  
**LES STRAUSS**  
 de Georges Coudanges  
 mise en scène  
 Jean-Louis Barrault  
 tous les jeudis  
**OH LES BEAUX JOURS**  
 de Samuel Beckett  
 mise en scène Roger Blin  
 avec Madeleine Renaud  
**PETIT ROND-POINT**  
**L'AMBASSADE**  
 de S. Mizok  
 mise en scène Laurent Terzieff  
 en coproduction avec le C. L. Terzieff  
 en alternance  
 à partir du 30 novembre  
**CAMERA OSCURA**  
 conçu et mis en scène par  
 Simone Beaumais  
 chorégraphie des solos  
 Lucinda Childs  
 dans le cadre de "mois de la photo"  
 de la Ville de Paris  
 location  
 Avenue Franklin Roosevelt  
 par tél. 256.70.80 et agences

Pour tous renseignements concernant  
 l'ensemble des programmes ou des salles  
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**  
 704.70.20 (lignes groupées)  
 (de 11 heures à 21 heures,  
 sauf les dimanches et jours fériés)

GAUMONT COLISÉE - OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES - GAUMONT BERLITZ - GAUMONT HALLES - LES IMAGES - ST-GERMAIN HUCHETTE  
 OLYMPIC ENTREPOIT - 7 PARNASSIENS - NATION - OLYMPIC LUXEMBOURG

V.O. : UGC BIARRITZ • MARIGNAN PATHE • UGC ODEON • QUARTIER LATIN  
 V.F. : UGC CAMEO • REX • BIENVENUE MONT-PARNASSE • UGC ROTONDE • MISTRAL  
 MAGIC CONVENTION • UGC Gobelins • 3 SECRETAN • 3 MURAT • UGC GARE DE LYON • LES IMAGES  
 et dans les meilleures salles de la périphérie

Une comédie contagieuse et incurable

# DOCTEURS IN LOVE

ATTENTION !  
 Ce film peut être dangereux pour votre santé  
 vous risquez de ne plus vous arrêter de rire...

MONTÉ CARLO (V.O.) - PARAMOUNT MARIVAUX (V.O.)  
 PARAMOUNT MONT-PARNASSE (V.O.) - PARAMOUNT ODÉON (V.O.)

## GRAND PRIX DU 1<sup>er</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ET DE LA PRESSE STRASBOURG 1981

**la vengeance est à moi**

UN FILM DE SHOHEI IMAMURA

BERNARD GIRAudeau LAUREN HUTTON

# HECATE

UN FILM DE DANIEL SCHMID  
 AVEC JEAN BOUISE  
 JEAN-PIERRE KALFON  
 ET AVEC JULIETTE BRAC / GERARD DESARTHE  
 D'APRÈS "HECATE ET SES CHIENS" DE PAUL MORAND (ERNEST PLAMMARION ÉDITEUR)  
 ÉCRIT PAR PASCAL JARDIN  
 PRIMÉ PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS POUR LE CINÉMA

Maitresse de la Nuit

LES FILMS GALATÉE  
 GÉRIK DISTRIBUTION  
 GAUMONT



**LE FIGARO**  
et  
*la Balance*

**LE MATIN**  
et  
*la Balance*

Bon poids, bonne mesure.  
Bob SWAIM a décidé de rompre  
avec nos traditions et de travailler  
comme à l'ancienne, polaire à la  
main. Bien lui en a pris, il a écrit  
un scénario original, il a mis en  
scène et il a réussi son coup.

**le QUOTIDIEN**  
de Paris  
et  
*la Balance*

Avec "LA BALANCE", Bob  
SWAIM a réinventé le film policier.  
Adieu Clouzot, Simonon,  
Doyle! Salut Swaim! E. YUNG

**le point**  
et  
*la Balance*

Efficacité d'abord. Le récit file et  
une distribution remarquable  
mène à la fin, sans le moindre  
coup de jeune au film policier.

**MATCH**  
et  
*la Balance*

Encore un polar, oui, mais celui-ci  
n'est pas du tout comme les autres.  
Ici, dès le début, on est sûr que  
c'est un film de Swaim. C'est  
dans le sang. J.-M. BESCOS

**observateur**  
et  
*la Balance*

On aime bien, Bob SWAIM a une  
formation d'anthropologue et un  
sens très américain du rythme,  
de l'action, de l'image punchy qui  
tient droit à l'essentiel. C'est  
nouveau, spectaculaire, efficace.

**VSD**  
et  
*la Balance*

Un polar, un vrai, un dur... Bob  
SWAIM nous offre un vrai film d'action  
violente et poignant.

**PREMIERE**  
et  
*la Balance*

Ces nouveaux films cognent dur,  
mais ils encaissent bien aussi...  
L'histoire se déroule dans un climat  
passionné et passionnant.  
La mise en scène est intelligente.  
Et Nathalie BAYE étonnante...  
Philippe LÉOTARD attendrissant  
de naïveté... A la tête des inspecteurs,  
Richard BERRY en grand  
forme. Un bon film policier qui  
fait plaisir à voir.

**Le Parisien**  
et  
*la Balance*

"LA BALANCE" constitue l'un  
des rares événements cinématographiques  
d'importance de ces  
derniers mois... un modèle du  
film d'action mené avec autant  
d'intelligence que d'efficacité.  
Richard BERRY vaut en tous les  
Paul Newman et Kirk Douglas en  
super-flic. Nathalie BAYE est plus  
bouleversante et plus comédienne  
que jamais! E. LEBLANC

POUR LES SALLES  
VOIR LIGNES PROGRAMME

## CINEMA

Les films marqués (\*) sont interdits aux  
moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit  
ans.

### La Cinémathèque

**CHAILLOT 24-25-26**

**MERCREDI 24 NOVEMBRE**  
15 h : Carte blanche à W.K. Evanson : Le  
cœur se trompe, de D.W. Griffith, 19 h :  
Hommage à B. Boettcher : A Guy, a lui  
and a Pal, 21 h : Escape in the Fog.

**JEUDI 25 NOVEMBRE**  
15 h : Carte blanche à W.K. Evanson : la  
Monte du passé, de C.B. De Mille, 19 h :  
Hommage à B. Boettcher : Youth on trial,  
21 h : Behind Locked Doors.

**VENDREDI 26 NOVEMBRE**  
15 h : Carte blanche à W.K. Evanson : le  
Harpon, de E. Clifton, 19 h : Hommage à  
B. Boettcher : Killer Shark, 21 h : le  
Tigre du Texas.

**SAMEDI 27 NOVEMBRE**  
15 h : Carte blanche à W.K. Evanson :  
Lorna Doone, de M. Tourneur, 17 h : Tout  
va bien, de J.A. Godard, 19 h : Hommage à  
B. Boettcher : L'Exécution de Fort King,  
21 h : Boquillas Financas, de L. Torro-  
Nelson.

**DIMANCHE 28 NOVEMBRE**  
15 h : Carte blanche à W.K. Evanson :  
Peter Pan, de H. Brenon, 17 h : Trois  
valseuses, de L. Berger, 19 h : Hommage à  
B. Boettcher : la Chute d'un cad, 21 h :  
Racines, de B. Alazrak.

**LUNDI 29 NOVEMBRE**  
Relâche.

**MARDI 30 NOVEMBRE**  
15 h : Carte blanche à W.K. Evanson :  
Calvaire d'après, de M. Tourneur, 19 h :  
Hommage à B. Boettcher : Le tueur s'est  
évadé, 21 h : Sept Hommes à abattre.

**BEAUBOURG 27-28-29**  
**MERCREDI 24 NOVEMBRE**  
15 h : Dix ans de cinéma italien : le Châ-  
teau des amants maudits, de R. Freda,  
17 h : Pauvre mais beaux, de D. Risi,  
19 h : Aspects du cinéma en R.F.A. : les  
Filles héritières, de V. Berthomier.

**JEUDI 25 NOVEMBRE**  
15 h : Dix ans de cinéma italien : Gli  
Stendardi, de F. Maselli, 17 h : L'Amour  
de la palme, de P. Germi, 19 h : Aspects  
du cinéma en R.F.A. : la Ferdinando, de  
R. Horv.

**VENDREDI 26 NOVEMBRE**  
15 h : Dix ans de cinéma italien : le Cri,  
de M. Antonioni, 17 h : L'Amour au col-  
lage, de L. Emmer, 19 h : Aspects du  
cinéma en R.F.A. : Nos condamnés vivent  
encore, de R. von Frankheim.

**SAMEDI 27 NOVEMBRE**  
15 h : Dix ans de cinéma italien : les  
Nuits blanches, de L. Visconti, 17 h : Ven-  
ise, la Lune et l'été, de D. Risi, 19 h :  
Aspects du cinéma en R.F.A. : le Parné du  
cœur, de R. von Frankheim, 21 h : Frank  
Orlando, de U. Outing.

**DIMANCHE 28 NOVEMBRE**  
15 h : Dix ans de cinéma italien : Hold-up  
à la milanesa, 17 h : Est violent, de  
V. Zavati, 19 h : Aspects du cinéma en  
R.F.A. : le Vietnam nous apparaît, de  
H. Farocki (en présence de l'auteur), 21 h :  
David, Montgomery et Ich, de W. Speck,  
C. Eichhorn, E. Milbach.

**LUNDI 29 NOVEMBRE**  
15 h : Dix ans de cinéma italien : Primo  
Amore, de M. Camerini, 17 h : Polico-  
polo, de M. Soldati, 19 h : Aspects du  
cinéma en R.F.A. : Des juges et autres sym-  
pathe, de A. Engel.

**MARDI 30 NOVEMBRE**  
Relâche.

**Les exclusivités**  
**ALEXANDRE LE GRAND** (Grec, v.o.) :  
Action, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, 27 h, 29 h,  
31 h, 33 h, 35 h, 37 h, 39 h, 41 h, 43 h,  
45 h, 47 h, 49 h, 51 h, 53 h, 55 h, 57 h,  
59 h, 61 h, 63 h, 65 h, 67 h, 69 h, 71 h,  
73 h, 75 h, 77 h, 79 h, 81 h, 83 h, 85 h,  
87 h, 89 h, 91 h, 93 h, 95 h, 97 h, 99 h,  
101 h, 103 h, 105 h, 107 h, 109 h, 111 h,  
113 h, 115 h, 117 h, 119 h, 121 h, 123 h,  
125 h, 127 h, 129 h, 131 h, 133 h, 135 h,  
137 h, 139 h, 141 h, 143 h, 145 h, 147 h,  
149 h, 151 h, 153 h, 155 h, 157 h, 159 h,  
161 h, 163 h, 165 h, 167 h, 169 h, 171 h,  
173 h, 175 h, 177 h, 179 h, 181 h, 183 h,  
185 h, 187 h, 189 h, 191 h, 193 h, 195 h,  
197 h, 199 h, 201 h, 203 h, 205 h, 207 h,  
209 h, 211 h, 213 h, 215 h, 217 h, 219 h,  
221 h, 223 h, 225 h, 227 h, 229 h, 231 h,  
233 h, 235 h, 237 h, 239 h, 241 h, 243 h,  
245 h, 247 h, 249 h, 251 h, 253 h, 255 h,  
257 h, 259 h, 261 h, 263 h, 265 h, 267 h,  
269 h, 271 h, 273 h, 275 h, 277 h, 279 h,  
281 h, 283 h, 285 h, 287 h, 289 h, 291 h,  
293 h, 295 h, 297 h, 299 h, 301 h, 303 h,  
305 h, 307 h, 309 h, 311 h, 313 h, 315 h,  
317 h, 319 h, 321 h, 323 h, 325 h, 327 h,  
329 h, 331 h, 333 h, 335 h, 337 h, 339 h,  
341 h, 343 h, 345 h, 347 h, 349 h, 351 h,  
353 h, 355 h, 357 h, 359 h, 361 h, 363 h,  
365 h, 367 h, 369 h, 371 h, 373 h, 375 h,  
377 h, 379 h, 381 h, 383 h, 385 h, 387 h,  
389 h, 391 h, 393 h, 395 h, 397 h, 399 h,  
401 h, 403 h, 405 h, 407 h, 409 h, 411 h,  
413 h, 415 h, 417 h, 419 h, 421 h, 423 h,  
425 h, 427 h, 429 h, 431 h, 433 h, 435 h,  
437 h, 439 h, 441 h, 443 h, 445 h, 447 h,  
449 h, 451 h, 453 h, 455 h, 457 h, 459 h,  
461 h, 463 h, 465 h, 467 h, 469 h, 471 h,  
473 h, 475 h, 477 h, 479 h, 481 h, 483 h,  
485 h, 487 h, 489 h, 491 h, 493 h, 495 h,  
497 h, 499 h, 501 h, 503 h, 505 h, 507 h,  
509 h, 511 h, 513 h, 515 h, 517 h, 519 h,  
521 h, 523 h, 525 h, 527 h, 529 h, 531 h,  
533 h, 535 h, 537 h, 539 h, 541 h, 543 h,  
545 h, 547 h, 549 h, 551 h, 553 h, 555 h,  
557 h, 559 h, 561 h, 563 h, 565 h, 567 h,  
569 h, 571 h, 573 h, 575 h, 577 h, 579 h,  
581 h, 583 h, 585 h, 587 h, 589 h, 591 h,  
593 h, 595 h, 597 h, 599 h, 601 h, 603 h,  
605 h, 607 h, 609 h, 611 h, 613 h, 615 h,  
617 h, 619 h, 621 h, 623 h, 625 h, 627 h,  
629 h, 631 h, 633 h, 635 h, 637 h, 639 h,  
641 h, 643 h, 645 h, 647 h, 649 h, 651 h,  
653 h, 655 h, 657 h, 659 h, 661 h, 663 h,  
665 h, 667 h, 669 h, 671 h, 673 h, 675 h,  
677 h, 679 h, 681 h, 683 h, 685 h, 687 h,  
689 h, 691 h, 693 h, 695 h, 697 h, 699 h,  
701 h, 703 h, 705 h, 707 h, 709 h, 711 h,  
713 h, 715 h, 717 h, 719 h, 721 h, 723 h,  
725 h, 727 h, 729 h, 731 h, 733 h, 735 h,  
737 h, 739 h, 741 h, 743 h, 745 h, 747 h,  
749 h, 751 h, 753 h, 755 h, 757 h, 759 h,  
761 h, 763 h, 765 h, 767 h, 769 h, 771 h,  
773 h, 775 h, 777 h, 779 h, 781 h, 783 h,  
785 h, 787 h, 789 h, 791 h, 793 h, 795 h,  
797 h, 799 h, 801 h, 803 h, 805 h, 807 h,  
809 h, 811 h, 813 h, 815 h, 817 h, 819 h,  
821 h, 823 h, 825 h, 827 h, 829 h, 831 h,  
833 h, 835 h, 837 h, 839 h, 841 h, 843 h,  
845 h, 847 h, 849 h, 851 h, 853 h, 855 h,  
857 h, 859 h, 861 h, 863 h, 865 h, 867 h,  
869 h, 871 h, 873 h, 875 h, 877 h, 879 h,  
881 h, 883 h, 885 h, 887 h, 889 h, 891 h,  
893 h, 895 h, 897 h, 899 h, 901 h, 903 h,  
905 h, 907 h, 909 h, 911 h, 913 h, 915 h,  
917 h, 919 h, 921 h, 923 h, 925 h, 927 h,  
929 h, 931 h, 933 h, 935 h, 937 h, 939 h,  
941 h, 943 h, 945 h, 947 h, 949 h, 951 h,  
953 h, 955 h, 957 h, 959 h, 961 h, 963 h,  
965 h, 967 h, 969 h, 971 h, 973 h, 975 h,  
977 h, 979 h, 981 h, 983 h, 985 h, 987 h,  
989 h, 991 h, 993 h, 995 h, 997 h, 999 h,  
1001 h, 1003 h, 1005 h, 1007 h, 1009 h,  
1011 h, 1013 h, 1015 h, 1017 h, 1019 h,  
1021 h, 1023 h, 1025 h, 1027 h, 1029 h,  
1031 h, 1033 h, 1035 h, 1037 h, 1039 h,  
1041 h, 1043 h, 1045 h, 1047 h, 1049 h,  
1051 h, 1053 h, 1055 h, 1057 h, 1059 h,  
1061 h, 1063 h, 1065 h, 1067 h, 1069 h,  
1071 h, 1073 h, 1075 h, 1077 h, 1079 h,  
1081 h, 1083 h, 1085 h, 1087 h, 1089 h,  
1091 h, 1093 h, 1095 h, 1097 h, 1099 h,  
1101 h, 1103 h, 1105 h, 1107 h, 1109 h,  
1111 h, 1113 h, 1115 h, 1117 h, 1119 h,  
1121 h, 1123 h, 1125 h, 1127 h, 1129 h,  
1131 h, 1133 h, 1135 h, 1137 h, 1139 h,  
1141 h, 1143 h, 1145 h, 1147 h, 1149 h,  
1151 h, 1153 h, 1155 h, 1157 h, 1159 h,  
1161 h, 1163 h, 1165 h, 1167 h, 1169 h,  
1171 h, 1173 h, 1175 h, 1177 h, 1179 h,  
1181 h, 1183 h, 1185 h, 1187 h, 1189 h,  
1191 h, 1193 h, 1195 h, 1197 h, 1199 h,  
1201 h, 1203 h, 1205 h, 1207 h, 1209 h,  
1211 h, 1213 h, 1215 h, 1217 h, 1219 h,  
1221 h, 1223 h, 1225 h, 1227 h, 1229 h,  
1231 h, 1233 h, 1235 h, 1237 h, 1239 h,  
1241 h, 1243 h, 1245 h, 1247 h, 1249 h,  
1251 h, 1253 h, 1255 h, 1257 h, 1259 h,  
1261 h, 1263 h, 1265 h, 1267 h, 1269 h,  
1271 h, 1273 h, 1275 h, 1277 h, 1279 h,  
1281 h, 1283 h, 1285 h, 1287 h, 1289 h,  
1291 h, 1293 h, 1295 h, 1297 h, 1299 h,  
1301 h, 1303 h, 1305 h, 1307 h, 1309 h,  
1311 h, 1313 h, 1315 h, 1317 h, 1319 h,  
1321 h, 1323 h, 1325 h, 1327 h, 1329 h,  
1331 h, 1333 h, 1335 h, 1337 h, 1339 h,  
1341 h, 1343 h, 1345 h, 1347 h, 1349 h,  
1351 h, 1353 h, 1355 h, 1357 h, 1359 h,  
1361 h, 1363 h, 1365 h, 1367 h, 1369 h,  
1371 h, 1373 h, 1375 h, 1377 h, 1379 h,  
1381 h, 1383 h, 1385 h, 1387 h, 1389 h,  
1391 h, 1393 h, 1395 h, 1397 h, 1399 h,  
1401 h, 1403 h, 1405 h, 1407 h, 1409 h,  
1411 h, 1413 h, 1415 h, 1417 h, 1419 h,  
1421 h, 1423 h, 1425 h, 1427 h, 1429 h,  
1431 h, 1433 h, 1435 h, 1437 h, 1439 h,  
1441 h, 1443 h, 1445 h, 1447 h, 1449 h,  
1451 h, 1453 h, 1455 h, 1457 h, 1459 h,  
1461 h, 1463 h, 1465 h, 1467 h, 1469 h,  
1471 h, 1473 h, 1475 h, 1477 h, 1479 h,  
1481 h, 1483 h, 1485 h, 1487 h, 1489 h,  
1491 h, 1493 h, 1495 h, 1497 h, 1499 h,  
1501 h, 1503 h, 1505 h, 1507 h, 1509 h,  
1511 h, 1513 h, 1515 h, 1517 h, 1519 h,  
1521 h, 1523 h, 1525 h, 1527 h, 1529 h,  
1531 h, 1533 h, 1535 h, 1537 h, 1539 h,  
1541 h, 1543 h, 1545 h, 1547 h, 1549 h,  
1551 h, 1553 h, 1555 h, 1557 h, 1559 h,  
1561 h, 1563 h, 1565 h, 1567 h, 1569 h,  
1571 h, 1573 h, 1575 h, 1577 h, 1579 h,  
1581 h, 1583 h, 1585 h, 1587 h, 1589 h,  
1591 h, 1593 h, 1595 h, 1597 h, 1599 h,  
1601 h, 1603 h, 1605 h, 1607 h, 1609 h,  
1611 h, 1613 h, 1615 h, 1617 h, 1619 h,  
1621 h, 1623 h, 1625 h, 1627 h, 1629 h,  
1631 h, 1633 h, 1635 h, 1637 h, 1639 h,  
1641 h, 1643 h, 1645 h, 1647 h, 1649 h,  
1651 h, 1653 h, 1655 h, 1657 h, 1659 h,  
1661 h, 1663 h, 1665 h, 1667 h, 1669 h,  
1671 h, 1673 h, 1675 h, 1677 h, 1679 h,  
1681 h, 1683 h, 1685 h, 1687 h, 1689 h,  
1691 h, 1693 h, 1695 h, 1697 h, 1699 h,  
1701 h, 1703 h, 1705 h, 1707 h, 1709 h,  
1711 h, 1713 h, 1715 h, 1717 h, 1719 h,  
1721 h, 1723 h, 1725 h, 1727 h, 1729 h,  
1731 h, 1733 h, 1735 h, 1737 h, 1739 h,  
1741 h, 1743 h, 1745 h, 1747 h, 1749 h,  
1751 h, 1753 h, 1755 h, 1757 h, 1759 h,  
1761 h, 1763 h, 1765 h, 1767 h, 1769 h,  
1771 h, 1773 h, 1775 h, 1777 h, 1779 h,  
1781 h, 1783 h, 1785 h, 1787 h, 1789 h,  
1791 h, 1793 h, 1795 h, 1797 h, 1799 h,  
1801 h, 1803 h, 1805 h, 1807 h, 1809 h,  
1811 h, 1813 h, 1815 h, 1817 h, 1819 h,  
1821 h, 1823 h, 1825 h, 1827 h, 1829 h,  
1831 h, 1833 h, 1835 h, 1837 h, 1839 h,  
1841 h, 1843 h, 1845 h, 1847 h, 1849 h,  
1851 h, 1853 h, 1855 h, 1857 h, 1859 h,  
1861 h, 1863 h, 1865 h, 1867 h, 1869 h,  
1871 h, 1873 h, 1875 h, 1877 h, 1879 h,  
1881 h, 1883 h, 1885 h, 1887 h, 1889 h,  
1891 h, 1893 h, 1895 h, 1897 h, 1899 h,  
1901 h, 1903 h, 1905 h, 1907 h, 1909 h,  
1911 h, 1913 h, 1915 h, 1917 h, 1919 h,  
1921 h, 1923 h, 1925 h, 1927 h, 1929 h,  
1931 h, 1933 h, 1935 h, 1937 h, 1939 h,  
1941 h, 1943 h, 1945 h, 1947 h, 1949 h,  
1951 h, 1953 h, 1955 h, 1957 h, 1959 h,  
1961 h, 1963 h, 1965 h, 1967 h, 1969 h,  
1971 h, 1973 h, 1975 h, 1977 h, 1979 h,  
1981 h, 1983 h, 1985 h, 1987 h, 1989 h,  
1991 h, 1993 h, 1995 h, 1997 h, 1999 h,  
2001 h, 2003 h, 2005 h, 2007 h, 2009 h,  
2011 h, 2013 h, 2015 h, 2017 h, 2019 h,  
2021 h, 2023 h, 2025 h, 2027 h, 2029 h,  
2031 h, 2033 h, 2035 h, 2037 h, 2039 h,  
2041 h, 2043 h, 2045 h, 2047 h, 2049 h,  
2051 h, 2053 h, 2055 h, 2057 h, 2059 h,  
2061 h, 2063 h, 2065 h, 2067 h, 2069 h,  
2071 h, 2073 h, 2075 h, 2077 h, 2079 h,  
2081 h, 2083 h, 2085 h, 2087 h, 2089 h,  
2091 h, 2093 h, 2095 h, 2097 h, 2099 h,  
2101 h, 2103 h, 2105 h, 2107 h, 2109 h,  
2111 h, 2113 h, 2115 h, 2117 h, 2119 h,  
2121 h, 2123 h, 2125 h, 2127 h, 2129 h,  
2131 h, 2133 h, 2135 h, 2137 h, 2139 h,  
2141 h, 2143 h, 2145 h, 2147 h, 2149 h,  
2151 h, 2153 h, 2155 h, 2157 h, 2159 h,  
2161 h, 2163 h, 2165 h, 2167 h, 2169 h,  
2171 h, 2173 h, 2175 h, 2177 h, 2179 h,  
2181 h, 2183 h, 2185 h, 2187 h, 2189 h,  
2191 h, 2193 h, 2195 h, 2197 h, 2199 h,  
2201 h, 2203 h, 2205 h, 2207 h, 2209 h,  
2211 h, 2213 h, 2215 h, 2217 h, 2219 h,  
2221 h, 2223 h, 2225 h, 2227 h, 2229 h,  
2231 h, 2233 h, 2235 h, 2237 h, 2239 h,  
2241 h, 2243 h, 2245 h, 2247 h, 2249 h,  
2251 h, 2253 h, 2255 h, 2257 h, 2259 h,  
2261 h, 2263 h, 2265 h, 2267 h, 2269 h,  
2271 h, 2273 h, 2275 h, 2277 h, 2279 h,  
2281 h, 2283 h, 2285 h, 2287 h, 2289 h,  
2291 h, 2293 h, 2295 h, 2297 h, 2299 h,  
2301 h, 2303 h, 2305 h, 2307 h, 2309 h,  
2311 h, 2313 h, 2315 h, 2317 h, 2319 h,  
2321 h, 2323 h, 2325 h, 2327 h, 2329 h,  
2331 h, 2333 h, 2335 h, 2337 h, 2339 h,  
2341 h, 2343 h, 2345 h, 2347 h, 2349 h,  
2351 h, 2353 h, 2355 h, 2357 h, 2359 h,  
2361 h, 2363 h, 2365 h, 2367 h, 2369 h,  
2371 h, 2373 h, 2375 h, 2377 h, 2379 h,  
2381 h, 2383 h, 2385 h, 2387 h, 2389 h,  
2391 h, 2393 h, 2395 h, 2397 h, 2399 h,  
2401 h, 2403 h, 2405 h, 2407 h, 2409 h,  
2411 h, 2413 h, 2415 h, 2417 h, 2419 h,  
2421 h, 2423 h, 2425 h, 2427 h, 2429 h,  
2431 h, 2433 h, 2435 h, 2437 h, 2439 h,  
2441 h, 2443 h, 2445 h, 2447 h, 2449 h,  
2451 h, 2453 h, 2455 h, 2457 h, 2459 h,  
2461 h, 2463 h, 2465 h, 2467 h, 2469 h,  
2471 h, 2473 h, 2475 h, 2477 h, 2479 h,  
2481 h, 2483 h, 2485 h, 2487 h, 2489 h,  
2491 h, 2493 h, 2495 h, 2497 h, 2499 h,  
2501 h, 2503 h, 2505 h, 2507 h, 2509 h,  
2511 h, 2513 h, 2515 h, 2517 h, 2519 h,  
2521 h, 2523 h, 2525 h, 2527 h, 2529 h,  
2531 h, 2533 h, 2535 h, 2537 h, 2539 h,  
2541 h, 2543 h, 2545 h, 2547 h, 2549 h,  
2551 h, 2553 h, 2555 h, 2557 h, 2559 h,  
2561 h, 2563 h, 2565 h, 2567 h, 2569 h,  
2571 h, 2573 h, 2575 h, 2577 h, 2579 h,  
2581 h, 2583 h, 2585 h, 2587 h, 2589 h,  
2591 h, 2593 h, 2595 h, 2597 h, 2599 h,  
2601 h, 2603 h, 2605 h, 2607 h, 2609 h,  
2611 h, 2613 h, 2615 h, 2617 h, 2619 h,  
2621 h, 2623 h, 2625 h, 2627 h, 2629 h,  
2631 h, 2633 h, 2635 h, 2637 h, 2639 h,  
2641 h, 2643 h, 2645 h, 2647 h, 2649 h,  
2651 h, 2653 h, 2655 h, 2657 h, 2659 h,  
2661 h, 2663 h, 2665 h, 2667 h,



# ET DES SPECTACLES

## CINEMA

**CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE** : la Péniche des arts, 16<sup>e</sup> (327-333).

**ROBERT MITCHUM** (v.o.) : Studio Arcades, 17<sup>e</sup> (764-97-83) ; voir, jeu, C6, résonance secrète ; ven., sam., El Dorado ; dim., lan., le Dernier Nabab ; mar., les Indomptables.

**PROMOTION DU CINÉMA** (v.o.) : Studio 28, 18<sup>e</sup> (606-36-07), mar., l'Arbre aux abois ; jeu, Mising ; ven., l'Introuvable ; sam., Potage ; dim., mar., Tir groupé.

**FESTIVAL DU COURT MÉTRAGE**, à Epinay (93) (826-33-46) ; Salles Privées, jusqu'au 28.

**STEVE Mc QUEEN** (v.o.) : Boite à films, 17<sup>e</sup> (622-44-21), en alternance : Bullitt, Nevada Smith, The Getaway, l'Affaire Thomas Crown.

**A. HITCHCOCK** (v.o.) : Calypso, 17<sup>e</sup> (380-30-11), chaque jour : l'Étau, les Échafauds, le Procès Paradis, Soupçon, la Maison du Dr Edwards, Rebecca, L'Épave, l'Homme à la hache, Les Ombres, M. et M<sup>me</sup> Smith, les Ombres.

**Les grandes reprises**

**ACCELERATION PUNK** (A. v.o.) : Vidéon, 6<sup>e</sup> (325-60-34).

**ALIEN** (A. v.o.) (\*) : Cluny-Palace, 5<sup>e</sup> (334-07-76) ; Ambassade, 8<sup>e</sup> (359-19-08) ; Escorial, 13<sup>e</sup> (707-28-04) ; V.F. : France 3, 17<sup>e</sup> (770-33-88) ; Parisiennes, 14<sup>e</sup> (329-83-11).

**ALL THE ROCKN ROLL YOU CAN EAT** (A. v.o.) : Vidéon, 6<sup>e</sup> (325-60-34).

**APOCALYPSE NOW** (A. v.o.) : Boite à films, 17<sup>e</sup> (622-44-21).

**LES ARISTOCRATES** (A. v.o.) : Rex, 2<sup>e</sup> (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6<sup>e</sup> (327-71-08) ; Ermitage, 8<sup>e</sup> (359-15-11) ; U.G.C. Gobelin, 13<sup>e</sup> (336-22-44) ; Miramar, 14<sup>e</sup> (320-89-52) ; Miroir, 14<sup>e</sup> (329-52-43) ; Miroir, 16<sup>e</sup> (651-99-15) ; Napoléon, 17<sup>e</sup> (380-41-46).

**L'ARNAQUE** (A. v.o.) : Épée-de-Bois, 5<sup>e</sup> (337-57-47).

**AROUND THE STONES** (A. v.o.) : Vidéon, 6<sup>e</sup> (325-60-34).

**LE BAL DES MAUDITS** (A. v.o.) : Action-Christine, 6<sup>e</sup> (325-47-46) ; U.G.C. Marbeuf, 9<sup>e</sup> (225-19-45).

**LE BAL DES VAMPIRES** (A. v.o.) (\*) : Champ, 5<sup>e</sup> (354-51-60).

**BANANA SPLIT** (A. v.o.) : Studio Contrepoint, 5<sup>e</sup> (325-78-37).

**LA BELLE AU BOIS DORMANT** (A. v.o.) : Napoléon, 17<sup>e</sup> (380-41-46).

**BEN HUR** (A. v.o.) : Hausmann, 9<sup>e</sup> (770-47-53).

**BOULEVARD DU CRÉPUSCULE** (A. v.o.) : A. Bazin, 13<sup>e</sup> (337-74-39).

**BREEL** (Fr.) : Palace Croix-Nivert, 15<sup>e</sup> (374-99-38).

**CABARET** (A. v.o.) : Noctambules, 5<sup>e</sup> (354-42-34) ; Lucernaire, 6<sup>e</sup> (544-57-34).

**LES 101 DALMATIENS** (A. v.o.) : Grand-Père, 15<sup>e</sup> (354-46-43).

**LES CHARIOTS DE FEU** (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 9<sup>e</sup> (225-19-45).

**CHÉRIE, JE ME SENS RAJEUNIR** (A. v.o.) : Action-Christine, 6<sup>e</sup> (325-47-46).

**LE CHIEN ENCHAÎNÉ** (Jap. v.o.) : Studio G. de Cuir, 6<sup>e</sup> (326-60-23).

**LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ À EBOLI** (Il. v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15<sup>e</sup> (374-99-38).

**CINÉMA PAS MORT, MISTER GORDON** (A. v.o.) : Vidéon, 6<sup>e</sup> (325-60-34).

**DELIVRANCE** (A. v.o.) (\*) : Opéra Night, 2<sup>e</sup> (296-62-56).

**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) : Ranelagh, 16<sup>e</sup> (288-64-44).

**L'ÉPOUVANTAIL** (A. v.o.) (\*) : Quintette, 5<sup>e</sup> (329-83-11).

**LA FEMME AUX DEUX VISAGES** (A. v.o.) : Miroir, 14<sup>e</sup> (329-52-43).

**LA FILLE PRODIGE** (Fr.) : Cinéma-Présent, 19<sup>e</sup> (203-02-53).

**LA GUERRE DES ÉTOILES** (A. v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15<sup>e</sup> (374-99-38).

**HELLZAPOPPIN** (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11<sup>e</sup> (700-89-19).

**HISTOIRE D'O** (Fr.) (\*) : Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07).

**L'HOMME À LA PEAU DE SERPENT** (A. v.o.) : Olympia-Hall, 3<sup>e</sup> (278-34-15).

**IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST** (A. v.o.) : Hausmann, 9<sup>e</sup> (770-47-53).

**JEREMIAH JOHNSON** (A. v.o.) : Opéra-Night, 2<sup>e</sup> (296-62-56).

**LE LAUREAT** (A. v.o.) : St-Germain-Village, 5<sup>e</sup> (633-63-20).

**MACADAM COW-BOY** (A. v.o.) : Champ, 5<sup>e</sup> (354-51-60).

**LE MILLIARDAIRE** (A. v.o.) : Action-Christine, 6<sup>e</sup> (325-47-46).

**NEW-YORK, NEW-YORK** (A. v.o.) : Épée-de-Bois, 5<sup>e</sup> (337-57-47).

**LA NUIT DU CHASSEUR** (A. v.o.) : Action-Christine, 6<sup>e</sup> (325-47-46).

**PAPILLON** (A. v.o.) (\*) : Capri, 2<sup>e</sup> (337-57-47).

**LE PORT DE L'ANGOISSE** (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5<sup>e</sup> (354-47-62).

**LE PRIVÉ** (A. v.o.) : Olympia-Entrée, 14<sup>e</sup> (342-67-42).

**LES RAISINS DE LA COLÈRE** (A. v.o.) : Studio Contrepoint, 5<sup>e</sup> (325-78-37).

**REDS** (A. v.o.) : Paris-Louvre Bowling, 18<sup>e</sup> (606-64-98).

**SHANGHAI EXPRESS** (A. v.o.) : Action École II, 5<sup>e</sup> (325-47-62).

**LA STRADA** (Il. v.o.) : Cinéoches Saint-Germain, 6<sup>e</sup> (633-10-42).

**UN TRAINWAY NOMMÉ DESIR** (A. v.o.) : Olympia Saint-Germain, 6<sup>e</sup> (222-67-23) ; Olympia Balzac, 8<sup>e</sup> (561-10-00) ; Action La Fayette, 9<sup>e</sup> (878-80-50).

## VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS	
<b>CAVEAU DE FRANÇOIS-VILLON</b> 64, rue de l'Arbre-Sec, 1 <sup>er</sup> 236-10-92	Cerveau du XV <sup>e</sup> . Dég. Soup. j. 23 h. Soirée animée par troubadour. Finition légère de poissons. Esc. amon. frais à l'orange. F/dim., lundi.
<b>L'OPÉRA DE LA MER</b> 261-43-93	Formule « Dég. rapides » 85 F.T.C. (1 plat, parml 1 douz. au choix, dessert, 1/2 vin p. pers.) et tout, formule à 130 F.T.C. et carte. Salon de réception. 15 h 40 pers.
<b>VERNOU</b> F/dim. 297-56-54	GASTRONOMIE INDIENNE. La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGREE par l'AMBASSADE et le BUREAU DE TOURISME INDIEN. P.M.R. : 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage.
<b>LA LIÉTENANCE</b> 24, rue Chambrasse, 4 <sup>e</sup> 354-91-26	Dans le cadre le mieux fleuri de Paris. Maison du XIV <sup>e</sup> siècle. Cuisine française de grande tradition. F/ven., dim.
<b>CHEZ DIEP</b> 22, rue de Ponthieu, 8 <sup>e</sup> 256-23-96	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans l'ancien quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.
<b>LES SARIAMAS</b> F/ven., midi-dim. 2, rue de Vienne, 8 <sup>e</sup> 522-32-22	J. 22 h. Cuisine péruvienne. Menu 140 F 1/2 vin du pays + café + alcool de prune, avec foie gras, cannelot au confit. SA CARTE.
<b>AU PETIT RICHE</b> 770-86-50/68-68 25, rue Le Peletier, 5 <sup>e</sup> T.j.	Dîners, de 19 h à 0 h 15. Bistrot 1880 - Cuisine bourgeoise, Environ 120 F - Vins du Val de Loire. BANC D'HYTIRES. Salons privés jusqu'à 45 pers. DESSERT MAISON.
<b>AUR DE RIQUERH</b> 770-62-39 12, rue du Fg-Montmartre, 9 <sup>e</sup> . Ts.l.jr.	De 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale. Spécialités alsaciennes. Vins d'Alsace. Son BANC D'HYTIRES et sa CARTE DES DESSERTS.
<b>TY COZ</b> F/dim. 35, rue Saint-Georges, 9 <sup>e</sup> TRU. 42-95	Jusqu'à 23 h. - La carte dans votre assiette - avec les arrivages directs de la côte, dans un cadre rustique à 50 mètres du théâtre.
<b>LE LOUIS XIV</b> 208-56-56/200-19-90 8, bd St-Denis, 10 <sup>e</sup> F/ven., mardi	Déjeuner, Dîner, SOUPER APRÈS MINUIT. Huîtres, Fruits de mer, Crustacés, Rôtisserie, Gibiers, Salons, Parking privé assuré par valetier.
<b>EL PICADOR</b> 387-28-87 80, bd des Capucines, 17 <sup>e</sup> F/ven., mardi	Déjeuner, dîners jusqu'à 22 heures. Spécialités espagnoles : zarzuela, gambas, bacalao, calamars tinta. P.M.R. : 120 F. Salons pour banquets.
<b>LE RELAIS DE NEUILLY</b> 572-57-37 Pte des Ternes, 14, pl. Gal-Kaig, 17 <sup>e</sup>	BRUNCH, DÉJEUNERS D'AFFAIRES (menu tout compris 85 F), DINERS. Ambiance musicale, salons de réception.
<b>LE GRAND VENEUR</b> 574-61-58 6, r. Pierre-Denis, 17 <sup>e</sup> F/ven., mardi-dim.	Cadre rénové. Nouvelle carte. Spécialités. Cassinot, Sole grand veneur, Râble de Beurre, Noisette de biche, Soufflé framboise. Env. 160 F. Salons, Parking.
<b>CHEZ GEORGES</b> 574-31-00 Porte Maillot, 273, bd Pereire F/sam.	Maison chapeautée. L'ou vous reçoit jusqu'à 23 h. Ses plats fins à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côtes et ses vins de propriétaires.
<b>VERGER DE MONTMARTRE</b> 252-12-70 37, r. Lamarck, 18 <sup>e</sup> F/sam., dim. et dim.	Son sympathique bistrot. MENU d'affaires, 120 F tout compris. Cuisine de qualité. Cris originaux sélectionnés.
<b>L'ORÉE DU BOIS</b> 747-92-58 Pte Maillot, 204, bd Boudreau, 17 <sup>e</sup> T.j.	Dég. d'aff. menu 150 F tout compris. Dîner-spectacle d'assaut, jeu, ven., sam., menu 190 F. Orch. anim. avec Carlo Nelli. Salons pr recep. 10 à 800 pers. Park. as.

RIVE GAUCHE	
<b>LA FERME DU PÉRIOD</b> 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5 <sup>e</sup>	DÉJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Commandes prises jusqu'à minuit. Tél. : 331-69-20. OUVERT TOUTS LES JOURS - Parking gratuit.
<b>LE MARAJAH</b> 325-12-84 15, rue Chaplain, 6 <sup>e</sup> F/Mardi.	Jusqu'à 23 h. 30. Carrefour Montparnasse/Raspail, venez déguster les spécialités de TANDON. Egalément 72, bd St-Germain. 354-26-07. F/ven., dim.
<b>LES CHAMPS D'ORS</b> 551-52-69 22, r. Champ-de-Mars, 7 <sup>e</sup> F/dim. et lundi	Dans un cadre raffiné. Déjeuner-Dîners sur le thème des produits de la mer. Cuisine personnalisée. Vin de propriétaires. P.M.R. : 200 F.
<b>LA BOURGOGNE</b> 705-96-78 6, avenue Bosquet, 7 <sup>e</sup>	Cuisine traditionnelle. Spécialités régionales. Foie gras chaud aux raisins et ses vins. F. samedi midi et dimanche. Ouvert le samedi soir.
<b>CL. FRANÇOISE</b> 551-87-20/705-40-03 Agréée des Invités, 7 <sup>e</sup>	Son menu à 85 F et carte. Foie gras frais au miel. Laperous au vinaigre de Xérès. Grands crus de Bordeaux en carafe. Ouvert dim. au déj. F/dim. soir et lundi.

DINER-SPECTACLES	
<b>CHEZ VINCENT</b> NOR. 21-27 4, rue Saint-Laurent, 10 <sup>e</sup> F/dim.	Dans le cadre typique d'une hacienda. Dîners dansants aux chandeliers. Attractions avec LOS MUCHACHOS. Spécialités espagnoles et françaises.

HORS PARIS	
<b>SERILLON</b> 624-71-31/71-32 20, av. Ch.-de-Gaulle, Neuilly-s.S.	Porte-Maillot. Jusqu'à 22 h. Le spécialiste du gigot aux haricots, mais aussi son banc d'huîtres et ses poissons. Tous les jours.
<b>CHATEAU DE LA CORNICHE</b>	Votre week-end au CHATEAU DE LA CORNICHE à Rolleboise. Tél. : 093-21-24. Forfait 800 F net (2 pers.) - Cuisine de haute qualité.

SOUPERS APRÈS MINUIT	
<b>MARTINE'S</b> 208-56-56/200-19-90 Club Privé Discothèque Dîners jusqu'à 3 h du mat. 500-51-00	14, place Clichy, 18 <sup>e</sup> 523-53-24
<b>CHAMPAGNE</b> 10h, pl. Clichy Huitres - Coquillages - toute l'année GRANDE BRASSERIE DE LA MER	14, place Clichy, 18 <sup>e</sup> 523-53-24
<b>WEPLER</b> 14, place Clichy, 18 <sup>e</sup> SON BANC D'HYTIRES Foie gras frais - Poissons	14, place Clichy, 18 <sup>e</sup> 523-53-24
<b>Chez HANSI</b> 3, r. 18-Juin-1940 F. Tour Montparnasse, J. h. mat. CHOUROUTE, FRUITS DE MER.	3, r. 18-Juin-1940 548-96-42

**LE LOUIS XIV** 208-56-56/200-19-90  
F/ven., mardi  
14, place Clichy, 18<sup>e</sup> 523-53-24

**LE MODULE** 10h, pl. Montparnasse  
FRUITS DE MER ET GRILLADES  
de 12 h à 3 h du mat. sans interr.  
Parking - M<sup>me</sup> Vavin

**LA CLOSERIE DES LILAS**  
171, boulevard du Montparnasse  
326-70-50 et 354-21-68  
Au piano : Yvon MEYER.

## CARNET

**Décès**

**GÉNÉRAL BAZAUGOUR**  
Nous apprenons le décès, survenu le lundi 22 novembre, du général Jean BAZAUGOUR, grand officier de la Légion d'honneur, dont les obsèques seront célébrées le jeudi 25 novembre, à 15 heures, en l'église de Treligne (Corrèze).

[Né le 14 mai 1914 à Bessèges (Dordogne) et ancien sous-officier, Jean Bazaugour quitta l'école de l'air installée à l'École (Marcel), où il fut sous-officier observateur en avion, pour rejoindre, dès juillet 1940, les Forces françaises libres à Londres. Affecté au 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major particulier du général de Gaulle, il effectua plusieurs missions en Afrique du Nord au titre du Bureau central de renseignements alliés.

Arrivé en Algérie en novembre 1940 et incorporé, Jean Bazaugour sera libéré en septembre 1941 et réaffecté en France, où il reprendra contact avec les groupes de résistance Libération et Armée secrète. En juin 1943, il rejoint par bateau l'Algérie et travaille, à nouveau, pour le Bureau central de renseignements alliés. En novembre 1944, il sera nommé chef de poste au 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'Armée de l'air à Paris.

En avril 1947, le commandant Bazaugour est affecté à la direction du commandement en chef français à Berlin et, après plusieurs autres postes, il est promu lieutenant-colonel pour servir à l'état-major particulier de la défense nationale.

Attaché militaire de France en Norvège en 1955, il commande, avec le grade de colonel, le 1<sup>er</sup> bataillon d'Alger-Maison Blanche en 1959, et devient, en octobre 1960, le chef de service de la direction de la défense nationale et des forces armées en Algérie. Promu général de brigade aérienne en 1963, Jean Bazaugour sera successivement chef du service militaire de la circulation aérienne et chef de la mission militaire française auprès du commandement en chef des forces alliées du secteur Sud-Europe. Il est admis en deuxième section en 1967.]

— Le Bousset, Kishass (Zaire).  
Toulon, Brullier, Paris.  
M<sup>me</sup> Paul Barthélémy, née Madeleine Cochemé.  
M. et M<sup>me</sup> Henry Barthélémy.  
M. et M<sup>me</sup> Renaud Barthélémy.  
M. et M<sup>me</sup> Denis Barthélémy.  
Ses petits-enfants : Philippe, Arnaud, Manuel, Jérôme, Laurent, Mathieu, Pierre, Marion.  
Les familles Barthélémy, Dayes, Cochemé, Castelain, Nancy, Delmas, Cardy-Escatier, Bessé-Bergier.  
Ses parents et alliés, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Paul Barthélémy, conseiller municipal ancien adjoint au maire du Bousset, directeur honoraire de la Banque de France, officier honoraire de la Légion d'honneur, président de l'amicale des retraités de la Banque de France, groupement du Var, survenu le 14 novembre 1982, à l'âge de soixante-cinq ans.  
La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église du Bousset le 22 novembre 1982 suivie de l'inhumation au cimetière du Bousset.  
Les familles, chemin des Oliviers, 83330 Le Bousset.  
R.P. 13784 Kishass 1 (République du Zaïre).  
66, boulevard Sainte-Hélène-Morillon, 83000 Toulon.  
Honneur de la Gendole, Port-Sud, 91650 Bréville.

— Nous apprenons le décès, survenu le 21 novembre à Haroué (Meurthe-et-Moselle), du prince de BEAUVAU-CRAON, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance.  
[Né le 3 février 1921 à Paris, Marc de Beauvaucraon était administrateur de plusieurs sociétés industrielles et bancaires. Il a présidé, de 1972 à 1982, l'association des propriétaires de monuments historiques, la Demeure historique.  
Il a été conseiller général de Meurthe-et-Moselle de 1959 à 1974 et maire d'Haroué de 1947 à 1974.]

— Le président-fondateur, le président du comité de patronage, les membres du comité directeur et du comité de patronage, Les professeurs, Les pensionnés de l'ENOS (Ecole nouvelle d'organisation économique et sociale), ont le regret de faire part du décès de leur président M. Jacques DESMYTTERE, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu le mercredi 17 novembre 1982. ENOS, 62, rue de Miromesnil, 75008 Paris.

— La famille Feigelson fait part du décès de leur mère et grand-mère, M<sup>me</sup> Henriette FEIGELSON, née le 22 décembre 1899 à Saint-Petersbourg (Russie), décédée le 18 novembre 1982 à Paris. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 22 novembre. 66, boulevard Pereire, 75017 Paris. 12, parc de Béarn, 92210 Saint-Cloud.

**Church's**  
famous English shoes  
collection complète en plusieurs largeurs  
**J. CARTIER**  
chasseur pour homme  
à 30 m de la rue Tronchet  
23, rue des Mathurins 8<sup>e</sup> - Tél. 265.25.85

**Décès**

— M<sup>me</sup> Adalbert FOLIAN, Danièle Follan, Michèle Follan, M. et M<sup>me</sup> Georges Follan et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Lagarde, M<sup>me</sup> Françoise Boyoud et son fils, ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, mère, frère, oncle et beau-père.

M. Adalbert FOLIAN, survenu à Paris le 18 novembre 1982. Les obsèques ont été célébrées au cimetière de Megeve (Haute-Savoie) dans la plus stricte intimité. 127, rue de la Tour, 75116 Paris. Vegassac 21 Wien XIX (Autriche).

— M. et M<sup>me</sup> Robert Mira, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, père, frère et oncle, survenu, le 14 novembre 1982, à l'âge de quarante et un ans. M. et M<sup>me</sup> Pierre Hirsch et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Roger Verodard, M. et M<sup>me</sup> Bernard Pernet, M. et M<sup>me</sup> Jean Lefoyer et leurs fils, M. et M<sup>me</sup> Emilie Rasse, M. et M<sup>me</sup> Raoul Rasse, M. et M<sup>me</sup> Edouard Laporte et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Joseph Paruz et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Louis HOUY, survenu, dans sa soixantième année, à Paris le 21 novembre 1982. L'inhumation aura lieu le vendredi 26 novembre, à 11 heures, au cimetière des Batignolles, Paris-17<sup>e</sup>. On se réunira à la porte principale du cimetière. Cet avis tient lieu de faire-part. 126, boulevard Haussmann, 75008 Paris. 92, boulevard Suchet, 75016 Paris.

— M<sup>me</sup> Léon HUSSON, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles HUSSON et LONG, ont la tristesse de faire part du décès, le 19 novembre 1982, de LÉON HUSSON, professeur honoraire à la Faculté des lettres et sciences humaines de Lyon. La cérémonie religieuse a eu lieu le 22 novembre à Lyon. 45, avenue Barthélemy-Buyer, 69005 Lyon.

— On nous prie de faire part du décès de M. Giuseppe MANTERO, président du groupe Mantero, survenu, à Como le 18 novembre 1982, dans sa soixante-dix-septième année. De la part de : Son épouse, Mariola. Ses enfants, Son gendre, Ses belles-filles, Et tous les enfants. Selon le vœu du défunt, les obsèques ont été célébrées dans l'intimité de ses proches.

— M<sup>me</sup> Maurice Martenot, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Didier Lazard, L'École d'art Martenot, Les professeurs, Les cousins et les amis, nous prient d'annoncer que M<sup>me</sup> Madeleine MARTENOT a quitté ce monde, le 21 novembre, quelques jours avant son quatre-vingtième anniversaire. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité en l'église Saint-Pierre de Neuilly. Le présent avis tient lieu de faire-part. Selon la volonté exprimée par M<sup>me</sup> Martenot, les personnes qui auraient désiré envoyer des fleurs ou, à la place, adresser un chèque aux Fondations Raoul-Follereau (lutte contre la leprose), 33, rue de Dantzig, 75015 Paris, C.C.P. Paris 29 29 P. J'ose espérer que vous avez pu trouver en vous la seule chose au monde que l'on puisse désirer, soit l'amour de Dieu en votre cœur, qui vous anime totalement et vous n'y mettez aucune barrière. (Lettre à une de ses amies.) 23, boulevard d'Argenson, 92200 Neuilly. 7, rue Delabrière, 92200 Neuilly. 23, rue Saint-Pierre, 92200 Neuilly.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. André MUSSON, chevalier de la Légion d'honneur, professeur honoraire du lycée La Fontaine, survenu le 17 novembre 1982. Les obsèques religieuses, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, ont eu lieu dans l'intimité à Gourdou-en-Quercy. 3, rue des Ecoles, 77590 Bois-le-Roi.

— Les anciens élèves du Centre de préparation au Professorat d'Éducation musicale du lycée La Fontaine ont le regret de faire part du décès de M. André MUSSON, leur maître estimé et respecté. A.P.E. Mu. 65, rue La Bruyère, 92500 Reuil-Malmaison.

— M. André Pistchalsky, M<sup>me</sup> veuve Bonamici, M<sup>me</sup> veuve Charles Scheir, Toute la famille et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> André PISTCHALSKY, née Amy Schouffroff, leur épouse, sœur et parente, survenu le 22 novembre 1982, à Saint-Cloud. Les obsèques auront lieu le jeudi 25 novembre. On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux parisiens, à 10 h 45. Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part. 3, parc Béranger, 92210 Saint-Cloud.

— M. et M<sup>me</sup> Max Weinberg, M. et M<sup>me</sup> Sammy Weinberg, M. Maurice Weinberg, M. Pierre Weinberg, M. et M<sup>me</sup> Serge Weinberg, M. et M<sup>me</sup> Anabelle Weinberg, M. et M<sup>me</sup> Michel Weinberg, M. Eric Weinberg, Cécile, Alexis et Thierry Weinberg, ses enfants et petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Emilie WEINBERG, née Rosczek, survenu le 22 novembre 1982 à Cannes, dans sa quatre-vingt-neuvième année. Les obsèques auront lieu le jeudi 25 novembre, à 14 h 30, au cimetière de Bagneux (entrée principale). Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

**Anniversaires**

— On nous prie de rappeler à ceux qui les ont aimés et estimés que le 25 novembre 1982 est le deuxième anniversaire de la disparition de Michèle et Edwin DOWEK. Ne les oublions pas.

— Pour le dixième anniversaire de la mort du président Pierre GRÉGOIRE, trésorier-payeur général honoraire, décédé le 27 novembre 1972, sa famille remercie tous ceux qui auront une pensée pour lui et pour son épouse, M<sup>me</sup> Pierre GRÉGOIRE, née Jeanne Arnaud, décédée le 2 juillet 1976.

**Services religieux**

— Il y a cinq ans Michel WASSERBERGER quittait brutalement les siens. Un service religieux sera célébré à sa mémoire le samedi 27 novembre 1982, à 9 heures, au 9, rue Vauquelin (75005).

**Communications diverses**

— L'Association des Ailes brisées, œuvre sociale au profit des blessés et des familles éprouvées des membres du personnel navigant de l'aéronautique civile et militaire et des parachutistes tombés en service aérien, invite à sa vente d'entraide qui aura lieu le 30 novembre, de 10 heures à 20 heures, et les 1, 2 et 3 décembre, de 14 heures à 20 heures, à l'hôtel George-V, avenue George-V, avec le concours de l'aviation civile, de l'Armée de l'air, de l'Aéronavale, de l'ALAT et des parachutistes, des compagnies Air France, U.T.A., Air Inter et du Groupement des industries aéronautiques et spatiales. Association des Ailes brisées, 5, rue Christophe-Colomb, Paris (8<sup>e</sup>).

**STERN**  
GRAVEUR  
depuis 1840  
Cartes de visite  
Invitations  
Papiers à lettres  
de prestige  
pour Sociétés  
Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

(Publicité)  
A l'occasion de la parution du livre de PHILIPPE CAZEAU  
**MAXIMILIEN LOUC**  
L'auteur signera son livre le jeudi 25 novembre 1982, à partir de 17 heures à la librairie de la Bibliothèque des Arts, 3, rue Cornélie, 75006 Paris. Tél. 634-08-62.



# RELIGION

## Jean-Paul II veut moraliser les activités financières du Saint-Siège

Cité du Vatican. — C'est à une réflexion sur la moralisation des activités financières du Vatican que Jean-Paul II a consacré, mardi 23 novembre, les cardinaux réunis en assemblée plénière pour trois jours. Une grande réforme de la Curie dont il s'agit de penser « les bases mêmes » est l'autre thème soumis par le pape aux débats des cardinaux.

Le point central de la réforme envisagée concerne la conception que doit avoir le Vatican de

sa gestion financière. Dans une lettre adressée à Mgr Casaroli, secrétaire d'Etat, Jean-Paul II manifeste son désir de présenter à l'opinion publique une image plus évangélique et plus austère de l'Eglise. Il invite en fait à un retour au modèle originel d'une Eglise vivant des « offrandes spontanées des fidèles », sans recourir à des « moyens qui pourraient apparaître moins conformes au caractère particulier » du Saint-Siège.

Il souligne pas moins que la gestion financière de l'Eglise soulève un problème moral. Celui-ci pourrait conduire à une reprise en main de l'I.O.R. par le Saint-Siège avec la création, par exemple, d'une direction collégiale sous l'autorité de la secrétairerie d'Etat.

PHILIPPE PONS.

### De notre correspondant

nant 16 % de son portefeuille d'actions. Bien qu'aucune déclaration officielle n'ait été faite par le Saint-Siège, il semble que, pour le Vatican, Mgr Marinkus soit blanchi. La lettre du pape à Mgr Casaroli n'en

Dans son allocution d'ouverture de cette seconde assemblée plénière des cardinaux (la première avait été convoquée par Paul VI en 1979), Jean-Paul II a mis l'accent sur l'aspect pastoral de la mission du Saint-Siège, soulignant que « le service du Saint-Siège dans ses rapports avec l'Eglise universelle doit être défini en conformité avec les exigences et la finalité d'un tel service » et qu'est « nécessaire une restriction sur les bases mêmes de ce problème ».

Dans sa lettre à Mgr Casaroli, Jean-Paul II a remplacé les activités financières du Vatican dans le contexte global du statut juridique du Saint-Siège.

Outre les revenus propres de la Cité du Vatican (émissions de timbres et entrées des musées) ainsi que les gains obtenus à la suite du passage sous la juridiction de l'Etat italien des biens de l'Eglise, conformément aux accords du Latran, « la base principale des revenus du Saint-Siège tient aux offrandes spontanément consenties par les catholiques du monde entier et, éventuellement, des autres hommes de bonne volonté (...) on doit donc affirmer, écrit le pape, que le Saint-Siège peut et doit avoir l'usufruit de ces contributions spontanées... sans recourir à des moyens qui pourraient apparaître moins conformes à son caractère particulier ».

Il n'y a pas à dire que la réaffirmation de grands principes. Le pape semble décidé à limiter les activités financières de l'Eglise et à mettre un terme aux pratiques qui consistent à gérer les fonds du Saint-Siège en donnant la priorité à la rentabilité des placements.

Sans que soit fait explicitement, référence à l'I.O.R., le pape invite à un retour de l'Eglise à son modèle originel, vivant du « don de Saint-Pierre » et de dons, et ne cherchant plus à faire fructifier ses capitaux dans des opérations sans doute rentables mais qui peuvent, du point de vue moral, être contestables.

Certes l'I.O.R. est une entité indépendante qui n'a jamais été contrôlée par la secrétairerie d'Etat, mais l'opinion publique continue à croire que le Saint-Siège, par des investissements purement bancaires, s'est trouvé mêlé aussi bien à la fabrication d'armes qu'à la production de contraceptifs. Dernièrement, après et malgré l'affaire du banquier Sindona qui entretenait des liens particuliers avec l'I.O.R. et se trouve actuellement en prison aux Etats-Unis, l'Institut a été fortement compromis dans des opérations douteuses de M. Calvi de la Banco Ambrosiano. De là, l'accent mis par le pape sur un retour à la parochie, c'est-à-dire finalement à l'acceptation de certains sacrifices pour donner une meilleure image de l'Eglise.

On ne s'attend guère à ce que la question de l'I.O.R. soit abordée par le collège des cardinaux, à moins que certains d'entre eux ne demandent des éclaircissements. Rien n'a, en effet, été révélé des conclusions de la commission des quinze cardinaux réunis à la fin de la semaine dernière pour étudier les problèmes financiers du Saint-Siège et examiner le rapport des trois experts laïcs chargés par Mgr Casaroli de démenter les liens entre l'I.O.R. et la Banco Ambrosiano.

En fait, le jour même où le pape rappelait les principes qui doivent guider l'Eglise dans ses activités financières, marquant implicitement l'arrêt de la politique suivie jusqu'à présent par Mgr Marinkus, l'ancien directeur de la Banco Ambrosiano, M. Rosone, déclarait devant la commission parlementaire chargée de l'enquête sur la loge P.2. que l'I.O.R. était le véritable propriétaire de la Banco Ambrosiano, déte-

# MÉDECINE

■ Dans une lettre adressée à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, les sections syndicales S.N.C.S.-FEN et SGEN-C.F.D.T. de l'Institut Jacques-Monod du C.N.R.S. (1) spécialisées dans la recherche en biologie moléculaire, demandent qu'une délégation de scientifiques ne se rende pas en Afrique du Sud.

Ces chercheurs doivent dispenser dans ce pays un enseignement de haute technologie (ingénierie génétique). Si cette mission avait lieu, soulignent les sections syndicales, on romprait « l'isolement dans lequel se trouve le régime de l'apartheid, isolé du monde scientifique international ».

(1) Institut Jacques-Monod, université de Paris-VII, 2, place Jussieu, 75251 Paris Cedex 05.

# DÉFENSE

## L'amiral de Castelbajac est nommé inspecteur général de la Marine nationale

Sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du mardi 23 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● Marine. — Sont élevés au rang et à l'appellation d'amiral, le vice-amiral d'escadre Pierre Lacoste, nommé directeur général de la sécurité extérieure (le Monde, daté 11-12 novembre), et le vice-amiral d'escadre Gérard de Castelbajac, nommé inspecteur général de la marine nationale.

[Né le 15 septembre 1923 au Pin-au-Haras (Orne) et ancien élève de Navarre, Gérard de Castelbajac a notamment commandé l'escadron d'escorte Kersaint, en 1967, puis le porte-hélicoptères Jeanne-d'Arc, en 1971. En 1976, il a commandé le centre d'expé-

mentations nucléaires du Pacifique et les forces armées de la Polynésie française. En 1978, il a commandé l'escadron de la Méditerranée avant d'être promu vice-amiral d'escadre en 1980 pour diriger l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Au poste d'inspecteur général de la marine nationale, l'amiral de Castelbajac succède à Philippe de Gaillet, qui atteint la limite d'âge de son rang le 28 décembre prochain.]

Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, le vice-amiral Jacques Bonnemaison.

● Air. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne Paul Rieunau.

● Armement. — Est nommé inspecteur technique de l'armement pour l'aéronautique et l'espace, l'ingénieur général de première classe Robert Fleury.

## LE GÉNÉRAL DELAUNAY DEMANDE AUX CADRES DE L'ARMÉE DE TERRE DE « CONSERVER LEUR SANG-FROID »

Le général Jean Delaunay, chef d'état-major de l'armée de terre, appelle la hiérarchie et les militaires à « conserver le calme qui sied aux soldats responsables de la défense de la France », dans un éditorial publié dans le bulletin mensuel de liaison de l'armée de terre de novembre.

Après avoir rappelé que le président de la République a déclaré au camp de Canjuers, le 15 octobre, que « l'armée de terre maîtrise la technique et qu'elle est de bonne santé physique et morale », le général Delaunay constate que « certaines études, entreprises à l'occasion de l'élaboration du projet de planification 1984-1988, donnent lieu à des articles, puis des conversations et des rumeurs ».

« Il faut en finir avec ce cycle et garder la tête froide », estime le chef d'état-major de l'armée de terre. « Les décisions politiques relatives au concept d'emploi des forces et aux ressources financières, ajoute-t-il, n'ont pas encore été prises et rien ne permet d'inférer de celles qui le seront ».

« C'est pourquoi je vous demande instamment de garder votre sang-froid et de rester sereins à des informations partielles (...). Cela dit, conclut le général Delaunay, le sort des hommes — et notamment des cadres — sera pris en compte comme l'un des éléments majeurs de la décision ».

## ÉDUCATION

### M. JACQUES BRIGHELLI EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE CORTE

M. Jacques Brighelli a été élu président de l'université de Corte (Haute-Corse). M. Brighelli avait été nommé, en décembre 1981, administrateur provisoire de l'université lorsque le statut dérogatoire de cet établissement fondé en 1975, mais qui n'a accueilli ses premiers étudiants qu'en octobre 1981, a pu être abrogé. M. Brighelli est ainsi le premier président élu de l'université de Corte.

[Né le 15 juillet 1932 à La Porta (Haute-Corse), M. Jacques Brighelli est docteur ès lettres et agrégé de grammaire. Spécialiste de philologie, il est professeur à l'Institut universitaire de technologie Saint-Jérôme (université Aix-Marseille III) où il dirige le département Gestion des entreprises et des administrations. Depuis la rentrée, il enseigne aussi à l'université de Corte.]

● Manifestation de lycéens à Périgueux. — Un millier de lycéens ont manifesté, mardi après-midi 23 novembre, dans les rues de Périgueux. Ils protestaient contre les notes qu'ils jugeaient trop faibles (8,5 sur 20 de moyenne) attribuées aux candidats de l'épreuve anticipée de français du baccalauréat. Cette épreuve avait dû être subie à nouveau le 13 octobre par les six cent soixante-dix candidats du département de la Dordogne, en raison des fautes constatées lors de la session de juin. Les manifestants ont demandé au représentant de l'inspecteur d'académie d'une seconde correction soit effectuée pour les copies ayant obtenu 8 ou moins de 8 et que le livret scolaire soit pris en compte pour l'attribution définitive des notes. — (Corresp.).

CRÉATEURS D'ENTREPRISE, EXPORTATEURS, INVESTISSEURS  
Votre siège  
à Paris, Londres, Jérusalem  
de 150 à 350 F par mois  
Constitution de Sociétés  
G.E.I.C.A. 56 bis, rue du Louvre  
75002 PARIS  
Tél. 236-41-12

# SPORTS

## LA COUPE DAVIS : LES FRANÇAIS EN FINALE

### Quarante-neuf ans après

Du 26 au 28 novembre au Palais des sports de Grenoble deux fanatiques de rock et roll vont donner un régal... de tennis. John Mc Enroe numéro un mondial et Yannick Noah, classé onzième, seront les chefs de file des équipes américaine et française qui disputeront la finale de la Coupe Davis.

Depuis l'épopée des « Mousquetaires », qui avaient conquis le saladier d'argent pendant les années folles et l'avaient perdu au creux de la grande dépression, les tennismen français n'avaient plus atteint ce stade de la compétition. C'est l'aboutissement d'une politique de formation mise en place par le président de la fédération française de tennis (F.F.T.), M. Philippe Chatrier, depuis 1968. Toutefois cette échéance que les Français n'attendaient pas, compte tenu des obstacles qu'ils avaient à pas-

ser pour se qualifier, a fait surgir de nombreux problèmes.

Le capitaine de l'équipe nationale, Jean-Paul Lott, doit faire un choix difficile pour attribuer la deuxième place de joueur de simple : Henri Leconte, la valeur en hausse du tennis français, classé vingt-neuvième mondial à dix-neuf ans après avoir battu notamment le Suédois Wilander, ou bien Thierry Tulasne, l'ex-champion du monde juniors retombé au 96ème rang A.T.P., mais très régulier dans cette épreuve. Le talent ou l'acharnement. Jean-Paul Lott, qui a baissé en suspens son verdict pour des raisons tactiques, aura peut-être en le tort de trop attendre pour révéler son choix, créant ainsi une tension inutile entre ces deux prétendants (Gilles Moretton étant voué d'emblée au rôle de remplaçant).

Le court de terre battue construit en un temps record sur l'aire de la patinoire a également été un sujet de préoccupations. Il fallait avantager les Français habitués à cette surface sans la rendre impraticable. L'objectif semblait atteint après les premiers entraînements, mais il en faudra plus pour éventuellement dominer les joueurs d'Arthur Ashe.

Les Grenoblois ont leurs propres motifs de récrimination. Pratiquement exclus de l'événement, ils sont médiocrement intéressés à ses bénéfices. Ceux-ci seront répartis entre les joueurs français, qui recevront, en outre, des commanditaires de l'épreuve 200 000 dollars s'ils sont vainqueurs, et 100 000 dollars s'ils perdent.

ALAIN GIRAUDO.

## Le dernier challenge round

éloigné du modèle bon élève dont raffolent les sélectionneurs, ainsi qu'en témoignait cet aimable commentaire, la veille du Challenge round : « Ses airs de matamore, son aveugle confiance en lui, disons le mot, sa suffisance, lui ont créé beaucoup d'ennemis ».

### Canicule

Sur ce, le vendredi 28 juillet, au cours du premier simple, le métro-nome Austin ne laisse aucune chance à Merlin, qu'il pulvérise par 6-3, 6-4, 6-0. Il est bon mine, les supporters du Français, qui rappelaient que celui-ci, né et élevé en Afrique, ne craignait pas la canicule !

De fait, la chaleur en cette première journée est accablante. Dans le stade archi-plein (10 258 places), les jolies femmes qui ont interrompu leurs vacances sont en tenue de plage, les hommes ont tombé la veste. De la place élevée que j'occupe « invitations de presse », j'aperçois le président de la République, Albert Lebrun, qui s'évente

avoir lancé, deux ans plus tôt, la mode. Dès les premiers échanges, on s'aperçoit que le jeu monocorde du Britannique convient admirablement au génie de l'anticipation du Français. Celui-ci se fait quelque peu accrocher, mais rétablit la situation dès qu'il le désire. En cinq sets (5-7, 6-4, 4-6, 6-4, 6-4). Cochet, qui joue ce troisième simple, mettant les deux équipes à égalité. Deux par-tout. Le stade exulte.

Hélas ! la France à présent n'a plus aucune chance : le jeune Merlin, vingt et un ans, est livré à Minotaure Perry, vingt-cinq ans.

Pourtant, quand il apparaît sur le central, dûment arrosé par nos vieilles connaissances Simon et Ange Giordano, André Merlin a un air renfrogné qui, du haut des tribunes, me paraît de bon augure (« Tu ne robes pas assez », m'a-t-il dit lors de notre dernière confrontation familiale). « Balle ! », crie-t-il aussitôt d'un ton comminatoire au ramasseur. Il est en short, le crâne calaminé séparé par une raie au milieu, avec sa silhouette de « basse-set » populaire des deux jours : buste long et petites jambes veloces. En face de lui, Fred Perry, très athlétique, sûr de lui, fait admirer une autre dimension, qui ne laisse aucun doute sur l'issue de la partie.

On surpasse : la première balle n'est pas en jeu qu'on voit Merlin se ruier au filet sur son service. Plus grande surprise encore : il obtient d'affiliée les six points. Il bourre, il smashe, ne commet pas une faute : 3-2, 4-2, 5-2. Perry maintenant doit réussir des points gagnants pour remonter : il y parvient grâce à des volées définitives : 5-3, puis 5-4, service Perry. Merlin, nullement ébranlé, paraît incapable de commettre une erreur. Mieux, il ne laisse pas le temps à Perry de souffler, il bourre toujours : 15-30, une balle de set. C'est la bonne. Premier set : 6-4 au Français sous les ovations frénétiques de la foule.

### Chance passée

A l'attaque du deuxième set, Merlin continue à ne douter de rien. Il gale sur toutes les balles, conclut les échanges par des volées croisées dignes de son maître Cochet : 3-1 pour lui. Perry remonte : 3 partout. Puis 4 partout. Puis 5-4 pour Merlin sur le service de Perry. Et voici l'incalculable : le Français compte deux balles de set et la chance prodigieuse de mener par deux manches à zéro. On entendrait voler une mouche dans le stade, et les cœurs sont suspendus (est-ce bête, le mien coigne). Mais le propre des grandes raquettes, le dos au mur, est de retrouver leur concentration optimale. Perry « écarte », comme on dit aujourd'hui, ces deux balles de set. Il égalise à 5 partout et, malgré un rétablissement de Merlin à 6 partout, remporte cette

## LE PALMARÈS DE 1900 A 1982 (1)

Etats-Unis	27 victoires
Australie	24 victoires
Grande-Bretagne	9 victoires
France	6 victoires
Tchécoslovaquie	1 victoire
Italie	1 victoire
Suède	1 victoire
Afrique du Sud	1 victoire

(1) La Coupe Davis n'a pas été jouée en 1901, de 1915 à 1918 et de 1940 à 1945.

avec son canotier, tandis que d'autres célébrités nationales, Georges Carpentier, Dieudonné Costes, Michel Déryot, déjà s'épongeant le front ou l'adornement de panamas presque aussi vastes que celui que porte Rodolphe, l'immuable arbitre de chaîne.

La-dessus, deuxième catastrophe. Perry bat Cochet. L'empoignade est acharnée, mais le résultat est éloquent, et le score du dernier set sans appel : 8-10, 6-4, 8-6, 3-6, 6-1. Deux à zéro pour la Grande-Bretagne.

Il fait gris, une pluie fine même va tomber par instants pour atténuer l'atmosphère de la deuxième journée. L'équipe reine Borotra-Brugnon n'en gagne pas moins facilement (6-3, 8-6, 6-2) le point du double sur la paire britannique Lee-Hughes.

La troisième journée, sous le soleil revenu, commence très bien. Pour la première fois de sa carrière, Henri Cochet porte un short. Son adversaire, Bunny Austin, est le premier champion de l'histoire du tennis à

**TELEMATIQUE ET COMMUNICATION LOCALE**  
35 heures (7 heures 5 jours) du 17 au 21 janvier 1983  
Renseignements et inscriptions :  
**université paris 8 formation permanente**  
2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02  
Tél. 829.23.00

هكذا من الأصل



L'amiral de Castelnau est nommé inspecteur général de la Marine nationale

**Essayez-le... affichez l'ouverture, cadrez, mettez au point et déclenchez, c'est tout. Le reste se fait automatiquement. Tout en vous tenant constamment informé visuellement sur la vitesse, le FE calcule instantanément**

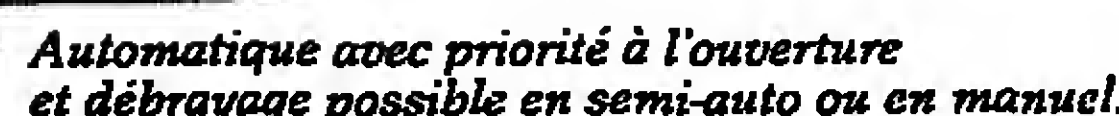
**Atouts supplémentaires du FE :**  
le contrôle de la profondeur de champ  
(qui vous permet de maîtriser avec précision la netteté de vos images), la

**Vous voulez prendre les commandes et jouer avec les lumières et les**

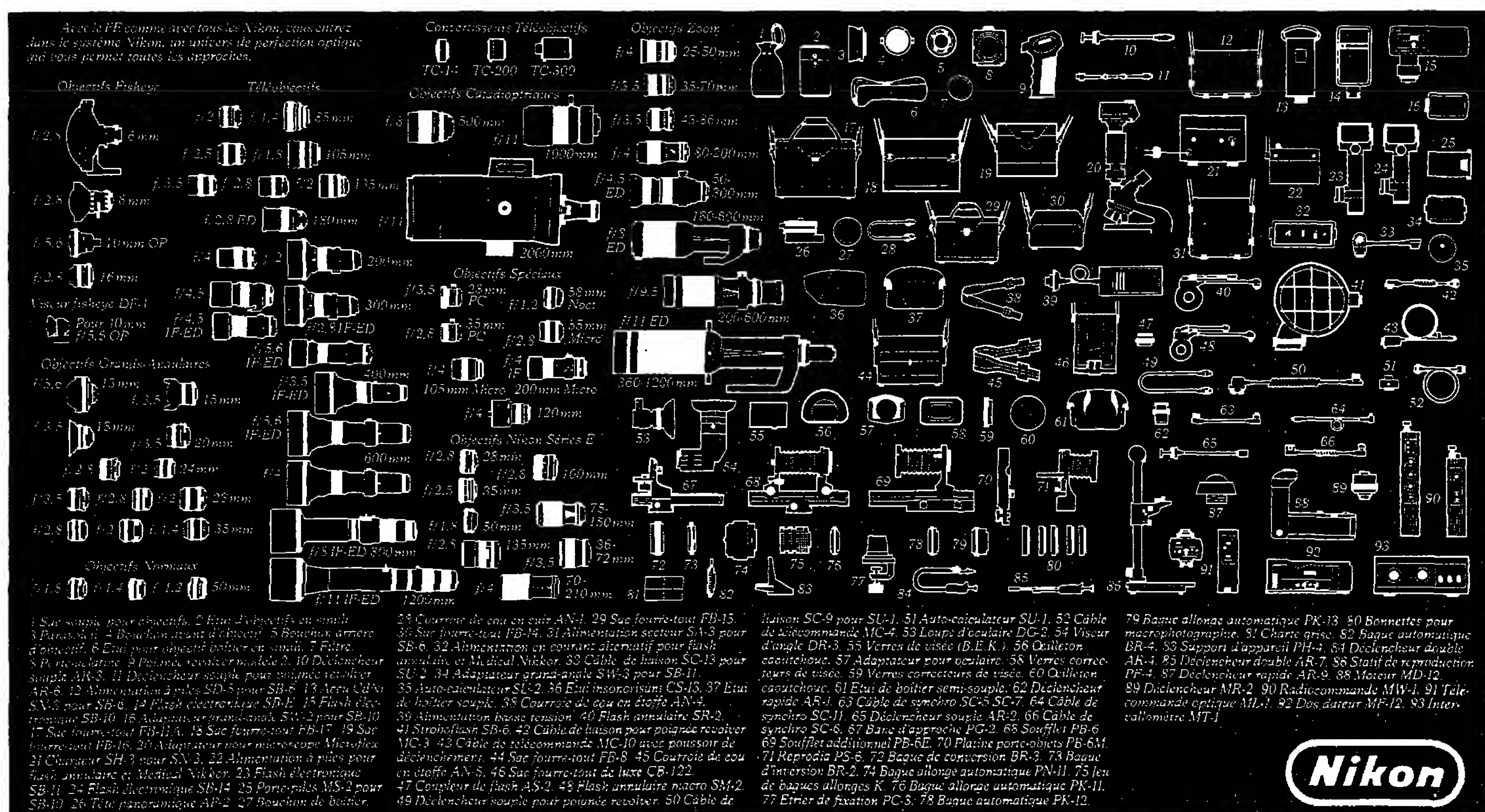
**Vous voyagez beaucoup? Et loin?**  
En cas d'usure des piles, la position  
de déclenchement mécanique (M 90) est  
toujours possible.

Le Nikon FE, c'est aussi tout Nikon dans un Nikon. Tout Nikon, c'est-à-dire la tradition Nikon, centrée depuis 1917 sur l'optique et ses applications les plus diverses, du télescope astronomique aux microscopes en passant par les verres de lunettes. Tout Nikon, c'est-à-dire le système Nikon, le plus riche et le plus performant de toute la photographie 24 x 36 Reflex : plus de soixante objectifs Nikkor et Nikon Série E, les moteurs, les flashes et les accessoires.

**Nikon FE:**  
un classique de l'automatisme.



# Nikon présente le FE : un classique de l'automatisme.



*Pour obtenir une information complète sur les appareils, les objectifs et l'ensemble des accessoires Nikon, il suffit de vous renseigner auprès des revendeurs Nikon ou d'écrire à Nikon, Maison Brandt Frères, 16 rue de la Cerisaie, 94220 Charenton-le-Pont. Tél. 375.97.55.*



# INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MAISON Des artisans pour les bricoleurs

Des équipes d'artisans du bâtiment peuvent continuer, ou entreprendre, des travaux qui se révèlent au-dessus des capacités d'un bricoleur.

Depuis quelques années, les particuliers se lancent dans des travaux de plus en plus compliqués : installation d'une salle de bains, d'un chauffage, de l'électricité. Par manque de temps, ou ayant surestimé leur talent, ils sont parfois contraints d'abandonner leur travail en cours. D'autre part, souvent tenté d'acheter lui-même des matériaux, un bricoleur moyen peut se trouver rebuté par une pose qui s'avère plus difficile que prévue. Reprendre un travail commencé — surtout par un non-professionnel — est rarement accepté par les gens du bâtiment. D'où l'originalité des services offerts par les équipes de Tâcheron (1).

Sous ce nom, des groupes d'artisans de tous les corps d'état — organisés selon un système de franchisage — répondent rapidement à toutes les demandes, y compris le sauvetage d'un chantier en panne. C'est en 1980 que Pierre Legis ouvre, à Lorient, la première agence Tâcheron. Cet ingénieur de trente-neuf ans, après divers emplois à Paris et en Bretagne, a dirigé un négociant de matériaux. « J'ai pu constater alors, dit-il, qu'un nombre croissant de bricoleurs venaient s'y approvisionner pour faire leurs travaux eux-mêmes, mais que certains d'entre eux y renonçaient et cherchaient, en vain, des artisans pour prendre le relais. » Pierre Legis décide de remédier à cette situation (qui favorisait, en outre, le travail au noir) en créant une structure inédite d'artisanat du bâtiment. Il y a, actuellement, trente-cinq agences Tâcheron réparties dans toute la France.

L'équipe de chaque agence est composée d'un coordinateur commercial et de plusieurs représentants des divers corps de métier : charpentiers, couvreurs, maçons, plâtriers, carrelleurs, plombiers-chauffagistes, électriciens, peintres. Le coordinateur est l'interlocuteur unique du

client et assure la liaison avec les artisans concernés. Il contrôle, aussi, le déroulement des travaux, par des visites de chantier, afin de faire respecter les délais prévus.

Le coordinateur commercial et les artisans sont franchisés, tout en demeurant indépendants les uns des autres. Les contrats de franchise ont une durée de cinq ans et sont renouvelables. Ils sont régis par les usages de ce système, avec droit d'entrée et redevances sur les travaux.

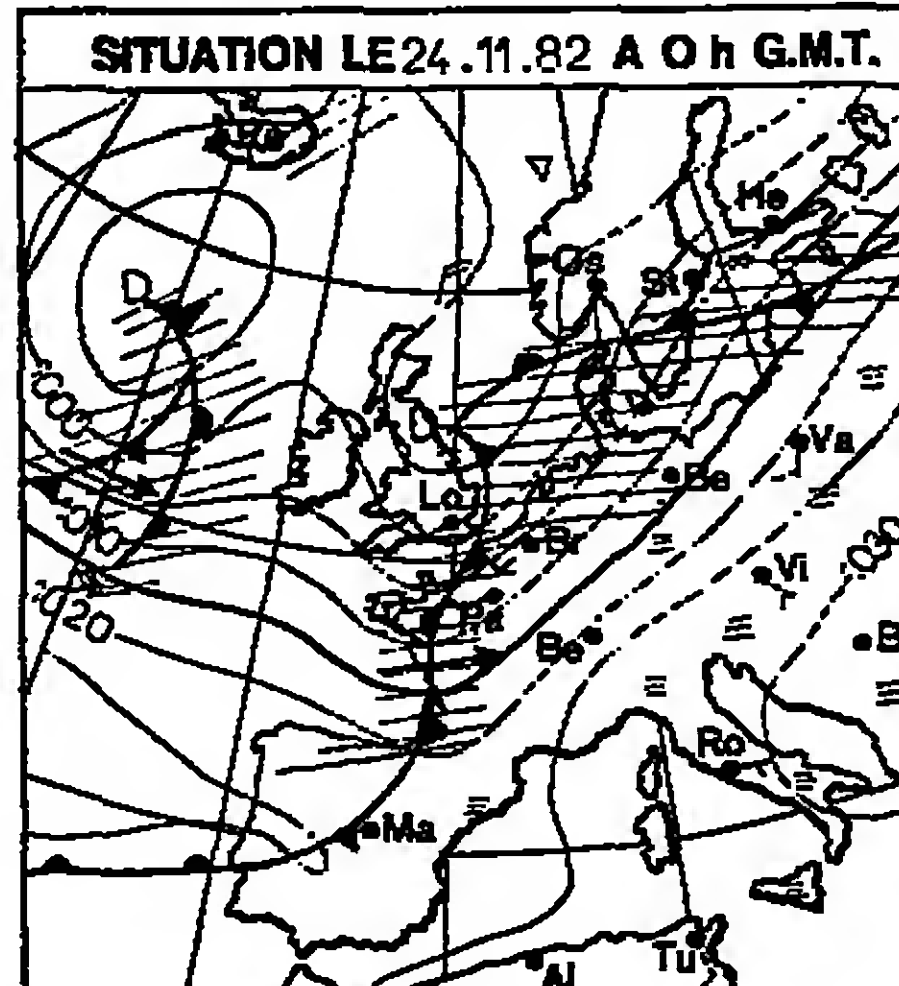
« En créant Tâcheron, explique Pierre Legis, j'ai souhaité améliorer la communication et la compréhension entre les particuliers et les artisans. Ceux-ci sont débarrassés, par le coordinateur, des tâches administratives qui mobilisent, normalement, un tiers de leur temps. » Tous les travaux sont proposés « à la carte » : du simple conseil (pour aider un bricoleur à faire son travail) à la réalisation complète d'un chantier. Un artisan peut, également, commencer un ouvrage, ou n'en faire qu'une partie ; par exemple, un client qui a déjà ses produits peut faire peindre un plafond, mais poser lui-même son papier peint.

Pour la facturation, les fournisseurs (et le client ne les achète pas lui-même) et les temps de pose sont détaillés poste par poste. Lorsque l'artisan a remis son devis à l'agence, celle-ci établit un contrat en triple exemplaire. Ce document, que signe le client, fait aussi office de bon de commande et de facture. Ce qui élimine pas mal de contestations ultérieures.

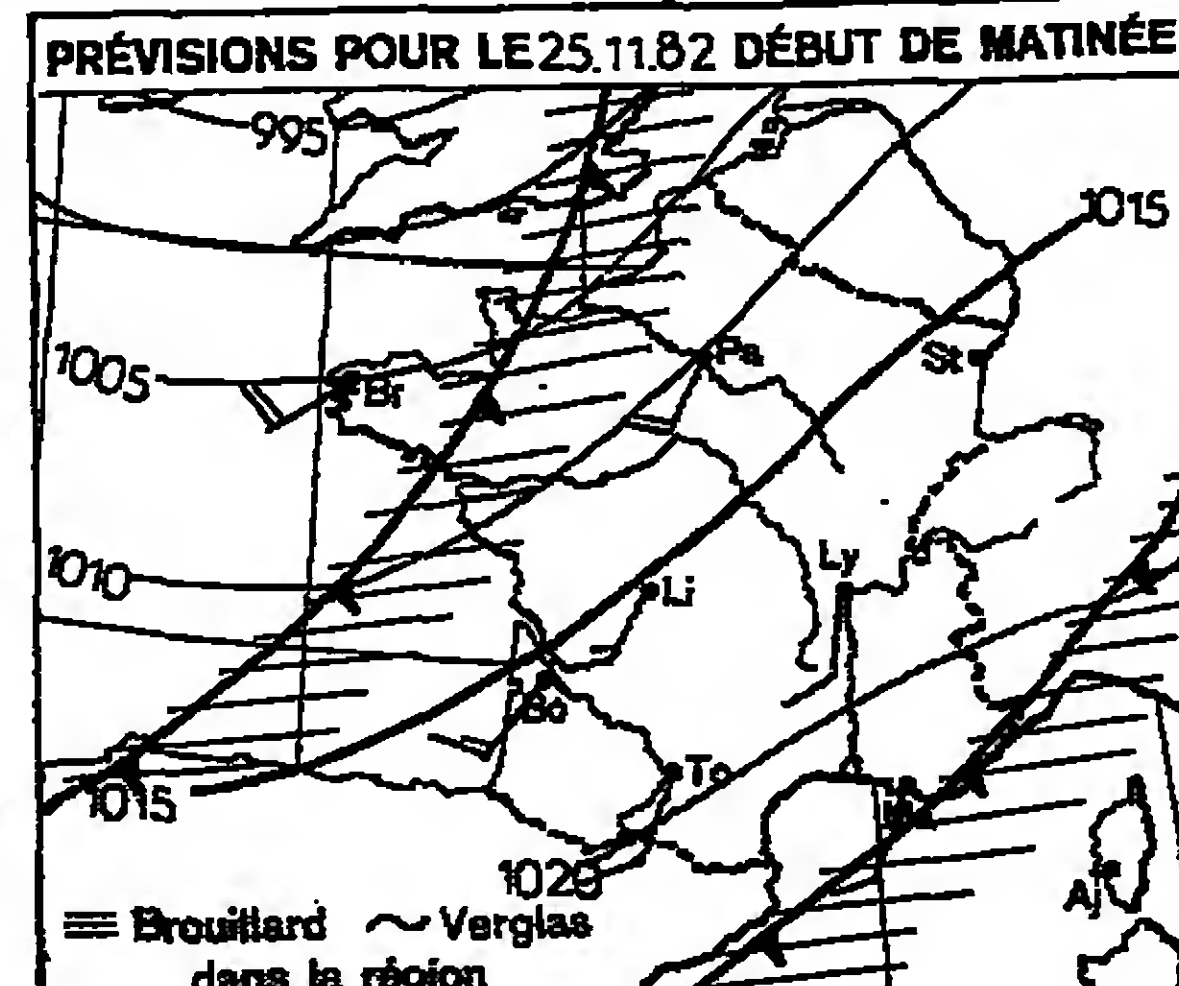
JANY ALJAME.

(1) Tâcheron, siège social (où obtenir la liste des agences), 42, cours de Chazelles, 56100 Lorient. Tél. : (97) 21-55-63. Pour Paris et la région parisienne, téléphoner au 955-39-72.

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 24.11.82 A 0 H G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 25 NOVEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 24 novembre à 0 heure et le jeudi 25 novembre à minuit.

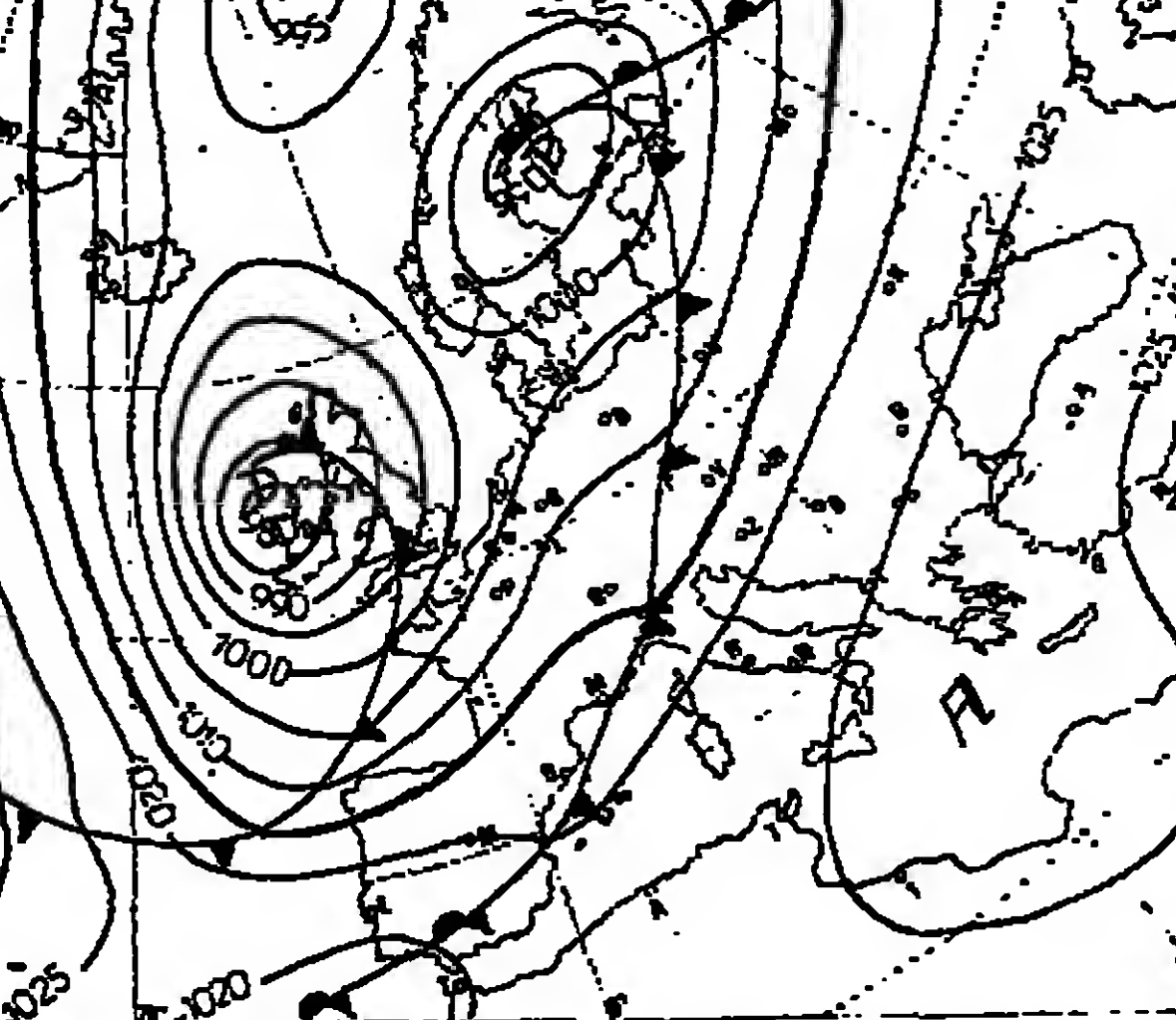
Une dépression assez profonde, sur le proche Atlantique au large de l'Irlande combine de féroces perturbations venant du sud-ouest, alimentées en air doux, humide, donnant des passages pluvieux assez abondants sur toute l'Europe occidentale.

Mercredi matin, l'une de ces perturbations affectait les régions s'étendant des Pyrénées centrales et du Languedoc, au sud, à la région parisienne, Champagne-Ardenne, au nord, en donnant des pluies fortes, et même des orages sur le Massif Central. Cette zone de mauvais temps va se déplacer vers l'est, s'évacuant jeudi en fin de nuit, de la France continentale, mais allant toucher la Corse. Une seconde zone de mauvais temps va aborder, mercredi après-midi, le Finistère. Elle suivra le chemin de la précédente et s'étendra de nuit sur une large moitié ouest de notre pays, avec toutefois apparition, en soirée, d'éclaircies sur l'ouest de la Bretagne.

Entre les deux zones de mauvais temps, le ciel sera nuageux avec de belles éclaircies, mais aussi quelques ondées éparpillées au nord de la Loire.

Les vents compris entre sud et ouest seront assez forts sous les pluies et orages, modérés à faibles par ailleurs.

Les températures varieront jeudi matin entre 6 et 7 degrés dans le Nord, 9 à 11 dans le Midi, et jeudi après-midi, entre 10-12 dans le Nord, 15 à 17 dans le Midi.



La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 24 novembre 1982, à 7 heures, de 1 010,3 millibars, soit 757,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 novembre ; le second le minimum de la nuit du 23 au 24 novembre) : Ajaccio, 18 et 6 degrés ; Biarritz, 19 et 9 ; Bordeaux, 17 et 8 ; Bourges, 17 et 9 ; Brest, 12 et 4 ; Caen, 14 et 7 ; Cherbourg, 13 et 7 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 15 et 12 ; Gre-

noble, 15 et 11 ; Lille, 12 et 9 ; Lyon, 16 et 13 ; Marseille-Marganne, 18 et 14 ; Nancy, 16 et 13 ; Nantes, 15 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 9 ; Paris-Le Bourget, 15 et 9 ; Pau, 14 et 8 ; Perpignan, 19 et 14 ; Rennes, 15 et 7 ; Strasbourg, 15 et 8 ; Tours, 15 et 9 ; Toulouse, 17 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 12 degrés ; Amsterdam, 11 et 10 ; Athènes, 16 et 4 ; Berlin, 12 et 9 ; Bonn, 13 et 13 ; Bruxelles, 14 et 11 ; Le Caire, 21 et 10 ; Les Canaries, 24 et 19 ; Copenhague, 8 et 8 ; Dakar, 28 et 19 ; Djibouti, 21 et 10 ; Genève, 15 et 10 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 17 et 10 ; Londres, 13 et 5 ; Luxembourg, 13 et 10 ; Madrid, 12 et 4 ; Moscou, 4 et 1 ; Nairobi, 23 et 14 ; New-York, 17 et 9 ; Palma-de-Majorque, 20 et 9 ; Rome, 17 et 11 ; Stockholm, 9 et 5 ; Téhéran, 20 et 9 ; Tunis, 21 et 9.

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 3327**

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

**HORIZONTALEMENT**

1. Un bouchon de mauvaise qualité. — II. Permet de garder des arêtes saines. Adverbe. — III. Plus vieux que jamais. Dont on a fait des parts. — IV. Qui ne pourra donc pas servir. Préposition. — V. Fait son apparition. Quand elle est belle, il peut y avoir beaucoup de papillons. — VI. Qu'on ne pourra pas faire chanter. — VII. Épreuve. Jetez pour jouer. — VIII. Démonstratif. Nom de pays. — IX. Baie du Japon. Théâtre d'une guerre. — X. Un placement tout indiqué pour une conférence au sommet. — XI. Qui ont reçu des fleurs. Bête.

**VERTICALEMENT**

1. Utile pour entretenir les barbes. Ne se met plus au lit. — 2. Qui ont des qualités d'espèces. — 3. Un homme qui ne descend pas pour rien. Bouffier. — 4. Est parfois sur les dents. Prouve qu'il y a du relâchement. Terme musical. — 5. Note. Bons pour le service. — 6. Celui du Japon sert au reboisement. Danse quand il est petit. — 7. Quand ils sont malins, il y a du charbon. — 8. Qui a donc de la force. — 9. Peut devenir mère dès qu'elle est veuve. A la mode d'autrefois.

**Solution du problème n° 3326**

**Horizontalement**

I. Princeps (Allusion à l'Etat). — II. Radiateur. — III. Ébénier. — IV. Tomar. Mû. — V. Eu. Second. — VI. Nif. RN. — VII. Tiemcen. — VIII. Ali. Adèle. — IX. Iéna. — X. Nutrition. — XI. Erès. Sono.

**Verticalement**

1. Prétenante. — 2. Rabouillier. — 3. Idem. Pointe. — 4. Ninas. Ars. — 5. Caire. Ça. — 6. Eté. Crutis. — 7. Sermonne. lo. — 8. Su. Un. Lion. — 9. Ers. Dose. Nô.

GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES

- VENDREDI 26 NOVEMBRE**
- « Le Marais », 14 h 30, place des Vosges, M<sup>me</sup> Schmitt.
  - « Saint-Denis », 15 heures, hall du métro Saint-Denis, porte de Paris, M<sup>me</sup> Allaz.
  - « Le musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné, M<sup>me</sup> Bouquet des Chaux.
  - « Gares du Nord et de l'Est », 15 heures, gare de l'Est, entrée hall des départs, M<sup>me</sup> Serres.
  - « Madame de Pompadour », 15 heures, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, M<sup>me</sup> Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
  - « Cycle impressionnisme », 15 heures, musée du Jeu de paume (Arts et curiosités de Paris).
  - « Services secrets 1939-1945 », 15 heures, métro Invalides (M. Czorny).
  - « L'Opéra de Garnier », 11 heures, entrée (M. Bouchard).
  - « Trésors d'Irlande », 15 h 30, Grand Palais (M<sup>me</sup> Caneri).
  - « Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (M<sup>me</sup> Camus).
  - « Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
  - « Musée de la préfecture de police », 15 heures, 1 bis, rue des Carmes (M<sup>me</sup> Ferrand).
  - « L'art irlandais », 15 h 45, Grand Palais (P.-Y. Jaslet).
  - « Jean-Baptiste Oudry », 15 heures, Grand Palais (Paris et son histoire).
  - « Maison et cloître Notre-Dame », 14 h 30, portail central de Notre-Dame (Paris pittoresque et insolite).
  - « Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
  - « L'île Saint-Louis », 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).
- Conférences**
- VENDREDI 26 NOVEMBRE**
- 15 heures, 62, rue J.-J. Rousseau, M<sup>me</sup> Hager : « Claude Monet et ses amis impressionnistes ».
  - 15 heures, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, M<sup>me</sup> C. Thibaut : « M<sup>me</sup> de Pompadour, protectrice des arts ».
  - 19 h 45, 12, rue Vivienne, Maja : « Les rêves » (Erpônia).
  - 20 h 30, 26, rue Bergère, M<sup>me</sup> Flak : « La méditation tantrique est-elle un moyen pour augmenter le potentiel énergétique, physique et mental ? » (l'Homme et la connaissance).
  - 20 h 15, 11 bis, rue Keppeler : « Le schéma type de la méditation » (Loge unie des théosophes) [entrée libre].

## VIVRE A PARIS

### La chanson dans le métro

La R.A.T.P. présente du 24 au 27 novembre, avec la collaboration du ministère de la culture et de la SACEM, une série de manifestations dans le métro consacrées à la chanson française.

Mercredi 24 novembre, à la station Auber, Francis Lalanne et des « invités surprise » ouvriront la manifestation. A cette même station, Jean-Louis Foullquier animera tous les jours en direct son émission « Y'a de la chanson dans l'air » diffusée sur France-Inter. A la station Miromesnil, le Centre de la chanson de Bourges présentera à 14 h 30 son spectacle « Le temps des crises », avec Michèle Bernard, Alain Meilard et Paul Castanier. Puis Michel Hermon donnera un récital consacré à Edith Piaf.

Seront également à l'affiche de ce mercredi 24 novembre : Antoine Tomet, Pascal Auberson et Marie-France Anglade à la station Nation, Mireille Rivat, Marc Chapiteau et François d'Aimé à Montparnasse, Christiane Mouron, Jean-Pierre Lacot, Jean-Pierre Robert à la station Champs-Élysées. Au Châtelet, la SACEM inaugurera la première des rencontres consacrées chaque jour de la semaine à la chanson française. Dans cette même station seront présentées trois expositions : la première autour des photos de Patrick Ullmann, la deuxième autour de l'histoire du microvillon, la troisième autour du phénomène Jacques Higelin. Enfin, toujours au Châtelet, une série de vidéo-cassettes diffuseront les shows de quelques-unes des principales têtes d'affiches françaises.

Jeudi 25 novembre, à la station Auber, Bernard Lubat animera à partir de 20 h 30 un spectacle en compagnie de Jean-Pierre Vannier, Jean Shulteis, Colette Magny, Pierre Vassiliu, Claude Engel, Steve Warring.

A la station Nation, David Martial présentera un spectacle, le groupe Tchouck Tchouck Nougoh, ses sketches chantés, et, à la station Montparnasse, une « scène ouverte » qui se poursuivra chaque après-midi jusqu'au samedi 27 novembre — permettra à de jeunes inconnus de chanter.

Vendredi 26 novembre, à la station Auber, Bill Baxter et Gérard Blanchard donneront un concert à partir de 20 h 30. A la station Miromesnil, le Centre de la chanson de Nanterre présentera à 14 h 30 *Quatre un*, avec Patrice Caratini, Colette Magny et Yvette Theraulaz. Puis Mireille ouvrira son Petit Conservatoire. A la station Nation, Vanina Michel, Olivier Kowalski et Elizabeth Wiener ont programmés l'après-midi et, à la station des Champs-Élysées, Brigitte Sauvane présentera son récital Brel, et Jacques Florencie un récital Gaston Couté.

Samedi 27 novembre, à la station Auber, Georges Moustaki animera l'après-midi un spectacle avec Maxime Le Forestier, Marcel Amont, Juliette Gréco, Richard Galliano, et Guy Béart qui présentera les chansons du début du siècle qu'il vient d'enregistrer. A la station Miromesnil, Claude Maurane, Romain Didier et Mini Lorca donneront chacun leur tour de chant et, à la station Nation, les groupes Taxi Girl, Tabou, Corazou Rebelde et Ici Paris joueront.

## SCIENCES

### LA FRANCE CÉLÈBRERA EN 1983 LE BICENTENAIRE DU PREMIER VOL HUMAIN

Le bicentenaire du premier vol humain, qui sera célébré en 1983, a fait l'objet, mardi 23 novembre à Paris, d'une cérémonie dans les salons de l'Aéro-Club de France à laquelle participait le premier ministre, M. Pierre Mauroy. C'est en effet le 21 novembre 1783 que le marquis d'Arlande et Pilâtre de Rozier se sont arrachés du sol à bord d'un ballon conçu par les frères Montgolfier. Quelques mois plus tard, le 4 juin, le premier Montgolfière s'était envolé d'Annonay en Ardèche.

Cette cérémonie, à laquelle le ministre des transports, M. Charles Fiterman, était présent, marque le coup d'envoi de toute une série de manifestations — plus d'une cinquantaine — qui prendront la forme, tout au long de l'année prochaine, d'expositions, de fêtes et d'événements sportifs. A cette occasion, M. Mauroy a rappelé que la France était « devenue la troisième puissance aéronautique et spatiale » et a rendu hommage aux deux cosmonautes français Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry qui « ont montré que la conquête de l'espace peut être un gage de paix même si nous ne pouvons ignorer qu'elle pose, dans le même temps, de redoutables problèmes militaires ».

Le consortium Arabas a signé, lundi 22 novembre, un accord avec la NASA pour la mise en orbite d'un de ses satellites de télécommunications à partir de la navette. L'autre doit être lancé par la fusée européenne Ariane. Pour permettre le lancement de son satellite par la navette, le consortium Arabas, qui comprend vingt-deux membres parmi lesquels la Libye et l'O.L.P., devra payer 11,6 millions de dollars à la NASA. Le tir devrait avoir lieu en 1984. (A.F.P.).

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bourvois-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du Monde, 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire : n° 57 437.  
ISSN : 0026-9360.

### LE PRIX GLAXO DE VULGARISATION SCIENTIFIQUE

Le Prix Glaxo 1982 de vulgarisation scientifique d'un montant total de 60 000 F a été décerné et remis, mardi 23 novembre, à trois lauréats :  
• Un prix spécial du jury est allé à André Leroi-Gourhan, ethnologue, qui est à l'origine d'une véritable révolution dans l'étude de la préhistoire, puisqu'il replace l'homme préhistorique dans sa vie quotidienne.  
Le prix lui est spécialement décerné pour un ouvrage d'entretiens avec Claude Henri Roquet, *Les Racines du monde*.

• Le prix de vulgarisation scientifique proprement dit est allé, à parts égales (20 000 F chacun), au journaliste médical Pierre Bourget et à M<sup>me</sup> Anny-Chantal Levasseur-Regourd, maître-assistant à l'Université de Paris-VI, pour son livre *L'Athmosphère et ses phénomènes*.

### Unesco

### LE PLAN DE L'ORGANISATION POUR LES ANNÉES 1984-1989 EST SOUMIS A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

Plus de deux mille cinq cents délégués et observateurs, représentant les cent cinquante-huit États membres et divers organismes internationaux, sont réunis à Paris depuis le 23 septembre pour la quatrième session extraordinaire de la conférence générale de l'Unesco. Ils doivent adopter le plan à moyen terme de l'Organisation pour les années 1984-1989 portant, à la fois, sur l'éducation (lutte contre l'analphabétisme, formation des adultes, droit à l'éducation), les sciences (informatique, énergie, microbiologie et biotechnologie), la culture (défense de l'identité culturelle, lutte contre les discriminations raciales et sexuelles) et la communication (pour un nouvel ordre mondial de l'information).

Cette session extraordinaire, qui doit durer jusqu'au 3 décembre, permet à l'Unesco de différer d'un an la conférence générale ordinaire (octobre 1983 à Paris) afin de mettre l'Unesco « en phase avec le calendrier des autres agences du système des Nations unies ».

502 من الأصل

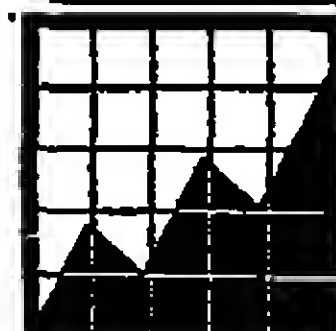


OFFRES D'EMPLOI	1 ligne*	1 ligne 7/7
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITALUX	140,00	164,84

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	1 ligne*	1 ligne 7/7
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Une société française de biens d'équipements industriels, (effectif 700 personnes réparties dans plusieurs établissements Paris, Province et étranger, C.A. annuel : 200 millions de francs) l'un des leaders mondiaux, en son domaine, crée dans le cadre d'un plan de diversification et d'une restructuration en cours, le poste de :

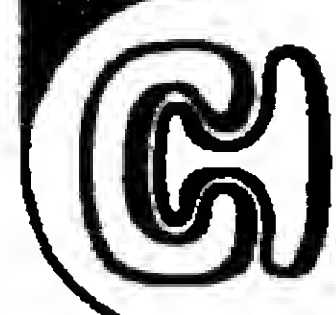
### Directeur Général

PARIS 500.000 F +

Membre du directoire avec le Président, qui se réservera notamment la stratégie à long terme, ce D. G. assurera le management de la Société : Industriel - Finances - Commercial et Développement International.

Ce poste ne sera confié qu'à une personnalité diplômée d'une grande école scientifique ou commerciale, justifiant déjà de plusieurs années d'expérience de la direction effective d'entreprise ou d'unités de dimensions similaires. Elle maîtrisera parfaitement la gestion industrielle et aura des qualités d'organisateur et les capacités de décision et d'autonomie pour assurer l'expansion de la société et en valoriser les ressources humaines.

Une grande aisance dans les relations internationales est évidemment indispensable.



**Conexhom**

Conseil en Recrutement

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 8173 à François ROUSSEAU CONEXHOM - Tour Aurore 18, place des Reflets 92080 PARIS LA-DEFENSE CEDEX 05 qui garantira la plus totale discrétion.

### DIRECTEUR DE FILIALE EN R.F.A.

80 000 DM + et voiture

### VENTE DE PRODUITS SIDERURGiques

Cette GmbH, située près de Heidelberg, filiale d'un des premiers Groupes français, couvre tout le territoire de la R.F.A. Le Directeur recherché a plus de 30 ans, une formation commerciale supérieure, l'expérience de la responsabilité totale d'une unité de distribution. Nationalité indifférente.

Adresser votre dossier sous n° 770 LM, GABRIEL MARCU 154 bd Malesherbes 75017 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

La Mairie de Vannes 91330 recrute un

### DIRECTEUR (TRICE)

pour l'ouverture de sa résidence pour personnes âgées d'intégrer dans l'action sociale municipale, expérience gestion, Administration - Animation.

Ad. candidature et C.V. à Monsieur le Maire.

Urgent clinique 130 bis M.C.O. grande ville

### 1 DIRECTEUR GÉNÉRAL

Jeune, dynamique, compétent en gestion comptable, administrative et du personnel.

Ecrire sous le n° T 036.967 M RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Foyer de Jeunes Travailleurs 130 bis

Benlieux proche Paris recherche

### DIRECTEUR (TRICE) ADJOINTE (E)

Responsabilités : Accueil et suivi des résidents, en secteur socio-éducatif. Expér. et formation exigées. Salaire de départ : 6.000 F.

Adresser candidature et C.V. à J.L.T.

1, rue Royce-Collet, Paris-5.



### emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### Outre Mer

## INGENIEUR DOCUMENTALISTE

Une dizaine d'années dans des services techniques font de vous un ingénieur documentaliste expérimenté. Par ailleurs, l'idée de partir vivre avec votre famille dans un pays d'Outre-Mer, en étant assuré de trouver sur place toutes les facilités que donne la proximité d'une grande ville, n'est pas pour vous déplaire.

La-bas, vous prendrez la responsabilité de la gestion technique de la documentation de matériels spatiaux : coordination des services techniques pour toutes modifications de matériels, mise à jour des configurations de matériels, de leurs procédures d'essai et de leurs dossiers d'identification.

Trois importantes sociétés d'ingénierie, nous vous attendrions plus avant de ce poste au cours d'un entretien. Dans l'immédiat, nous vous prions d'adresser votre candidature (CV, photo, prétentions) sous référence 4283 à DESSEIN - 69, rue de Provence - 75008 PARIS.

Un autre poste de même nature est à pourvoir en région parisienne.



### emplois régionaux

### GROUPE IMMOBILIER

LEADER EN LORRAINE Dans le cadre d'activités de son département Promotion : construction de pavillons, appartements, surfaces commerciales, bureaux, équipements, opérations d'aménagement, lotissement et réhabilitation recherche

### UN RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT

● COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU. Il participera en collaboration avec la direction générale à la définition des objectifs du département et il entretiendra dans le cadre de sa fonction les relations nécessaires avec les collectivités locales et les administrations.

● EXCELLENT NEGOCIATEUR ET SPÉCIALISTE FONCIER. Il assurera la prospection foncière au niveau régional. A ce titre, il veillera également à la liquidation de toutes les opérations au point de vue administratif et foncier en collaboration avec le service juridique.

● RESPONSABLE DE PROJETS. Il dirigera les études de faisabilité en collaboration avec le service commercial et le service financier.

● CHARGÉ D'OPÉRATIONS au sein de l'équipe des chefs de programmes, il prendra en charge le montage et le suivi complet de certains programmes immobiliers.

Ce poste est offert à un candidat justifiant d'une expérience dans une fonction proche ou similaire dans l'immobilier.

La fonction requiert également une formation supérieure juridique ou économique (maîtrise, D.E.S.S., I.E.M., E.S.C.) complétée éventuellement par une formation de type I.A.E., I.C.G. ou I.C.H.

Le titulaire du poste bénéficiera d'une large autonomie supposant une grande aptitude à l'initiative et à la décision.

Ce poste est à pourvoir rapidement à METZ. Ecrire sous n° T 036.332 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Hiver et été 83

Centre de Vacances Familiales

### ANIMATEUR

de loisirs, responsable des activités

Ecrire au « Chantenaire »

06230 de la Belle-Païe,

Tél. : (02) 24-05-30.

Conception Etude

Réalisation

système automatisé : CERSA

chemin de la Belle-Païe,

13170 Les Pennes-Mirabeau

cherche

### INGENIEUR ET TECHNICIEN

Quelques années expér. souh.

formation électronique, inform.

matique, physique automati-

que, Anglais.

Un animateur équipement,

quartier Valence, n° DEFA ou

expér. réponses à FOL (S.G.)

2, P. 133, 26001 VALENCE

C.V. lettre man., photo av. 1/12.

Conception Etude

Réalisation

système automatisé : CERSA,

chemin de la Belle-Païe,

13170 Les Pennes-Mirabeau

cherche

### INGENIEUR ET TECHNICIEN

Quelques années expér. souh.

formation électronique, inform.

matique, physique automati-

que, Anglais.

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONES

296-15-01

## IBM IBM IBM IBM IBM

## TÉLÉCOMMUNICATIONS IBM FRANCE

### Recherche pour Paris un ingénieur ENST

possédant 5 à 10 années d'expérience dans les techniques de télécommunications acquises dans l'industrie ou l'Administration.

Ce poste implique de nombreux contacts, tant au niveau international que national. Il peut conduire à des détachements à l'étranger et déboucher sur un intéressant développement de carrière.

Une bonne connaissance de l'Anglais est nécessaire, et des compétences en informatique seraient appréciées.

Adresser votre candidature sous référence TII à Compagnie IBM France, Département Recrutement - 2, rue de Marengo, 75001 Paris.

## IBM IBM IBM IBM IBM

### IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE recherche COLLABORATEUR

25-30 ans pour assumer des RESPONSABILITÉS administratives. Une ouverture sur la province pourra être envisagée. Les candidats devront avoir une bonne formation comptable de base (niveau DECS). Une formation complémentaire sera assurée au sein du Groupe pendant un ou deux ans. Elle sera axée sur le suivi d'une comptabilité générale et analytique d'une unité de production et comportera des missions d'audit dans des établissements.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 55857 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, q.tr.

### CABINET SPÉCIALISÉ DANS LA FORMATION ET LE CONSEIL AUX ENTREPRISES - PARIS recherche FORMATEUR

ayant grande expérience dans l'ANIMATION DE SESSIONS DE HAUT NIVEAU EN MILIEU INDUSTRIEL dans le domaine : développement des ressources humaines.

Ce poste conviendrait à un spécialiste de formation littéraire, possédant une culture générale très étendue (niveau doctorat) habilité à des prestations de haut niveau.

Des connaissances approfondies en psychologie et des aptitudes pédagogiques confirmées sont évidemment indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., et prêt. à n° 53.050, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

LE CENTRE HOSPITALIER SPÉCIALISÉ DE VILLEJUIF

organisé

le 27 janvier 1983,

un tournant probatoire

pour l'entrée aux fonctions

d'élève-infirmier et

d'élève-infirmière.

- Nationalité française exigée.

- Age min. : 18 ans.

- maximum : 45 ans.

- Scolarité en 33 mois à l'École Supérieure de Formation de l'Infirmier de l'Université de Paris.

- Traitement en cours de scolarité : 4.133,06 F.

- Roulement assurant 2 jours de repos par semaine.

- Avantages sociaux, cantine, crèche.

Adresser candidature avant le 27 décembre 1982 à Monsieur le Directeur,

Centre Hospitalier spécialisé,

54, avenue de la République

94806 VILLEJUIF Cedex.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ de TRANSPORTS

proche banlieue Ouest

rech. pour son Siège social

EMPLOYÉ (E) de PAYS

QUALITÉ (E)

Emploi à mi-temps

Exp. de pays informés et

de gestion des régimes

sociaux demandée.

Env. lettre manuscrite avec

C.V. et prêt. à n° 53.117

CONTESSÉ PUBLICITÉ

20, avenue de l'Opéra

75040 PARIS, Cedex 01.

Cherche

### SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Revue spécialisée,

musique classique.

Niveau études supérieures

bonne connaissance musique,

français, expérience presse.

C.V., photo, s/n 2003, Harmonie

216, boulevard St-Germain,

75007 Paris.

### IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE recherche pour LA DIRECTION CENTRALE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

### LE RESPONSABLE DE LA GESTION FINANCIÈRE

En s'appuyant sur un service de 8 personnes, il prendra en charge :

- Les plans financiers à moyen terme ;
- Les consolidations des budgets de trésorerie ;
- La gestion quotidienne de la trésorerie ;
- L'acquisition des ressources monétaires ;
- La politique du crédit-clients, analyses financières, la consolidation et remontée de l'information, tant pour les besoins du groupe que ceux de la société mère.

Agé de 35 ans minimum, le candidat sera diplômé d'une école supérieure de commerce (option finances), et, si possible, titulaire d'un DECS. Il aura de préférence une expérience dans le domaine bancaire et une bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions s/réf. 4.689 à PIERRE LICHAUSSA, B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

### CONSEIL EN BREVETS recherche INGENIEUR BREVETS Mécanique - Electrique - Electronique

Adresser C.V. sous n° 53.033 à CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS



**POUR PARTICIPER A LA MISE EN OEUVRE  
DE SA POLITIQUE DE PROGRES  
TANT AU PLAN HUMAIN QUE TECHNIQUE**

recherche

## JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT DES ORGANISATIONS FORMATION

ayant des connaissances en sciences humaines disposant si possible d'une première expérience dans la fonction personnel et/ou en production et désireux faire évoluer sa carrière vers la fonction de chef de relations humaines.

Le titulaire du poste débutera sa carrière au sein de l'un de nos principaux établissements situés dans le Nord (800 personnes).

En liaison avec le chef de service relations humaines, il assurera : la conception, la coordination et/ou l'animation de toutes les actions de progrès et formation depuis le diagnostic jusqu'à la réalisation.

Ce poste offre de réelles possibilités de carrière motivantes et évolutives au sein du groupe. Mobilité géographique indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à LESIEUR Recrutement Cadres  
122, avenue du Général Leclerc 92103 BOULOGNE

Le Centre d'Informations  
Futurs Cadres  
COMMERCE  
— dynamiques et ambitieuses,  
— goût du contact haut niveau,  
— très bonne présentation,  
— sans des responsabilités.  
R.V. : 553-91-30 (pre 210).

Responsable, homme, planning  
approvisionnement, production  
matériaux pneumatiques et élec-  
troniques, expérience gestion  
informatique, bilingue anglais.  
CENAF : 297-49-85.

**CENTRE MUSICAL**  
recherche

## PROFESSEURS DE PIANO

Dynamiques et disponibles.  
Env. C.V. détaillé + photo sous  
n° 036.282 M  
Régie-Presses  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Association 1901  
recherche

**COLLABORATEUR**  
Gestion financière  
informatisation possible  
Ecrite sous le n° T 036.850 M  
Régie-Presses  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Pour assurer son expansion technique et industrielle,  
notre Centre, spécialisé dans le développement et  
la production d'appareils échographiques à usage  
médical, recherche :

## INGENIEUR DE PRODUCTION ELECTRONIQUE

Réf. SI/11

qui aura, en tant qu'Adjoint du Directeur Industriel  
la RESPONSABILITE DE L'ORDONNANCEMENT  
et de la PLANIFICATION INDUSTRIELLE.  
Formation Arts et Métiers ou similaire + électronique.  
Expérience industrielle confirmée et bonne connais-  
sance des méthodes gestion informatisée dans une  
Entreprise électronique professionnelle.

## INGENIEUR DE CONTROLE

Réf. SI/12

placé sous l'autorité du Directeur Industriel, il aura  
la RESPONSABILITE DES CONTROLES D'EN-  
TRES ET DE FABRICATION.  
Formation électronique (ESE, INSA, ENSI...),  
Expérience de cette fonction dans un Service de  
Production de matériel électronique de moyenne  
série.

## INGENIEUR ELECTRONICIEN ET INFORMATICIEN

Réf. SI/13

Placé sous l'autorité du responsable du Bureau  
d'Etudes, IL ASSURERA LA MISE EN PLACE  
ET LA COORDINATION DES MOYENS DE  
CAO ET DE FAO.  
Formation Grande Ecole Electronique (ENST -  
ESE - ENST...),  
Bonne connaissance de la programmation d'auto-  
matismes.

Les candidatures seront adressées avec CV et pré-  
tentions (en rappelant la référence du poste choisi)  
à CGR ULTRASONIC - Service du Personnel -  
9, Chaussée de Paris - 77102 MEAUX.

## assistant du président

ADMINISTRATION ET PERSONNEL Paris

Notre société, 400 personnes, 150 millions de francs de CA appartient à un  
groupe industriel de renommée nationale, spécialisé dans l'emballage.

Notre président recherche son collaborateur immédiat pour l'assister dans  
l'ensemble des tâches liées à l'administration et à la fonction personnel. Il sera  
notamment l'interlocuteur des directeurs des 3 départements pour le recrute-  
ment, la formation, la communication et les études sociales.

Nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur, de 30 à 35 ans  
environ, pouvant justifier d'une expérience réussie de 5 ans dans une fonc-  
tion personnel en industrie.

Ce poste est très évolutif, soit au sein de cette société en pleine expansion,  
soit au sein du groupe.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 1871,  
à Key Men, BP 2235, 69213 Lyon Cédex 01.

**KEY MEN**

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT

Quartier Défense

recherche

## UN CHIEF DU SERVICE ASSURANCES

Rattaché au Département Juridique, il aura à assumer :

- L'encadrement d'un service de 10 personnes.
- Les études des nouvelles polices d'assurances.
- L'organisation et le suivi des dossiers sinistres.
- L'exercice des recours en liaison avec les différents  
directions et succursales.

Une formation juridique, niveau Maîtrise de droit, doublée  
d'une expérience, est exigée. Expérience Transports  
souhaitée.

Écrire avec curriculum vitae détaillé, lettre manuscrite  
et prétentions sous référence 330 à TRENDAANCES,  
9, rue Arsène-Houssoye, 75008 PARIS qui transmettra.

THOMSON-CSF  
BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

Importante société d'ingénierie basée en proche banlieue sud parisienne  
recherche

## Ingénieur Documentaliste

(Réf. 4284 A)

Il sera responsable de la gestion technique de la documentation de matériels  
spéciaux : coordination des services techniques pour toutes modifications  
de matériels ; mise à jour des configurations de matériels, de leurs  
procédures d'essais et de leurs dossiers d'identification.

Une bonne expérience (10 ans environ) dans des services techniques en  
qualité de cadre ou d'ingénieur est indispensable.

Un autre poste, de nature identique, est à pourvoir outre-mer.

## Technicien Principal

(Réf. 4284 B)

Adjoint de l'ingénieur documentaliste, il sera responsable du secrétariat  
technique pour la gestion de matériels spatiaux.

Les candidats sont invités à adresser leur dossier (CV, photo, prétentions)  
sous référence correspondant au poste choisi à DESSEIN  
69, rue de Provence - 75009 PARIS.

## COMPTABLE CONFIRME

familiarisé avec les particularités com-  
ptables d'un Etablissement Financier de  
crédit-bail mobilier. Sous l'autorité du  
responsable du département comptable,  
il assurera le contrôle de la comptabilité  
générale, la préparation des bilans et  
comptes de résultats, l'établissement des  
déclarations fiscales ainsi que de divers  
documents propres à l'activité de la so-  
ciété. Ce poste s'adresse à un candidat  
doté d'une solide formation comptable  
(BTS, DECS ou équivalent) ayant acquis  
au cours d'une expérience d'environ  
3 ans une bonne maîtrise des techni-  
ques comptables dans leur ensemble et  
habitué à travailler avec l'informatique.

La rémunération sera fonction de l'ex-  
périence.  
Ecrire à NATIO EQUIPEMENT, Service  
du Personnel, 23 rue de Marignan  
75008 Paris

## Informaticien

Organisme professionnel d'assurances recher-  
che son informaticien pour la gestion des  
différents fichiers, l'étude de l'encodage des  
informations et le traitement des données statis-  
tiques.

Matériel : Système VSPC fonctionnant sur  
ordinateur 3032.

Pour réussir dans cette fonction, il devra jus-  
tifier d'une maîtrise, d'un 3<sup>e</sup> cycle universitaire  
ou grande école, ainsi que d'une expérience  
professionnelle réussie dans la branche infor-  
matique (5 ans minimum) avec si possible, la  
connaissance du 3032.

Si ce poste vous intéresse adressez candida-  
ture manuscrite et C.V. sous référence 2356/M à

**ID IMPACT DEVELOPPEMENT**,  
Monceau Commercial Building,  
38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS

## CHEF COMPTABLE ANALYTIQUE

avant solide formation de base type DECS et  
bonne expérience dans l'industrie.  
— chargé de mettre en place un nouvel ins-  
trument de gestion comptable pour suivre les  
résultats de grands chantiers sur plusieurs  
années.

— responsable des études d'organisation  
comptable pour introduction nouveau pro-  
gramme informatique.

Connaissance de l'anglais nécessaire.  
Courtes missions à l'étranger à prévoir.

**INGENIEUR  
BUREAU D'ETUDES  
TECHNIQUES**

Diplômé grandes écoles  
Débutant ou quelques années expérience  
bureau d'études,  
30 ans maximum.

Envoyer C.V. photo, prêtent, à No 53043  
Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra  
75040 Paris Cédex 01, qui transmettra.

## DEMANDES D'EMPLOIS

Responsable marketing études  
toutes propositions sociétés  
désirant se structurer et se  
développer Paris, Ile de F.  
Ecr. s/n° 3.925, Le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Homme de contact et de terrain,  
35 ans d'expérience commerciale  
publicité, spectacles, etc., étude  
toutes propositions relations pu-  
bliques, service presse, édition,  
documentation Paris.

Ecr. s/n° 3.925, Le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

J.H., 28 ans, formation  
ingénieur matériaux  
cherche emploi de technicien  
(SCOP petite société).  
Ecrite sous le n° T 036.965 M  
Régie-Presses  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT. J.F., 30 ans, bonne  
présentation cherche emploi de  
chef de file ou banlieue nord, res-  
tauration, standard, réception.  
Tél. 829-62-15 après 20 h 30.

ANTHOUAIRE. Vous avez besoin  
d'écouter, de lire, de réfléchir, de  
travailler, de créer, de publier,  
comp. am. antiques, recherche  
travail, pour vous, T. 922-15-11.

Esp. 34 ans expert comptable,  
mécanicien, exp. liquidation,  
ch. st. resp. prés. syndics,  
cals. sociétés, lib. rapidement.

Ecr. s/n° 3.926, Le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

**CHEF DE FABRICATION ÉDITION**  
(pouvant prendre en  
charge de la préparation de co-  
piés à la reliure) cherche poste  
fixe ou coll. péninsulaire.  
Ecr. s/n° 3.903, Le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

**JOURNALISTE ÉCONOMIQUE**  
J.F., 30 ans, lic. sc. éco. et  
lettres, anglais, allemand.  
8 ans exp. presse économique  
industrielle, Organisation, sé-  
p. d'analyse et de synthèse.  
Souhaiterait des propositions.  
Place stable.  
Ecr. s/n° 3.876, Le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

## secrétaires

## SECRETAIRE DIRECTION

Sténodactylo, excellente pro-  
fessionnelle, pour assister Di-  
recteur Édition.  
6<sup>e</sup> arrondissement Paris  
Qualité d'adaptation.  
Ouverture d'esprit  
indispensable

Envoyer C.V., et photo.  
Ecrite sous le n° T 037.001 M.  
Régie-Presses  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

## propositions diverses

## travail à domicile

Les possibilités d'emplois à  
l'étranger sont nombreuses et  
variées (Canada, Australie, Afri-  
que, Amériques, Asie, Europe).  
Demandez une documentation  
sur notre revue spécialisée  
MIGRATIONS ILM.

75428 PARIS CEDEX 08.

Envoyer C.V., et photo.  
Ecrite sous le n° T 037.001 M.  
Régie-Presses  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Traducteur de métier  
Effectuerait en appoint tous  
travaux traduction anglaise ou  
dactylographie sur Remington  
(10), contacter heure bureau,  
Catherine Podgorny au 796-  
14-14 (service telex).

## L'immobilier

### appartements ventes

#### 4<sup>e</sup> arrdt

#### ILE SAINT-LOUIS

Dans bel imm. 2 pos. entrée,  
cuisine, salle de bns, w.c., ch.  
qcs 45 m<sup>2</sup>. Tél. : 500-54-00.

#### 6<sup>e</sup> arrdt

#### ODÉON, 2 PCEs, 70 m<sup>2</sup>

Luxe, asc. Tél. 354-42-70.  
MONTMARTRE Dble liv.  
2 chbres + serv. bel imm.  
900 000 F. 588-52-11.

#### 7<sup>e</sup> arrdt

17 m<sup>2</sup>. Pré 115 000 F.  
207-91-67, heures bureau.

#### 9<sup>e</sup> arrdt

31, rue Milton, studio 1 ch  
17 m<sup>2</sup>. Pré 115 000 F.  
Sur place jeudi 15 à 18 h.

#### 11<sup>e</sup> arrdt

VOLTAIRE. Imm. réc. stand.  
17 m<sup>2</sup>. Pré 115 000 F.

#### 12<sup>e</sup> arrdt

2 PCEs tout conf.  
Refait neuf. Sur rue, soleil. Parc  
de verdure. 272 000 F. crédit  
vendeur poss. T. 348-55-10.

#### 13<sup>e</sup> arrdt

TOLBIAC, sép. + 3 chbres,  
stand. Calme, soleil, balcon.  
BOX. 740 000 F. 535-56-92.

#### 15<sup>e</sup> arrdt

RUE D'ALLERAY  
90 m<sup>2</sup> de élevé, encl., bon  
état. 2 chbres, balcon, parking.  
SANTANDREA 280-67-68.

#### 16<sup>e</sup> arrdt

MONTMARTRE  
Imm. 1969. LIVING Dble + 2  
chbres, grande cuis. 87 m<sup>2</sup>,  
balcon, 6<sup>e</sup> ét., plain sur, libre  
de suite. Prix 970 000 F. Jean  
FEUILLEDE. 566-00-75.

#### 18<sup>e</sup> arrdt

CECOGI construit  
329, RUE LECOURBE  
Immeuble GRAND STANDING  
STUDIOS 2-3-4-5 P  
Prix moyen : 12.800 F le M2.  
Rens. : 575-62-78.

#### 19<sup>e</sup> arrdt

TROCADÉRO  
Emplacement exceptionnel, vue  
sur Seine et Tour Eiffel,  
200 m<sup>2</sup>, 9<sup>e</sup> ét., 2 chbres sév.  
APARTEMENT D'ANGLE  
GARBI - 587-22-88.

#### 18<sup>e</sup> arrdt

#### RUE CUSTINE

Immeuble pierre de taille  
APPARTEMENTS OCCUPÉS  
2 P, 2 chbres, 105.000 F.  
3 P, 2 chbres, 125.000 F.  
3 P, 1<sup>er</sup> étage, 151.000 F.  
Téléphone : 527-74-58.

#### CECOGI construit

« Résidence Maître du 18<sup>e</sup> »  
53, rue du Simplon  
23 APPTS DE STANDING  
STUD., 2, 3 P. Park.  
Prix moyen : 11.800 F le m<sup>2</sup>.  
Renseignements 575-62-78.

#### 78-Yvelines

MARLY-LE-ROI, imm. stand.  
« La Source aux meuniers ».  
Sé, 2 chbres, 2 chbres, 2 ch-  
cons. Parfait état. 530.000 F.  
Ch. 950-14-07.

#### LE CHESNAY

Limites Versailles, imm. récent,  
belle réception, 2 chbres,  
cons. Parfait état. 530.000 F.  
Ch. 950-14-07.

#### Val-de-Marne

CACHAN  
5<sup>e</sup> m<sup>2</sup> de Signe de Sceaux  
Appartement 5 P, 11 ch.  
Px : 540 000 F (tous en main).  
Tél. 855-79-99.

#### appartements achats

Recherche 1 à 3 pos. Paris,  
préférences rive gauche,  
avec ou sans travaux.  
PAIE COMPTANT chez notaire.  
Tél. : 879-20-67 même le soir.

#### appartements occupés

80 SAINT-GERMAIN  
CARDINAL LENOIRE  
Bel imm. p. de taille, sac, tapis  
sérieux, 5<sup>e</sup> r./rue, beau 5 p. 11  
ch, 100 m<sup>2</sup>, 970.000 F.  
Loi 48, droit de reprise. Visite :  
jeudi 14 h 30 à 16 h 30  
11, bd ST-GERMAIN.

#### constructions neuves

Un service gratuit interprofes-  
sionnel et interbancaire  
pour tout achat d'apparte-  
ments et de pavillons neufs,  
renseignements sur de nom-  
breux programmes PAP et  
prix conventionnés

#### INFORMATION LOGEMENT

325-25-25.

#### maisons de campagne

48, av. Kléber, 75118 PARIS.  
Cuisine, salle à manger, w.c.,  
M<sup>e</sup> Daumenil  
75 000 + 3 850, ferm. 80 a.  
2<sup>e</sup> ét. sur, ch. 285-15-00.

#### boxes - parking

PASSY R. Bois-le-Vent  
A VENDRE PARK, enclousé.  
Prix : 58.000 F - 553-91-45.

### locations non meublées offres

#### Paris

#### PROPRIÉTAIRES LOUER SANS FRAIS

VOS APPARTEMENTS  
PARIS - BANLIEUE  
RAPIDEMENT

Tél. 359 64 00

#### Région parisienne

Location/Vte, près 91-Orsay,  
R.E.R., beau P2 récent, 50 m<sup>2</sup>,  
1 ch, avec 42.000 F + menu.  
Téléph. au 270-89-76 le soir.

#### locations non meublées demandes

#### Paris

#### PROPRIÉTAIRES

Pour louer rapidement SANS  
FRAIS et SANS AGENCE vos  
appartements vides et meublés  
à Paris et en banlieue.  
Téléphonez au 282-12-50.

#### Région parisienne

Etude cherche pour CADRES,  
villas, pavill., rtes banl. Loyer  
garanti 8.000 F. 283-57-02.

#### locations meublées demandes

#### Paris

SERVICE AMBASSADE  
pour cadres munis de Paris,  
recherche du STUDIO au 5 P.  
LOYERS GARANTIS par l'Etat  
ou ambassades. 281-10-20.

#### immeubles

RUE LAMARCK  
PLACEMENT IDEAL  
BOUTIQUES LIBRE  
et OCCUPÉE. 280-26-23.

#### propriétés

11 ha, prés et bois  
Belle propriété  
Réceptions, 4 chbres, 1 ch.  
mets, gar. Nomb. dépend.  
Px doman. : 1.060.000 F.  
Tél. 131-32-54-18.

#### viagers

PARIS-5<sup>e</sup>, RUE MAZARINE,  
imm. 17<sup>e</sup> siècle, porte classée,  
bel esc., 4<sup>e</sup> ét. sans asc., bel  
appt, 4 p., 100 m<sup>2</sup> occupé une  
fois 93 ans, comptant  
272.000 F. ne mène, 5.200 F.

#### NOTAIRE 501-54-30

LE MATIN.

#### LIBRE 2/3 P.

Cuisine, salle à manger, w.c.,  
M<sup>e</sup> Daumenil  
75 000 + 3 850, ferm. 80 a.  
2<sup>e</sup> ét. sur, ch. 285-15-00.

#### boxes - parking

PASSY R. Bois-le-Vent  
A VENDRE PARK, enclousé.  
Prix : 58.000 F - 553-91-45.

مكزا من الأصل



# EQUIPEMENT

## TRANSPORTS

GUERRE DES TARIFS AÉRIENS A LA RÉUNION

### Deux cents passagers en panne

Le personnel de l'agence régionale d'Air France à la Réunion a observé une grève de vingt-quatre heures, lundi 22 novembre, jour où les agences de voyages de l'île gardaient portes closes. Les uns et les autres attendaient, selon notre correspondant Hubert Bruyère, protester contre les conditions dans lesquelles la compagnie nationale avait transporté, entre la métropole et la Réunion, quelque deux cents passagers à la suite de la défaillance du voyageur et du transporteur à la demande, qui devaient assurer leur voyage.

La grève nationale se lançait dans une politique tarifaire discriminatoire. Les syndicats F.O. et C.F.T.C. d'Air France déclaraient qu'on ne tenait pas compte des « intérêts légitimes de la clientèle fidèle à Air France », et les agents de voyages de l'île exigeaient l'application des tarifs préférentiels à l'ensemble des passagers. A la direction d'Air France à Paris, on estime avoir scrupuleusement respecté les règles commerciales dans une affaire tout à fait exceptionnelle.

## Faits et projets

### L'informatique et les collectivités locales

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a installé, il y a quelques jours, la section « informatique » du Conseil national des services publics départementaux et communaux. Présidée par M. Bernard Lefranc, député (P.S.) et maire de Soissons (Aisne), cette section comprend des représentants de l'administration, des personnalités qualifiées et une majorité d'élus, y compris de l'opposition - par exemple, M. Marc Bommier, sénateur (R.P.R.) et maire de Quimper, ou M. Jean-Marie Rausch, sénateur (U.D.F.) et maire de Metz. Les représentants des organisations syndicales sont associés aux travaux.

M. Defferre a indiqué que la section « informatique » devait « favoriser les échanges de données, d'informations, de fichiers, entre les collectivités territoriales et l'Etat », pour aboutir, éventuellement, à la création d'une « bourse d'échange des logiciels ».

### Le congrès des économies régionales

Six ministres, MM. Defferre, Delors, Rocard, Châtelier, Crépeau et Rigout, participeront au trentième congrès des économies régionales qui se déroulera les 25 et 26 novembre à Limer (Haute-Vienne). Le congrès sera essentiellement consacré au rôle des comités d'expansion, comme agents du développement, dans la politique actuelle de décentralisation et de planification régionales.

Plus de retrait de permis par les préfets ? - Les préfets-commissaires de la République ne pourront plus retirer, « sur le champ », le permis de conduire d'un automobiliste pris en infraction si, comme il est probable, l'Assemblée nationale vote cette proposition adoptée à l'unanimité par la commission des lois. Seule l'autorité judiciaire pourra prendre une telle mesure.

Au Conservatoire du littoral. - Guy Lengagne, député P.S. et maire de Boulogne-sur-Mer, a été élu président du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

## LES CONSÉQUENCES DU MAUVAIS TEMPS

### Les noyers de Grenoble une fois de plus sinistrés

De notre correspondant.

Grenoble. - Le recensement des dégâts provoqués par la tempête de vent survenue les 7, 8 et 9 novembre nécessitera deux à trois mois de travail, estiment les directions départementales de l'agriculture et de l'équipement. Dès, cent trente-cinq communes sur les cinq cent trente-deux du département de l'Isère ont été recensées comme sinistrées. Toitures arrachées, hangars détruits, lignes à haute tension endommagées : le vent, qui soufflait parfois à plus de 130 kilomètres à l'heure, a fait des dégâts considérables.

C'est surtout parmi les célèbres noyers de Grenoble que les ravages provoqués par le vent ont été les plus importants. Certaines exploitations situées sur les communes de Vinay et de Saint-Marcellin ont été totalement dévastées par le vent, et l'on estime à près de quarante mille le nombre des arbres couchés, brisés ou abattus.

La zone d'appellation contrôlée de la noix de Grenoble, qui s'étend essentiellement le long de la vallée de l'Isère, depuis les confins sud-ouest du département de Savoie jusqu'au nord-est de la Drôme, occupe 7 000 hectares. Environ six cent mille noyers étaient cultivés par mille huit cents exploitants. Certains d'entre eux ont perdu la totalité de leurs arbres.

La tempête est survenue quelques jours seulement après la fin de la récolte de noix, qui fut cette année tout à fait exceptionnelle, atteignant 12 000 mille tonnes. Mais les agriculteurs des zones sinistrées risquent de connaître rapidement de graves difficultés. En effet, un noyer n'entre en pleine production que dix à quinze ans après sa plantation. C'est la troisième fois depuis le début de ce siècle que les noyers du département de l'Isère subissent des dégâts aussi importants. En 1929, le vent détruisit une grande partie de la plantation. En 1956, le gel, à son tour, anéantit la plupart des arbres. Les noyers plantés au cours des années suivantes s'étaient mis à produire abondamment au début de la décennie 70. Ce sont donc des arbres relativement jeunes qui ont été ravagés par l'ouragan qui a soufflé pendant trois jours.

L'estimation financière des dégâts provoqués par le vent dans le verger grenoblois n'a pas encore été établie. Le prix d'un noyer, qui représente une valeur certaine sur le marché du bois, varie de 2 000 à 10 000 francs.

CLAUDE FRANÇON

### PRÈS DE MOULINS, DANS L'ALLIER

### L'arboretum de Balaine a perdu ses sujets les plus anciens

La tempête a dévasté l'arboretum (1) de Balaine, situé à quelques kilomètres de Moulins, dans l'Allier. Créé en 1806 par Aglaé Andanson, fille de grand botaniste français Michel Andanson (2), l'arboretum de Balaine s'étendait sur 21 hectares. Il renferme six cent cinquante espèces et plus de trois cent cinquante variétés botaniques. Aglaé Andanson pouvait assurer quelques années après la création du parc : « Je possède à peu de variétés près toutes les plantes exotiques qui peuvent vivre sur le sol de France ».

Certains arbres ont maintenant plus de cent soixante-dix ans comme l'énorme *Taxodium distichum* (cyprès chauve de Louisiane) planté dès l'origine et auprès duquel Aglaé Andanson, Merveilleuse du Directoire, convertie à la nature, est enterrée. Si cet immense cône de verdure ne pousse plus guère à l'âge naturel que sur la côte ouest de la Turquie, il a pu être introduit en France par Aglaé Andanson. Deux exemplaires doivent encore heureusement exister à Montpellier. Que dire aussi de la perte de deux *Nyssa sylvatica*, géants des terres marécageuses américaines difficilement acclimatés en France, dont l'embranchement automnal est un spectacle véritablement saisissant.

En Saône-et-Loire, à Compiègne-Ormeaux, l'arboretum de Pezann créé en 1904 a encore plus souffert, détruit, semble-t-il, à 100 % dans sa partie haute. Pour les scientifiques et les habitués des lieux la grande tempête des 7 et 8 novembre a pris la forme d'une véritable catastrophe. Elle n'en donne que plus de prix aux milliers de spécimens survivants trop souvent ignorés du grand public.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Un arboretum est un jardin spécial consacré à la culture de certains arbres dans un but expérimental. Cette définition donnée par le Larousse du vingtième siècle n'apparaît qu'en 1927. Le Litré de 1863-1873 n'en parle pas. La chose est en revanche ancienne puisque Pierre Belon, grand voyageur du seizième siècle, fut le premier naturaliste à avoir « appropris » arbres et arbustes étrangers dans un parc (au Mans). (2) Botaniste, auteur en 1763 de l'important ouvrage *Famille de plantes*.

## L'immobilier

### Immobilier d'entreprise et commercial

**Ventes**

12° - Immeuble à construire 2.000 m² + 50 parking.

17° - Imme. indép. 1.000 m². BASTILLE - Immeuble neuf 100 m² divisibles.

PORTO PANTIN - Immeuble indépendant 700 m².

MARC DANTARD

Téléphone : 285-03-23.

15° MOTTE-PIQUOT

Imme. indépendant 180 m². PRESAIL - 295-53-01.

**Locations**

**WEATHERALLS**

NEUILLY 180 - 280 m²

SAINT-CLOUD 340 m² indép.

DAUMESNIL 408 - 125 m²

CLÉLYSSES 464 - 617 m²

Tél. : 563-05-50.

7° - 550 m² bureaux.

ITE MAILLOT - 500 m² divs.

19° - 1.200 m² bureaux, magasin d'exposition et stockage.

MARC DANTARD

Téléphone : 285-03-23.

**JULES-LEFEVRE 9°**

8 BEAUX BUREAUX.

9° étage, ascenseur.

170 m², BAIL NEUF

SAGEL VENDOME

522-38-00.

**DURC**

11 bureaux dépend. réserves.

maison indép. avec jardin.

Non bail avec pas-de-porte

GARBI. 567-32-88.

**PRÈS CHAMPS-ÉLYSÉES**

**UN NOUVEAU CENTRE D'AFFAIRES PRESTIGIEUX**

Votre adresse, votre bureau, votre secrétariat, votre salle de réunion, POUR UN JOUR OU PLUS

**LE SATELLITE**

8, r. Copernic, 75116 PARIS

Tél. (1) 72-10-53.

1° - 190 m² ou 380 m²

2° - 50 m² ou 88 m²

9° - 74, 110, 248, 1250 m²

10° - 255, 975 m²

12° - 120 m²

13° - 500 à 6000 m²

15° - 250, 500 m² (at. vent)

16° - 175 m²

19° - 410 à 1200 m²

BAGNEUX 800 et 1300 m²

COURBEVOIE 102 à 1350 m²

LEVALLOIS 680 à 2040 m²

PRESAIL - 295-53-01.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L. - R.C. - R.M.**

Constitution de sociétés

Démarches et tous services

Permanence téléphonique

Téléphone 355-17-50.

**GEORGE V. A LOUER**

256 m² DE BUREAUX

fonctionnels

SAINT-PHILIPPE-DU-NOUVEAU

A LOUER 250 m²

de bureaux de prestige

HAMPTON : 225-50-35.

**PASSIM : 225-38-38**

BOÛTE : 380 m²

bureaux prestigieux

POISSONNIÈRE-MONTMARTRE

156 m², bureau récent

Votre secrétaire personnelle

VOTRE ANTENNE A PARIS

**VOTRE SIÈGE SOCIAL 8° COLISÉE-ÉLYSÉES**

DOMICILIATIONS

TELEX ET TOUTES SERVICES

CRÉATION DE SOCIÉTÉS.

A.F.C. : 359-20-20.

**Domiciliations : 8°-2°**

SECRÉTARIAT, TÉL., TEX.,

Loc., bureau, toutes démarches,

pour constitution de sociétés.

ACTE S.A. 261-80-88 +.

**RUE DE Téhéran (8°)**

5° étage 180 m² de bureaux

dans immeuble récent.

Jean THOUARD

504-08-50.

**MIROMESNIL**

Dans immeuble moderne

de grand standing

168 m² sur 2 étages

bureaux climatisés

4 parkings en sous-sol.

IMINCO. 562-35-50.

petit et luxueux immeuble

bureaux 1.700 m² location.

16° VICTOR-HUGO

proximité rue de Longchamp.

800 m², 25 bureaux, 3 park.

Location.

D. FÉAU : 294-20-00.

**DÉFENSE ZONE B**

immeuble neuf bureaux

5.200 m², 68 parkings.

Livraison dès 1983.

Location

**DÉFENSE ZONE A**

**RENAUDUR ARTS ET MÉTIERS**

BUREAUX 3/2 niveaux.

400 m²

A RÉNOVER - BAIL NEUF

SAGEL VENDOME

522-38-00.

**locaux commerciaux**

**Ventes**

**LE PERREUX**

A 5° entrée autoroute A-4 et station R.E.R. A VENDRE 2.000 m² atelier + 1.000 m² bureaux convenant à usage social. Réf. 115.068.

**AUGUSTE THOUARD**

265-54-07.

**A VENDRE OU A LOUER**

Grand choix de locaux commerciaux de 50 à 500 m² env. sur toute la région parisienne

Appelés

**LA MAISON DU G. SCIC**

Croisine BRIANT

Tél. : 636-52-53, p. 3.957

**MICHEL BERNARD**

42, AV. VICTOR-HUGO

300-12-43

VEND DES BOUTIQUES,

DES BUREAUX, LOUX BAUX

LONGES DURÉES INDIVIS.

**A PARTIR DE 150.000**

A vendre à UZÈRCHES, imm. à usage commercial et terrain à bâtir (50) 25-15-39

(55) 25-00-17, ap. 20 h.

**A VENDRE ET A LOUER**

Beaune, 880 m² divisibles.

PRESAIL - 295-53-01.

**Locations**

**AUBERVILLIERS**

2.000 m² aménagés à qual. raccorder. Tél. A louer. Réf. 114.765

**AUGUSTE THOUARD**

265-54-07.

**ANTONY en ZA**

Bâtiment d'activités avec bureaux de 500 à 4.000 m².

Référence J. VILLEROY

**AUGUSTE THOUARD**

265-54-07.

## L'agenda du Monde

**Animaux**

**Le contraire d'un chien**

Vie de famille. Tél. 731-35-11.

**Artisans**

ENTREPRISE, sér. réf., affectueuse rap. trav. peint. revêt. sols et murs, élect. plomberie, décor. Dévis gratuits sans sinistres. T. : 368-47-84 et 893-90-02.

**Bijoux**

**ACHATS BRILLANTS**

ACHÈTE COMPTANT, bijoux or, 18, r. du Collège, 75008 Paris. Saint-Philippe-du-Roule. Lundi au vendredi 225-47-77.

**Cuisine**

**PROMOTION KITCHENETTE**

(évier + cuisinière + frigo + robot) en 1 mètre, 2.400 F Paris. S.A. 211. Ouvert le samedi, 222-44-44.

**Decorations**

**PAPIERS JAPONAIS**

Avec les prix directs CAP vous trouvez maintenant une collection suivie de papiers de première qualité.

**Enseignement**

**L'ANGLAIS EN ANGLETERRE**

Cours spéciaux de Noël

\* L'école est dans le même bâtiment que notre hôtel (100 ch.) près de la mer, de renommée mondiale, le logement en famille également possible.

\* Pas de limite d'âge (pas de 16 à 18 ans). Pas de limite de séjour (jusqu'à 25 % de réduction pour 90 jours).

Piscine couv., sauna, discothèque, etc. à 100 km de Londres.

Aggré par le British Council and Anals.

Pr. broch. en couleur et format. d'inscript. écr. à REGENCY SCHOOL OF ENGLISH

ROYAL CRESCENT

RAISING KENT, G-8.

Téléphone : 8435 12 12

ou

MP BOULON.

4, r. de la Paroissiance, 85000 La Roche-sur-Yon.

Tél. (3) 958-25-33 soir.

**Enseignement**

**REMAX ACHÈTE**

Bijoux anciens modernes.

OR 80 à 120 F/GRAM.

Brillants, pierres couleur.

ACHAT BIJOUX OR-ARGENT

Marié : Cité ou Hôtel-de-Ville.

**Enseignement**

**Carrelages**

Les plus beaux de tous les carreaux du monde sont vendus aux prix les plus bas chez BOCAREL 357.09.46 + 113, av. Parmentier Paris 119

**Cours**

Apprenez l'anglais cour. intensifs à Regency School (Ramsgate) Kent. BOULLON, 4, rue de la Paroissiance 85000 LA ROCHE-SUR-YON. ALBONNETE : 958-25-33.

Atelier VALDOU

DESIGN-PEINTURE

Tél. : 20-15-77, Paris 19.

**Enseignement**

**AMSTERDAM-INTERHOST ACCUEIL - AMITIÉ**

Séjour éducatif pour écoles et lycées à Amsterdam, tentes recommandées. Prix R. 30.000 par pers./nuit tout compris. Sécurité, atmosphère sympathique, logement deux par deux.

Scène Charles RUTZ, prof. de l'Université, 1001 AMSTERDAM.

**Enseignement**

**MINÉRAUX**

3-4 DÉCEMBRE

1<sup>re</sup> EXPOSITION INTERNATIONALE

VENTE - ÉCHANGE

200 EXPOSANTS

15 PAYS REPRÉSENTÉS

HOTEL P.L.M.

17, bd Saint-Jacques, PARIS-14°

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MODE**

**BRADERIE COSTUMES GRIFFES**

CAYATTE - MP Villiers

5, avenue de Villiers, 17°.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

Les plus grandes marques en pure laine et synthétique

MOQUETTE DE LA REINE

109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne, 803-02-30 +.

**Enseignement**

**MOQUETTES**

MIEUX QUE DES SOLDES



## COMMERCE INTERNATIONAL

## L'ouverture de la conférence du GATT

La conférence ministérielle des 88 « parties contractantes » au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui représente plus de 80 % du commerce mondial, s'est ouverte, mercredi matin 24 novembre à Genève. Cette session, la première depuis septembre 1973, qui réunit les ministres des affaires étrangères ou du commerce extérieur des pays membres, est placée sous la présidence de M. Allan MacEachen, vice-premier ministre et ministre des affaires extérieures du Canada.

Aux termes de la décision prise le 25 novembre 1981, le conseil ministériel a pour objet « d'examiner le fonctionnement du système commercial multilatéral et de renforcer les efforts communs déployés par les parties contractantes en vue de soutenir et d'améliorer

ce système au bénéfice de toutes les nations. » En fait, cette réunion, qui doit se terminer le samedi, va opposer la Communauté européenne et les États-Unis qui, de façon classique, ont durci leurs positions à la veille de la rencontre de Genève. Cependant le Japon, qui ne veut pas être mis en accusation, se tient en retrait, alors que les pays du tiers-monde sont réservés sur l'issue des travaux.

« L'alliance politique nécessaire pour préserver un marché américain ouvert est au bord de l'effondrement », a déclaré, le 23 novembre, à Genève, le représentant américain M. William Brock. Pour sa part, le ministre français du commerce extérieur, M. Jobert, a, dans un communiqué publié mardi, souligné qu'« avec ses partenaires de la Communauté la France

s'opposera aux vues utopiques de certains pays qui proposent d'étendre le domaine d'action du GATT, de rendre son fonctionnement plus contraignant et d'entamer une nouvelle phase de la libération des échanges ».

Enfin, à Paris, à l'issue d'une rencontre avec M. Schluter, premier ministre danois, M. Mauroy a déclaré « La CEE ne peut demeurer la zone économique la plus perméable du monde et rester sans réaction face à des offres commerciales qui minent ses propres productions ».

De son côté, M. Schluter qui a été également reçu par M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac, a dénoncé les tentations protectionnistes dans le monde, mais aussi à l'intérieur même du Marché commun.

## Les États-Unis demandent un renforcement des règles existantes et leur extension à des domaines nouveaux

De notre correspondant

Washington. — Les responsables américains se sont résolument placés à contre-courant. Alors que le protectionnisme gagne du terrain un peu partout — y compris chez eux — ils ont dépensé une grande énergie pour préparer la conférence du GATT. Cette réunion devrait, selon eux, renforcer les règles existantes et envisager une extension du système à des domaines nouveaux, comme les services.

M. Reagan se bat sur deux fronts, extérieur et intérieur. C'est à l'intention des partenaires des États-Unis qu'il déclarait le 20 novembre : « Le libre-échange sert la cause du progrès économique et de la paix dans le monde. Quand les gouvernements se mélangent trop de commerce, les querelles politiques se multiplient et la paix est menacée. » Mais c'est à l'intention de ses concitoyens qu'il ajoutait : « Nous sommes sur le même bateau que nos partenaires commerciaux. Si quelqu'un perce un trou dans le bateau, est-il logique d'y répondre par un autre trou ? »

Les États-Unis considèrent le GATT comme leur enfant. Ils n'en voient pas à Genève moins de quarante-deux experts. Le chef de la délégation, M. William Brock, avait cependant, la semaine dernière, sa déception quant aux travaux préparatoires. Mettant en garde le Japon et la Communauté européenne contre une poussée protectionniste grandissante au Congrès, il affirmait : « Notre capacité de résister à une telle tendance dépendra des résultats obtenus à Genève. »

Washington attend quatre résultats de cette réunion :

● Un engagement solennel de tous les pays représentés pour éviter de nouvelles mesures protectionnistes. Cet engagement serait accompagné de la promesse — vague et très formelle — de supprimer progressivement les barrières existantes ;

● Un renforcement des règles du GATT. Washington réclame avant tout « une discipline pour les subventions gouvernementales », notamment agricoles (ce qui vise la C.E.E.). Il souhaite aussi une révision des clauses de sauvegarde pour rendre plus difficile l'établissement de quotas dirigés contre un pays particulier. Enfin, il demande un accroissement du rôle du GATT dans les disputes bilatérales ;

● La mise au point d'un agenda pour étendre le GATT aux services, aux investissements et à la haute technologie. Connaissant l'opposition de nombreux pays, les Américains se contenteront d'un accord de principe sur les services ;

● Le lancement de nouvelles négociations Nord-Sud. Selon Washington, les pays riches devraient offrir des tarifs douaniers préférentiels aux pays en développement pour les aider à sortir de la crise. En échange, ces derniers ouvriraient davantage leurs frontières aux produits du monde industrialisé.

## « Quelque huit cent cinquante barrières »

Dans l'immédiat, les États-Unis se mobilisent contre les subventions à l'agriculture. Mais leur grand objectif à moyen terme est la libéralisation du commerce des services. Cette catégorie comprend des activités aussi diverses que les banques, les assurances, les télécommunications,

les transports, la construction, la publicité, le cinéma et la télévision.

Contrairement aux marchandises, les services ne sont pas couverts par le GATT. Ils font l'objet d'accords sectoriels — bilatéraux ou multilatéraux — que les Américains jugent très insuffisants, vu l'aggravation du protectionnisme dans ce domaine. Washington affirme avoir recensé « quelque huit cent cinquante barrières » de nature diverse, les assurances étant notamment très touchées.

Les États-Unis ont toutes les raisons de s'intéresser à la libre circulation des services. Ce secteur occupe sept Américains sur dix et représente 65 % du produit national brut. Les exportations de services ont atteint 42 milliards de dollars en 1981, soit trois fois plus qu'en 1970, et ce sont elles qui permettent à la balance des paiements d'être excédentaire.

Les Américains font remarquer que le protectionnisme contre les services qui représentent déjà près d'un cinquième du commerce mondial se répète souvent sur des marchandises et frappe de plein fouet la haute technologie. C'est donc « un obstacle à la croissance économique dans le monde à tout le moins actuellement ».

Plusieurs raisons avaient empêché les services d'être inclus dans le GATT. D'une part, on ne percevait pas bien l'importance de ces échanges qui sont peu visibles et difficilement quantifiables. D'autre part, les négociations internationales étaient centrées, jusqu'à présent, sur les barrières tarifaires qui s'appliquent mal aux services. Enfin, ceux-ci touchent souvent à la stabilité financière d'un pays (banques), à sa sécurité nationale (transports, télécommunications) ou à son identité culturelle (programmes de télévision), d'où une tendance à la réglementation gouvernementale plus grande que pour les marchandises.

« Aucune de ces raisons n'est un obstacle insurmontable pour inclure les services dans un cadre international », affirme-t-on à Washington. Les collaborateurs de M. Reagan suggèrent les mesures suivantes : établissement d'un « code de conduite » ; extension aux services de certaines règles non tarifaires du GATT ; création de normes supplémentaires adaptées à ce nouveau domaine ; établissement d'une série d'accords techniques ou sectoriels.

Les États-Unis ne demandent à la conférence de Genève que de faire une déclaration de principe et d'établir un programme de travail. Selon eux, les études préparatoires pourraient durer deux ans. On se donnerait ensuite une année pour négocier. Washington qui, compte sur l'appui des Européens, se réjouit de leur « évolution graduelle » : au début, ceux-ci ne voulaient pas discuter des services dans le cadre du GATT, puis ils ont donné leur feu vert, à condition que les Américains « vendent » eux-mêmes ce projet au tiers-monde.

Certains pays, comme le Chili, la Corée du Sud et Singapour, ne font pas de difficulté. D'autres, comme l'Inde, ont adopté une position d'attente. Mais il se trouve aussi des opposants farouches, dont le Brésil, qui soutient que les services sont inséparables des investissements étrangers et que le GATT n'a d'ailleurs pas vocation de s'en occuper.

ROBERT SOLÉ.

## Le Japon veut éviter d'être mis en accusation

De notre correspondant

Tokyo. — En butte aux critiques plus ou moins vives de ses principaux partenaires, qui s'estiment lésés par le dynamisme de ses exportations, la faiblesse de ses importations de produits manufacturés et les difficultés générales d'accès à son marché, le Japon a pour objectif minimal, à Genève, d'éviter une mise en accusation et d'obtenir des participants un engagement formel de « non-protectionnisme » des mesures protectionnistes.

Pour Tokyo, les maux dont souffre le commerce tiennent plutôt aux insuffisances et aux désordres des économies et des finances occidentales qu'aux succès industriels et commerciaux japonais. « Le préalable au maintien et au renforcement des principes du libre-échange est le développement et l'expansion des activités économiques par le biais de l'innovation technologique » (point fort de l'industrie japonaise), note un document officiel consacré à la réunion du GATT.

La position japonaise en matière de « clause de sauvegarde » — l'un des « points chauds » de cette rencontre — se résume ainsi : formulation de mécanismes augmentant la crédibilité et la transparence du GATT ; mise en place de moyens propres à empêcher le recours abusif aux clauses de sauvegarde, adoption de mesures en vue d'éviter les situations où un pays importateur force un pays exportateur à sortir du cadre des mécanismes du GATT. Pour le Japon, « les limitations volontaires d'exportation et les accords d'organisation du marché, dont l'objectif et les effets sont similaires à

ceux des augmentations tarifaires et des quotas d'importation, doivent être étudiés en vue de leur intégration dans le cadre du GATT ».

Sous la pression de certains de leurs partenaires, les Japonais ont « volontairement » accepté de telles limitations qui contreviennent à l'esprit du libre-échange. On estime, de source officielle à Tokyo, que la capacité d'exportation de produits manufacturés japonais est ainsi réduite de 40 %. Cependant, les Japonais se félicitent des déclarations américaines affirmant, contrairement à ce que souhaitent certains Européens, que les pratiques commerciales du Japon ne seraient pas explicitement mises en cause dans les documents de la conférence ministérielle.

Les divisions entre Américains et Européens devraient ainsi permettre une fois de plus aux Japonais de passer l'obstacle de Genève, sans trop d'encombres. D'autant plus qu'ils ont multiplié depuis plusieurs semaines les négociations, sinon les concessions, avec les États-Unis sur divers points de leur contentieux commercial bilatéral, l'agro-alimentaire et la haute technologie en particulier. En revanche, les négociations sont au point mort avec la C.E.E., qui se trouve face à trois solutions : attendre le bon vouloir des Japonais ; décider unilatéralement — comme l'a fait la France — des mesures à leur encontre ; invoquer un article du GATT qui prévoit la réunion d'une commission multilatérale pour sortir de l'impasse.

R.-P. PARINGAUX.

## Bibliographie

## « LE COMMERCE INTERNATIONAL A LA DÉRIVE »

DE FRANÇOIS DAVID

Sous le titre « Le commerce international à la dérive » (1) M. François David dresse un constat de déclin du libre-échange. Plus de la moitié du commerce mondial échappe actuellement aux lois du marché : l'agriculture et le pétrole, qui en représentent chacun un cinquième, les biens d'équipement et les produits de consommation pour un dixième dans chaque cas.

Aucun pays n'est épargné par la tentation du « repli réflexe » et les organisations internationales trompent l'opinion, en s'efforçant de faire croire que le protectionnisme demeure l'exception. Le ton est sévère. Ce livre d'un praticien des affaires internationales au ministère de l'économie et des finances tombe bien en cette période d'affrontements sur le thème du libre-échange. Sans établir un inventaire des infractions, M. David retracé, avec précisions chiffrées et datées, la montée du protectionnisme et ses approches nationales, après avoir évoqué le rôle des organisations et les limites des accords internationaux. Il est dommage, toutefois, que cette analyse lucide d'un quinquennat ne débouche que sur l'espoir de la croissance pour sortir de la crise. — M. B.

\* Calmann-Lévy, Perspectives de l'économie, 231 pages, 75 F.

## Aux États-Unis

## LES PRIX ONT AUGMENTÉ DE 0,5 % EN OCTOBRE

Washington (A.F.P.). — L'indice américain des prix de détail a augmenté de 0,5 % en octobre. Ce résultat est dû essentiellement à la hausse du coût de la construction, malgré une baisse importante des intérêts sur les crédits immobiliers.

L'augmentation du coût de la vie, qui avait été de 0,2 % en septembre et de 0,3 % en août, s'est établie à un rythme annuel de 4,9 % pour les dix premiers mois de 1982 (+ 5,1 % par rapport à octobre 1981). L'année dernière l'inflation avait été de 8,9 %.

— Publiée

## escargots pour un dimanche

Votre repas du dimanche aura un air de fête avec nos fameux bourgognes, les meilleurs de Paris. Cuits aux aromates et remplis de beurre extra-fin, d'herbes et d'épices, ils peuvent se garder plusieurs mois au congélateur. Vendus au détail le dimanche jusqu'à 13 heures et tous les jours, sauf le lundi.

LA MAISON DE L'ESCARGOT, 79, rue Fondary, XV<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> E-Zola. Bus 80. Tél. : 575.31.09.

MARKETING : COPIES COULEURS  
Qualité photographique professionnelle  
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

## CONJONCTURE

## Le déficit prévisionnel du budget de 1982 est porté à environ 99 milliards de francs

Le déficit de la loi de finances, pour 1982, sera légèrement supérieur aux 95,4 milliards de francs prévus dans le budget initial, voté il y a un an. Le projet de collectif de fin d'année, qui a été examiné le mardi 23 octobre en conseil des ministres, prévoit, en effet, une impasse alourdie de 3,5 milliards de francs, ce qui porte le déficit à environ 99 milliards de francs (98,92 milliards).

17 milliards et 300 millions de francs de dépenses supplémentaires sont inscrits dans ce collectif de fin d'année, les principales rubriques étant les suivantes : 7,660 milliards de francs pour les entreprises publiques, dont 5 milliards pour le secteur public industriel sous forme de dotation en capital (près de la moitié allant à la sidérurgie), auxquels s'ajoutent 170 millions pour le rachat de la C.G.C.T. et 1,8 milliard pour la S.N.C.F., dont 1 milliard sous forme de dotation en capital ; 631 millions aux Charbonnages et 189 millions à Air France, dont 50 millions en dotation de capital.

Les interventions sociales s'élèvent à 4,7 milliards de francs, l'es-

sentiel des ouvertures de dépenses concernant l'UNEDIC, l'aide sociale et divers régimes de protection sociale. Des ajustements de crédits seront possibles dans le budget de l'agriculture grâce à des ouvertures nouvelles représentant 724 millions de francs. Quant à la défense, les re-déploiements intervenus permettent une majoration des crédits d'équipement de 600 millions de francs.

A ces 17,3 milliards de francs de dépenses supplémentaires, s'ajoutent 2 milliards de francs de perte de recette par rapport aux prévisions qui avaient été faites il y a un an.

Côté recettes : 6,5 milliards de francs d'annulation de crédits (ces annulations qui avaient causé, fin octobre, quelque émoi parmi les ministres concernés, notamment le ministre de la défense), 2 milliards de francs d'économies dans la fonction publique résultant du blocage des salaires ; enfin, 7,7 milliards de francs de dépenses ont été annulées par transfert — par transfert entre postes — 7,7 milliards de francs d'ouverture de dépenses diverses.

## COMMERCE

## Les organisations traditionnelles remportent un succès aux élections pour les chambres de commerce

Les résultats provisoires des élections aux chambres de commerce et d'industrie (C.C.I.), qui ont eu lieu le lundi 22 novembre, font apparaître une stabilité dans la désignation des représentants des industriels, des commerçants et des prestataires de services aux conseils d'administration de ces organismes.

Le courant traditionnel — où sont regroupés le C.N.P.F., la Confédération générale des P.M.E. et la Fédération des associations de commerçants (F.A.C.) — recueille un large succès. Il est vrai qu'il avait des candidats dans toutes les chambres. Le Syndicat national des P.M.L. — une organisation très revendicative depuis une année environ — obtient un certain succès mais il avait présenté peu de candidats, cette organisation réservant, selon elle, le plus gros de son effort pour les élections provinciales du 6 décembre. Le CID-Unati

en revanche paraît avoir subi un recul dans sa représentativité aux C.C.I.

Voici les résultats provisoires qui ont été communiqués, mardi 23 novembre, par l'assemblée permanente des C.C.I. à Paris. Ils portent sur 147 des 157 C.C.I. La participation a atteint le taux moyen de 40,67 % en hausse de 5,03 points par rapport au scrutin de 1979.

La première répartition des sièges s'établit comme suit : courant traditionnel (C.N.P.F. - C.G.P.M.E. - FAC) : 1 722 élus sur 1 857 candidats ; CID-Unati : 40 élus pour 225 candidats ; S.N.P.M.L. : 28 élus sur 234 candidats ; divers : 14 élus pour 151 candidats ; listes d'unions : 429 élus pour 493 candidats.

Les résultats définitifs devraient être communiqués le vendredi 26 novembre.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
S.E.-U.	7,1620 7,1660	+ 210 + 250	+ 400 + 450	+1040 +1160
S. can.	5,8360 5,8415	+ 80 + 130	+ 185 + 245	+ 515 + 635
Yen (100)	2,8270 2,8385	+ 145 + 175	+ 280 + 325	+ 840 + 915
DM	2,8255 2,8280	+ 140 + 160	+ 270 + 295	+ 815 + 870
Florio	2,5835 2,5845	+ 140 + 160	+ 275 + 300	+ 785 + 835
F.R. (100)	14,4050 14,5010	+ 5 + 135	+ 5 + 185	+ 130 + 545
F.S.	3,2780 3,2815	+ 275 + 300	+ 590 + 635	+1410 +1485
L.(1 000)	4,9015 4,9055	- 705 - 590	-1280 -1150	-2565 -2365
F. franc	21,4050 21,4160	+ 345 + 430	+ 720 + 835	+2060 +2295

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/4	9/16	9	9 3/8	9 5/16	9 11/16	9 11/16	10 1/16
S.E.-U.	6 3/4	6 15/16	6 1/2	6 7/8	6 15/16	6 5/4	6 5/4	7 1/4
DM	6 1/16	6 7/16	6	6 3/8	6 3/8	6 5/8	6 7/16	6 13/16
Florio	11 3/4	12 3/4	11 7/8	12 7/8	12 1/4	13	12 1/2	13 1/2
F.R. (100)	1/8	1	2 7/16	3 1/16	3 7/16	4 1/16	3 3/4	4 3/8
F.S.	18 3/4	21 1/4	23 3/4	26 1/4	27 1/2	28 7/8	23 3/8	24 5/8
L.(1 000)	5 1/4	9	9	9 5/8	8 15/16	9 9/16	8 15/16	9 9/16
F. franc	14 1/4	15 3/4	15 3/4	17	17 1/2	18 3/4	19 1/4	20 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

POLLUTEC 82  
TECHNIQUES ANTI-POLLUTIONCONFÉRENCES  
TECHNIQUES  
INTERNATIONALES

organisées par le Ministère de l'Environnement sur les thèmes :

- AIR - BRUIT - DÉCHETS - EAU
- TECHNOLOGIES PROPRES
- COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT



- MARDI 30 NOVEMBRE 1982
- MERCREDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1982
- JEUDI 2 DÉCEMBRE 1982
- VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1982

CNIT - PARIS LA DÉFENSE

POUR RECEVOIR LE PROGRAMME  
ET VOUS INSCRIRE, TÉLÉPHONER À  
SEPIC/CONGRES : (1) 359 10 30



## CONJONCTURE

Le déficit prévisionnel du budget de 1982 est porté à environ 99 milliards de francs

## AFFAIRES

### Les difficultés de la sidérurgie européenne

L'aggravation de la crise de la sidérurgie européenne, évoquée lors de la réunion des ministres de l'Industrie des Dix à Elsenheim au Danemark, va conduire à porter de 15 à 30 milliards de tonnes la diminution des capacités de production prévue jusqu'à maintenant. Bien que ces réductions doivent affecter en priorité, des pays comme l'Italie, peu touchée encore, elles ne pourront épargner la France.

En ce cas, se posera la question d'une révision des objectifs de production fixés pour 1984, dans le sens restrictif, et d'un redéploiement de l'appareil industriel comportant de nouvelles fermetures d'usines.

A défaut, le budget français devra supporter des charges accrues, notamment pour couvrir le déficit croissant et vertigineux des deux

grandes entreprises du secteur, Usinor et Sacilor. Déjà, pour l'année en cours, la « rallonge » atteint 2,5 milliards de francs pour les seuls fonds propres.

En R.F.A., les créanciers du groupe Saarstahl, qui leur doit 7 milliards de francs, vont renouer avec les intérêts de la dette et réclamer les remboursements au capital.

## EN BELGIQUE

### Cockerill-Sambre verrait sa production réduite de 27 % par rapport à 1980

De notre correspondant

Bruxelles. — Le journal bruxellois *le Soir* tirait le 20 novembre : « Le sauvetage de l'acier wallon dépend désormais d'un feu vert de la C.E.E. ». Cette constatation paraît d'autant plus pertinente que, dans cette tempête, le gouvernement belge ne paraît pas trop mécontent de pouvoir s'abriter derrière ce qu'on appelle ici « le paravent » de M. Davignon, le commissaire responsable de la C.E.E. pour les problèmes sidérurgiques. Les pressions, pour ne pas dire les exigences de la Commission, représentent en effet le moyen le plus efficace — et aussi le plus commode du point de vue politique — pour imposer à Cockerill-Sambre, la plus grande entreprise belge de l'acier, des mesures draconniennes de réorganisation.

A la suite du sommet européen de Copenhague, le débat sur le sort de Cockerill-Sambre a pris une tournure encore plus dramatique. Cette entreprise, qui est en quelque sorte le cœur de l'industrie wallonne, se trouve dans une situation extrêmement grave. Elle a enregistré une perte de 12 milliards de francs belges (1,7 milliard de francs) en 1981, ce qui a entraîné des sacrifices très substantiels sur l'outil de la Communauté est encore moins douteux.

Un conflit majeur, avec la C.E.E., n'en subsiste pas moins. La Commission n'a pas accepté le plan de réorganisation présenté en mai par le P.-D. G. intérimaire de Cockerill-Sambre, M. Vandestrück. Ce dernier propose aujourd'hui une nouvelle version de son « schéma industriel ». Le gouvernement de Bruxelles, maintenant toujours une position réservée et se contentant de jouer le rôle d'une « boîte aux lettres », vient donc de permettre à Cockerill-Sambre de soumettre ses nouveaux projets à la C.E.E.

Ce plan (encore que les ministres préfèrent parler d'une simple « note ») envisage pour Cockerill-Sambre une réduction supplémentaire de sa « production maximum possible » de 5,5 %, soit 575 000 tonnes d'acier. Ce résultat devrait être acquis en mettant en veilleuse l'usine Valfin de Liège et le train « 3 » de l'usine de Marcinelle. L'effort est loin d'être négligeable, puisque, par rapport à 1980, la production de Cockerill-Sambre serait ainsi réduite de 27 %.

Déjà, M. Davignon a exprimé son scepticisme sur ce plan. Lors d'un débat à la télévision, il a posé la question de savoir si Cockerill-Sambre envisageait une véritable réduction de sa capacité productive ou si elle ne préparait pas une simple mise en veilleuse de certaines installations.

Les projets de M. Vandestrück ne se limitent pas à un resserrement de la production. Il s'agit aussi de réali-

ser ce qu'on appelle, un peu paradoxalement, un « plan social » prévoyant le départ de deux mille cinq cents ouvriers durant les deux prochaines années. En même temps, un « contrat social », qui reste à négocier avec les syndicats, devrait amener ceux-ci à accepter une modernisation des augmentations de salaires, qui seraient limitées à trois fois 2 % d'ici 1985. Enfin, le P.-D. G. de Cockerill-Sambre attend toujours que l'Etat belge finance, en partie au moins, le rachat de la société Fribres-Bourgeois afin que le groupe sidérurgique puisse enfin exercer une maîtrise globale sur la commercialisation de ses produits. Tout cela sans parler d'un appoint de quelques milliards de francs belges d'argent frais qui devrait être assuré par l'Etat.

Quels que soient les problèmes techniques très complexes posés par la réorganisation de la sidérurgie wallonne, il est clair que M. Vandestrück maintient un optimisme jugé excessif par certains. Pour lui, il s'agit toujours de « passer le cap du creux conjoncturel » observé depuis le troisième trimestre 1982. Reste à savoir à quel point le ministre de l'économie, M. Eyskens, lorsque, au cours du débat, il a déclaré : « Si on ne sort pas du rêve, ce sera le cauchemar ».

JEAN WETZ.

### Le plan acier français devra-t-il être révisé ?

Lorsque le 9 juin, le gouvernement rendit public son « plan acier », élaboré au terme de six mois d'études de prospective et de négociations avec les partenaires sociaux, il se fonda sur les conclusions du rapport Juret, du nom du professeur de l'université des sciences sociales de Grenoble chargé, en novembre 1981, de rédiger une étude sur « l'évolution des débouchés de la sidérurgie française et de ses perspectives à moyen terme ». Des trois hypothèses de production formulées par M. Juret, à l'horizon 1990 — une basse avec 20 millions de tonnes, correspondant à une croissance faible, une moyenne avec 21,8 millions de tonnes, impliquant une nette progression des investissements en 1983 et en 1984, et une haute, avec 24 millions de tonnes, s'appuyant sur une croissance forte — les pouvoirs publics avaient retenu la dernière. Une production de 24 millions de tonnes en 1986, nécessaire des investissements industriels supérieurs à 17 milliards de francs en quatre ou cinq ans. A ces chiffres s'ajoutent le service de dette de la sidérurgie pris en charge par le Trésor en 1978 (22 milliards de francs), les charges relatives à la suppression de 20 000 emplois prévues par le plan acier de 1979, et le comblement des pertes annuelles d'Usinor et de Sacilor (au moins 7 milliards de francs en 1982), soit 10 milliards de francs par an d'ici 1986, selon les prévisions déclarées de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Industrie et de la Recherche. Ce chiffre constituait un minimum déjà dépassé.

## Pessimisme

Or, la production d'acier, déjà en recul de 10 % en 1982 sur 1981 (19 millions de tonnes) risque de fléchir à nouveau de 10 % à 15 % en 1983, revenant à son plus bas niveau depuis 1960. Les capacités de commande s'établissent à 20 % en dessous de ceux du début de 1982, et le pessimisme le plus noir règne dans la profession, où l'on qualifie la situation de « catastrophique ». En Europe, le phénomène est identique, d'autant plus explicable qu'à 77 % les débouchés de l'acier relevaient de l'investissement, en crise aiguë, comme on le sait.

Dans ces conditions l'objectif des 24 millions de tonnes, déjà jugé irréaliste en juin, devient tout à fait aléatoire, et l'exécution du « plan acier » risque de conduire à des surcapacités notables dans quatre ans. La terrible logique industrielle impliquerait, d'abord, de nouvelles fermetures d'usines, même modernes, comme la C.E.E. s'apprête à l'exiger de ses membres. Ainsi, dans le groupe Usinor, l'aciérie toute neuve et néanmoins ruineuse de Neuf-Maisons, en Lorraine, devrait être arrêtée, de même que les trois hauts fourneaux de Longwy du même groupe. En ce cas, le chiffre de 12 000 suppressions d'emplois prévues dans le plan et qualifiées de « dérivées », en juin par un expert de la profession, devrait être notablement majoré, allant plus loin, on peut se demander si l'ambitieux programme de modernisation des installations décidé il y a six mois, et destiné à rendre les entreprises compétitives en 1986, n'est pas excessif dès le départ. En ce qui concerne les capacités de laminage des produits plats (tôles minces), est-il opportun de moderniser et d'agrandir des trains de la Sollac, en Lorraine, chez Sacilor ? Usinor va arrêter le sien à Denain, le plus vieux de France (1951), mais contemporain de celui de la Sollac, au profit de ses installations très modernes de Dunkerque et Sacilor ne dispose-t-elle pas de la moitié de la production du train à chaud de la Sollac ? En fait, la production globale est une des meilleures du monde ? Enfin, il n'est pas raisonnable de prévoir de nouvelles capacités de fabrication de fil machine, toujours en Lorraine, alors que les installations de la métallurgie de Normandie à Caen posent problème.

De tels propos peuvent paraître absolument hérétiques et insupportables pour les Lorrains, mais en ce début d'hiver 1982, où la maison France rassemble tous ses moyens pour financer l'industrie de demain, une réflexion plus lucide doit être menée sur la place réelle de la sidérurgie en France, sans plus s'hy-

pernoter sur une notion de tonnage, de plus en plus dépassée.

L'objectif n'est sûrement pas d'augmenter le tonnage, mais d'améliorer les performances et la qualité des aciers pour maintenir leurs débouchés. Par exemple, en dix ans, les tambours des machines à laver ont vu leur épaisseur diminuer de moitié, l'inclusion de nickel ou de molybdène, métaux importés et fort coûteux, étant diminuée ou supprimée, ce qui a permis aux fabricants d'aciers spéciaux de combattre victorieusement les revêtements en rilsan. Dans certains cas, la sidérurgie est contrainte d'investir massivement pour vendre un produit meilleur au même prix ou presque : ainsi en est-il des tôles allégées et protégées contre la corrosion que réclame maintenant l'industrie automobile, anxieuse de réduire le poids des véhicules. Chez Citroën la voiture la plus récente, la BX, ne comporte-t-elle pas un capot et un hayon en matériaux composites, sans acier ?

Des aciers différents, plus performants, mieux adaptés, telle est désormais la loi pour les sidérurgistes qui vont devoir consacrer des sommes accrues à la recherche. On ne réalise pas à quel point les « investissements » de productivité et d'innovation technologique sont importants dans les industries traditionnelles, où un effort accentué dans ces domaines non seulement n'est pas inutile, mais encore devient vital. A ce sujet, il faut saluer une véritable « première » : deux journées viennent de se tenir aux aciéries d'Isbergues dans le Nord, réunissant des dirigeants du groupe Usinor dont M. Raymond Lévy, son président, et une délégation du C.N.R.S., menée par M. Frejaud, son président, avec de nombreux responsables de laboratoires universitaires de recherche.

L'objectif est d'établir une liaison C.N.R.S.-sidérurgie, inexistante jusqu'à maintenant afin d'accroître le potentiel de recherche de la profession avec une grande idée au départ : dans la course, un peu désemparée que l'industrie française livre pour rattraper son retard, il lui faut prendre un raccourci, c'est-à-dire franchement innover. C'est ce que le laboratoire des groupes sidérurgiques (0,9 % du chiffre d'affaires en 1982 contre 1,5 % pour les Japonais), l'Institut de recherche de la sidérurgie (I.R.S.I.D.) et le C.N.R.S. vont s'apprêter à faire. Davantage de crédits à la recherche appliquée moins aux investissements, c'est un langage que M. Chevènement, déjà prêt à un effort dans ce domaine peut parfaitement comprendre.

FRANÇOIS RENARD.

### MOÛT-HENNESSY VA SE LANCER DANS LA CULTURE DES ROSES

Le groupe Moët-Hennessy (champagne, cognac et parfums) va se lancer dans la culture des roses en prenant une participation de 34 % dans le capital de la maison Georges Delbard, l'un des premiers pépiniéristes français, et même européen, avec un chiffre d'affaires de 150 millions de francs environ. Le but de l'opération est d'appliquer sur une grande échelle le procédé révolutionnaire mis au point par la maison Delbard pour la multiplication des rosiers par clonage et non plus par greffe d'une variété sélectionnée sur un porte-greffe du genre églantier.

Les aléas de la reprise des plants sont quasiment supprimés, et leur délai d'élaboration est ramené de dix-huit mois à trois ou quatre mois, ce qui permet de réduire sensiblement à la fois la surface des cultures et les prix de vente.

Le groupe Moët-Hennessy, pour favoriser l'exploitation de ce procédé outre-Atlantique, vient de prendre le contrôle à 100 % du deuxième fabricant de rosiers aux États-Unis, Armstrong-Nursery. La conjoncture est pourtant mauvaise chez les pépiniéristes français, cinq d'entre eux ayant déposé leur bilan depuis le début de l'année.

## SOCIAL

### LA PRÉPARATION DU IX<sup>e</sup> PLAN

### Cinq scénarios pour maintenir l'évolution des dépenses de santé

En présence de M. Rocard, ministre du Plan, les experts du groupe de travail sur la régulation de l'activité et des dépenses de santé ont présenté à la presse, le 23 novembre, diverses pistes de réflexion pour mieux maîtriser l'évolution des dépenses de santé. Ces dernières ont beaucoup progressé : + 19,7 % en rythme annuel en septembre.

Selon M. Giraud, président du groupe de travail, il faut donner, en la matière, « plus de transparence au système et plus de responsabilité aux acteurs ». Pour ce faire, M. Giraud propose cinq scénarios au choix. Dans le premier, « étatiste », le Parlement fixe, chaque année, une enveloppe financière (fonds budgétaire plus fonds de cotisation d'assurance-maladie), dont la répartition est assurée par des conventions passées entre Etat et régions, ou entre Etat, régions et institutions dispensatrices de soins. Dans le second, dit de « mutualisation »,

« l'Etat et les usagers assurent, par l'intermédiaire de leurs mutuelles », qui passent des conventions avec les institutions et les professions de santé, « une régulation des activités complétant celle des dépenses collectives ». Les trois autres scénarios s'inscrivent dans la perspective de « décentralisation » au niveau de la région. Cette dernière reçoit une dotation globale, prélevée sur l'enveloppe nationale et calculée en fonction de certains critères « rendant mieux compte de la réalité que les indicateurs utilisés pour la carte sanitaire ». Dans le scénario n° 5, les régions gèrent le système de santé à l'exception des C.H.U., placés directement sous le contrôle de l'Etat.

Ce rapport doit être soumis à la commission nationale de planification. Ses premières conclusions laissent le débat ouvert sur l'orientation de la politique de santé. — D. R.

## JOURNAL FAIT PAR DES IMMIGRÉS

### « Sans frontière » reparait

Fondé il y a trois ans avec l'appui du Père Louis Gallimardet, un prêtre catholique qui fut l'une des grandes figures de la lutte antiraciste en France, *Sans frontière*, ce journal « pas comme les autres », rédigé par des immigrés, a su se tailler une place à part dans la presse française.

Mais les obstacles se sont accumulés. Après trois mois d'absence, *Sans frontière* reparait dans un nouveau format, celui d'un magazine, pour l'instant mensuel, qui deviendra hebdomadaire après le 1<sup>er</sup> janvier prochain, au terme d'une restructuration basée sur de meilleurs moyens d'information et sur une po-

litique de signatures. Selon ses dirigeants, c'est pour ce journal la seule chance de survie face aux difficultés que traversent la plupart des organes de presse. Pour la première fois depuis sa création, *Sans frontière* lance ainsi un appel aux lecteurs (\*).

Le numéro spécial de rentrée se présente en tout cas sous une forme attrayante. Outre l'éditorial de M. Jid Ammar et Farid Aïchoune, il comporte notamment des articles du sociologue syrien Burhan Ghalioun sur les événements du Liban, de Fathi Mehrez sur la situation au Maroc, de Raphaël Constant sur les Antilles, de Marc Weitzmann sur le terrorisme, de Fabienne Messia sur la mort de Pierre Mendès France — sous le titre : « Un peu de paix qui s'en va », — ainsi qu'une « libre opinion » de M. Laurent Cathala, député socialiste du Val-de-Marne, et de « bio-notes » de l'écrivain berbère Driss Charabi. — J. B.

(\*) Abonnements de soutien à partir de 400 F à l'adresse de *Sans frontière*, 33, boulevard Saint-Martin, 75003 Paris — C.C.P. Paris 420900 F.

### CYCLES LONGS FORMATIONS

● Entrée-éducation  
● Annuaire de formation  
● Psychologie de la relation  
● Morphologie-Graphologie  
● Caractérométrie...  
Stages agréés par les ASSEDEC et les services de la formation continue  
L.C.H. (Et. d'ens. priv.)  
20, rue Joubert, 75008 PARIS  
Téléphone : 874-43-60

### un mieux fiscal pour un mieux social

### CHEQUE REPAS

1870 f.  
exonérés par an  
et par salarié  
tél. (1) 723.38.16

## Sté Paris Renov

FABRICANT-INSTALLATEUR  
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

changez vos vieilles fenêtres (bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polychlorure de vinyle)

● Les fenêtres RENOV S 1 se posent en une journée  
● Sont faites sur mesures ● S'adaptent à tous les styles  
● Sont déductibles des impôts

10 ANS DE GARANTIE

Prix bloqués jusqu'au 31/12/82

Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage ST-GOBAIN 46/4 ou en glace de 8 mm comptez 2 950 F T.T.C. posée.

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

Sté PARIS-RENOV 22, RUE FONTAINE 75009 PARIS - Tél. : 526.60.00

CREDIT GRATUIT 3 MOIS

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES  
sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle  
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

## POLLUTEC 82

LES ANTI-POLLUTION

## CONFÉRENCES TECHNIQUES INTERNATIONALES

MANIFESTATION 20 NOVEMBRE 1982  
MANIFESTATION 27 NOVEMBRE 1982  
MANIFESTATION 3 DÉCEMBRE 1982  
MANIFESTATION 10 DÉCEMBRE 1982  
MANIFESTATION 17 DÉCEMBRE 1982  
MANIFESTATION 24 DÉCEMBRE 1982  
MANIFESTATION 31 DÉCEMBRE 1982  
MANIFESTATION 7 JANVIER 1983  
MANIFESTATION 14 JANVIER 1983  
MANIFESTATION 21 JANVIER 1983  
MANIFESTATION 28 JANVIER 1983  
MANIFESTATION 4 FÉVRIER 1983  
MANIFESTATION 11 FÉVRIER 1983  
MANIFESTATION 18 FÉVRIER 1983  
MANIFESTATION 25 FÉVRIER 1983  
MANIFESTATION 4 MARS 1983  
MANIFESTATION 11 MARS 1983  
MANIFESTATION 18 MARS 1983  
MANIFESTATION 25 MARS 1983  
MANIFESTATION 1 AVRIL 1983  
MANIFESTATION 8 AVRIL 1983  
MANIFESTATION 15 AVRIL 1983  
MANIFESTATION 22 AVRIL 1983  
MANIFESTATION 29 AVRIL 1983  
MANIFESTATION 6 MAI 1983  
MANIFESTATION 13 MAI 1983  
MANIFESTATION 20 MAI 1983  
MANIFESTATION 27 MAI 1983  
MANIFESTATION 3 JUIN 1983  
MANIFESTATION 10 JUIN 1983  
MANIFESTATION 17 JUIN 1983  
MANIFESTATION 24 JUIN 1983  
MANIFESTATION 1er JUILLET 1983  
MANIFESTATION 8 JUILLET 1983  
MANIFESTATION 15 JUILLET 1983  
MANIFESTATION 22 JUILLET 1983  
MANIFESTATION 29 JUILLET 1983  
MANIFESTATION 5 AOÛT 1983  
MANIFESTATION 12 AOÛT 1983  
MANIFESTATION 19 AOÛT 1983  
MANIFESTATION 26 AOÛT 1983  
MANIFESTATION 2 SEPTEMBRE 1983  
MANIFESTATION 9 SEPTEMBRE 1983  
MANIFESTATION 16 SEPTEMBRE 1983  
MANIFESTATION 23 SEPTEMBRE 1983  
MANIFESTATION 30 SEPTEMBRE 1983  
MANIFESTATION 7 OCTOBRE 1983  
MANIFESTATION 14 OCTOBRE 1983  
MANIFESTATION 21 OCTOBRE 1983  
MANIFESTATION 28 OCTOBRE 1983  
MANIFESTATION 4 NOVEMBRE 1983  
MANIFESTATION 11 NOVEMBRE 1983  
MANIFESTATION 18 NOVEMBRE 1983  
MANIFESTATION 25 NOVEMBRE 1983  
MANIFESTATION 2 DÉCEMBRE 1983  
MANIFESTATION 9 DÉCEMBRE 1983  
MANIFESTATION 16 DÉCEMBRE 1983  
MANIFESTATION 23 DÉCEMBRE 1983  
MANIFESTATION 30 DÉCEMBRE 1983  
MANIFESTATION 6 JANVIER 1984  
MANIFESTATION 13 JANVIER 1984  
MANIFESTATION 20 JANVIER 1984  
MANIFESTATION 27 JANVIER 1984  
MANIFESTATION 3 FÉVRIER 1984  
MANIFESTATION 10 FÉVRIER 1984  
MANIFESTATION 17 FÉVRIER 1984  
MANIFESTATION 24 FÉVRIER 1984  
MANIFESTATION 3 MARS 1984  
MANIFESTATION 10 MARS 1984  
MANIFESTATION 17 MARS 1984  
MANIFESTATION 24 MARS 1984  
MANIFESTATION 31 MARS 1984  
MANIFESTATION 7 AVRIL 1984  
MANIFESTATION 14 AVRIL 1984  
MANIFESTATION 21 AVRIL 1984  
MANIFESTATION 28 AVRIL 1984  
MANIFESTATION 5 MAI 1984  
MANIFESTATION 12 MAI 1984  
MANIFESTATION 19 MAI 1984  
MANIFESTATION 26 MAI 1984  
MANIFESTATION 2 JUIN 1984  
MANIFESTATION 9 JUIN 1984  
MANIFESTATION 16 JUIN 1984  
MANIFESTATION 23 JUIN 1984  
MANIFESTATION 30 JUIN 1984  
MANIFESTATION 7 JUILLET 1984  
MANIFESTATION 14 JUILLET 1984  
MANIFESTATION 21 JUILLET 1984  
MANIFESTATION 28 JUILLET 1984  
MANIFESTATION 4 AOÛT 1984  
MANIFESTATION 11 AOÛT 1984  
MANIFESTATION 18 AOÛT 1984  
MANIFESTATION 25 AOÛT 1984  
MANIFESTATION 1 SEPTEMBRE 1984  
MANIFESTATION 8 SEPTEMBRE 1984  
MANIFESTATION 15 SEPTEMBRE 1984  
MANIFESTATION 22 SEPTEMBRE 1984  
MANIFESTATION 29 SEPTEMBRE 1984  
MANIFESTATION 6 OCTOBRE 1984  
MANIFESTATION 13 OCTOBRE 1984  
MANIFESTATION 20 OCTOBRE 1984  
MANIFESTATION 27 OCTOBRE 1984  
MANIFESTATION 3 NOVEMBRE 1984  
MANIFESTATION 10 NOVEMBRE 1984  
MANIFESTATION 17 NOVEMBRE 1984  
MANIFESTATION 24 NOVEMBRE 1984  
MANIFESTATION 1 DÉCEMBRE 1984  
MANIFESTATION 8 DÉCEMBRE 1984  
MANIFESTATION 15 DÉCEMBRE 1984  
MANIFESTATION 22 DÉCEMBRE 1984  
MANIFESTATION 29 DÉCEMBRE 1984  
MANIFESTATION 5 JANVIER 1985  
MANIFESTATION 12 JANVIER 1985  
MANIFESTATION 19 JANVIER 1985  
MANIFESTATION 26 JANVIER 1985  
MANIFESTATION 2 FÉVRIER 1985  
MANIFESTATION 9 FÉVRIER 1985  
MANIFESTATION 16 FÉVRIER 1985  
MANIFESTATION 23 FÉVRIER 1985  
MANIFESTATION 3 MARS 1985  
MANIFESTATION 10 MARS 1985  
MANIFESTATION 17 MARS 1985  
MANIFESTATION 24 MARS 1985  
MANIFESTATION 31 MARS 1985  
MANIFESTATION 7 AVRIL 1985  
MANIFESTATION 14 AVRIL 1985  
MANIFESTATION 21 AVRIL 1985  
MANIFESTATION 28 AVRIL 1985  
MANIFESTATION 5 MAI 1985  
MANIFESTATION 12 MAI 1985  
MANIFESTATION 19 MAI 1985  
MANIFESTATION 26 MAI 1985  
MANIFESTATION 2 JUIN 1985  
MANIFESTATION 9 JUIN 1985  
MANIFESTATION 16 JUIN 1985  
MANIFESTATION 23 JUIN 1985  
MANIFESTATION 30 JUIN 1985  
MANIFESTATION 7 JUILLET 1985  
MANIFESTATION 14 JUILLET 1985  
MANIFESTATION 21 JUILLET 1985  
MANIFESTATION 28 JUILLET 1985  
MANIFESTATION 4 AOÛT 1985  
MANIFESTATION 11 AOÛT 1985  
MANIFESTATION 18 AOÛT 1985  
MANIFESTATION 25 AOÛT 1985  
MANIFESTATION 1 SEPTEMBRE 1985  
MANIFESTATION 8 SEPTEMBRE 1985  
MANIFESTATION 15 SEPTEMBRE 1985  
MANIFESTATION 22 SEPTEMBRE 1985  
MANIFESTATION 29 SEPTEMBRE 1985  
MANIFESTATION 6 OCTOBRE 1985  
MANIFESTATION 13 OCTOBRE 1985  
MANIFESTATION 20 OCTOBRE 1985  
MANIFESTATION 27 OCTOBRE 1985  
MANIFESTATION 3 NOVEMBRE 1985  
MANIFESTATION 10 NOVEMBRE 1985  
MANIFESTATION 17 NOVEMBRE 1985  
MANIFESTATION 24 NOVEMBRE 1985  
MANIFESTATION 1 DÉCEMBRE 1985  
MANIFESTATION 8 DÉCEMBRE 1985  
MANIFESTATION 15 DÉCEMBRE 1985  
MANIFESTATION 22 DÉCEMBRE 1985  
MANIFESTATION 29 DÉCEMBRE 1985  
MANIFESTATION 5 JANVIER 1986  
MANIFESTATION 12 JANVIER 1986  
MANIFESTATION 19 JANVIER 1986  
MANIFESTATION 26 JANVIER 1986  
MANIFESTATION 2 FÉVRIER 1986  
MANIFESTATION 9 FÉVRIER 1986  
MANIFESTATION 16 FÉVRIER 1986  
MANIFESTATION 23 FÉVRIER 1986  
MANIFESTATION 3 MARS 1986  
MANIFESTATION 10 MARS 1986  
MANIFESTATION 17 MARS 1986  
MANIFESTATION 24 MARS 1986  
MANIFESTATION 31 MARS 1986  
MANIFESTATION 7 AVRIL 1986  
MANIFESTATION 14 AVRIL 1986  
MANIFESTATION 21 AVRIL 1986  
MANIFESTATION 28 AVRIL 1986  
MANIFESTATION 5 MAI 1986  
MANIFESTATION 12 MAI 1986  
MANIFESTATION 19 MAI 1986  
MANIFESTATION 26 MAI 1986  
MANIFESTATION 2 JUIN 1986  
MANIFESTATION 9 JUIN 1986  
MANIFESTATION 16 JUIN 1986  
MANIFESTATION 23 JUIN 1986  
MANIFESTATION 30 JUIN 1986  
MANIFESTATION 7 JUILLET 1986  
MANIFESTATION 14 JUILLET 1986  
MANIFESTATION 21 JUILLET 1986  
MANIFESTATION 28 JUILLET 1986  
MANIFESTATION 4 AOÛT 1986  
MANIFESTATION 11 AOÛT 1986  
MANIFESTATION 18 AOÛT 1986  
MANIFESTATION 25 AOÛT 1986  
MANIFESTATION 1 SEPTEMBRE 1986  
MANIFESTATION 8 SEPTEMBRE 1986  
MANIFESTATION 15 SEPTEMBRE 1986  
MANIFESTATION 22 SEPTEMBRE 1986  
MANIFESTATION 29 SEPTEMBRE 1986  
MANIFESTATION 6 OCTOBRE 1986  
MANIFESTATION 13 OCTOBRE 1986  
MANIFESTATION 20 OCTOBRE 1986  
MANIFESTATION 27 OCTOBRE 1986  
MANIFESTATION 3 NOVEMBRE 1986  
MANIFESTATION 10 NOVEMBRE 1986  
MANIFESTATION 17 NOVEMBRE 1986  
MANIFESTATION 24 NOVEMBRE 1986  
MANIFESTATION 1 DÉCEMBRE 1986  
MANIFESTATION 8 DÉCEMBRE 1986  
MANIFESTATION 15 DÉCEMBRE 1986  
MANIFESTATION 22 DÉCEMBRE 1986  
MANIFESTATION 29 DÉCEMBRE 1986  
MANIFESTATION 5 JANVIER 1987  
MANIFESTATION 12 JANVIER 1987  
MANIFESTATION 19 JANVIER 1987  
MANIFESTATION 26 JANVIER 1987  
MANIFESTATION 2 FÉVRIER 1987  
MANIFESTATION 9 FÉVRIER 1987  
MANIFESTATION 16 FÉVRIER 1987  
MANIFESTATION 23 FÉVRIER 1987  
MANIFESTATION 3 MARS 1987  
MANIFESTATION 10 MARS 1987  
MANIFESTATION 17 MARS 1987  
MANIFESTATION 24 MARS 1987  
MANIFESTATION 31 MARS 1987  
MANIFESTATION 7 AVRIL 1987  
MANIFESTATION 14 AVRIL 1987  
MANIFESTATION 21 AVRIL 1987  
MANIFESTATION 28 AVRIL 1987  
MANIFESTATION 5 MAI 1987  
MANIFESTATION 12 MAI 1987  
MANIFESTATION 19 MAI 1987  
MANIFESTATION 26 MAI 1987  
MANIFESTATION 2 JUIN 1987  
MANIFESTATION 9 JUIN 1987  
MANIFESTATION 16 JUIN 1987  
MANIFESTATION 23 JUIN 1987  
MANIFESTATION 30 JUIN 1987  
MANIFESTATION 7 JUILLET 1987  
MANIFESTATION 14 JUILLET 1987  
MANIFESTATION 21 JUILLET 1987  
MANIFESTATION 28 JUILLET 1987  
MANIFESTATION 4 AOÛT 1987  
MANIFESTATION 11 AOÛT 1987  
MANIFESTATION 18 AOÛT 1987  
MANIFESTATION 25 AOÛT 1987  
MANIFESTATION 1 SEPTEMBRE 1987  
MANIFESTATION 8 SEPTEMBRE 1987  
MANIFESTATION 15 SEPTEMBRE 1987  
MANIFESTATION 22 SEPTEMBRE 1987  
MANIFESTATION 29 SEPTEMBRE 1987  
MANIFESTATION 6 OCTOBRE 1987  
MANIFESTATION 13 OCTOBRE 1987  
MANIFESTATION 20 OCTOBRE 1987  
MANIFESTATION 27 OCTOBRE 1987  
MANIFESTATION 3 NOVEMBRE 1987  
MANIFESTATION 10 NOVEMBRE 1987  
MANIFESTATION 17 NOVEMBRE 1987  
MANIFESTATION 24 NOVEMBRE 1987  
MANIFESTATION 1 DÉCEMBRE 1987  
MANIFESTATION 8 DÉCEMBRE 1987  
MANIFESTATION 15 DÉCEMBRE 1987  
MANIFESTATION 22 DÉCEMBRE 1987  
MANIFESTATION 29 DÉCEMBRE 1987  
MANIFESTATION 5 JANVIER 1988  
MANIFESTATION 12 JANVIER 1988  
MANIFESTATION 19 JANVIER 1988  
MANIFESTATION 26 JANVIER 1988  
MANIFESTATION 2 FÉVRIER 1988  
MANIFESTATION 9 FÉVRIER 1988  
MANIFESTATION 16 FÉVRIER 1988  
MANIFESTATION 23 FÉVRIER 1988  
MANIFESTATION 3 MARS 1988  
MANIFESTATION 10 MARS 1988  
MANIFESTATION 17 MARS 1988  
MANIFESTATION 24 MARS 1988  
MANIFESTATION 31 MARS 1988  
MANIFESTATION 7 AVRIL 1988  
MANIFESTATION 14 AVRIL 1988  
MANIFESTATION 21 AVRIL 1988  
MANIFESTATION 28 AVRIL 1988  
MANIFESTATION 5 MAI 1988  
MANIFESTATION 12 MAI 1988  
MANIFESTATION 19 MAI 1988  
MANIFESTATION 26 MAI 1988  
MANIFESTATION 2 JUIN 1988  
MANIFESTATION 9 JUIN 1988  
MANIFESTATION 16 JUIN 1988  
MANIFESTATION 23 JUIN 1988  
MANIFESTATION 30 JUIN 1988  
MANIFESTATION 7 JUILLET 1988  
MANIFESTATION 14 JUILLET 1988  
MANIFESTATION 21 JUILLET 1988  
MANIFESTATION 28 JUILLET 1988  
MANIFESTATION 4 AOÛT 1988  
MANIFESTATION 11 AOÛT 1988  
MANIFESTATION 18 AOÛT 1988  
MANIFESTATION 25 AOÛT 1988  
MANIFESTATION 1 SEPTEMBRE 1988  
MANIFESTATION 8 SEPTEMBRE 1988  
MANIFESTATION 15 SEPTEMBRE 1988  
MANIFESTATION 22 SEPTEMBRE 1988  
MANIFESTATION 29 SEPTEMBRE 1988  
MANIFESTATION 6 OCTOBRE 1988  
MANIFESTATION 13 OCTOBRE 1988  
MANIFESTATION 20 OCTOBRE 1988  
MANIFESTATION 27 OCTOBRE 1988  
MANIFESTATION 3 NOVEMBRE 1988  
MANIFESTATION 10 NOVEMBRE 1988  
MANIFESTATION 17 NOVEMBRE 1988  
MANIFESTATION 24 NOVEMBRE 1988  
MANIFESTATION 1 DÉCEMBRE 1988  
MANIFESTATION 8 DÉCEMBRE 1



## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● Le groupe D.M.C. a annoncé son intention de vendre sa participation dans le groupe onest-allemand Zell Schönan à la fin de l'année. La société Gunther Drews, également spécialisée dans le textile (tissage, tricotage et le négoce), possédait déjà 25 % du capital de Zell Schönan, dont D.M.C. détenait 59,2 %, par l'intermédiaire de deux de ses filiales. Zell Schönan qui fabrique principalement des tissus jacquard pour l'habillement, et du linge de maison, emploie deux mille quatre cent soixante salariés et réalise un chiffre d'affaires de 519 millions de francs. Sa cession répond, selon D.M.C., à la nécessité pour le groupe textile français de se concentrer sur ses « points forts ». Zell Schönan est globalement bénéficiaire, mais son secteur linge de maison décline, et ses produits ne sont pas complémentaires des productions de D.M.C. dans ce secteur (marque Descamps).

● Les exportations uest-allemandes d'automobiles devraient diminuer d'environ 5 % en 1983, prévoit l'Institut de recherche économique IFO de Munich, après une forte augmentation en 1982 (+ 14 % prévu sur l'ensemble de l'année) notamment au cours du premier semestre. Par contre la demande intérieure, qui a baissé cette année de 7,7 %, devrait reprendre l'an prochain pour atteindre 2,3 millions d'unités vendues (7 % de plus qu'en 1982). Au total, la production devrait se maintenir en 1983 au niveau de 1982, soit 3,8 millions de véhicules, dont 55 % seulement seraient destinés à l'étranger, contre 59 % cette année.

### Agriculture

● La Fédération nationale des exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) demande l'arrêt immédiat des importations de bois brut et scié, ainsi que la suspension des abattements en cours dans les forêts domaniales. Les tempêtes du 6 au 9 novembre, qui ont dévasté plusieurs massifs forestiers, ont entraîné, en effet, un abattage important qui risque, selon la F.N.S.E.A., de provoquer un effondrement des cours.

### Energie

● Réunion de l'Organisation arabe des pays exportateurs de pétrole à Koweït. L'O.P.A.E.P., qui se réunit à partir du 24 novembre à Ko-

weït, doit examiner notamment la plainte déposée par l'Irak contre la Syrie après la fermeture par Damas, en avril, de l'oléoduc Kirkouk-Banias-Tripoli, qui prive Bagdad de la possibilité d'exporter plus de pétrole. Les pays membres devraient d'autre part tenter de rapprocher leurs points de vue sur le prix et les niveaux de production de pétrole, avant la réunion de l'O.P.E.P. le 18 décembre à Vienne. Déjà, Ryad et Alger se seraient accordés pour la défense du prix actuel du pétrole. — (A.F.P.).

### Social

● Travail clandestin: M. Dupeyron chargé de faire des propositions. — Le ministre du travail et celui du commerce et de l'artisanat ont chargé M. Jean-Jacques Dupeyron, professeur à l'université Paris II, de leur soumettre des propositions pour lutter contre le travail clandestin. Ce rapport s'inscrit « dans le souhait du gouvernement d'entreprendre une action contre l'ensemble de ce phénomène, qu'il s'agisse de « travail noir », de travail sans facture et de l'utilisation de main-d'œuvre non déclarée ».

● La politique de l'immigration a été « d'une totale impuissance entre 1960 et 1970 », a déclaré M. Jean Le Garrec, ministre de l'emploi, dans son interview publiée, mardi 23 novembre, par le journal l'Alsace de Mulhouse (Haut-Rhin), qui a consacré plusieurs pages, deux jours de suite, aux orientations gouvernementales. Le ministre, qui a confirmé que la France n'entendait pas rouvrir les frontières à la main-d'œuvre étrangère, a indiqué qu'il n'y avait pas d'autre option que de pratiquer « une politique d'insertion sociale » des immigrés établis en France.

● Le S.N.P.M.I. ne veut payer ni la taxe professionnelle ni l'assurance-chômage. — Le président du Syndicat national de la petite et moyenne industrie (S.N.P.M.I.), M. Gérard Deuil, vient d'écrire à M. Fabius pour réclamer la suppression de la taxe professionnelle. Pour éviter le paiement d'une taxe qui a augmenté de 20 % à 500 % selon eux, les adhérents des S.N.P.M.I. vont systématiquement déposer auprès des services fiscaux des réclamations contentieuses avec demande de sursis de paiement. Le S.N.P.M.I. envisage aussi de ne plus verser de cotisations

à l'assurance-chômage s'il était exclu de la nouvelle négociation. Pour attirer l'attention sur leurs difficultés, plusieurs centaines d'adhérents du S.N.P.M.I. avaient d'ailleurs été mobilisés dans la matinée du 22 novembre pour bloquer les trains d'affaires de la S.N.C.F., en tirant sur les sonnettes d'alarme de trains en partance: une trentaine de convois ont ainsi été immobilisés momentanément.

● Les négociations salariales à la S.N.C.F. devraient s'achever le 9 décembre. Lors d'une réunion le 23 novembre la direction et les syndicats ont examiné plusieurs schémas sur le calendrier des augmentations salariales en 1983 et la revalorisation des bas salaires. Le projet d'accord devrait inclure des dispositions sur les conditions de travail et le droit syndical. Dans le secteur privé, selon le ministère du travail, les négociations sont achevées dans une soixantaine de branches: trente-quatre accords concernant environ deux millions de salariés ont été conclus jusqu'à présent.

● Donner un billet de congés payés un second souffle... tel est le projet qu'étudient actuellement les services des ministères du temps libre et des transports. M. André Henry, ministre du temps libre, l'a annoncé en inaugurant le train-forum qui va circuler pendant trois semaines à l'intérieur des principales zones d'emplois du pays afin de promouvoir, une nouvelle fois, l'étalement des vacances d'été.

Pour 7 % les travailleurs (dont 80 % de cadres) utilisent encore les billets de congés payés. « Il faut le rendre plus populaire », estime M. Henry pour que les Français qui, grâce à la cinquième semaine de congés, peuvent désormais partir deux fois en vacances dans l'année, devraient utiliser plus fréquemment la voiture l'été et le train l'hiver. Les pouvoirs publics pourraient donc décider de plafonner le tarif du billet de congés payés qui ne pourrait être utilisé qu'au-dessous d'un certain revenu et de le rendre, en revanche, « plus attractif pour ceux qui en ont besoin ».

3-4-5 DÉCEMBRE  
11<sup>e</sup> EXPOSITION INTERNATIONALE  
VENTE DE  
**MINÉRAUX**  
FOSSILES  
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX  
200 EXPOSANTS représentant 15 PAYS  
**HOTEL P.L.M.**  
17, bd Saint-Jacques - PARIS-14<sup>e</sup>

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### PARIBAS ÉPARGNE

La banque Paribas vient de procéder au lancement de Paribas Épargne. Cette nouvelle SICAV a pour objet de mettre à la disposition de la clientèle particulière un instrument de placement de sommes disponibles à court et moyen terme.

Placée sous la présidence du Secrétaire général de la Compagnie Financière de Paribas, Monsieur Robert Carvallo, Paribas Épargne s'est fixée le double objectif de maintenir la valeur d'acquisition du capital investi tout en lui procurant la meilleure rémunération possible.

Paribas Épargne est ouverte au public depuis le 22 novembre. Toutes informations complémentaires peuvent être obtenues aux guichets du Siège, des Succursales et des Agences en France de la banque Paribas.

### ACTIONS INVESTISSEMENT SICAV DIVERSIFIÉE

Situation au 30 septembre 1982  
Nombre d'actions en circulation : 1 778 125 ; Actif net (en millions de francs) : 319,20 ; Valeur liquidative de l'action (en francs) : 179,51 ; Dividende global mis en paiement le 30 avril 1982 (en francs) : 10,45.

Groupe de progrès  
Ce stage est, parmi d'autres, réalisé en intra ou inter entreprises.  
Pour tous renseignements :  
CSP 66, r. Lafayette  
75009 Paris  
246.89.99/57.37



### GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Société générale pour le développement des opérations de crédit-bail immobilier **SOGEBAIL**

La réunion du conseil d'administration, sous la présidence de M. Jacques Mayoux, a permis de faire le point sur l'activité de la société au cours des neuf premiers mois de l'exercice.

478 millions de francs d'engagements nouveaux ont été signés (contre 314 millions de francs pour la même période de 1981). L'activité a connu, depuis, un rythme de progression très satisfaisant et l'année devrait se terminer avec une production supérieure à 600 millions de francs.

Dans le même temps, le bénéfice provisoire extérieurisé par la situation au 30 juin s'établissait à près de 111 millions de francs pour les six premiers mois de l'année.

Par ailleurs, le conseil a fixé les modalités d'une nouvelle augmentation de capital. Celle-ci, d'un montant de 47,3 millions de francs, se matérialisera par l'émission de 94 600 actions d'un nominal de 500 francs, la catégorie AD.

La réservation dans le public a débuté le 16 novembre et se poursuivra jusqu'au 13 décembre 1982.

Rappelons à ce propos que SOGEBAIL émet, chaque année, une ou deux nouvelles catégories d'actions, par appel à l'épargne publique, auxquelles sont affectées l'ensemble des opérations de crédit-bail prenant normalement effet dans les quelques mois qui précèdent ou qui suivent l'émission. Les actionnaires bénéficient à travers le dividende qui leur est versé de l'indexation propre à ces contrats; en outre, les actions sont progressivement remboursées au fur et à mesure de l'amortissement des immeubles financés par l'émission de chaque nouvelle catégorie.

Après réalisation de la catégorie AD, le capital se trouvera porté à 1 099,5 millions de francs.

### TESTUT-AEQUITAS

Au cours de la séance du conseil d'administration réuni le 9 novembre 1982, M. Robert Perrier a fait part de son désir de solliciter ses droits à la retraite. Le conseil en a pris acte et, en conséquence, l'a déchargé de ses fonctions de président-directeur général. Le conseil lui a exprimé ses remerciements pour les services rendus. M. Perrier conserve son mandat d'administrateur.

M. Jacques Marchal a été coopté comme administrateur et élu président-directeur général.

Les orientations du groupe Testut-Trayvon, déjà exposées lors de l'assemblée du 29 juin 1982, tendent à accentuer le regroupement des différentes sociétés pour une plus grande efficacité de gestion.

Afin d'assurer le renforcement de la structure du bilan consolidé et le finan-

cement de nouveaux investissements, des concours financiers ont été négociés et acquis.

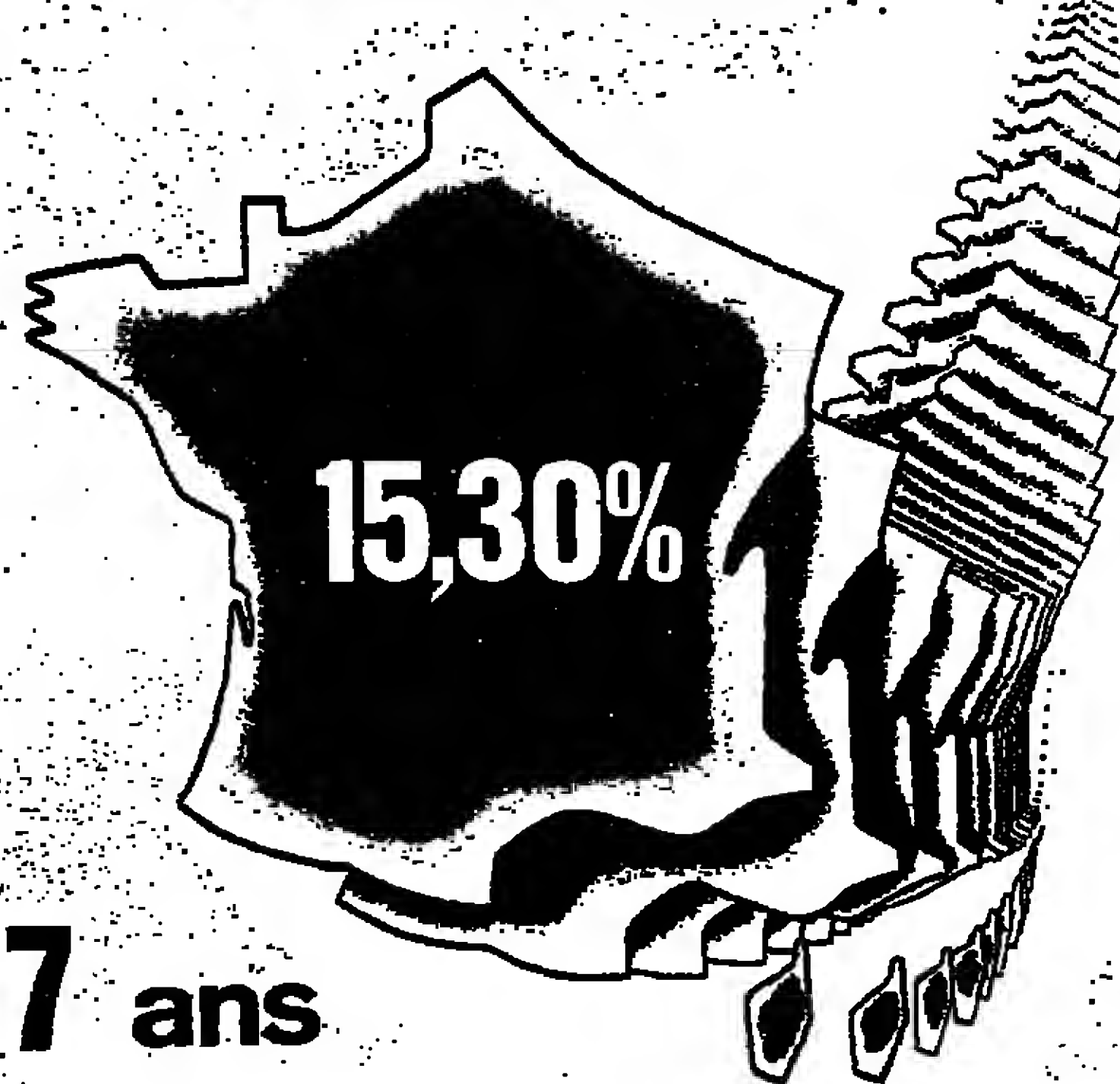
Ils comprennent, sur une période de trois années, outre des réalisations d'actifs, une augmentation de capital de 8 millions de francs réservée aux principaux actionnaires, ainsi qu'un ensemble de prêts participatifs F.D.E.S. et bancaires, de crédits à long et moyen terme et de subventions pour un montant global de 33 millions de francs.

Une assemblée générale extraordinaire pour ratification sera convoquée dans les délais légaux.

Le président Marchal a souligné que le plan de redressement et de développement approuvé par les pouvoirs publics implique une réorganisation du groupe devant lui permettre de retrouver dynamisme et rentabilité.

## JOUEZ LA CARTE DE LA FRANCE

emprunt d'état  
novembre 1982



7 ans

prorogeable à 10 ans au gré du porteur

TOURNOI DES 6 NATIONS  
RUGBY  
Match IRLANDE-FRANCE  
A DUBLIN, le 19-2-1983  
2 890 F  
Comprend : Vol aller-retour ;  
Hôtel luxe ; entrée stade ;  
Assurance  
AIRCOM (S.E.T.I.)  
27, rue La Boétie  
75008 PARIS  
Tél. : 268.15.70

CETTE SEMAINE  
**V.O.**  
SPÉCIALE PRUD'HOMMES  
avec un dossier prestigieux aussi utile  
que la V.O. IMPÔTS :  
**LE GUIDE COMPLET DES NOUVEAUX  
DROITS DES SALARIÉS  
ET FONCTIONNAIRES.**

**almabani**  
General Contractors



**SR 120,000,000**

Syndicated Standby Guarantee Facility  
for construction activities in the  
Kingdom of Saudi Arabia

Lead managed by

Al Bank Al Saudi Al Fransi  
Saudi American Bank

Managed by

Banque Indosuez (Bahrain OBU)  
Citibank, N.A.  
Continental Illinois National Bank and  
Trust Company of Chicago  
Grindlays International Limited (Bahrain OBU)  
Lloyds Bank International Limited  
Société Générale (Paris) Bahrain Branch

Agent

البنك السعودي الأمريكي  
**Saudi American Bank**

September 1982

هكذا من الأصل







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. ÉCONOMIE MONDIALE : « L'exportation signe de compétitivité », par François Mitterrand ; « Le bal des maudits », par Jacqueline Gopin ; « Faillite financière ou banqueroute morale », par Maurice Varlin.

### ÉTRANGER

3. EUROPE  
— U.R.S.S. : la session du Soviet suprême.  
4.5. DIPLOMATIE  
— La voyage de M. Mitterrand en Egypte.  
5. AFRIQUE  
— La conférence de l'O.U.A. à Tripoli.  
6. AMÉRIQUES  
— ÉTATS-UNIS.  
7. ASIE

### POLITIQUE

8. Le règlement des dernières séquelles de la guerre d'Algérie.  
9. POINT DE VUE : « Peut-on toujours dire « la préfecture » ? », par Michel Deniau.

### SOCIÉTÉ

11. Trois incursions après la découverte d'un stock d'armes près de Montauban.  
— DÉFENSE.  
26. SPORTS : les Français en finale de Coupe Davis.  
— RELIGION : Jean-Paul II veut modifier les activités financières du Saint-Siège.  
— ÉDUCATION.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Patrice Chéreau à Nanterre  
13. « Le visible et l'invisible », « Une maison pour la culture ». Entretien avec Patrice Chéreau, par Colette Godard.  
14. L'équipe de direction.  
15. L'école. Les metteurs en scène : Luc Boudry et André Engel.  
16. Une sélection. Programmes, Expositions.  
17 à 20. RADIO-TÉLÉVISION.  
— FR 3 à l'heure de la décentralisation.  
22 à 25. Programmes spectacles.

### ÉQUIPEMENT

31. TRANSPORTS.  
ÉCONOMIE  
32. COMMERCE INTERNATIONAL : l'ouverture de la conférence du GATT.  
— CONJONCTURE.  
33. AFFAIRES : le plan acier français devra-t-il être révisé ?  
— SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (17 à 19)  
INFORMATIONS  
« SERVICES » (28) :  
La maison : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.  
Annonces classées (29 à 31) ; Carnet (25) ; Programmes des spectacles (22 à 25) ; Marchés financiers (35).

CADEAUX  
EN  
TISSUS  
RODIN  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

La Plagne  
Le ski « astuce ».  
Location + forfait ski  
1 semaine de 483 F à 1407 F  
pour personnes de 16 à 65 ans  
86, Champs-Élysées 75008 PARIS  
Tél. : (1) 256.30.50 Poste 27

A B C D E F G

## Le gouvernement envisage de renoncer à l'augmentation de certaines prestations familiales

Le gouvernement a présenté au conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales, réuni à Paris le 23 novembre, ses projets de décrets pour la sortie du blocage des prestations familiales annoncée pour le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Il ressort de ces propositions que le gouvernement envisage de maintenir le blocage de certaines prestations, en application des mesures décidées au conseil des ministres du 29 septembre, pour rééquilibrer les comptes de la Sécurité sociale.

Le conseil a émis plusieurs avis défavorables. L'Union nationale des allocations familiales, la C.F.T.C., ont également réagi immédiatement.

Il faut rappeler que le gouvernement s'était engagé à revaloriser en juillet 1982 les prestations de 14,1 % — taux d'évolution du coût de la vie entre mars 1981 et mars 1982. Il ne l'a pas fait, le blocage général ayant été décidé en juin. La hausse des prestations au 1<sup>er</sup> juillet n'a donc été que de 6,2 %. Promesse à alors été faite de reporter au 1<sup>er</sup> janvier 1983 le complément des augmentations annoncées.

Or, le gouvernement ne propose qu'une hausse moyenne de 7,5 %, qui, de surcroît, ne serait pas appliquée à certaines prestations.

● **Allocations prénatales** : calculées en pourcentage de la base de calcul des allocations familiales, elles devaient être majorées de 7,5 %. Il n'en sera rien. Le gouvernement, en effet, a modifié le mode de calcul : le pourcentage du salaire de base pour l'évaluation (de 1.323 F actuellement et de 1.422 F au 1<sup>er</sup> janvier prochain) passera de 22 % à 20,5 % (ce qui annule la hausse générale de 7,5 %).

● **Allocations postnatales** : la modification du mode de calcul est analogue, son but identique. Ainsi, la première tranche passera de 284 % du salaire de base actuels à 171 %.

Sur les deux points, l'UNAF, la C.F.T.C., protestent vigoureusement, d'autant que les allocations pré et postnatales resteront bloquées toute l'année 1983.

● **Complément familial** : il a été augmenté au 1<sup>er</sup> juillet 1982 de 14,1 %. Pour ne pas le faire bénéficier de la nouvelle hausse générale, son mode de calcul est modifié. Le pourcentage du salaire de base du calcul passera de 44,75 % à 41,65 % au 1<sup>er</sup> janvier 1983.

● **Majoration pour le troisième enfant** : elle sera réduite de moitié, passant au 1<sup>er</sup> janvier de 6.046 F à 3.023 F.

Les objections faites tant à la CNAF, qu'à la C.F.T.C. et à l'UNAF tiennent au fait que ces projets de décrets sont en fait des mesures d'économies à réaliser sur « le dos des familles ».

Le report au 1<sup>er</sup> janvier 1983 de l'augmentation promise au 1<sup>er</sup> juillet 1982 a fait économiser, selon l'UNAF, quelque 200 milliards de francs. La réduction de la majoration pour le troisième enfant permettra d'économiser quelque 550 millions de francs ; le blocage des allocations pré et postnatales, environ 360 millions de francs. — D. R.

### A LA RADIO-TÉLÉVISION

## La C.F.D.T., F.O. et la C.F.T.C. appellent à une grève générale pour le 25 novembre Les programmes risquent d'être perturbés

La grève annoncée pour le jeudi 25 novembre, la deuxième grande grève de l'après 10 mai, après celle du 26 février dernier, se traduira vraisemblablement par la diffusion d'un « programme minimum » sur les trois chaînes.

Le Syndicat unifié de radio et de télévision (SURT) C.F.D.T. et le Syndicat national F.O. de radiodiffusion et de télévision ont lancé — séparément — un mot d'ordre de grève générale, pour le jeudi 25 novembre, dans l'ensemble des sociétés audiovisuelles du secteur public. Le Syndicat national de l'audiovisuel (SNA) C.F.T.C. a décidé, mardi 23 novembre, de s'associer à ce mouvement.

La C.G.T. s'est également jointe à la grève en ce qui concerne FR 3, les décisions pour les autres sociétés devant intervenir jeudi.

Le SURT-C.F.D.T., majoritaire chez les techniciens de l'audiovisuel, estime que des problèmes similaires se posent à chaque société : « Absence de précisions sur l'avenir des entreprises, sur leurs missions, sur leurs personnels ; réponses négatives en matière d'emploi ; menaces contre le service public ; développement du secteur privé de la production, etc. » Ce syndicat met aussi l'accent sur les difficultés surgies dans les négociations en cours sur la convention collective, et le risque,

selon lui, d'aboutir à un « système salarial continué du passé ».

Pour sa part, F.O. assure que « jamais, dans les sociétés de radio et de télévision, la situation n'a été aussi confuse et l'avenir aussi sombre ».

Elle dénonce, en particulier, « les effets pervers de la nouvelle loi sur l'audiovisuel ». Quant à la C.F.T.C., elle affirme que « seule une action dure peut faire prendre conscience au grand public de la dégradation de la situation dans les sociétés audiovisuelles ».

Chez les journalistes, dont les sections syndicales sont distinctes de celles des autres personnels, la situation est moins claire. Le S.N.J. s'est joint au mouvement sur FR 3, mais n'a pas défini sa position en ce qui concerne les autres chaînes. F.O. n'appelle pas à la grève, mais à des assemblées générales dans les rédactions.

La situation à Radio-France est un peu particulière, l'intersyndicale de cet établissement ayant déjà lancé une grève le 18 novembre avant de déposer son propre préavis pour le 25 novembre. Une nouvelle assemblée générale consultative du personnel était prévue mercredi en matinée. Il est probable que le mouvement décidé sur le plan national sera suivi.

**FORSHO**  
LA MAISON DU LODEN  
le véritable  
LODEN AUTRICHIEN  
146, rue de Rivoli Paris 1<sup>er</sup> Tél. : 260.13.51

**VU CHEZ HANLET**  
A Paris, 264, Fg Saint-Honoré. 766.51.94  
A Vélizy, Z.I. rue Grange-Dame-Rose. 946.00.52

**PETROF**  
K 1143 pédales - Noyer ciré - Origine Tchécoslovaquie - Garantie 5 ans.  
Payable en 60 x 190 F par mois avec assurance. 1000 F d'apport.  
Prix total à crédit 24.400 F assurance comprise. T.E.G. 24,00 % CETELEM.  
**HANLET** IMPORTATEUR EXCLUSIF.

## GUY MAUVILLAIN RESTE EN LIBERTÉ

Après avoir décidé de faire appliquer rapidement la mesure de réincarcération de Guy Mauvillain, dont la requête en révision a été rejetée (le Monde du 24 novembre), la chancellerie vient de surseoir à cette décision. Elle a commandé le 23 novembre l'instruction du recours en grâce déposé lundi 22, en ordonnant une expertise médicale.

Dans son recours, l'avocat de Guy Mauvillain précisait : « Cet homme est âgé de soixante-trois ans et sa femme soixante et un. Il souffre notamment d'hypertension artérielle, de fortes migraines et d'arthrose. Sur le plan psychique, il souffre de difficultés de concentration et manifeste des phénomènes d'angoisse, de celles de son incarcération. D'ailleurs, la commission technique régionale d'invalidité, d'incapacité permanente et d'aptitude au travail a décidé, au cours de sa réunion du 12 octobre 1982, de lui accorder un taux de 66 % ».

Le 23 novembre, par le tribunal correctionnel de Charleville-Mézières, devant lequel les comparaisaient « pour participation à une manifestation interdite, port d'arme de sixième catégorie et recel de voiture volée » (le Monde du 27 septembre), le 25 septembre, après une journée de heurts entre manifestants et policiers, MM. Loïc Robert, âgé de vingt-deux ans, Yves Bernard, âgé de trente et un ans, Gilbert Tisserand, âgé de vingt-trois ans, et Mlle Mary Felkin, une Ecosseuse habitant près de Paris, âgée de vingt ans, avaient été interpellés en possession de billes d'acier pouvant être utilisées comme projectiles.

Le représentant du parquet de Charleville a requis contre eux une peine de six mois de prison, dont trois avec sursis. Mais, avant de rendre son jugement, le 14 décembre prochain, le tribunal a mis fin à la détention des inculpés, sauf dans le cas de Mary Felkin, déjà condamnée à deux peines de prison avec sursis pour d'autres affaires. — (Corresp.)

Le numéro du « Monde » daté 24 novembre 1982 a été tiré à 514 435 exemplaires.

**14<sup>e</sup> SALON  
des  
ANTIQUAIRES**  
26 NOVEMBRE 6 DÉCEMBRE 1982  
pavillon spodex  
PLACE DE LA BASTILLE

Les jrs de 11 h à 20 h  
mardi et jeudi jusqu'à 23 h  
samedi et dimanche  
de 10 h à 20 h

(PubliSé)

**Micro-  
informatique :  
DECISION**

Le prix réel d'un micro-ordinateur utilisable pour des applications professionnelles est aujourd'hui compris entre 10 000 F et 60 000 F. Cadres d'entreprises, dirigeants de PME, professions libérales, ingénieurs, se posent légitimement la question : comment choisir ? comment s'en servir sans avoir nécessairement à programmer ?

DECISION Informatique, soutient « Pour choisir et utiliser votre micro-ordinateur et ses programmes » est la première publication plaçant le micro-ordinateur à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

DECISION Informatique, 10FF chez votre marchand de journaux. Abonnement : 195 FF (23 numéros) 41, rue de la Grange-aux-Belles, 75003 Paris Cedex 10.

## Au Ghana

## Un coup d'Etat aurait été déjoué

Une tentative de coup d'Etat a eu lieu mardi 23 novembre à Accra, a annoncé, ce mercredi matin 24 novembre, Radio-Ghana, qui a ajouté que la situation était « contrôlée » par les « troupes loyales à la révolution » que dirige, depuis le 31 décembre, le capitaine d'aviation Jerry Rawlings. Celui-ci a demandé « aux individus égarés encore en fuite de se rendre au poste de police le plus proche ».

Le couvre-feu est désormais en vigueur de 18 heures à 6 heures du matin, au lieu de 22 heures à 5 heures, et l'aéroport international d'Accra, seul point d'entrée et de sortie du Ghana depuis la fermeture des frontières terrestres, le 21 septembre, est fermé au trafic international.

La radio n'a pas indiqué qui étaient les auteurs de cette tentative de coup d'Etat ni comment elle s'était déroulée, précisant seulement que le capitaine Rawlings avait demandé aux commandants des unités de l'armée de « rester vigilants ».

### Repli du dollar

En nette reprise, mardi 23 novembre, le dollar a fléchi à nouveau mercredi 24 novembre, revenant de 7,21 F à un peu plus de 7,16 F sur la place de Paris, et de 2,55 DM à 2,5350 DM sur celle de Francfort. A l'origine de ce repli, on trouve l'annonce d'une forte baisse des commandes de biens durables aux Etats-Unis en octobre (-4,9 %). Toutefois, les milieux financiers internationaux n'ont pas, dans l'immédiat, un recul plus accentué de la monnaie américaine. Le livre sterling a faibli derechef, revenant de 11,50 F à 11,40 F à Paris.

● **Un ingénieur d'origine polonaise**, M. Henri Kasprzak, quarante ans, a été tué d'une balle à ailettes dans la tête, mardi matin 23 novembre, alors que au volant de sa voiture, il s'apprêtait à quitter le parking souterrain de l'immeuble où il résidait à Evry (Seine-et-Marne). Après ce meurtre commis avec un fusil de chasse, différentes hypothèses — affaires d'espionnage, chantage industriel — ont été un instant avancées en raison de la personnalité de la victime, ingénieur à la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avion (SNECMA). En fait, selon un responsable du S.R.P.J. de Versailles chargé de l'enquête, les policiers seraient sur le point d'aboutir à une tout autre conclusion. Il s'agirait d'un crime passionnel commis par un proche de la victime.

## En Israël

## RICHARD STRAUSS A NOUVEAU INTERDIT

Jérusalem (A.F.P., U.P.I.). — La musique de Richard Strauss ne pourra être diffusée par la radio israélienne ni jouée par l'Orchestre symphonique de la radio, à la suite d'une décision de la direction de PORTI (Office israélien de radio-télévision) prise lundi soir 22 novembre.

Le 9 novembre dernier, le département de la musique de PORTI avait recommandé à la direction d'autoriser la diffusion des œuvres du musicien allemand. Le célèbre chef d'orchestre Igor Markovitch s'était également prononcé en ce sens en soulignant que, malgré son attitude conciliante envers le régime nazi, Richard Strauss n'était pas « un nazi convaincu » et avait mis à profit ses fonctions éphémères à la tête de la direction musicale de l'Allemagne pour « protéger les juifs ».

Dès le lendemain de cette recommandation, l'ouverture de Aïda parait Zarathoustra du compositeur allemand était diffusée par la radio israélienne.

Les adversaires de la musique de Richard Strauss n'avaient cependant pas désisté, et la direction de PORTI avait été depuis bombardée de lettres d'auditeurs menaçant des pires sévices les musiciens israéliens qui accepteraient d'interpréter ses œuvres.

**STER**  
64, rue de Rennes  
PARIS 6  
présente ses  
collections  
croisières  
pour  
celles qui partent  
au soleil

**Michel PONATOWSKI**  
signera son livre  
**TALLEYRAND  
ET LE DIRECTOIRE**  
le jeudi 25 novembre 1982,  
à partir de 17 heures,  
à la librairie JULLIARD,  
229, bd Saint-Germain  
75007 PARIS  
(métro Solferino).  
Tél. : 705-10-24.

**ANTIQUAIRE  
recherche**  
Beaux meubles.  
Tableaux, Horlogerie.  
Vases 1900 et 1930 et tous  
objets d'art et de décoration.  
Galerie de Lille. 25, rue de Lille,  
75007 Paris. Tél. : 261-23-90.

**MONT-PARNASSE PARK HOTEL**  
Groupe Suisse Nova - Park  
18 rue du Commandant Mouchelle, 75014 Paris  
Tél. 320 15 51 Téléc. 220135

La nouvelle  
moderne  
vie gauche.

Le Groupe Suisse Nova-Park, une réputation d'excellence, une philosophie hôtelière originale, le goût de la vie et du rythme.  
A Montparnasse brille maintenant l'éclat du troisième hôtel Nova-Park de Paris : 1000 chambres, 1000 m<sup>2</sup> d'espace business, 2 restaurants, 1 bar, une ambiance musicale chaleureuse. Des réservations rapides et sûres.  
Non par hasard, Park Hôtel de très grands services.

مكتبة من الأمل